L'APPUI AU

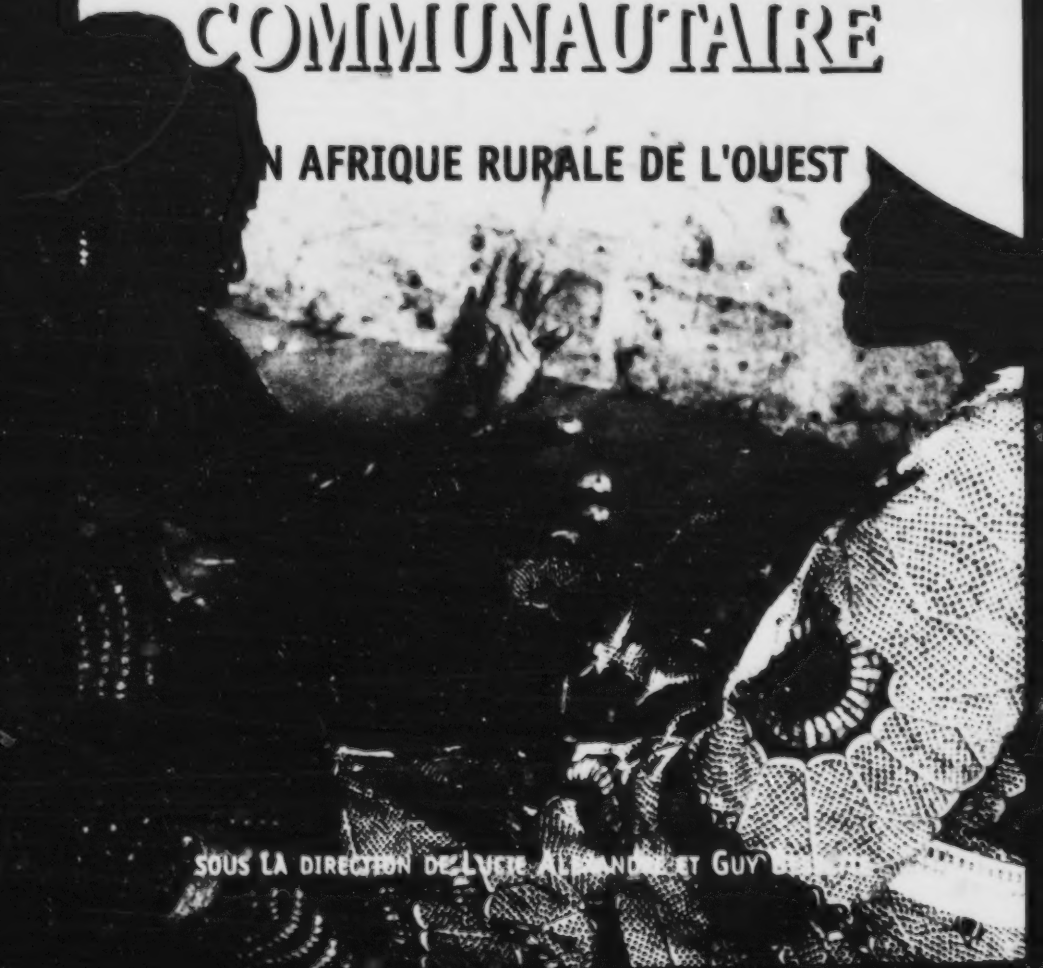
UNE EXPÉRIENCE

DÉVELOPPEMENT

DE COMMUNICATION

COMMUNAUTAIRE

EN AFRIQUE RURALE DE L'OUEST



SOUS LA DIRECTION DE LUCIE ALEXANDRE ET GUY [illegible]

101-01257/

L'appui au développement communautaire

L'appui au développement communautaire

Une expérience de communication en Afrique de l'Ouest

sous la direction de
Lucie Alexandre et
Guy Bessette

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
Ottawa • Dakar • Johannesburg • Le Caire • Montevideo • Nairobi • New Delhi • Singapour

AGENCE INTERGOUVERNEMENTALE DE LA FRANCOPHONIE
Paris, France

Publié par le

Centre de recherches pour le développement international
BP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

et

l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, Paris, France.

© Centre de recherches pour le développement international 2000

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :

L'appui au développement communautaire : une expérience de communication en Afrique de l'Ouest

Comprend des références bibliographiques.
ISBN 0-88936-919-4

1. Communication en développement communautaire — Afrique de l'Ouest.
2. Communiation en développement rural — Afrique de l'Ouest.
3. Développement communautaire — Pays en voie de développement.
I. Alexandre, Lucie.
II. Bessette, Guy, 1952- .
III. Centre de recherches pour le développement international (Canada)

HN49.C6A66 2000 307.1'412 C00-980269-X

Tous droits réservés. Toute reproduction, tout stockage dans un système d'extraction ou toute transmission en tout ou en partie de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit — support électronique ou mécanique, photocopie ou autre — sont interdits sans l'autorisation expresse du Centre de recherches pour le développement international. Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne traduisent pas nécessairement celles du Centre de recherches pour le développement international. Tous les noms de spécialité mentionnés dans la présente publication ne sont donnés qu'à titre d'information et le fait qu'ils soient mentionnés ne signifie pas que le Centre les approuve. Offert sur microfiche.

Les Éditions du CRDI s'appliquent à produire des publications qui respectent l'environnement. Le papier utilisé est recyclé et recyclable ; l'encre et les enduits sont d'origine végétale.

Table des matières

Préface
– Bernard Petterson vii

Remerciements et dédicace ix

Chapitre 1
Les Centres de lecture et d'animation culturelle et la recherche en communication pour le développement
– Lucie Alexandre et Guy Bessette 1

Chapitre 2
Un cadre conceptuel et méthodologique de la communication pour le développement
– Guy Bessette. 37

Chapitre 3
Les recherches-actions dans les milieux
– Mabiala Ma-Umba et Awa Adjibade Traoré 75

Chapitre 4
Discussion des recherches-actions
– Guy Bessette. 135

Chapitre 5
Leçons et recommandations
– Lucie Alexandre et Guy Bessette 189

Annexe 1
Liste des projets par pays 205

Annexe 2
Liste des participants et des personnes-ressources 209

Bibliographie 213

Préface

Tous les organismes internationaux de développement cherchent à se rapprocher des réalités locales, à adapter leurs actions aux besoins exprimés sur le terrain, à mobiliser les compétences et l'expertise disponibles dans les pays et les régions où ils interviennent, et à utiliser des instruments de progrès accessibles à tous dans les contextes les plus défavorisés.

Ils ont pris conscience du fait que leur offre de coopération était souvent trop éloignée des préoccupations réelles des gens et de leurs aspirations. La finalité recherchée est la même : permettre aux différents groupes sociaux de participer au développement de leur communauté, d'en être les acteurs et d'acquérir ainsi une meilleure maîtrise de leur avenir.

C'est à partir d'expériences sur le terrain que se dessinent les conditions de réussite d'une stratégie de coopération axée sur l'appui au développement communautaire.

L'Agence de la Francophonie a mis en œuvre depuis plus de 10 ans un programme de lecture publique en milieu rural qui s'appuie sur des réseaux de « Centres de lecture et d'animation culturelle (Clac) ».

À l'origine, les Clac n'étaient pas destinés à être des structures d'appui au développement communautaire. Une évaluation menée en 1996 a toutefois fait ressortir que certains Clac semblaient réunir les conditions indispensables pour servir de plateforme à des actions communautaires.

Afin de vérifier cette hypothèse, l'Agence a lancé en 1996, en collaboration avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et avec l'appui financier du ministère des Affaires étrangères du Canada, une recherche-action développée en étroite collaboration avec les partenaires de terrain, nourrissant une importante réflexion sur les expériences concrètes réalisées dans 23 localités d'Afrique de l'Ouest. Les pages qui suivent décrivent ce processus d'expérimentation, de même que les principaux résultats obtenus et les leçons à tirer de cette riche pratique.

Consciente par ailleurs de l'importance des technologies de l'information et de la communication pour les populations du Sud, et notamment les populations isolées, l'Agence mène actuellement une seconde recherche-action avec le CRDI destinée à cerner les conditions d'utilisation

et d'appropriation de ces technologies par les populations rurales, au sein des Clac.

Ces deux recherches-actions visent le même objectif ; si leurs conclusions se révèlent positives, elles seront généralisées aux Clac qui disposeront des capacités d'accueil d'activités de communication et d'appui au développement communautaire.

Ayant déterminé les conditions requises pour amener les citoyens à devenir les acteurs de leur propre développement, l'Agence pourra, grâce aux Clac, aider ces derniers à affronter les problèmes qui les concernent et à mieux « construire ensemble ».

Il faut que la Francophonie soit populaire, c'est-à-dire proche des besoins et des aspirations des populations; elle se doit de se préoccuper de leur bien-être : c'est dans cet esprit que l'Agence de la Francophonie conçoit et conduit ses actions de coopération multilatérale, notamment dans le cadre du programme Clac.

Bernard Petterson
Directeur, Culture et Patrimoine
Agence intergouvernementale de la Francophonie

Remerciements et dédicace

La présente publication est dédiée aux animateurs et aux coordonnateurs des Clac qui ont participé à cette recherche. Grâce à eux, il est possible de mieux connaître les conditions d'intégration de la communication pour le développement à l'intérieur de la mission d'organismes à la base qui veulent appuyer le développement de leur milieu. Nous les remercions de leur participation, de leur engagement et de leur persévérance.

Ce document veut saluer également de façon particulière la mémoire de Kory Dione, qui était coordonnateur du réseau des Clac de Kolda au Sénégal. Kory a quitté les siens en 1997, au terme d'une session de perfectionnement en communication pour le développement avec des animateurs des Clac de son réseau. Il a consacré ses dernières énergies à motiver, à encourager et à appuyer les animateurs de son réseau afin qu'ils deviennent des communicateurs pour le développement dans leur milieu.

Trois membres de l'équipe d'encadrement méritent une mention particulière pour leur engagement au projet et leur soutien constant aux animateurs et aux coordonnateurs participants : il s'agit d'Awa Adjibade Traoré et de Mabiala Ma-Umba, responsables de l'appui technique sur le terrain et de Félix Zinsou, responsable de l'audiovisuel.

Les auteurs tiennent également à remercier le Bureau régional de l'Agence de la Francophonie en Afrique de l'Ouest, et de façon spécifique son directeur ainsi que son administrateur, pour les responsabilités qu'ils ont assumées dans la gestion de ce projet.

Enfin, ils remercient le Centre de recherches pour le développement international et l'Agence de la Francophonie pour le soutien financier accordé au projet.

Lucie Alexandre
Guy Bessette
Juillet 2000

Chapitre 1

Les Centres de lecture et d'animation culturelle et la recherche en communication pour le développement

Lucie Alexandre et Guy Bessette

Ce chapitre comprend deux parties complémentaires. La première présente les Centres de lecture et d'animation culturelle (Clac), leurs objectifs et modes de fonctionnement. Au départ, les Clac n'étaient pas destinés à servir de structures d'appui au développement communautaire ; cependant, à la suite d'une évaluation, il est devenu apparent que certains présentaient les conditions nécessaires pour servir de plateforme à des actions d'appui au développement. C'est dans cette perspective que l'on explore, dans cette publication, la possibilité pour les Clac d'intégrer des activités de communication pour le développement.

La première partie a pour but de définir le contexte organisationnel à l'intérieur duquel s'est insérée la recherche.

Dans la seconde partie, on décrit le projet de recherche-action portant sur l'intégration de la communication pour le développement dans les Clac et on y présente les différentes étapes de la conception du projet, de sa réalisation et de son évaluation.

Les Centres de lecture et d'animation culturelle : une action pour le monde rural

C'est en 1985, à la Conférence générale de Dakar, que l'Agence de la Francophonie a lancé dans le cadre de ses programmes culturels un projet structuré de développement de la lecture publique en milieu rural. Cette initiative rencontra, dès le départ, l'adhésion de l'ensemble des États

membres de la Francophonie, et le Bénin et le Sénégal furent désignés comme premiers pays d'expérimentation de ce nouveau projet.

Depuis lors, les Clac se sont développés dans près de 200 localités rurales. Seize pays en bénéficient déjà. Reconnu comme un projet concret, adapté aux réalités des milieux dans lesquels il s'implante et répondant à leurs besoins, il est toujours l'objet d'une forte demande que seuls des moyens financiers sensiblement accrus permettraient de satisfaire.

Besoins des pays et objectifs des Clac

Très sollicitée en matière de livres et de documents francophones, l'Agence a voulu répondre de manière structurée à la demande de ses pays membres en développant, en partenariat actif avec eux, un programme suivi dont l'impact serait mesurable.

C'est aussi pour combler un grand vide et réduire les inégalités entre le monde urbain et le monde rural que les Clac ont été implantés dans les communautés rurales. Malgré les efforts consentis depuis longtemps par les pays du Sud pour développer sur tout le territoire national des écoles primaires, secondaires et des lycées, les petites agglomérations rurales restent complètement dépourvues d'infrastructures culturelles, et surtout, de bibliothèques publiques.

Loin des capitales, sans moyens financiers, comment trouver les livres pour se documenter, pour poursuivre sa formation professionnelle, pour ses loisirs, quand on sait que même les manuels scolaires font défaut ?

Outre les buvettes et les bars, il n'existe pas non plus de lieux de loisirs et de convivialité où l'on peut, après le travail ou l'école, échanger, faire une partie de Scrabble, voir un film ou se détendre.

Dans les localités où ils sont implantés, les Clac tentent de répondre à ces besoins de lecture, d'information et de loisirs auxquels les communautés rurales ont droit.

Qu'est-ce qu'un Clac dans une localité ?

Un lieu

Un Clac, c'est un petit centre culturel en milieu rural. Concrètement, c'est un bâtiment abritant une bibliothèque et une salle d'animation, implanté au cœur d'une agglomération rurale de 5 000 à 20 000 habitants.

Chef-lieu d'une sous-préfecture ou commune rurale, cette localité comporte des établissements d'enseignement primaire et secondaire, un lycée,

souvent des maternelles. Les services administratifs, le dispensaire, le marché attirent régulièrement un grand nombre de personnes des villages voisins. Des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations y sont souvent installées et actives dans divers domaines.

Le Clac permet à la communauté dans lequel il est implanté de venir s'informer, lire, échanger, se distraire en mettant à sa disposition divers biens culturels adaptés à ses besoins et en proposant des activités socio-culturelles.

Le Centre de lecture et d'animation culturelle ouvre ses portes plusieurs jours par semaine, selon un horaire précis, déterminé par son comité de gestion. Chaque jour, les usagers viennent nombreux emprunter des livres, lire les journaux, retrouver des amis autour d'une partie de Scrabble, jouer aux boules, voir un film. Autant d'activités proposées par le Clac et dont les animateurs assurent au quotidien le fonctionnement et la bonne gestion.

Des activités

Lire

L'activité principale du Clac, c'est la lecture. Les lecteurs s'abonnent, empruntent des livres, lisent ou travaillent à la bibliothèque, consultent des encyclopédies, ou feuillettent les journaux et les revues auxquels le Clac est abonné.

Les principaux utilisateurs de la bibliothèque sont à 75 p. 100 des jeunes en âge scolaire. La bibliothèque du Clac étant la seule source de documentation en dehors de l'école, les enseignants encouragent leurs élèves à s'y abonner et à y lire des ouvrages comme des albums, BD, romans, contes, documentaires sur les animaux ou sur une matière scientifique. Certains enseignants amènent leurs classes découvrir la bibliothèque ou faire une recherche sur un sujet précis.

Les instituteurs, les fonctionnaires du milieu et divers agents du développement fréquentent aussi la bibliothèque. Ils empruntent des ouvrages pédagogiques ou techniques pour documenter leurs interventions dans divers domaines (matière scolaire, alphabétisation, santé, agriculture, etc.) ou préparer des examens professionnels.

Parmi les abonnés du Clac figurent également des travailleurs de diverses catégories — mécaniciens, commerçants, électriciens, couturiers, agriculteurs, ménagères — mais aussi des chômeurs et des jeunes déscolarisés.

Jouer

Des enfants d'âge préscolaire viennent au Clac s'amuser avec des jeux de construction, des casse-tête, des jeux de mémoire, d'observation, de société, etc. Ces jeux font l'objet de prêts aux écoles maternelles de la localité, le plus souvent dépourvues de matériel éducatif et ludique.

Les plus grands de même que les adultes jouent quotidiennement aux dames, au monopoly, mais surtout au Scrabble et à la pétanque ; des clubs se mettent sur pied et des concours locaux ou inter-Clac sont organisés, ce qui crée une grande animation autour de ces jeux.

Voir un film ou une émission à la télévision

La télévision et la présentation vidéo de films et de documentaires attirent au Clac des personnes de tous âges et de toutes catégories. Deux ou trois séances par semaine sont prévues en moyenne dans les Clac.

Certaines émissions télévisuelles — la Coupe d'Afrique des Nations, le théâtre national — ou certains films grand public regroupent parfois des centaines de personnes autour du petit écran. Comme partout, les dessins animés sont très prisés des plus jeunes. Des films documentaires sur des sujets spécifiques (planning familial, sida, pratique culturale, film historique, etc.) sont présentés à des groupes ciblés et font l'objet de discussions et de débats animés par des agents de développement du milieu. Des mini-festivals du film sur petit écran et supports vidéo sont parfois organisés : festival du film africain, festival du film comique, festival de dessins animés.

Participer aux activités socioculturelles

Prenant en compte les intérêts, les besoins, les goûts et les loisirs de la communauté, chaque Clac établit un programme annuel d'activités. La compétence et la disponibilité des animateurs jouent un rôle déterminant dans la qualité, le nombre et la variété des animations du Clac.

Plusieurs Clac mettent sur pied leurs propres groupes culturels : troupe de théâtre, groupe de danseurs, groupe de musiciens et chanteurs. Ces groupes se produisent à l'occasion de fêtes dans la localité et se déplacent parfois pour une tournée dans d'autres Clac. L'un de ces groupes montés dans un Clac a même remporté un premier prix à l'occasion d'un important festival culturel national. Certains réseaux organisent des festivals de théâtre ou de danses traditionnelles auxquels participent tous les Clac du réseau.

Fréquemment, des semaines et des week-ends culturels offrent à la population un programme varié d'activités : journées portes ouvertes,

projection de films, théâtre, récital de poésie, nuit du conte autour d'un feu, concours de danses, tournoi de Scrabble, exposition, bal. D'après les animateurs, certaines de ces activités attirent parfois tout le village.

Avec l'appui des agents locaux de développement, le Clac propose souvent des exposés ou des causeries suivis de débats sur des questions sensibles ou des problèmes particuliers tels que le sida, la vaccination, le planning familial, l'hygiène alimentaire.

Des ressources

Les Clac sont dotés de divers biens et équipements leur permettant de conduire leurs diverses activités culturelles.

Des livres

La bibliothèque de chacun des centres possède une collection d'environ 1 500 à 2 000 livres, répondant aux intérêts des lecteurs et choisie avec leur collaboration.

Particulièrement fréquentée par les jeunes d'âge scolaire, la bibliothèque contient une bonne proportion de livres susceptibles de les intéresser : albums, bandes dessinées, contes, romans, documentaires pour la jeunesse sur les sciences naturelles, la religion, la géographie, l'histoire, les sports, les arts, etc.

On y trouve également une collection d'ouvrages destinés aux adultes, notamment des romans et des documentaires. On s'efforce de mettre en valeur les écrivains nationaux et régionaux ainsi que les sujets d'intérêt particulier pour le milieu (santé, hygiène, développement rural, sport, etc.).

Une collection tournante d'ouvrages permet en outre des apports réguliers de nouveaux livres dans les Clac du réseau.

Des outils pédagogiques

Un rayon pédagogique comportant des ouvrages, des cartes géographiques, des planches et divers outils didactiques offre une aide aux enseignants du primaire et du secondaire dans leurs tâches quotidiennes. Des documents en langues nationales destinés aux alphabétiseurs et aux néo-alphabètes y figurent également.

Des journaux et des revues

Le Clac est aussi abonné à plus d'une quinzaine de périodiques et de journaux nationaux et internationaux.

Des jeux

Une quarantaine de jeux éducatifs et de jeux de société sont mis à la disposition des usagers du Clac : pour les plus jeunes, il y a des jeux de construction, de mémoire, de chiffres, de lettres, de socialisation ; pour les plus grands et pour les adultes, il y a des jeux de dames, de pétanque, de Scrabble, de monopoly, des jeux traditionnels, etc.

Des équipements audiovisuels

À titre d'outils d'information et de loisir, la radio, la télévision et la vidéo font partie intégrante des équipements de base d'un Clac. Dans certains cas, une antenne parabolique permet de capter les chaînes internationales. Une collection de films et documentaires vidéo circule également dans les Clac d'un même réseau.

Une énergie renouvelable

Soulignons également que certains Clac situés en zones non électrifiées bénéficient de capteurs solaires comme source d'énergie.

Le réseau

Regroupés en une dizaine d'unités mises en place dans une région ou un département d'un pays, les Clac partagent les avantages matériels et la dynamique du réseau dans lequel ils s'inscrivent.

Ils bénéficient ainsi de l'appui permanent d'un coordonnateur de réseau et des services d'un technicien de maintenance des équipements audiovisuels. Les Clac se partagent divers biens culturels, à savoir une collection tournante de livres et de documents audiovisuels. Certains équipements — appareils photo, caméscopes, sono — sont mis à leur disposition pour des manifestations ou des occasions particulières.

Tous les deux ans, les animateurs de l'ensemble du réseau bénéficient de stages de recyclage et de perfectionnement. Des échanges d'expériences entre animateurs, des concours, la tournée inter-Clac de spectacles, les festivals culturels sont autant d'activités rendues possibles par le fonctionnement des Clac en réseaux.

Le mode de fonctionnement

En créant les Clac, l'Agence s'est inspirée, en les adaptant aux réalités du Sud, d'expériences concluantes de lecture publique développées depuis plus d'un siècle dans des localités rurales du Nord. Il fallait en effet trouver une formule permettant aux petites communautés rurales, dont les budgets sont limités, d'avoir accès à la lecture et à l'information.

Le concept « Clac »

Les premières études de faisabilité réalisées sur le terrain en 1986 ont permis de définir ce que l'on peut appeler « le concept Clac ». Ce concept vise à pallier le manque de ressources financières nécessaires à la mise en place de services auxquels les habitants de petites communautés ont néanmoins droit. Il s'agit d'un système fondé sur le partage des responsabilités techniques et financières entre le ministère de tutelle du pays, les communautés d'accueil des Clac et l'Agence.

Pour une gestion rationnelle des ressources financières et une maîtrise des délais d'exécution du travail, l'Agence centralise l'acquisition, le traitement et la reliure des livres et autres équipements des réseaux, et participe aux activités de formation des ressources humaines nationales et locales.

Le ministère et les localités d'accueil, pour leur part, prennent en charge le personnel, les bâtiments, l'aménagement des locaux, l'enregistrement et le rangement des livres et autres biens culturels dans les Clac, l'accueil du public ainsi que la gestion quotidienne des activités de prêt des biens culturels et d'animation du Clac.

En résumant beaucoup, on peut dire que les « services techniques » liés à la mise en place des Clac sont pris en charge par l'Agence alors que l'ensemble des éléments se rapportant aux « services au public » relèvent entièrement des pays.

Une gestion décentralisée

Le programme Clac se caractérise donc par un mode de gestion décentralisée. En effet, si les grandes orientations du programme, pour des raisons de cohérence, relèvent de l'Agence, la plus grande partie des responsabilités de gestion et d'animation des Clac revient au pays et aux localités mêmes où ils sont implantés.

Les bureaux régionaux

Dans la dynamique d'une décentralisation de ses propres interventions, l'Agence a confié à ses bureaux régionaux le suivi administratif des réseaux Clac et la supervision des fonds gérés dans les pays.

Elle a aussi enclenché un processus de renforcement des ressources humaines de ces bureaux, qui leur permettra d'apporter dorénavant un réel soutien technique et pédagogique et un meilleur suivi de proximité de chacun des réseaux et de chaque Clac.

Les pays et les localités d'accueil des Clac

Mais c'est surtout dans les pays, et plus particulièrement au niveau des communautés locales, que se situent les responsabilités de gestion des Clac.

a) Le ministère de tutelle et le responsable national

D'abord, le ministère de tutelle, sur la base d'une convention, s'engage auprès de l'Agence au respect des importantes contreparties techniques et financières à assumer par son gouvernement et par les localités dans l'implantation et le fonctionnement des Clac.

Il désigne l'un de ses hauts fonctionnaires comme *responsable national* du projet pour servir d'interface entre lui et l'Agence. Ce responsable national participe activement à la mise en place et au fonctionnement des réseaux de son pays. Il effectue, au nom de son ministère, une tournée annuelle des Clac, participe à la gestion des fonds affectés au suivi et à l'animation du réseau et se porte garant, auprès de l'Agence, de leur bonne utilisation et de leur justification.

b) Le coordonnateur

Pour assurer un suivi permanent sur le terrain, un *coordonnateur* est nommé à la tête de chaque réseau d'une dizaine d'unités. Choisi d'un commun accord entre le ministère de tutelle et l'Agence pour ses compétences en animation culturelle ou en bibliothéconomie, le coordonnateur est l'une des personnes-ressources les plus importantes du réseau.

Il a une connaissance approfondie des collectivités locales et aide les autorités à trouver les personnes aptes à jouer un rôle actif dans les Clac, comme membres du comité de gestion ou comme animateurs. Le coordonnateur est en effet la personne de terrain par excellence, présent à tout moment auprès des animateurs, des comités de gestion et des autorités locales des Clac dont il a la responsabilité. Il est en rapport direct avec son responsable national et avec les services compétents de l'Agence.

Au-delà des relations harmonieuses qu'il entretient avec l'ensemble des partenaires des Clac — responsable national, autorités locales, comités de gestion, animateurs, personnes-ressources du milieu —, le coordonnateur joue un important rôle de gestionnaire du réseau. De nombreuses tâches administratives sont en effet liées à sa fonction.

Il effectue des tournées mensuelles pour s'assurer du bon fonctionnement et du dynamisme du comité de gestion de chaque Clac. À chacune de ses visites, il vérifie la tenue des divers registres et du fichier de prêts, l'état des locaux, le rangement des livres sur les rayons, l'utilisation des jeux, la réception régulière des journaux et périodiques, ainsi que le bon

état des équipements audiovisuels. Il recueille les statistiques mensuelles de chacun des Clac, à partir desquelles il rédige ses propres rapports qu'il transmet ensuite aux autorités locales, à son responsable national et à l'Agence.

Optimisant les avantages du fonctionnement en réseau, le coordonnateur effectue la rotation de collections tournantes de livres et de documents audiovisuels.

Il est responsable de la gestion technique et financière de certains postes de dépenses du réseau, à savoir ses frais de tournées mensuelles et d'entretien du véhicule dont il a l'usage exclusif, l'abonnement des Clac aux journaux locaux, les fonds de soutien aux activités d'animation des Clac, et la réparation des livres abîmés.

Il s'assure par ailleurs du bon état des équipements audiovisuels des Clac et fait appel, au besoin, au technicien du réseau chargé de la maintenance. En concertation avec les animateurs des Clac, il planifie les activités d'animation telles que clubs de lecture, heure du conte, concours de Scrabble, etc. Avec les animateurs, il fait les inventaires annuels des livres et des biens culturels des Clac.

Dans le but de faire connaître au public les activités de son réseau, le coordonnateur rédige des communiqués de presse, invite un journaliste à effectuer une tournée de son réseau, accorde des entrevues aux radios locales ou à la télévision nationale, etc.

Il joue un rôle actif dans la formation initiale des animateurs, ainsi que dans les stages de recyclage et de perfectionnement qu'il organise tous les deux ans dans son réseau.

c) Le comité de gestion

Présidé par la plus haute autorité locale, le comité de gestion regroupe sept à huit membres représentatifs des activités du milieu : administration; enseignement primaire, secondaire et lycée; développement rural; santé; groupements féminins; associations de jeunes; etc. Trois animateurs, dont un permanent et deux bénévoles, sont désignés pour assurer le fonctionnement quotidien du Clac et font partie intégrante du comité. En fait, le comité de gestion fait office de conseil d'administration du Clac alors que les animateurs en constituent l'exécutif.

Avant l'ouverture du Clac, ce comité aide l'Agence à recenser les ouvrages susceptibles d'intéresser la population locale et de répondre à ses besoins. Il approuve aussi le règlement interne du Clac, le programme d'animation et les prévisions budgétaires. Il se réunit régulièrement pour étudier les rapports mensuels établis par les animateurs et les aider, au

besoin, à résoudre les problèmes qu'ils rencontrent et à rechercher des fonds pour faire face aux dépenses et développer les activités du Clac.

Le comité accueille les visiteurs — responsable national, coordonnateur, Agence — à l'occasion de leurs tournées dans la localité et veille au respect des engagements pris par la collectivité locale dans le fonctionnement du Clac.

d) Les animateurs

Plus on s'approche du terrain, plus les responsabilités sont importantes. Derniers maillons de la chaine mais non les moindres, les animateurs sont ceux qui permettent l'aboutissement des efforts réalisés à plusieurs niveaux. Souvent bénévoles, pour la plupart enseignants dans des institutions de la localité, les animateurs réalisent au quotidien les tâches liées au fonctionnement de la bibliothèque et à l'animation du Clac.

Pour effectuer leur travail et répondre au mieux aux besoins de la population qu'ils servent, les animateurs doivent s'imprégner des réalités locales. Ils doivent notamment connaitre le niveau de scolarisation et d'alphabétisation de la population, le nombre d'habitants, les langues et les ethnies, les religions, les effectifs scolaires par niveaux, les institutions et organismes œuvrant dans la localité, les manifestations culturelles et traditionnelles, ainsi que les activités économiques du milieu.

Mettant à profit les connaissances acquises au cours des formations qui leur sont destinées, ils organisent les espaces de la bibliothèque, enregistrent les biens culturels des Clac et les rangent.

Ce sont les animateurs qui gèrent les Clac ; ils sont aussi les intermédiaires directs entre la population et les services offerts. Plusieurs responsabilités s'inscrivent dans cette fonction :

1. Ils informent par divers moyens (signalisation, affiches, messages radio, rencontres directes), sensibilisent la communauté sur les services mis à leur disposition et invitent la population à visiter le Clac.

2. Ils assurent le service aux usagers, aux heures d'ouverture prévues dans le règlement intérieur de leur Clac.

3. Ils accueillent le public, inscrivent les nouveaux abonnés et assument toutes les opérations liées au prêt des livres et des jeux et à leur récupération dans les délais.

4. Ils restent à l'écoute de la population et s'assurent que les collections et les activités du Clac répondent le mieux possible aux besoins de la population.

Les animateurs posent de nombreux gestes à caractère administratif pour assurer la bonne gestion du Clac.

5. Ils enregistrent et traitent les biens culturels à leur arrivée au Clac, codifient les documents acquis localement et effectuent les inventaires annuels.

6. Ils veillent à l'entretien des locaux. Ils s'assurent de leur propreté et du rangement des livres sur les rayons, veillent à la bonne utilisation des équipements audiovisuels et signalent au coordonnateur tout besoin d'intervention du technicien du réseau.

7. Ils tiennent à jour le registre des abonnés et les fichiers de prêt. Ils recueillent les statistiques quotidiennes de fréquentation des Clac, sur la base desquelles ils fournissent des rapports statistiques mensuels, puis un rapport annuel.

En début d'année, ils préparent un programme annuel d'animation socioculturelle du Clac, qu'ils soumettent au comité de gestion. Ils présentent aussi au comité les prévisions budgétaires annuelles et tiennent un registre comptable des revenus et des dépenses du Clac. Ce sont eux aussi qui réunissent le comité de gestion, proposent les ordres du jour et rédigent les procès-verbaux.

On peut mesurer l'ampleur de la tâche qu'assument quotidiennement les animateurs des Clac et l'expérience qu'ils développent tant du point de vue de la gestion que des rapports sociaux.

Le développement des ressources humaines

L'Agence prévoit, à l'intention de ses principaux partenaires du Sud responsables des Clac, un programme de formation destiné à les rendre aptes à servir de mieux en mieux le public qui fréquente les Clac et à terme, par un transfert progressif de compétences, à prendre le relais des activités de formation et de gestion.

C'est dans cet esprit que divers types de séminaires sont organisés pour former et perfectionner les responsables à divers niveaux des activités des Clac, à savoir les animateurs, les coordonnateurs, les responsables nationaux et les techniciens chargés de la maintenance des équipements des Clac.

La formation des animateurs

La formation initiale

Avant l'ouverture d'un nouveau réseau, un stage initial est organisé pour former l'ensemble des animateurs à la gestion d'un Clac. Cette première formation, riche, dense et pratique, apprend de manière concrète aux futurs animateurs ce que sont les Clac dans leurs diverses dimensions. L'ensemble des biens culturels d'un Clac sert de base aux activités pédagogiques proposées. Chaque élément de formation s'accompagne d'exercices pratiques et les animateurs repartent avec une idée réelle du travail à accomplir dans leur Clac.

Ce stage initial constitue toujours un moment très fort dans la vie du réseau, dans la mesure où il marque le démarrage effectif du projet dans le pays, avec les personnes appelées à le faire vivre au quotidien.

Les stages de recyclage et de perfectionnement

Chaque coordonnateur organise tous les deux ans un séminaire de recyclage et de perfectionnement pour les animateurs de son réseau. Connaissant bien les forces et les faiblesses de ses équipes, il établit un programme de recyclage ou de perfectionnement répondant précisément à leurs besoins.

Les coordonnateurs de deux ou trois pays d'une sous-région s'associent souvent pour l'encadrement de ces stages locaux, dans une dynamique de partage d'expériences, de soutien mutuel et de distribution de la charge pédagogique. Ces échanges entre pays sont particulièrement appréciés, tant des coordonnateurs que des animateurs. Ils constituent un réel support technique Sud-Sud, enrichissent les pratiques sur le terrain, favorisent la connaissance d'autres pays francophones et d'autres ethnies, et permettent de développer des amitiés.

La formation des coordonnateurs : une formation de formateurs

Afin de permettre aux coordonnateurs des réseaux d'être mieux outillés pour aider les animateurs dans leurs tâches quotidiennes, l'Agence organise tous les trois ans des séminaires de formation de formateurs, à l'intention des coordonnateurs.

Dans leurs fonctions régulières, les coordonnateurs doivent assumer certaines responsabilités pédagogiques auprès de leurs animateurs. Ils sont appelés, par exemple, à initier un nouvel animateur qui se joint à une équipe, à rectifier certaines pratiques mal comprises, à conseiller les comités de gestion, etc.

Il sont appelés surtout à concevoir, à organiser et à animer les stages locaux de recyclage des animateurs de leur réseau. Ils doivent donc

maîtriser à fond les pratiques quotidiennes des Clac et développer des approches pédagogiques adaptées au contexte et au niveau des animateurs.

Les séminaires de formation de formateurs permettent d'approfondir avec les coordonnateurs chacune des pratiques de gestion et d'animation du Clac, ainsi que d'échanger, de proposer et de mettre au point des méthodes de présentation de ces éléments aux animateurs.

Ces séances de formation sont aussi nécessaires pour discuter des expériences réalisées dans les réseaux, des difficultés et des réussites, et pour élaborer de nouvelles stratégies en fonction des résultats.

La formation des responsables nationaux

Les responsables nationaux participent d'abord de manière active à la mise en place du réseau, à la formation des animateurs et à l'ouverture effective des Clac.

À titre de co-responsables de la gestion des budgets de suivi et d'animation des Clac de leur pays, ils doivent présenter des rapports financiers et des justificatifs selon les règles des administrations internationales.

Des séminaires périodiques de quelques jours sont prévus à leur intention et concernent particulièrement la gestion administrative. Ces séminaires permettent de faire un bilan de la situation des réseaux dont ils ont la responsabilité. Ils permettent aussi de faire état des nouvelles activités développées dans les Clac, de chercher des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent dans le cadre de leurs fonctions, par exemple avec les coordonnateurs les bureaux régionaux et le dédouanement du matériel expédié dans les pays. Des solutions sont proposées et mises en œuvre pour faciliter leur travail.

La formation des techniciens chargés de la maintenance

L'Agence assure la formation d'un technicien local, qui sera chargé de la maintenance des équipements audiovisuels et solaires des Clac d'un réseau.

En 1997, un premier séminaire de formation réunissant l'ensemble des techniciens des réseaux Clac a eu lieu au Burkina Faso. Ce séminaire avait pour but d'amener les techniciens à échanger leurs expériences, à faire état des difficultés rencontrées dans la réparation des équipements et à parfaire leurs connaissances du matériel pour un meilleur suivi. On a également fourni des consignes visant la gestion des équipements, la rédaction de fiches d'entretien pour chaque intervention et la rédaction des rapports trimestriels sur l'état des équipements du réseau.

Les résultats

Les centres créés

Entre les années 1986 et 2000, l'Agence a participé à l'implantation de 20 réseaux, ce qui représente un total de 199 Clac dans les 17 pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Congo-Brazzaville, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Haïti, Madagascar, Maurice, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Togo et Tchad.

Des catastrophes sociales ont entraîné le pillage de deux de ces réseaux. C'est ainsi qu'aujourd'hui, nous ne pouvons plus compter sur les réseaux du Rwanda (10 Clac) et du Congo-Brazzaville (10 Clac).

En excluant ces deux réseaux détruits par la guerre, on comptait 18 réseaux fonctionnels au début de l'an 2000, soit 179 Clac dans 15 pays.

Les biens culturels mis à la disposition des Clac

On peut globalement comptabiliser comme suit les équipements culturels dont l'Agence a équipé les Clac. Ces chiffres ne prennent pas en compte le mobilier — étagères, bureaux de prêt, tables, chaises — fabriqué localement, ni les meubles d'encastrement de l'équipement audiovisuel.

Nombre de livres traités et reliés	415 000
Nombre de jeux éducatifs et jeux de société	14 675
Ensemble télévision, vidéocassettes, radiocassettes	277
Nombre de documents audiovisuels	7 685
Nombre d'antennes paraboliques	30
Nombre d'installations solaires	46
Nombre de véhicules	31

La fréquentation annuelle des Clac dans un réseau

Voici à titre indicatif, pour l'année 1998, les statistiques de fréquentation d'un réseau de 10 Clac implantés dans des agglomérations dont la population moyenne est de 10 000 habitants et où le taux moyen de personnes alphabétisées est d'environ de 25 p. 100 :

Nombre d'entrées dans les bibliothèques	156 272
Nombre d'abonnés (prêt externe)	6 085
Nombre de prêts externes	90 752
Nombre de prêts de jeux	8 453
Nombre d'utilisateurs de jeux	59 798
Nombre de projections vidéo	652

Assistance aux projections vidéo	22 246
Nombre d'activités d'animation	125
Assistance	14 380
- Nombre de spectacles	50
- Nombre de conférences	32
- Nombre de concours	43

Ces rendements se comparent très avantageusement aux données que l'on peut recueillir dans des structures de même type situées dans des localités plus importantes des pays concernés.

Les ressources humaines

Environ 2 000 personnes sont directement concernées et actives dans les Clac. En effet, 17 responsables nationaux consacrent beaucoup de temps à leur gestion; 20 coordonnateurs de réseaux y travaillent en permanence ; plus de 600 animateurs gèrent et animent au quotidien leur centre ; plus de 1 300 personnes sont membres des comités de gestion.

Une soixantaine de stages de formation initiale, de stages de recyclage et de séminaires de perfectionnement et de formations de formateurs ont été dispensés à l'intention des animateurs, des coordonnateurs et responsables nationaux.

L'impact des Clac dans leur milieu

Depuis leur implantation, les Clac exercent dans les milieux un impact certain à divers niveaux.

Ancrage dans la communauté

Les Clac sont devenus aujourd'hui des structures bien inscrites dans leur milieu et véritablement prises en main par la communauté. Ce sont des lieux de vie que la population, pour diverses activités, a pris l'habitude de fréquenter régulièrement. Elle y vient pour des activités programmées, mais aussi simplement pour rencontrer d'autres personnes, communiquer, échanger.

Structuration de la lecture publique

Dans plusieurs pays, le programme Clac a contribué à structurer, au plan national, leur intervention en matière de lecture publique. Là où elles n'existaient pas, des directions du livre ou de la lecture publique ont été

créées dans les ministères concernés, marquant ainsi une volonté politique d'accorder une priorité à l'information de la population et à l'animation en milieu rural.

Appui scolaire et réussite aux examens

Au dire de nombreux enseignants, les Clac ont grandement contribué, depuis leur implantation dans le milieu, à la réussite scolaire des élèves, tout particulièrement ceux qui sont abonnés à la bibliothèque et la fréquentent assidûment.

D'après les témoignages de coordonnateurs et d'animateurs, un certain nombre d'instituteurs et autres fonctionnaires ont pu, grâce aux documents trouvés à la bibliothèque, poursuivre leur formation, s'inscrire aux examens professionnels et les réussir.

Encouragement à la scolarisation

De tout jeunes enfants viennent jouer au Clac, apprenant ainsi à socialiser tout en développant certaines aptitudes physiques ou intellectuelles. Ils se découvrent un intérêt à tourner les pages d'un album et trouvent souvent, au contact d'autres enfants, une motivation pour fréquenter l'école.

Les animateurs des Clac étant très souvent des instituteurs, ils encouragent les enfants d'âge préscolaire qui viennent au Clac à s'inscrire à l'école. Au-delà de la sensibilisation des parents, c'est là un moyen efficace d'appui au développement de la scolarisation des enfants du milieu.

Un milieu de convivialité

Grâce au Clac, plusieurs étudiants ayant quitté la localité pour poursuivre leurs études dans des villes plus importantes, reviennent volontiers au village pendant les vacances, utilisant la bibliothèque et participant activement pendant cette période à l'organisation d'activités d'animation.

Certaines autorités confirment que les fonctionnaires craignent moins les affectations dans les localités dotées d'un Clac, dans la mesure où ils y trouvent un milieu de vie propice à l'information et aux échanges.

Un frein à l'exode rural

Les Clac contribuent à réduire les inégalités entre le monde urbain et le monde rural, tout en favorisant le maintien de la population dans le milieu. Les autorités sont convaincues que ce genre de structures socioculturelles

aide à endiguer l'exode rural, particulièrement chez les jeunes, parce que ces derniers y trouvent des amis, des activités, des jeux. Ils s'ennuient moins au village.

Des collaborateurs formés

Certains collaborateurs, grâce aux formations et à l'expérience qu'ils ont acquise dans leurs pratiques, sont devenus spécialistes de la lecture publique en milieu rural et effectuent pour l'Agence des missions d'études ou de formation dans le cadre du développement et du suivi du programme.

Par l'intermédiaire des Clac, des compétences ont également été développées en matière de gestion culturelle et financière, tant au niveau local qu'au niveau national.

L'animation du milieu

Les Clac contribuent à valoriser les cultures locales, à faire la promotion de jeunes talents et à créer des activités festives très appréciées des villageois.

Rattachement au monde francophone

Le rattachement des Clac à une structure internationale francophone crée une forte impression auprès des localités.

Les collaborateurs des centres sur le terrain, de même que les usagers de ces structures, sont très fiers et se sentent très liés à l'Agence de la Francophonie. Ils ont un sentiment d'appartenance à un ensemble qui dépasse les frontières de leur pays. Les autres pays francophones, particulièrement ceux où sont implantés des Clac, deviennent un peu leur pays. Certains animateurs vont même visiter des Clac d'autres réseaux ou d'autres pays et s'y sentent comme chez eux.

L'ouverture aux autres qu'engendre un projet commun se concrétise lors des séminaires internationaux d'animateurs et de coordonnateurs, au cours desquels se créent des liens d'amitié propices à la bonne entente interculturelle, à l'oubli des préjugés et à la paix.

L'évolution des mandats

Les importants acquis des Clac, après plus de 10 ans d'existence, autorisent maintenant l'Agence et ses partenaires à envisager avec optimisme une évolution de leurs mandats.

Les conclusions d'une évaluation réalisée en 1995 allaient d'ailleurs dans le sens d'une plus grande participation des Clac au développement des communautés visées et de la poursuite de leur vocation initiale fondamentale, à savoir la lecture publique et l'information.

C'est dans cet esprit que s'est concrétisée, en partenariat avec le Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI), l'idée de mener une recherche-action sur la communication pour le développement dans les Clac.

Beaucoup de conditions semblaient en effet réunies pour permettre à certains Clac de se mettre à l'écoute des besoins de leur milieu et, dans les limites de leur rôle de médiateur, d'évoluer vers une dynamique de communication.

Dans la localité, les Clac sont en effet depuis longtemps des lieux de référence où l'on vient naturellement lire, s'informer ou se détendre.

Ils disposent de ressources diverses pouvant servir de support à des activités d'information et de communication communautaires, notamment des livres traitant des principaux sujets liés au développement ou aux problèmes du milieu : santé, hygiène, agriculture, activités productives, alphabétisation.

Ils sont également équipés d'appareils audiovisuels fort utiles pour favoriser certains apprentissages ou sensibiliser à certaines réalités : minichaînes radiocassettes, télévisions, magnétoscopes, appareils photo, caméscopes, antennes paraboliques.

Des équipes d'animateurs formés à la gestion, ouverts aux autres et connaissant les ressources du milieu sont déjà en place ; elles sont disponibles et prêtes à relever de nouveaux défis.

Inscrits sur le terrain, au cœur de la communauté, les Clac sont en position privilégiée pour favoriser les contacts entre les responsables du développement, les associations et la population à la base, et cerner, avec leur concours, les problèmes rencontrés dans la communauté.

Constitués en réseaux, les Clac ont déjà développé des habitudes de rencontres inter-Clac et d'échanges d'idées, permettant ainsi d'enrichir ou de revoir leurs stratégies d'action dans le milieu.

Le coordonnateur de chacun des réseaux, qui agit à titre de personne-ressource pour les animateurs et les comités de gestion des Clac, a déjà l'habitude d'assurer le suivi des activités du réseau, tout en apportant un regard extérieur stimulant pour chacun des Clac dont il a la responsabilité.

Les coordonnateurs ont aussi l'habitude d'associer aux conférences et débats qu'ils organisent sur des thèmes sensibles (sida, paludisme,

excision, planning familial, etc.) des acteurs du milieu compétents dans les divers domaines d'intervention.

Présidés par la plus haute autorité de la localité, les comités de gestion des Clac sont déjà multidisciplinaires dans la mesure où ils regroupent les principaux agents de développement du milieu et fournissent ainsi des personnes-ressources pour les activités socioculturelles dans divers domaines.

D'autre part, les coordonnateurs de réseaux tout comme les animateurs des Clac ont l'habitude de tenir des statistiques de fréquentation et de rendement, de dresser des rapports et des bilans, bref, de développer un regard rétrospectif sur les activités qu'ils mènent. En effet, une logistique fonctionnelle de suivi et d'évaluation permanente des centres est en place.

Bénéficiant d'une image globalement positive, les Clac sont reconnus par les autorités nationales et locales. Leurs liens privilégiés avec les institutions de la francophonie leur apportent une ouverture d'esprit et un recours effectif aux ressources internationales.

Cet ensemble de données, affermies au fil des années, semblait rend possible l'ouverture des Clac à une dimension nouvelle, celle de la communication participative au service du développement communautaire. Il s'agit là une dimension qui pouvait s'ajouter avec naturel à la vocation première des Clac, mais dont il fallait néanmoins étudier la pertinence et les conditions de réalisation dans des situations réelles et avec un corpus représentatif.

Le présent document témoigne des expériences menées dans 23 Clac d'Afrique de l'Ouest autour d'activités de communication au service du développement communautaire.

Une recherche-action portant sur l'intégration de la communication pour le développement dans les Clac

Une recherche-action en Afrique de l'Ouest

Les Clac, la communication et l'appui au développement local

On sait aujourd'hui que l'information ne suffit pas pour susciter le développement. Pour être durable, celui-ci doit s'appuyer sur la participation active des individus et des communautés. La communication pour le développement est l'outil qui permet d'animer cette participation au développement. Son rôle consiste à appuyer la participation des gens aux

actions qui les concernent et à les habiliter à devenir les acteurs de leur propre développement.

Mais qui peut mettre en œuvre ces activités de communication pour le développement, et comment ?

Le projet que présente cette publication se situe dans la lignée de cette question. Il a été conçu et réalisé afin de voir s'il était possible — et, le cas échéant, dans quelles conditions — d'intégrer la communication pour le développement dans la mission et les activités des Clac mis sur pied en Afrique rurale par l'Agence de la Francophonie. La finalité de ces efforts visait à faire des Clac des outils du développement de leur milieu, en cherchant à voir s'il était possible d'intégrer la communication pour le développement à leur mission de lecture publique et d'animation culturelle.

L'origine du projet

Le projet d'intégration de la communication pour le développement dans les Clac est issu de la rencontre en 1996 de deux expériences.

D'un côté, le programme Clac de l'Agence de la Francophonie célébrait alors ses 10 ans d'existence. Les Clac étaient bien implantés et bien intégrés dans leurs collectivités. Leurs modes de fonctionnement étaient au point, pour une grande partie d'entre eux, et ils remplissaient efficacement leur mission de service de lecture publique et d'animation culturelle. On avait procédé à une évaluation et on recommandait que les Clac, au-delà de leur vocation d'aide à la lecture publique, deviennent également de véritables centres d'appui au développement communautaire.

D'un autre côté, le CRDI appuyait à ce moment, en Afrique de l'Ouest, des initiatives visant à promouvoir la communication participative comme outil de développement local et communautaire. Les organisations non gouvernementales (ONG) et autres structures communautaires participant à ces initiatives éprouvaient toutes, indépendamment de leur secteur d'activités (santé, alphabétisation, environnement, etc.) des besoins sur le plan de la méthodologie de communication à la base. En même temps, leurs interventions auprès des populations démontraient clairement le rôle clé pouvant être joué par des organismes issus des milieux afin de faciliter la participation au développement.

C'est grâce aux échanges portant sur ces expériences qu'a germé l'idée d'une recherche visant à expérimenter l'intégration de la communication pour le développement dans les Clac. En juin 1996, lors d'une rencontre de travail, un projet d'action était élaboré entre le CRDI et l'Agence de la

Francophonie, afin d'expérimenter cette intégration dans 23 Clac d'Afrique de l'Ouest. Ce projet comportait une phase préliminaire, dans laquelle les animateurs et coordonnateurs intéressés par le projet participeraient à sa définition et à sa planification en y apportant les données de leur milieu, et une phase de recherche-action dans les milieux, portant sur l'appui à des initiatives locales de développement au moyen d'activités de communication.

Les questions de recherche

À la base du projet, il y avait cette question de savoir si les animateurs des Clac pouvaient animer une communication interactive et participative avec les différents groupes communautaires des milieux dans lesquels ils étaient implantés, afin de promouvoir et d'appuyer des initiatives locales de développement.

Est-ce que cette idée, valable en soi, pouvait s'appliquer dans les Clac ? Quelles conditions devaient être remplies ? Quelles étaient les principales difficultés auxquelles on allait être confronté ? Quels étaient les coûts offérents ? Quelle formation était nécessaire ? Quelles étaient les conditions de durabilité ? Quelles étaient les conséquences sur le plan de la mission des Clac ? Voilà les principales questions qui se posaient au départ.

Plutôt que de lancer un vaste programme conçu de manière théorique dans des bureaux et « parachuté » sur le terrain, l'idée consistait à développer un processus permettant de répondre à ces questions à partir des données du terrain de l'Afrique rurale. Or on ne pouvait le faire qu'en effectuant une recherche-action dans les conditions de réalisation qui sont celles du terrain, et avec la participation active des principaux intéressés. C'est ainsi que de l'idée d'intégrer la communication pour le développement dans les Clac est né un projet de recherche visant à expérimenter cette idée et à en tirer des conclusions. Ces conclusions devraient servir de base à des recommandations touchant l'ensemble des Clac et fournir des enseignements sur la communication à la base dont pourraient tirer profit les membres de la communauté du développement international dans son ensemble.

Le cadre d'expérimentation

Pour ce faire, les animateurs de 23 Clac d'Afrique de l'Ouest et les coordonnateurs des réseaux concernés ont été invités à participer à cette recherche. Il s'agissait de Clac du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte-d'Ivoire, de la Guinée, du Niger et du Sénégal.

Après une étape de planification participative du projet et de recherche de financement, réalisée entre septembre 1996 et mars 1997, l'expérimentation sur le terrain s'est déroulée dans chacun des milieux des Clac participants, à l'intérieur d'une période d'un an. Au départ, il était donc prévu que le projet se termine en avril 1998. Il est vite apparu cependant que ce délai ne convenait pas aux réalités du terrain, certaines recherches-actions n'ayant pu démarrer que plusieurs mois après la date initialement prévue. Afin de tenir compte de ces réalités, le projet fut prolongé jusqu'en novembre 1998.

Le rôle des intervenants

Le projet inclut cinq types d'intervenants : les animateurs participants, les coordonnateurs des réseaux concernés, les groupes cibles définis au niveau de chaque Clac, les personnes et organismes ressources du milieu et, finalement, des personnes-ressources intervenant au niveau de l'encadrement.

Les animateurs

Les animateurs et les coordonnateurs participants étaient les partenaires principaux de l'Agence et du CRDI dans ce projet. Ils participaient à la planification du projet, à la réalisation des activités proprement dites de la recherche-action sur le terrain, ainsi qu'à la définition et à la conduite de son évaluation.

Au plan de la planification de la recherche-action, le rôle des animateurs consistait à cerner les besoins et les objectifs de communication susceptibles d'appuyer les actions de développement ciblées. Durant la phase de réalisation des activités, il s'agissait pour eux de préparer la stratégie et le matériel de communication appropriés, de développer les partenariats pertinents avec les ressources du milieu (organismes chargés d'activités en santé, alphabétisation, etc. ou/et communicateurs des médias locaux tels radio, théâtre, etc.), d'animer les activités d'échange et de faire le suivi du déroulement des activités prévues.

Les coordonnateurs

En plus de leur rôle sur le plan de la définition du projet, les coordonnateurs des réseaux Clac participant au projet étaient également responsables du suivi des activités à l'intérieur de leur réseau et co-responsables de l'évaluation. Le suivi se faisait au moyen des tournées périodiques dans les Clac participants, de rencontres avec les animateurs et les groupes cibles, et de bilans réguliers des activités réalisées. Les coordonnateurs devaient aussi veiller au respect du calendrier établi, aider les animateurs dans la conduite

de leurs activités, cerner les difficultés en matière de collaboration avec les animateurs, les membres des groupes cibles et les personnes-ressources concernées, trouver des solutions appropriées et fournir, dans la mesure du possible, les appuis logistiques nécessaires à la conduite des activités. Enfin, ils participaient, sous l'encadrement d'une personne-ressource spécialiste en la matière, à la définition et à la conduite de l'évaluation du projet.

Les groupes cibles

Pour planifier et réaliser leur intervention, les animateurs étaient invités à désigner, dans leur milieu, des groupes spécifiques concernés par le problème de développement retenu, ou déjà engagés dans une initiative locale de développement ciblée pour cette intervention. Les membres de ces « groupes cibles » devaient participer avec les animateurs à la définition du problème, à la planification des activités, ainsi qu'à l'évaluation du projet.

Les partenaires du milieu

Dans le cadre de leurs activités, les animateurs étaient responsables du développement de partenariats avec des ressources du milieu.

Un premier type de partenariat devait être établi avec les ressources techniques compétentes dans le domaine d'intervention du projet de communication (santé, alphabétisation, etc.). Lorsque le projet de communication venait appuyer une initiative existante, le partenaire principal était l'organisme en charge de l'initiative. Lorsque le projet lançait une initiative locale, les animateurs avaient pour responsabilité d'associer un partenaire compétent au niveau du thème de cette initiative et ils ne devaient en aucun cas se substituer aux ressources techniques compétentes.

En dehors des relations avec les experts de contenu, il y avait également trois autres types de partenaires à prendre en compte : les autorités administratives du milieu, les communicateurs des médias locaux (théâtre, radio, etc.) ou des artistes du milieu (dessinateurs, danseurs, etc.), et les personnes ou organismes ressources pouvant faciliter la réalisation des activités (clubs socioculturels, associations, etc.).

Les personnes-ressources pour l'encadrement du projet

Différentes personnes-ressources sont intervenues tout au long du projet, sur le plan de la coordination et de l'encadrement des activités.

La coordination : La proposition initiale prévoyait d'intégrer au Bureau régional de l'Agence de la Francophonie pour l'Afrique de l'Ouest (BRAO) une personne chargée de la coordination du projet. Pour différentes raisons, ce mécanisme n'a pu être mis en place que vers la toute fin du projet. Les représentants du CRDI et du programme Clac à l'Agence

sont donc intervenus constamment sur le plan du suivi et de la coordination. Le BRAO a également fait plus que sa part pour préparer les missions, les ateliers et les réunions, et veiller aux communications, aux transferts de fonds, etc., même si au départ son rôle devait se limiter à la gestion administrative du projet.

L'appui technique

Deux personnes-ressources ayant une solide expérience de la pratique de la communication pour le développement ont mené des missions d'appui méthodologique sur le terrain et ont épaulé les animateurs dans le suivi de leur projet. Elles ont également participé aux activités de réflexion sur la coordination, au suivi du projet et à son évaluation. Une troisième personne-ressource était responsable du développement du cadre de l'évaluation avec la participation des coordonnateurs des réseaux, de son application avec la collaboration de l'ensemble des participants et de l'élaboration d'un rapport final. Enfin, une quatrième personne-ressource est intervenue au plan de la formation en audiovisuel.

L'information

Un organisme spécialisé en journalisme de développement a été responsable de l'élaboration et de la production d'un bulletin du projet, le *Trans-Clac*. Trois numéros de ce bulletin ont été publiés, à l'intention des participants des six pays et des artisans des autres Clac d'Afrique.

Ainsi, dix personnes ont participé de près à l'encadrement du projet : trois au CRDI et au siège du programme Clac, deux au BRAO à Lomé, quatre personnes-ressources à l'encadrement, et un responsable du bulletin d'information.

La démarche méthodologique

Le projet dans son ensemble se rattache au courant actuel de la recherche-action. On emploie ce terme pour un grand nombre de recherches qui, elles-mêmes, reflètent un spectre varié d'approches (de l'étude appliquée à un terrain jusqu'à l'approche participative intégrale allant de la définition du problème à l'utilisation des connaissances générées par la recherche). Au cœur du concept cependant, on retrouve tout d'abord un objectif de changement. On retrouve également une coopération entre chercheurs et acteurs en vue d'une participation à un objectif commun de recherche et d'action, ainsi que des allers-retours entre les questions de recherche, la

pratique et la réflexion sur la pratique. La conduite de la recherche-action prend aussi un caractère itératif, puisqu'au lieu de cheminer selon un plan pré-établi, on corrige le tir au fur et à mesure, à la lecture des enseignements du terrain. Enfin, autre caractéristique, les enseignements générés par la recherche-action nourrissent à la fois la pratique et la réflexion sur cette pratique.

Sur le plan de la planification des projets de communication pour le développement, le projet a utilisé un cadre méthodologique s'inspirant de la démarche classique de cette discipline, mais l'adaptant pour la rendre plus participative. Ce cadre est présenté en détail au chapitre suivant.

La planification du projet

L'invitation à participer à la recherche

Dans un premier temps, les animateurs des Clac pressentis ainsi que les coordonnateurs des réseaux concernés ont été invités, par lettre, à prendre part à cette recherche-action et à faire connaître leur intérêt en ce sens. Le projet était présenté à leur intention grâce à la démarche suivante : choisir, dans chacun des milieux, un problème de développement ou une initiative visant à résoudre un problème de développement qui serait à la base de leur intervention ; entreprendre une recherche-action au niveau de leur Clac portant sur l'appui, par des activités de communication à l'initiative de développement existante ou à développer ; évaluer les points forts et les difficultés rencontrées ; et finalement, répondre à la question de départ de cette recherche : est-il possible d'intégrer un volet de communication pour le développement dans les Clac et, si oui, comment peut-on le faire à partir des réalités du terrain et en prenant en compte les contraintes et les caractéristiques propres à chaque milieu ?

Les préalables sur le terrain

Entre septembre et décembre 1996, les animateurs participants étaient invités à trouver un problème spécifique affectant leur communauté, ou encore une initiative locale visant à résoudre ce problème de développement. Durant cette période, ils ont contacté des groupes concernés par le problème de développement ainsi que des personnes-ressources de leur communauté. Ensemble, ils ont défini les grandes lignes de projets d'appui à des initiatives locales de développement que les Clac pourraient réaliser par la conduite d'activités de communication.

Dans certains cas cependant, des animateurs se sont substitués aux ressources techniques compétentes de leur milieu et ont cherché à définir eux-mêmes des projets de communication ou de développement. Cette phase préalable a donc eu deux types de résultats : dans le premier cas, elle a permis de mettre en place les conditions d'appropriation des projets par les communautés concernées, les cas où les animateurs se sont substitués à la communauté ont servi de contre-exemple aux participants et ont amené l'équipe d'encadrement à insister auprès des animateurs sur l'importance de rallier davantage les membres des communautés concernées.

Le séminaire d'introduction et de planification de la recherche

Afin de préparer le projet en se basant sur les données de terrain et d'habiliter les participants à la conduite des recherches-actions, un séminaire d'introduction et de planification de la recherche a ensuite été organisé. Ce séminaire a eu lieu au siège du BRAO, à Lomé, en décembre 1996. Il rassemblait deux animateurs de chaque Clac participant, ainsi que les coordonnateurs des réseaux concernés. Ses objectifs consistaient, d'une part, à familiariser les participants avec les concepts et la démarche méthodologique de la communication pour le développement et, d'autre part, à préparer la recherche-action à mener dans chaque Clac participant, à partir des thèmes choisis dans les milieux.

Parmi les projets présentés par les animateurs, plusieurs étaient bien définis et prêts à passer à l'étape de la planification. D'autres furent profondément remaniés, voire abandonnés à la suite des discussions. Certains projets avancés n'étaient pas des projets de communication venant appuyer des initiatives de développement, mais des projets de développement en soi, dans lesquels les animateurs se transformaient en spécialistes d'alphabétisation, de santé, etc. D'autres projets avaient une ampleur démesurée par rapport aux moyens disponibles et aux capacités des animateurs. Enfin, d'autres projets n'avaient pas fait l'objet de discussions dans le milieu mais étaient sortis directement des Clac. Dans tous ces cas, le travail devait se poursuivre sur le terrain avec l'aide des coordonnateurs des réseaux ainsi qu'avec la participation des représentants des groupes cibles et des partenaires du milieu associés au projet.

Il faut dire qu'à ce stade, plusieurs projets tenaient davantage d'esquisses de projets de développement que de plans concrets de réalisation d'activités de communication. Ils constituaient cependant un point de départ permettant d'élaborer le plan de la recherche à partir d'une lecture — même imparfaite — des besoins du milieu. Au cours des discussions, on

s'est d'ailleurs aperçu que le terme de « projet » portait à confusion dans l'esprit des participants et des ressources locales, car il faisait référence à des initiatives de développement importantes jouissant de moyens financiers considérables. Il a été convenu de parler plutôt « d'initiatives locales » ou « d'activités » de développement.

La distinction entre celles-ci et les activités de communication pour le développement censées les appuyer ou les lancer était également difficile à saisir au début. Plusieurs participants ne faisaient pas la différence entre les deux concepts et étaient venus avec des idées de « projets de développement » plutôt que des idées de « projets de communication pour le développement » censés appuyer ces dernières. Le séminaire a aidé à éclaircir ces notions, ainsi que les buts et objectifs des recherches-actions dans chacun des milieux des Clac.

L'importance de la participation des ressources locales a également été soulignée durant les discussions. Allant de pair avec la confusion entre les notions de « projets de développement » et de « projets de communication pour le développement », il y avait de même une certaine confusion au niveau des rôles des animateurs, plusieurs ayant tendance à se substituer à des ressources techniques de leur milieu (spécialistes en alphabétisation, santé, etc.), plutôt qu'à développer des partenariats avec elles. (Le lecteur trouvera au chapitre suivant, qui porte sur les concepts et la méthodologie de la communication pour le développement, des points d'éclaircissement concernant ces différentes notions.)

Le séminaire était suivi d'un atelier spécifique, réservé aux coordonnateurs, afin de réfléchir sur leurs rôles : appui auprès des animateurs, suivi de la recherche dans leur réseau et évaluation du projet.

La requête de financement

À la suite du séminaire, une proposition de projet regroupant les différents projets de recherche-action des participants a été développée et présentée pour appui financier. Cette proposition s'appuyait au départ sur un mécanisme de coordination de projet qui devait être établi au Bureau régional de l'Agence de la Francophonie pour l'Afrique de l'Ouest (BRAO), situé à Lomé, et sur des appuis techniques spécifiques pour la formation, le suivi sur le terrain, la rédaction des études de cas et l'encadrement des activités d'évaluation. Le financement tel quel du projet était réparti entre le programme Clac de l'Agence et le CRDI. L'approbation du financement par le Centre, en mars 1997, marqua le démarrage de la phase d'expérimentation.

Le début de la phase d'expérimentation

Le séminaire de lancement des activités

Afin d'amorcer le démarrage du projet et de permettre aux coordonnateurs de mieux maîtriser la démarche méthodologique utilisée, un séminaire a été organisé à leur intention. Ce séminaire s'est tenu à Ouagadougou, en mai 1997. La stratégie visait à responsabiliser davantage les coordonnateurs tout en diminuant les coûts associés à un séminaire impliquant aussi les animateurs. À l'issue du séminaire, ceux-ci devaient en transmettre les acquis aux animateurs participants et réviser avec eux le projet de recherche-action, en vue d'un démarrage immédiat des activités.

Les objectifs du séminaire consistaient à revoir la démarche méthodologique de la communication pour le développement, ainsi que la démarche de préparation de séances d'animation de groupes, à réviser la planification de chacun des projets choisis par les animateurs, à finaliser les échéanciers et les modalités de suivi de projets et à discuter les modalités d'évaluation des projets.

En préparation à ce séminaire, chaque coordonnateur devait réaliser avec les animateurs participants des séances de suivi du séminaire d'introduction et de planification de la recherche, tenu précédemment à Lomé. Ensemble, ils devaient également réviser le cadre, les objectifs et les activités de la recherche-action ainsi que les principales étapes de réalisation prévues. Ces rencontres ont également permis de reformuler ou de modifier en partie ou en totalité le contenu de certains des projets.

La révision des projets a été articulée autour de la structure même de la démarche méthodologique : la détermination du problème, du but visé par l'intervention et du groupe cible ; la définition des besoins de communication et la formulation des objectifs ; l'élaboration de la stratégie de communication, incluant la définition des activités et des supports, et les démarches d'association des partenaires ; le développement et le pré-test du matériel, ainsi que l'élaboration du calendrier de suivi et d'évaluation.

La partie portant sur l'évaluation a permis, à l'aide d'un exercice participatif associant le spécialiste en évaluation et les coordonnateurs, d'introduire le concept et de lancer la réflexion sur le cadre d'évaluation à développer pour le projet. Les présentations et discussions ont porté sur la clarification des concepts liés aux types d'évaluation (évaluation sommative et formative) et à ses différentes composantes (les questions, les indicateurs, les sources d'information, les modes de collecte de données, l'analyse et l'interprétation, le jugement et les décisions d'action). Un

processus participatif de développement du cadre d'évaluation du projet a aussi été lancé.

La stratégie utilisée comportait les étapes suivantes : tout d'abord, les coordonnateurs devaient clarifier l'objet de l'évaluation avec les animateurs et recueillir leur point de vue. Sur la base de ces réactions, un premier cadre d'évaluation était préparé et mis en circulation. Les coordonnateurs devaient ensuite organiser une rencontre de travail avec les animateurs et discuter l'outil. Sur la base des réactions, l'outil était finalisé et devait être présenté et discuté en profondeur avec l'ensemble des participants.

Enfin, les activités à mener à l'issue du séminaire ont été précisées. Dès leur retour au pays, les coordonnateurs devaient transmettre les acquis du séminaire aux animateurs sur le terrain, réviser avec eux leur projet, afin de tenir compte des éclaircissements discutés sur le plan de la démarche méthodologique et procéder au démarrage des activités. Des missions de suivi et d'appui méthodologique sur le terrain étaient ensuite prévues durant la période allant de juillet à septembre. Une rencontre de mi-parcours était également prévue au mois d'octobre pour faire le point sur le déroulement des recherches-actions et finaliser l'outil d'évaluation.

La constitution de fonds locaux

Au terme du séminaire, la coordination du projet procéda au décaissement de fonds au niveau de chaque Clac, en vue de la gestion locale des dépenses de recherche. Ces fonds étaient de 300 000 francs CFA (3 000 francs français ou entre 750 et 850 dollars canadiens, selon les fluctuations des taux de change). Un fonds fut également versé aux coordonnateurs pour leur permettre d'exercer leurs activités de suivi.

Certaines rubriques de dépenses autorisées pour ce fonds, ainsi que des procédures pour sa gestion, accompagnaient le versement.

Plus tard, lors de la première série de missions, plusieurs animateurs ont fait état de leur déception face au montant de l'enveloppe budgétaire virée pour la réalisation des activités de communication. Manifestement, les animateurs s'attendaient à des sommes importantes, malgré les informations données préalablement. Ceci a cependant permis de redimensionner les activités de communication. Dans certains cas, les groupes cibles également croyaient bénéficier de fonds grâce à ce « projet ».

L'expérience a également montré que, dans plusieurs cas, la réalisation des activités de communication n'exigeait pas de fonds importants. Les dépenses les plus importantes ont bien souvent été des dépenses d'ordre logistique et social, tels des frais de déplacement ou de rafraîchissement.

La gestion des fonds locaux souleva plusieurs questions, entre autres concernant la difficulté d'obtenir des pièces justificatives pour certains types de dépenses, tels le transport en commun, ou les achats effectués auprès de petits revendeurs de village. Face à la nécessité de justifier l'utilisation des fonds, des modalités différentes furent utilisées, comme l'emploi d'un carnet de reçus, des mécanismes locaux d'approbation des dépenses et la vérification des pièces par le coordonnateur.

Plusieurs animateurs débutèrent cependant le travail avec les groupes cibles sans attendre l'arrivée de ce budget local. Dans un cas, à la suite du décès subit du coordonnateur, les fonds ne purent être débloqués et les animateurs prirent l'initiative d'emprunter de l'argent auprès du préfet d'arrondissement.

L'acquisition de matériel audiovisuel

Au départ, comme il était impossible de connaître les besoins spécifiques de chaque Clac en matériel de communication avant que ne soient déterminées les activités à réaliser et comme il fallait commander ce type de matériel et le rendre accessible dans les brefs délais de réalisation des activités, un matériel de base fut commandé pour chacun des réseaux. Ce matériel comprenait un appareil photo, un caméscope d'épaule, un magnétophone de reportage et un ensemble de sonorisation (unité comprenant un amplificateur/préamplificateur, deux enceintes, un micro, un cordon et un pied-perche). Ce matériel fut envoyé aux différentes coordinations de réseaux en juillet et septembre 1997. Cependant, dans deux pays, le Bénin et la Côte-d'Ivoire, où des difficultés se posèrent au niveau du dédouanement, les animateurs ne purent avoir accès à ce matériel que beaucoup plus tard.

La stratégie consistait à déposer ce matériel à la coordination du réseau et à le faire circuler dans les Clac selon les besoins et les calendriers de chacun. Il faut dire que compte tenu à la fois de la distance entre les Clac, de la fréquence limitée des contacts entre les animateurs et les coordonnateurs, des difficultés de communication et aussi d'un manque de maîtrise de planification de l'utilisation de ces équipements, cette stratégie fut plus ou moins heureuse.

Par la suite, un appareil photographique fut acheté pour chacun des Clac participants, mais ceci, bien entendu, ne régla pas tout à fait le problème soulevé.

Le début des activités sur le terrain

Les activités sur le terrain devaient démarrer à l'issue du séminaire de Ouagadougou, dans le sillage des visites de suivi des coordonnateurs auprès des Clac participants, prévues en juin 1997. Or plusieurs ne purent débuter que beaucoup plus tard. Dans certains cas, les animateurs — enseignants de profession — étaient en période de vacances ou de perfectionnement ou de préparation de la rentrée scolaire. Dans d'autres cas, les membres des groupes cibles étaient occupés aux travaux des champs. Dans d'autres enfin, le transfert d'information ne s'était pas déroulé comme prévu et les animateurs ne débutèrent véritablement les activités qu'après les missions d'appui méthodologique.

Sur les 23 Clac participants, sept débutèrent leurs activités avant la date prévue de démarrage en juin 1997 et étendirent leurs activités sur une année complète ou davantage. À l'autre bout du spectre, trois Clac virent leurs activités interrompues après un bref début et ne les reprirent qu'en février et mars 1998. Les autres débutèrent les activités entre août et octobre 1997 et les terminèrent entre les mois de mars et de juin 1998.

Dans l'ensemble, la durée de réalisation des activités sur le terrain fut de 3 à 5 mois pour trois Clac, de 5 à 7 mois pour trois autres Clac, de 8 à 10 mois pour 11 Clac, et de 12 à 14 mois pour six autres Clac.

La documentation de l'expérimentation

Sur le plan de la documentation de la recherche, les animateurs devaient réaliser un petit document retraçant l'histoire de leur projet depuis le tout début. Cette information devait ensuite être centralisée chez les coordonnateurs des réseaux. De même, dans chaque Clac, les animateurs devaient conserver les documents de toute nature (différentes versions des projets, matériel de communication, photos, courrier, etc.) témoins de la recherche-action menée sur le terrain. En même temps, un travail similaire de documentation des différentes productions de la recherche se faisait au niveau de la coordination du projet. On a pu constater cependant que ce travail de documentation n'a pas été fait de manière substantielle, notamment pour des raisons de surcharge de travail des animateurs sur le terrain.

L'encadrement de l'expérimentation

La première série de missions de suivi et d'appui technique auprès des Clac

À la suite du démarrage prévu des activités sur le terrain en juin 1997, des missions de suivi et d'appui technique ont été organisées entre juillet et septembre afin d'apporter un appui direct aux animateurs, d'assurer un suivi des activités sur le terrain et de répondre aux besoins pouvant survenir dans la réalisation des activités. Ces missions se déroulèrent à l'intérieur de chaque réseau. Il n'y eut pas, à cette occasion, de visite de la personne-ressource au niveau de chaque Clac.

Lors de cette tournée, presque tous les projets furent reformulés et redéfinis et on dut faire le constat du faible niveau de compréhension de la démarche méthodologique par les animateurs. On trouvera au chapitre 4 une discussion des données de ces missions.

La formation audiovisuelle

Une séance de formation audiovisuelle, greffée à ces missions d'appui technique, s'est déroulée en continuité dans chacun des réseaux entre juillet et septembre. Planifiée sur trois jours à l'intention des animateurs participants, elle comportait une partie théorique et une partie de pratique en techniques de reportage vidéo, de prise de son, de prise de vue photo, de manipulation et d'entretien préventif du matériel audiovisuel.

À l'usage, il ressortit que le programme était surchargé. Au début, l'idée consistait à offrir la formation appropriée selon les besoins de chacun des projets. Mais il est apparu que les animateurs voulaient se familiariser tant avec la vidéo qu'avec la prise de son ou la photographie. Dans ce contexte, la formation pour un tel programme aurait demandé deux fois plus de temps.

Une première réunion de coordination

À la suite des missions, une réunion de coordination fut organisée afin de partager les données des missions entre les deux personnes-ressources chargées du suivi méthodologique, le responsable de l'évaluation et les responsables du projet au CRDI et à l'Agence, de faire le point sur l'état d'avancement des projets et de préparer les actions à venir. Cette réunion a eu lieu au siège de l'Agence de la Francophonie, à Paris, en septembre 1997.

Le récit des missions d'appui méthodologique fit ressortir notamment que la stratégie de formation prévoyant le transfert des acquis des coordonnateurs vers les animateurs ne livrait pas les résultats attendus. À la fin

de l'expérience certains coordonnateurs ont dit : « C'est maintenant que nous commençons réellement à comprendre. Au début, cela semblait trop abstrait. » Il était donc difficile pour les coordonnateurs d'expliquer des concepts nouveaux avant d'en avoir fait l'expérience et de les avoir reliés à quelque chose de concret. Mais à ce moment de la mi-projet, malgré les efforts déployés, les animateurs responsables au premier plan de la réalisation des projets se sentaient laissés à eux-mêmes. Face à ce constat, il fut décidé que le séminaire de mi-parcours, qui avait été prévu pour l'automne avec les coordonnateurs des réseaux, devrait également associer l'animateur principal responsable des projets. De même, il fut décidé qu'une deuxième série de missions d'appui technique aurait lieu en décembre et janvier, cette fois dans chacun des Clac participants, et qu'elle associerait des membres des groupes cibles et des partenaires associés aux projets.

La durée de l'expérimentation fut également prolongée afin de tenir compte des délais de réalisation rencontrés sur le terrain.

Le séminaire de mi-parcours

Ce séminaire se tint en octobre 1997 à Nouakchott, à l'occasion de l'ouverture d'un nouveau réseau de Clac en Mauritanie et de la célébration officielle des 10 ans des Clac. Il avait pour but de faire le point sur l'état d'avancement des projets, de reprendre la démarche méthodologique à l'intention cette fois des animateurs présents, de préparer l'évaluation du projet et de discuter des problèmes touchant la réalisation des activités. Un journaliste était présent à cette occasion afin de s'imprégner de la dynamique du projet et de discuter avec les participants de la structure du bulletin du projet.

Le séminaire regroupait les coordonnateurs, ainsi qu'un animateur de chacun des Clac participants. À leur retour, avec l'appui de leur coordonnateur, ces animateurs devaient partager les acquis du séminaire avec leurs collègues animateurs et leurs partenaires.

La partie du séminaire portant sur l'évaluation visait à faire participer les animateurs et les coordonnateurs à la finalisation du cadre d'évaluation et à la répartition des rôles et responsabilités de chacun dans cette activité. L'évaluation était présentée et discutée sous son angle formatif, c'est-à-dire comme instrument qui permet de mesurer la bonne marche des activités et de savoir si on avance dans la bonne direction, ainsi que sous son angle sommatif, afin de pouvoir, en fin de projet, tirer les enseignements de l'expérience.

Un cadre d'évaluation formative avait déjà été développé lors du séminaire des coordonnateurs à Ouagadougou et des allers-retours entre les animateurs, les coordonnateurs et le responsable de l'évaluation. Ce cadre fut discuté une autre fois et finalisé lors des discussions. Les animateurs et coordonnateurs élaborèrent ensuite, avec l'aide du responsable de l'évaluation, la grille d'évaluation sommative.

Cette grille retint cinq domaines d'intérêt : la collaboration entre les Clac et les autres partenaires des milieux, l'impact des activités de communication pour le développement dans les Clac, et l'efficience et la pertinence du dispositif d'encadrement et de coordination mis en place, les capacités et la disponibilité des animateurs et des coordonnateurs et, finalement, les leçons globales à tirer de l'expérience. Pour chacun de ces domaines, on détermina les questions à poser, les indicateurs à consulter et les sources et modes de collecte de l'information. Tout ce travail se fit en réunion plénière avec les coordonnateurs et les animateurs.

La deuxième série de missions de suivi et d'appui méthodologique

Une deuxième série de missions se déroula entre décembre 1997 et avril 1998. Ces missions étaient menées par les mêmes personnes-ressources que lors de la première série de missions, mais avaient lieu cette fois dans les milieux mêmes des Clac.

Malgré des difficultés encore importantes dans plusieurs projets, les missions remarquèrent que la recherche se déroulait de manière enthousiaste. On pouvait observer sur le terrain une multitude d'activités générées. La démarche méthodologique semblait mieux comprise par les animateurs, même si à cet égard, on était encore loin du niveau de maîtrise espéré. Dans l'ensemble, on constatait une réelle évolution depuis le lancement des activités et on pouvait observer des effets concrets sur le plan de l'appui au développement communautaire. Le détail des données de ces missions sera repris au chapitre 4.

La deuxième réunion de coordination

Encore une fois, ces missions furent suivies d'une réunion de coordination visant à partager les données des missions entre les deux personnes-ressources chargées du suivi méthodologique, le responsable de l'évaluation et les responsables du projet au CRDI et à l'Agence, à faire le point sur l'état d'avancement des projets et à préparer les actions à venir. Cette réunion a eu lieu au BRAO, à Lomé, en juin 1998. Le bilan de chacun des

projets fut présenté et discuté, et les problèmes soulevés sur le terrain firent l'objet d'échanges et de recommandations d'action.

La mission d'évaluation

Une mission d'évaluation sommative fut menée par le responsable de l'évaluation auprès d'un échantillonnage des Clac participants. Cette mission s'est déroulée en trois étapes entre les mois de juillet et d'octobre 1998.

Cette mission visait à terminer les opérations de cueillette des données prévues dans le cadre d'évaluation sommative du projet. L'échantillonnage retenu pour cette mission visait les Clac de Péhunco, Lalo et Grand-Popo au Bénin, Tafiré en Côte-d'Ivoire, Tibiri au Niger, Réo au Burkina Faso, Pita en Guinée, Ndiaganiao et Tanaff au Sénégal. Trois critères avaient été retenus pour la sélection de l'échantillon. Le premier se rapportait à la typologie des projets de communication : il s'agissait d'inclure des projets comportant des objectifs et activités de communication, des projets établissant un bon partenariat avec leur milieu, des projets à partenariats difficiles et avec des résultats partiels, des projets comportant des objectifs et activités de développement, et au moins un projet à dominance culturelle. Les deux autres critères étaient la représentativité des pays participants et, enfin, le type d'activités concernées (communication en appui à l'alphabétisation, à la santé, au domaine socioculturel et aux activités productives).

La présentation des données de l'expérimentation et de l'évaluation

On trouvera dans les chapitres suivants une présentation du cadre méthodologique du projet, une description des 23 projets de recherche-action menés dans les milieux et une discussion des données de l'évaluation du projet dans son ensemble. En conclusion, on pourra lire les principales recommandations ressortant de ce projet.

Chapitre 2

Un cadre conceptuel et méthodologique de la communication pour le développement

Guy Bessette

Ce texte présente le cadre conceptuel et méthodologique utilisé pour la conduite de la recherche. Il est rédigé sous la forme d'une lettre d'un animateur rural expérimenté, du nom d'Aminou, à l'intention des animateurs des Clac.

Dans une première partie, la communication participative pour le développement est présentée comme une méthode utile pour communiquer avec les populations rurales environnantes de la recherche de solutions aux problèmes de développement.

Dans un deuxième point, le texte aborde les concepts associés à cette pratique : ce qu'on entend par *développement, communication pour le développement* et *participation des communautés.*

En troisième lieu, il aborde le rôle du communicateur et de la communicatrice à la base.

Quatrièmement, il propose une démarche en 10 points pour planifier une stratégie de communication.

Introduction

Chers amis,
Mon nom est Aminou. Je travaille comme animateur rural dans une ONG de développement intégré en Afrique de l'Ouest.

Même si je n'ai reçu aucune formation de base en communication, mon travail consiste principalement à communiquer avec des communautés rurales afin de discuter avec elles de leurs besoins de santé, d'éducation, de gestion de l'environnement, de génération de revenus, etc., de répondre à leurs questions et de travailler avec elles à la recherche de solutions.

C'est un travail à la fois passionnant et frustrant. C'est passionnant parce que la communication est à la base de toute initiative de développement et

qu'on se sent utile à jouer un rôle à ce niveau. Par contre c'est frustrant parce qu'on ne voit que très rarement des résultats durables et qu'on a l'impression que tout est toujours à recommencer.

Ma façon de faire ce travail a beaucoup évolué. Au début, je jouais un peu au professeur. J'avais tendance à dire aux gens quoi faire, pourquoi ils devaient le faire et comment ils devaient procéder pour améliorer leurs conditions de vie. Je venais dans une communauté et faisais des exposés sur des connaissances ou des comportements pouvant aider les gens à résoudre des problèmes de développement. Il pouvait s'agir d'hygiène, d'assainissement du village, de techniques agricoles, d'organisation de groupement, etc. Après ces séances, il me semblait que les participants pouvaient résoudre leurs problèmes avec ces nouvelles connaissances. Mais, la plupart du temps, lorsque je revenais sur les lieux, rien n'avait changé.

Lorsque j'ai entendu parler de la communication pour le développement, j'ai commencé à changer ma compréhension des problèmes du savoir lié au développement, ainsi que mon approche avec les communautés.

Il m'a semblé que nous pourrions échanger des idées à ce sujet et c'est pourquoi j'écris cette lettre aujourd'hui. Tout d'abord, j'essaierai d'expliquer ce que je comprends des trois concepts qui sont à la base de tout ce que nous faisons : « développement », « communication » et « participation ».

Je parlerai ensuite de l'importance pour nous, communicateurs à la base, de développer des pratiques de communication centrées sur les personnes avec lesquelles nous voulons travailler, au lieu des pratiques habituelles basées sur les messages et les contenus que nous voulons transmettre. Je décrirai la méthode que j'utilise maintenant pour planifier une stratégie de communication pour le développement.

Pour terminer, je partagerai avec vous quelques-unes des difficultés que je rencontre dans mon travail, ainsi que certaines leçons que j'ai apprises et que j'essaie tant bien que mal de mettre en pratique.

Si, comme moi, vous vous posez des questions à propos de l'utilisation de la communication pour faciliter le développement communautaire, alors peut-être cette lettre pourra-t-elle être le point de départ d'un dialogue entre nous. Si, par hasard, vous êtes un expert dans ce domaine, peut-être pourrez-vous comprendre certaines des difficultés que nous rencontrons en tant que communicateurs à la base et nous aider à trouver des solutions pour les résoudre.

Que voulons-nous dire par *développement, communication* et *participation* ?

Commençons donc par ces trois concepts qui sont à la base de notre travail.

Le concept de développement

Qu'est-ce que le développement ? On n'a qu'à écouter les experts se quereller sur le sujet pour devenir soi-même assez confus. Mais il faut bien donner une réponse : si nous voulons faciliter le changement, cela suppose que nous avons une certaine idée du type de développement que nous voulons appuyer.

Différents courants de pensée

Une manière de nous situer par rapport au concept de développement consiste peut-être à présenter d'abord les principaux courants de pensée auxquels se rattachent les définitions qu'on en donne.

On a longtemps pensé que le développement consistait à créer la richesse dans une société pour permettre le mieux-être de la population et l'amélioration des conditions de vie. Les experts appelaient cette manière de voir les choses « le paradigme de la modernisation », parce que le terme de *développement* rimait avec celui de *modernisation* des sociétés.

Cette conception a ensuite été remise en question. On pouvait observer que, malgré les efforts consacrés au développement, les pays du Sud connaissaient davantage de pauvreté et de mauvaises conditions de vie. Cette critique faisait ressortir une situation de dépendance économique des pays du Sud face aux pays industrialisés du Nord, ce qui, en fait, empêchait le développement malgré tous les projets mis en branle. Les experts ont appelé cette conception « le paradigme de dépendance », parce que le centre (les pays du Nord) ne pouvait se développer qu'au dépens de la périphérie (les pays du Sud).

Un troisième courant de pensée s'est ensuite développé. Certains l'ont appelé le paradigme d'un autre développement, parce qu'il met l'accent non seulement sur le développement matériel et économique mais aussi sur les valeurs et la culture, l'égalité sociale, la liberté, la participation au processus de prise de décision, etc.

On voit donc qu'il existe différentes manières de définir le développement.

Quelques caractéristiques importantes

Cependant, les projets de développement axés sur ces différents courants de pensée ont permis d'apprendre que le développement n'est pas quelque chose qui peut venir de l'extérieur. Chaque société doit définir son propre modèle de développement en fonction de son contexte bien spécifique, de sa culture, de ses ressources et des valeurs qu'elle veut promouvoir.

On a appris également qu'il ne s'agit pas seulement d'une question économique ou d'une question de biens matériels : le développement est aussi défini par des notions de liberté, de distribution équitable des revenus, d'ouverture politique, d'accès à l'éducation, etc. Le Programme des Nations Unies pour le développement publie d'ailleurs chaque année un rapport sur le développement humain dans lequel on trouve une liste d'indicateurs participant à la définition du développement.

Une troisième leçon est qu'il y a des limites à notre pouvoir d'action, lorsqu'on veut faciliter le développement. On ne peut transformer le désert en savane, faire disparaître le sida, ou inventer une réforme agraire du jour au lendemain. Il y a des choses que nous pouvons faire et qui sont de notre ressort, d'autres qui sont du ressort d'autres personnes, d'autres enfin que nous ne pouvons pas contrôler directement. Il y a donc des problèmes de développement que la communication peut aider à résoudre à court terme, d'autres qu'elle peut contribuer à résoudre à plus long terme et, enfin, d'autres pour lesquels elle n'est d'aucun secours.

La communication pour le développement

Pour plusieurs, le terme de communication veut dire médias ou échanges entre personnes. Lorsqu'on utilise le terme de communication pour le développement, on veut plutôt traiter d'un processus de communication planifié qui vise à contribuer à la résolution de problèmes de développement.

Les premières approches

La communication pour le développement a évolué avec les différents modèles de développement dont on a parlé plus haut. Au début, la question était de savoir comment utiliser les médias pour transmettre à grande échelle les informations et les connaissances devant contribuer à la « modernisation » des pays en développement. On supposait qu'après avoir reçu la bonne information, les gens modifieraient leur mode de vie et leurs

comportements afin de faciliter le développement. On pensait en même temps que la richesse qui serait créée se répercuterait dans toutes les couches de la société.

La diffusion des innovations

La diffusion des innovations est l'un des modèles de communication issus de cette approche. Issu des pratiques de vulgarisation agricole qui consistaient à transmettre l'information aux agriculteurs par l'intermédiaire d'une personne-ressource, ce modèle prenait en compte trois éléments principaux de la communication : l'innovation qu'on voulait transmettre (une nouvelle pratique agricole, par exemple), le public qu'on voulait atteindre, ainsi que les sources et canaux de communication (qui s'adresserait au public, et par quel moyen ?).

Il est cependant devenu évident que ce modèle ne tenait pas assez compte des complexités du terrain. Il ne faisait pas la distinction entre différents types de public cible. Par exemple, si on veut s'adresser aux fermiers, il est important de distinguer entre les fermiers propriétaires de terres et des paysans analphabètes et pauvres. Les premiers ont généralement plus de moyens pour modifier les choses et ils sont davantage ouverts aux techniques nouvelles. De même, il est important de faire la distinction entre les hommes et les femmes, ou entre membres de catégories différentes déterminées par des facteurs tels l'âge, l'appartenance ethnique ou culturelle, le degré d'isolement géographique, etc. Avec ce modèle, on ne faisait pas la différence.

De même, le type de communication qui était pratiqué ne facilitait pas les échanges. C'était une communication verticale, partant du haut et allant vers le bas, entre un expert donnant les informations et un public récepteur qui, en principe, était sensé les assimiler et les utiliser dans la pratique de tous les jours.

L'évolution des idées et des pratiques

En même temps, la notion de développement évoluait. La participation est devenue le concept clé du développement et on a commencé à percevoir la communication comme un outil pour faciliter cette participation.

On a ainsi fait la promotion de pratiques de communication permettant des échanges de points de vue avec les populations environnantes de problèmes de développement, plutôt que la simple transmission d'informations à sens unique.

C'est dans cette perspective que s'est développée une deuxième grande tendance, mettant l'accent sur la communication communautaire et s'appuyant sur les médias légers (affiches, diaporama, théâtre) et les médias communautaires (radio rurale) afin de résoudre des problèmes de développement vécus par les communautés.

Des modèles de communication adaptés aux communautés

L'un des modèles se rattachant à cette approche a été développé par un éducateur brésilien, Paolo Freire. Selon ce modèle de conscientisation, l'information et la communication sont des outils qui doivent être utilisés par la population pour transformer ses conditions de vie. Le modèle comprend cinq étapes principales : d'abord, prendre conscience des différents aspects des problèmes de développement ; s'organiser pour réagir collectivement ; comprendre les conflits animant les différents groupes d'intérêt ; apprendre à fournir des solutions politiques de rechange à des situations problématiques ; enfin, se donner les outils nécessaires à l'application des solutions issues de la communauté.

Un autre modèle est celui de la méthodologie des médias communautaires. Au lieu de mettre l'accent sur l'organisation collective et l'action politique, ce modèle consiste à aider les gens à formuler leurs problèmes et à prendre conscience de nouvelles possibilités d'action et non à leur imposer un plan conçu de l'extérieur. Il fait également appel aux médias légers et communautaires pour animer ce processus.

Ces modèles, comme les modèles de développement, coexistent aujourd'hui à des degrés divers. On a toutefois retenu au moins deux leçons fondamentales de leur application dans des situations concrètes.

Ce qu'on peut retenir de la communication pour le développement

La première leçon que nous pouvons retenir de l'évolution de ces différentes tendances est qu'au lieu de mettre seulement l'accent sur la sensibilisation et la diffusion d'informations, la communication doit surtout faciliter les échanges entre les différents intervenants concernés par un même problème de développement.

La seconde leçon est que la communication n'est pas suffisante en soi. Elle doit être accompagnée d'une initiative concrète de changement bénéficiant de conditions de volonté politique, de ressources financières et matérielles, etc. Comme le disait un chef de village à un collègue communicateur : « Vous nous avez dit qu'il fallait donner des œufs à nos enfants pour qu'ils soient en bonne santé, mais vous ne nous avez pas laissé les œufs. »

La participation des communautés

On a appris de toutes ces expériences que la participation est essentielle au développement. Le développement économique communautaire, la promotion de la santé, la prévention du sida, la résolution des conflits ethniques et raciaux, la lutte contre la désertification et la dégradation des sols, la gestion de la migration vers les zones urbaines sont autant de défis de développement bien réels, qui ne peuvent être relevés qu'avec la participation des personnes concernées.

Quelle participation ?

Cependant, le concept de participation est employé à bien des sauces et recouvre toutes sortes de pratiques. Tout d'abord, participation ne veut pas dire consultation. On a appris avec l'expérience que les communautés doivent prendre part à la détermination de leurs problèmes de développement, à la recherche de solutions et au processus de décision menant à leur mise en œuvre.

Participation ne veut pas dire non plus mobilisation. Le concept va plus loin que la participation à un projet de développement défini par des autorités, des ONG ou des experts. Ce type de participation ne donne pas les résultats à long terme qu'on en attend, parce que la prise de décision vient de l'extérieur de la communauté. On peut donc dire qu'un premier niveau de participation est le fait d'assumer des responsabilités au niveau de l'exécution du projet de développement.

On atteint un deuxième niveau de participation lorsque les gens participent non seulement à l'exécution du projet, mais également à la prise de décision. Le fait de prendre part à la discussion, de déterminer les actions à mener et de planifier la démarche à suivre sont des indicateurs de ce niveau.

Lorsque, en plus, il y a participation au suivi et à l'évaluation de l'action, et que ce processus n'est pas mis en œuvre par quelqu'un de l'extérieur, on peut dire que la participation atteint encore un autre niveau, celui de l'appropriation de l'ensemble de la démarche.

La conséquence de tout cela, pour nous, communicateurs à la base, est de considérer les gens avec lesquels nous voulons communiquer pour faciliter une action de développement, comme des partenaires à part entière et non comme un public auquel on veut s'adresser. Il faut que nous apprenions à les engager dans la planification, la réalisation et l'évaluation des actions de développement qui les concerne et ne pas nous contenter de diffuser des informations ou de mobiliser la communauté autour d'une action.

Quelle communauté ?

Le concept de participation fait également appel à celui de communauté. On veut faciliter la participation de la communauté, mais quelle est, au juste, cette communauté ?

Dans les faits, nous savons tous qu'une communauté locale n'est pas composée d'un groupe unifié de personnes, mais de sous-groupes qui ont chacun leurs propres intérêts, souvent divergents. Nous savons également que, bien souvent, des décisions prises au nom de la communauté le sont, en fait, dans le sens des intérêts d'un groupe ou d'un autre. Il faut donc préciser nos termes et définir précisément les différents groupes communautaires concernés par une action.

Associer les gens à la détermination des problèmes qui les concernent et à la recherche de solutions

Chacun de nous a connu au moins une situation dans laquelle des gens d'un ministère, d'une radio ou d'une ONG venaient au village pour tenter de convaincre les gens de participer à un nouveau projet, comme le creusage d'un puits ou la pratique d'une nouvelle culture agricole, sans avoir auparavant sollicité les avis. Il est clair qu'on ne peut pas réellement parler de « participation » dans ces cas, puisqu'en réalité tout est décidé de l'extérieur.

Par contre, nous connaissons aussi des exemples où des intervenants sont venus au village pour encourager la discussion au sujet d'un problème, faciliter le dialogue entre personnes ayant des points de vue différents et favoriser un consensus sur une action à entreprendre. Près de chez moi par exemple, des intervenants en santé communautaire ont organisé des soirées, au cours desquelles ils ont soulevé la question de la propreté et des maladies au village. Chacun donnait son avis et, dans la discussion, on a fait ressortir le lien entre le manque d'hygiène et les maladies souvent mortelles des enfants. Cela a grandement motivé les participants à définir un plan pour améliorer les pratiques d'hygiène et la propreté au village. Les intervenants ont ensuite aidé à définir le plan, mais la responsabilité est restée au village. Encourager la participation, c'est aussi nourrir la réflexion sur les problèmes et les solutions.

Ces trois concepts dont je viens de traiter sont à la base de notre travail. C'est en grande partie notre façon de percevoir le développement, la communication et la participation qui va influencer notre manière de communiquer avec les communautés. Ceci m'amène maintenant à parler du rôle du communicateur et de la communicatrice pour le développement.

Quel est le rôle du communicateur et de la communicatrice à la base ?

Je perçois notre rôle de communicateur à la base comme étant de faciliter la participation locale au développement. Pour cela, il est essentiel d'évoluer dans nos manières de faire.

Remplacer les pratiques centrées sur la transmission de messages par des pratiques interactives centrées sur les personnes

J'ai essayé plus haut, au cours de la présentation des concepts de développement, de communication et de participation, de faire ressortir l'importance d'évoluer dans nos pratiques de communication. Ainsi, on sait aujourd'hui que lorsqu'on diffuse de manière unilatérale des messages de développement, cela n'a pas l'impact espéré parce que cela ne touche pas la prise de décision véritable chez l'individu ou le groupe. Il faut aller au-delà de ces pratiques de diffusion.

Diffuser des contenus, transmettre des messages, persuader les gens de changer de comportement, tout cela relève des anciens modèles qu'on avait du développement et de la communication. Rendre l'information accessible ne suffit pas en soi à rendre possible une véritable participation.

C'est pourquoi il faut apprendre à changer notre regard orienté vers le contenu pour mettre plutôt l'utilisateur au centre de nos préoccupations. Pour cela, il nous faut apprendre à utiliser la communication pour faciliter les échanges d'informations et de points de vue entre les gens, soutenir la discussion autour des problèmes de développement et d'initiatives de solutions, et aider à la prise de décision. C'est ce genre de processus qui amène les gens à participer à leur développement.

L'adoption d'une technique agricole plus efficace, par exemple, ne se réduit pas à un problème d'information. Il s'agit d'un processus complexe qui comporte plusieurs étapes. Cela demande d'abord une prise de conscience par les paysans d'un problème de productivité, des débats d'idées sur la valeur des techniques utilisées et la détermination d'un besoin d'informations portant sur d'autres techniques. C'est à ce moment qu'il convient de rendre l'information accessible et de soumettre celle-ci à la discussion puis à un processus de prise de décision concernant sa mise à l'essai.

De même, en matière de santé, la circulation d'informations sur l'hygiène ne pourra contribuer à des changements que si les gens prennent

d'abord conscience des problèmes liés à l'insalubrité et participent à la recherche de solutions. Cette information ne pourra être utile que s'ils expriment un besoin d'information et de connaissance sur les modes d'amélioration de l'hygiène et de la salubrité dans leur milieu et une volonté de changer les choses. L'information doit être jumelée à un processus de communication.

Différents aspects du rôle de communicateur

Communiquer ne se limite pas à s'adresser à un groupe de personnes. Pour pouvoir encourager les gens à devenir les acteurs de leur développement et à le prendre en charge, il faut pouvoir assumer plusieurs fonctions.

Par exemple, il faut pouvoir :

- faciliter le dialogue entre différents partenaires, *ce qui suppose une bonne connaissance du milieu* ;
- nourrir la réflexion sur les problèmes et les solutions, *ce qui suppose une bonne connaissance du sujet* ;
- formuler et appuyer des initiatives locales de développement bien concrètes, *en animant les échanges sur ce sujet avec les groupes concernés* ;
- soutenir les efforts de sensibilisation et de motivation, *en utilisant des stratégies de communication appropriées* ;
- faire circuler l'information nécessaire de manière efficace, *en utilisant les canaux de communication appropriés aux groupes concernés* ;
- soutenir la prise de décision, *en facilitant les consensus entre les différentes catégories d'intervenants* ;
- développer des partenariats, *en établissant des alliances avec différentes personnes-ressources du milieu* ;
- accompagner l'action de développement, *en assurant le suivi et l'évaluation des actions menées.*

Il nous faut apprendre également à écouter, afin de connaître les orientations des gens avec lesquels nous voulons travailler et de les amener à prendre part au partage des informations et des points de vue et à participer véritablement à la communication.

Au niveau du discours, tout cela paraît assez simple. Au niveau de la pratique, c'est plus difficile parce qu'on traîne avec nous des habitudes

développées au cours de notre formation et de nos expériences professionnelles. Ainsi, une personne qui a une formation d'animateur rural aura tendance à sensibiliser, celle qui a un passé de journaliste cherchera à conduire des interviews, le maître va vouloir expliquer et exigera l'attention, etc.

Désapprendre et réapprendre

Cela veut dire que pour jouer efficacement notre rôle de communicateur pour le développement, il nous faut d'abord désapprendre, puis réapprendre.

Désapprendre, cela veut d'abord dire changer certaines attitudes développées auparavant. Chacun a en tête des images d'un intervenant venant parler comme un maître d'école à des groupes apparemment attentifs et silencieux. Ou celle d'un super-animateur qui vient sensibiliser les gens afin de les mobiliser autour d'initiatives qu'ils n'ont ni décidées ni voulues. Ces attitudes peuvent être bonnes dans certains contextes, mais dans celui de la communication participative pour le développement, il faut les désapprendre.

Il faut aussi réapprendre. Cela va ensemble. Comment peut-on établir une communication de type dialogue ? Comment peut-on amener des gens à s'exprimer, d'autres à écouter ? Comment arriver à bien poser un problème, à porter les différents points de vue à la discussion, à susciter des consensus autour d'une action à entreprendre ? Voilà un premier travail que nous devons entreprendre. On se rend compte très vite qu'il n'est pas facile de changer d'attitude soi-même ; cela nous aide aussi à comprendre que pour les autres aussi, changer d'attitude et de manière de faire, c'est plus complexe que de se limiter à en parler.

Faciliter un processus de communication pour le développement, cela veut aussi dire mettre en place et animer un processus complexe qui comporte différentes facettes liées à la planification d'une stratégie de communication, à sa mise en œuvre et à son évaluation. Planifier, mettre en œuvre, évaluer : c'est tout un programme !

Se familiariser avec la démarche de la recherche-action

Dans notre travail, on ne peut pas appliquer une stratégie de communication comme s'il s'agissait d'une recette de cuisine et aller de l'avant. Il faut constamment vérifier si ce qu'on fait conduit aux résultats recherchés et, au besoin, corriger en cours de route notre démarche.

On emploie souvent le terme de recherche-action pour désigner une approche qui comporte un objectif de changement social, une coopération entre différents acteurs du terrain (le communicateur, les partenaires techniques, les représentants des groupes cibles) en vue de cet objectif commun de recherche et d'action, et des allers-retours entre les questions qu'on se pose, la pratique et la réflexion sur la pratique.

Ainsi, au lieu de cheminer selon un plan préétabli, on corrige le tir au fur et à mesure, à la lecture des enseignements du terrain. C'est par cette attitude qu'on peut apprendre. On interroge notre manière de faire, on en tire des conclusions, on les applique dans la pratique, on observe et on interroge de nouveau : c'est un cycle continu grâce auquel on apprend et on s'améliore.

À ce cycle participent également tous les gens avec lesquels on travaille : nos partenaires et les membres de nos groupes cibles. Chacun a une perspective sur l'action de communication qui est menée. C'est en facilitant l'expression de ces façons de voir qu'on peut aussi le mieux aider les participants à s'approprier l'action de communication, à la rendre vraiment participative.

Quelques difficultés souvent rencontrées

Le contexte de projet de développement

La plupart de nos interventions se déroulent dans le contexte de projets de développement menés soit par des ONG, soit par des services techniques de l'État, etc. Ce contexte de projet influence énormément ce qu'on fait et pose des contraintes particulières.

Le terme « projet »

Il y a d'abord le terme lui-même et sa connotation. Les projets d'aide internationale sont vite devenus des sources de revenus appréciables pour leurs participants. Quand on arrive dans une communauté avec le terme de projet, plusieurs entendent en fait source de revenus. Alors, même lorsqu'on veut travailler avec une approche participative, il devient difficile de distinguer les motivations réelles et les besoins véritables. Souvent l'enthousiasme des participants pour une action de développement est feint : l'enthousiasme est là pour la manne qui descend dans la communauté, les objectifs de développement devenant secondaires. Ceci se comprend aisément : ces projets sont souvent la plus importante source de revenus des

organisations avec lesquelles nous travaillons ou pour lesquelles nous travaillons. De là proviennent souvent les salaires et les frais de fonctionnement. De même, pour les communautés dans lesquelles nous intervenons, ils constituent une occasion d'améliorer leurs revenus. Pour ces raisons, c'est là une difficulté que nous rencontrons inévitablement. Il vaut donc mieux changer notre terminologie et utiliser d'autres termes que celui de projet.

Les difficultés posées par les mécanismes de fonctionnement des projets

Il y a aussi les difficultés particulières qui se posent dans le contexte du financement de projets de développement. En voici trois : la durée de traitement d'une demande de financement, la difficulté posée par le temps requis pour planifier un projet de manière participative et le manque de coordination des actions de développement dans une même région.

Tout d'abord, la durée de traitement des demandes de financement porte un dur coup aux approches participatives. Les participants se démobilisent devant l'absence d'un suivi immédiat des efforts de planification du projet. Ils voient d'ailleurs tellement de projets annoncés qui n'aboutissent pas ou de séminaires sans suivi que l'effet de démobilisation s'en trouve accru. Il est important pour nous de sensibiliser les participants à cette réalité.

Une autre difficulté est la réticence des agences de développement et des ministères de développement à mettre du temps et de l'énergie à la préparation d'un projet recourant à une approche participative. Beaucoup de preneurs de décision veulent mettre en place à court terme des actions de développement et obtenir rapidement des résultats, afin de justifier le bon emploi de fonds publics. Mais nous savons que ces projets conçus dans des bureaux n'obtiennent pas l'impact recherché. On ne produit pas un changement social de la même manière qu'on bâtit un pont. Dans ce dernier cas, la formule est connue. On n'a qu'à l'appliquer. Mais on ne fait pas le changement social avec du béton et de la physique. À chaque fois, les ingrédients sont différents. À chaque fois, les conditions sont différentes et changent plusieurs fois en cours de route. Il est important d'impliquer les gens dans la conception d'un projet, mais c'est un processus qui demande du temps.

Une troisième difficulté est le manque de coordination des actions de développement dans une même région. Chaque ministère et chaque agence de développement agissent en fonction de leurs propres priorités. Au lieu de concentrer toutes les ressources et les actions sur les mêmes cibles, le

système actuel cause du saupoudrage, une multiplicité d'actions. Les gens des collectivités locales qui voient ces actions non coordonnées dans leur milieu en viennent à développer un certain relativisme face à la participation pour le développement.

Tout cela pour dire qu'il est important de tenir compte de ce contexte de projets et de tenter d'en amoindrir les effets négatifs auprès des membres des communautés avec lesquelles nous travaillons.

Les difficultés liées au milieu dans lequel on intervient

Connaître le milieu

Nos activités de communication pour le développement doivent se fonder sur une bonne connaissance du milieu dans lequel nous intervenons. Traditionnellement, le communicateur était très préoccupé par la question de savoir si les gens comprenaient son message. Mais en fait, cette préoccupation devrait être orientée dans l'autre sens : jusqu'à quel point est-ce qu'on comprend le milieu dans lequel on se prépare à intervenir ?

Ce processus de connaissance implique différents aspects :

- une connaissance générale du milieu (données géographiques, démographiques, linguistiques, religieuses, culturelles, politiques, économiques, sociales, éducatives, etc.) ;
- une connaissance des différents canaux de communication du milieu : les leaders d'opinion, les associations, les canaux institutionnels par où on peut échanger des informations, les médias pouvant être utilisés dans le milieu, etc. ;
- une connaissance des actions passées ou en cours dans le milieu, touchant l'action de communication ou l'action de développement concernée.

Mais en fait, il est difficile d'avoir ces connaissances pour tous les milieux dans lesquels on travaille. Il s'agit d'une recherche qui demande du temps et un budget (ne serait-ce que pour payer nos salaires pendant ce temps) et, avouons-le, des compétences qui ne sont pas données à tout le monde. Par conséquent, nos activités sont fondées sur une connaissance partielle des milieux dans lesquels nous intervenons et des problèmes auxquels nous nous attaquons. Nous n'avons pas d'autre choix, alors, que de garder cette préoccupation à l'esprit tout en essayant de recueillir le plus d'informations utiles possibles et de mettre un accent particulier sur l'évaluation continue de nos activités.

Tenir compte des barrières de langue et de culture

Une difficulté qui se pose très souvent et dont on ne tient pas assez souvent compte est celle de la langue. Dans nos pays, il y a bien sûr des langues nationales majeures, mais il y a également une quantité de langues partagées seulement par de petits groupes. Dans ces cas, il est important de trouver une personne-ressource du milieu avec laquelle nous pouvons travailler. Le seul recours à un interprète fausse la plupart du temps le processus de communication.

En plus de la langue, il y a la culture : les modes d'approche, les modes de discussion, les modes de prise de décision. Ceux-ci peuvent varier grandement d'une région à l'autre et sont d'une importance capitale pour le genre de communication que nous voulons promouvoir. Il est très important de bien connaître ces données pour chacun de nos groupes cibles. Cela demande aussi de consacrer du temps à la connaissance et à l'approche du milieu, dans un contexte où nous manquons généralement de temps pour tout faire.

Enfin, il faut savoir que la résistance au changement et la force des mœurs et des coutumes sont également des données de culture auxquelles nous devons faire face. Il s'agit d'un phénomène normal que nous devons nous efforcer de comprendre, mais devant lequel nous ne devons pas nous décourager.

Les difficultés dans la mise en œuvre de la stratégie de communication

Établir la distinction entre l'activité de communication et l'activité de développement

Nous intervenons en appui à des actions de développement au moyen d'activités de communication, mais il est souvent difficile de trancher entre les deux types d'activités. Où est la frontière exacte ? Comment tracer la ligne au-delà de laquelle on ne parle plus de communication mais de développement ? Il est important d'en tenir compte sinon nous risquons de susciter des attentes qui viendront accroître la frustration des membres des groupes cibles. Dans plusieurs cas, nous serons confrontés au manque de moyens concrets pour faire face à un problème se posant dans le milieu et pour reconnaître les limites de la communication pour le développement dans pareille situation. La communication ne constitue pas une panacée. Elle peut venir appuyer une initiative locale de développement, mais ne peut se substituer aux moyens matériels que celle-ci demande.

Clarifier la relation avec les partenaires

Cette distinction vient également influencer les relations avec nos partenaires. Dans le cadre d'un appui à une action d'alphabétisation par exemple, il est possible que les participants en viennent à réviser la manière dont cette action d'alphabétisation est menée et à suggérer des changements. Or, à ce moment, ce n'est plus à nous que revient la mise en œuvre de ces changements, c'est aux partenaires responsables. Il peut se produire, à ce moment, des rapports de friction qui risquent de tout saboter. Il est important, pour éviter cette situation, d'établir un véritable dialogue avec nos partenaires et de bien clarifier les rôles de chaque intervenant, ainsi que les objectifs de chacune des actions menées côte à côte.

De même, il est important de ne pas se substituer à nos partenaires. En tant que communicateurs du milieu, nous pouvons travailler avec des spécialistes en alphabétisation, en santé, etc., mais nous ne pouvons pas nous substituer à eux. Ce n'est pas non plus notre rôle de nous substituer aux organismes de développement qui vont appuyer matériellement une initiative locale de développement. Il est impo[illegible] de bien garder à l'esprit notre rôle et de le faire connaître clairement à nos partenaires.

Créer la confiance et soutenir l'intérêt

La réussite de nos interventions passe d'abord par la création d'un climat de confiance avec les gens auprès desquels nous voulons intervenir. Il faut prendre le temps de créer ce climat et d'établir des liens avec les groupes du milieu en expliquant clairement et simplement ce que nous faisons et les raisons pour lesquelles nous intervenons. Durant l'étape de mise en œuvre des activités avec les groupes cibles, il sera important également de soutenir la motivation et l'intérêt des gens. Il ne faut pas s'attendre à ce que cette motivation se maintienne intacte sans aucun appui. Souvent, on rencontre au départ un enthousiasme communicatif, mais il faut savoir qu'il s'agit d'une phase d'un processus plus complexe, qui demande attention et soutien.

Faciliter les apprentissages

Bien souvent, une action de communication pour le développement comporte des objectifs d'acquisition de connaissances ou de développement d'habiletés ou de savoir-faire qui vont permettre aux participants de mettre en œuvre l'initiative de développement qu'ils ont choisie.

Il importe ici de ne pas jouer au maître d'école et de ne pas avoir recours à une pédagogie directive. En éducation des adultes, on sait que les gens apprennent mieux au moyen d'une pédagogie non directive et en étant

actifs dans leur apprentissage. On sait également que les gens apprennent mieux lorsqu'on prend en considération leur expérience, leur savoir et leur manière de se représenter les choses.

Il cela peut être difficile de pratiquer cette approche si on n'a pas été formé pour cela. Dans ce cas, il faut aller chercher des personnes-ressources dans le milieu qui ont ces capacités et peuvent nous aider à faciliter ces apprentissages et ces acquisitions.

Ensuite, il nous faut apprendre à rendre l'information accessible d'une façon qui corresponde aux caractéristiques des gens avec lesquels nous voulons travailler. L'information sur la prévention du sida, par exemple, ne sera pas perçue de la même manière par des infirmières, des paysans, des militaires, des commerçantes, des jeunes, etc.

Animer les échanges

Le communicateur est également un animateur. Nous devons pouvoir écouter les points de vue des uns et des autres, créer des occasions d'échange, encourager les participants à exprimer leur point de vue, répartir la parole en tenant compte du temps dont on dispose, tout en gardant la discussion à l'intérieur du thème de discussion.

Les échanges et les discussions doivent mener à des prises de décision concernant la mise en œuvre de la solution retenue. Cela implique que nous soyons en mesure de faire la synthèse des idées suggérées lors des discussions avec les participants et de mettre en œuvre un processus de prise de décision. Il nous faut savoir créer des consensus, faciliter des négociations autour d'une prise de décision, pouvoir démasquer des tentatives de manipulation de la décision par certains groupes d'intérêt, etc. Ce travail d'animation demande également des habiletés particulières. Comme il n'est pas donné à chacun d'être un animateur hors pair, il vaut mieux faire appel aux ressources de la communauté pour trouver une animatrice ou un animateur qui viendra prêter son concours que de vouloir faire tout soi-même.

Gérer les surcharges de travail

En pratique, notre plus grande difficulté est que nous sommes surchargés de travail. Dans un contexte où les déplacements et les communications sont difficiles, où les technologies de communication sont souvent déficientes et où les ressources matérielles manquent, la moindre activité prend souvent un temps fou. Lorsqu'en plus il faut coordonner un ensemble d'activités impliquant un ensemble de partenaires, la chose se complique. On a tendance à oublier ce contexte lorsqu'on planifie une stratégie de

communication. En conséquence, il vaut mieux se fixer des objectifs modestes que nous pourrons atteindre que de se lancer dans des plans d'action trop ambitieux.

Faciliter la communication du bas vers le haut

Une dimension importante de notre travail consiste non seulement à faciliter les échanges entre les participants (une communication horizontale), mais également à faire remonter leur point de vue et leurs besoins vers les autorités ou vers les organismes-ressources qui pourraient entreprendre des actions de développement correspondant aux besoins du milieu. Parallèlement aux actions que nous faciliterons, que les gens du milieu peuvent faire seuls ou avec un peu d'aide de l'extérieur, il nous faut également faciliter la prise de décision pour des actions que seuls d'autres peuvent mener.

Concilier la participation et la démocratie

Tout ce qui précède dépend de l'ouverture d'un espace démocratique. Sans démocratie, sans respect des droits humains fondamentaux, sans liberté d'expression, notre capacité d'utiliser la communication pour faciliter le changement social est fort limitée.

La démocratie implique qu'on reconnaisse à l'autre le droit d'exister, d'avoir son propre point de vue et de pouvoir l'exprimer librement, en autant que ces propos soient pacifiques, qu'ils ne prônent pas la haine et ne conduisent pas à des actions susceptibles de faire souffrir d'autres personnes. On voit tout de suite que cette reconnaissance du droit à l'expression d'opinions divergentes peut poser des problèmes dans plusieurs milieux et qu'elle va dans certains cas à l'encontre de nos traditions qui reconnaissent la supériorité incontestable de l'opinion du chef, ou le pouvoir de décision des anciens.

Où se situe le pouvoir d'expression des femmes ou des jeunes dans un pareil contexte ? Comment éviter la violence dans des situations où les points de vue et les actions vont à l'encontre des volontés des autorités traditionnelles ou politiques ? Ceci pose un défi pour le communicateur, qui doit prendre conscience de ce qui est légalement et socialement accepté et acceptable, et élaborer des stratégies lui permettant de faire face aux situations brimant la libre expression ou la limitant sérieusement.

Une question d'éthique

Lorsque les actions de développement impliquent des changements en ce qui a trait aux façons de faire ou aux lois, cet aspect devient très délicat.

C'est une question d'éthique pour nous que de veiller à ne pas provoquer des conflits dont les participants feraient les frais.

Dans ces situations, nous pouvons jouer un rôle important en tentant de faciliter le dialogue entre les participants et les autorités politiques et traditionnelles concernées. Cela peut vouloir dire susciter l'expression des opinions, expliquer les points de vue des uns et des autres, servir de courroie de transmission entre les deux parties pour désamorcer les conflits possibles, favoriser des compromis et des ententes, etc. Nous pouvons également élaborer des stratégies qui contribuent à l'avancement des idées que nous défendons. Cependant, il est important que nos actes ne mettent pas la sécurité des gens en jeu.

J'arrêterai ici ma longue liste de considérations. Comme vous le voyez, le rôle de communicateur ou de communicatrice à la base ne se limite pas à diffuser des informations. Pour être en mesure d'encourager et d'aider les gens à devenir les acteurs de leur propre développement et à prendre ce développement en charge, il faut assumer un rôle comprenant plusieurs dimensions.

Sur ce, je voudrais aborder la partie du « comment faire », et vous présenter la démarche méthodologique que j'utilise.

Comment planifier sa stratégie de communication ?

Après ces discussions théoriques sur les termes que nous utilisons et sur notre rôle de communicateur à la base, je voudrais maintenant partager avec vous la démarche que j'utilise pour planifier une stratégie de communication pour le développement. Cette méthode, qui se fonde sur une connaissance préalable du milieu, s'articule autour d'un questionnement très simple.

Question 1	Quel est le problème de développement auquel nous voulons nous attaquer ou l'initiative que nous voulons appuyer ?
Question 2	Quelles sont les personnes concernées ?
Question 3	Comment déterminer les besoins, les objectifs et les activités de communication ?
Question 4	Quels médias va-t-on utiliser et de quel matériel de communication aura-t-on besoin ?
Question 5	Quels partenariats faut-il faciliter dans le milieu ?

Question 6 Comment va-t-on coordonner le déroulement de toutes les activités, sur quelle période de temps et avec quelles ressources ?

Question 7 Comment va-t-on savoir si on est en voie d'atteindre nos objectifs ou si on les a atteints ?

Cela dit, il n'existe pas de recette miracle permettant de mettre sur pied une intervention idéale. Il est important pour nous d'adapter nos actions à chaque situation et à chaque groupe cible et de faire participer à ce questionnement des représentants des groupes avec lesquels nous voulons travailler.

En effet, cette méthodologie nous vient des anciens modèles dans lesquels la communication consistait à préparer et diffuser des messages bien adaptés en fonction de groupes communautaires cibles. Or nous voulons que les participants deviennent partie intégrante des processus de communication et de développement auxquels on veut les associer. Il faut donc adapter notre méthodologie et mettre en œuvre une communication participative qui puisse stimuler le dialogue, l'échange, la prise de décision.

Question 1. Quel est le problème de développement auquel nous voulons nous attaquer ou l'initiative que nous voulons appuyer ?

Différentes situations de départ

Par où doit-on commencer ? Il peut y avoir différents points de départ à nos interventions.

Une première situation est celle où l'on intervient face à un problème de développement dans un milieu. Notre travail consiste alors à mettre en place un processus qui va permettre aux participants de découvrir les causes du problème, de trouver et de décider de mettre en œuvre une initiative de solution, puis de définir une stratégie de communication qui viendra appuyer cette mise en œuvre.

Il y a aussi la situation où une action est déjà mise en œuvre pour faire face à un problème de développement et où le communicateur intervient afin de l'appuyer au moyen d'une stratégie de communication qui facilitera la participation aux différentes activités.

Enfin, dans d'autres situations, le point de départ n'est pas un problème, mais un projet qu'un groupe du milieu veut réaliser, ou une initiative qu'il veut faire connaître et que le communicateur viendra appuyer.

Dans toutes ces situations, ce n'est pas au communicateur de choisir le problème à résoudre, le projet à réaliser ou l'initiative à faire connaître. Ceci est la responsabilité des groupes avec lesquels nous voulons travailler. Il faut partir des perspectives qu'ont les gens de leurs priorités et de leurs besoins et ne pas arriver avec un projet conçu de l'extérieur.

Lorsque la communication vient contribuer à la résolution d'un problème de développement, il faut d'abord cerner le problème. Il faut en comprendre les causes, trouver les solutions possibles et décider d'une action à entreprendre. Cela semble évident mais, dans la réalité, c'est souvent plus complexe qu'il n'y paraît à première vue.

Remonter aux causes du problème

La tendance est souvent de passer directement du but recherché (par exemple un marché qu'on voudrait assainir) à une intervention (par exemple une campagne de sensibilisation sur la propreté) sans remonter aux causes véritables de ce problème (par exemple, le manque d'organisation du transport des déchets).

Il faut d'abord remonter aux causes réelles de ce problème avec les gens du milieu, sinon on risque de donner des coups d'épée dans l'eau. Cerner un problème et ses causes repose sur la connaissance souvent très limitée que nous avons d'une situation. Il est important de se documenter, de discuter, de se renseigner le plus possible afin d'aider les participants à découvrir les causes véritables du problème auquel ils veulent s'attaquer.

Par exemple, il se peut que le milieu considère un taux élevé d'analphabétisme comme un problème important et veuille promouvoir des actions d'alphabétisation. Cependant, en cherchant, on peut trouver que des programmes d'alphabétisation existent dans la région et en se documentant, réaliser que la cause réelle est un problème de motivation à poursuivre un tel programme, ou encore un problème de coût d'achat du matériel d'apprentissage, ou encore un problème d'horaire ou de calendrier qui ne correspond pas aux exigences du travail agricole, etc.

Prenons un deuxième exemple : les gens du milieu peuvent voir le sida comme une menace grave dans la communauté parce qu'ils connaissent des gens décédés des suites du virus. Si on se limitait à cette première impression, on aurait peut-être tendance à vouloir tout de suite organiser des séances d'information publiques. Mais en se documentant, en discutant avec des partenaires techniques travaillant dans le domaine de la santé, on pourrait se rendre compte, par exemple, qu'une forte proportion des gens atteints sont des travailleurs émigrés qui auraient contracté le

virus lors de périodes de travail à l'étranger. Le problème serait donc dans ce cas de savoir comment atteindre cette catégorie de gens pour discuter avec eux des moyens de se protéger du fléau. Ou encore, on pourrait apprendre que les gens à risque sont surtout les jeunes, ou les camionneurs, ou toute autre catégorie de population auprès de laquelle on voudrait concentrer ses activités.

Prenons encore l'exemple de la délinquance de jeunes dans un milieu urbain. En se documentant, en discutant auprès de partenaires techniques travaillant avec des jeunes (membres d'associations de jeunesse, maîtres, animateurs de clubs sociaux, etc.) et auprès de jeunes du milieu, on pourrait apprendre qu'en réalité la délinquance est le fait d'un très petit nombre de jeunes et que le problème principal dans le milieu est le manque d'emploi pour les jeunes déscolarisés.

Tous ces exemples nous montrent l'importance, dans un premier temps, de discuter avec les partenaires des services techniques ou des associations spécialisées dans les questions que nous voulons aborder et de remonter avec leur aide aux causes réelles du problème.

Choisir une action à entreprendre

Une fois le problème et ses causes bien cernés, notre travail consiste à amener le milieu à trouver une solution à ce problème. Or dans la recherche des solutions possibles et des actions à entreprendre, il faut tenir compte des possibilités réelles d'action. Certains utilisent pour ce faire un outil qui s'appelle la pyramide de l'action. À la base de la pyramide, il y a les mesures que les gens peuvent prendre eux-mêmes ; au milieu, celles qu'ils peuvent prendre avec une certaine aide de l'extérieur et au sommet, les mesures que d'autres doivent prendre.

Pour nous, il est très important d'aider les participants à discerner ces différents niveaux et, à l'intérieur de chacun d'eux, de dégager des priorités. Les problèmes de développement sont très complexes et on ne peut pas tout faire d'un seul coup. Il faut cibler et agir selon nos moyens.

Le projet individuel ou collectif comme point de départ

Comme on a vu plus haut, le point de départ de nos interventions n'est pas nécessairement un problème. Cela peut être un projet à réaliser, qu'il soit individuel, familial ou communautaire, ou encore une opportunité d'action ou une initiative à faire connaître. La communication peut ici aider des individus ou une communauté à imaginer et à mettre en œuvre une vision de leur avenir.

Dans ce cas, au lieu de chercher à cerner un problème et une initiative de solution, notre rôle consiste plutôt à aider les participants à visualiser ce qu'ils voudraient devenir individuellement et collectivement. Dans de telles situations, il faut aussi aider à analyser les conditions ou prérequis nécessaires au projet et voir dans quelle mesure on peut y satisfaire. Enfin, il est important de préciser les actions à entreprendre pour que ce projet devienne réalité, de fixer un échéancier pour les différentes étapes et d'entreprendre une première action concrète.

Réajuster les choix en cours d'action

En cours de réalisation, on devra peut-être réviser le choix initial de l'action de développement à mener. Dans certains cas, on aura réalisé que l'action choisie au départ n'était pas appropriée au problème soulevé. Dans d'autres, on aura découvert que des actions préliminaires sont requises avant de procéder au projet envisagé. Souvent, on devra réévaluer notre ambition de départ afin de tenir compte des contraintes existantes.

Question 2. Quelles sont les personnes concernées ?

Joseph rentre d'une mission à l'intérieur du pays, au cours de laquelle il a animé des discussions sur les moyens de protéger les sols de la dégradation. Il est ravi, tout s'est bien passé : la participation était bonne et tous les participants étaient contents.

- Les participants ? C'étaient des hommes ?
- Oui, tous des hommes.
- Et les femmes alors ?
- Elles étaient aux champs...

Quelles sont les différentes personnes concernées par une même situation ?

Quelles sont les personnes concernées par le problème ? Dans l'exemple ci-dessus, Joseph pourrait parler aux femmes puisque ce sont elles les premières concernées. Il pourrait aussi parler à leurs maris, puisque ce sont des choses d'intérêt familial. Il pourrait aussi s'adresser aux enfants qui participent aux travaux des champs. Enfin, il pourrait repérer les chefs de concessions, les chefs de village et le préfet, pour discuter de ce qui pourrait être fait sur le plan des politiques locales pour appuyer les changements nécessaires.

En fait, il s'agit pour le communicateur de recenser les différentes catégories d'intervenants concernés par un même problème ou par une même action de développement et d'apprendre la meilleure manière d'entrer en contact et d'établir un dialogue avec chacune de ces catégories au sujet des questions concernées. En pratique, cela varie avec chaque groupe.

S'adresser à un public général, tel que la « communauté » ou encore « les gens de tel village », ne permet pas d'engager vraiment les gens dans la communication. Chaque groupe qui constitue une collectivité, en termes d'âge, de sexe, d'ethnie, de langue, de profession, de milieu de vie, de conditions économiques, etc., a ses propres caractéristiques, ses manières bien à lui de se représenter un problème et ses solutions et de mettre en œuvre des actions concrètes.

En communication pour le développement, la communication est ciblée en vue de toucher des groupes spécifiques d'un milieu. On parle ici de public cible ou de groupes cibles pour désigner ceux à qui s'adresse la communication. Le terme est d'origine militaire, il faut bien le dire, et se réfère à une conception de la communication dans laquelle le communicateur cherche à préparer et à diffuser des messages pour atteindre des groupes spécifiques d'une population donnée, sans chercher à établir un dialogue et des échanges autour du problème ciblé.

Même si on a aujourd'hui une autre approche, dans le cadre de laquelle les groupes sont appelés à devenir des partenaires de l'action de la communication, le terme est resté.

On entend généralement par groupe cible les jeunes, les femmes, les paysans, etc. Cependant, les groupes cibles peuvent se différencier non seulement par l'âge ou par l'activité productive, mais aussi par des comportements. Par exemple, dans le cas d'activités de prévention du sida, on pourra avoir un groupe cible de personnes qui ont de multiples partenaires sexuels, un groupe formé de personnes dont les proches sont atteints, etc.

On peut aussi déterminer les groupes selon le problème auquel on veut s'attaquer ou l'initiative de développement qu'on désire promouvoir, selon la situation socioprofessionnelle, les caractéristiques individuelles (sexe, âge, ethnie), le niveau d'alphabétisation, la langue, etc. Le critère principal consiste ici à trouver les différentes catégories de personnes concernées par un même problème ou par une même initiative de développement.

Souvent, on repère ces groupes cibles au tout début d'une intervention. Mais il peut arriver qu'il soit nécessaire de préciser le choix de départ et de choisir des groupes plus spécifiques affectés par le problème cerné. Si, par exemple, on a choisi de travailler sur la prévention du sida et des maladies

sexuellement transmissibles avec des jeunes d'une même catégorie d'âge dans un village, on pourra aussi établir une distinction entre les groupes de jeunes fréquentant l'école, ceux ayant un travail et ceux ne fréquentant pas l'école et n'ayant pas de travail. On pourra également avoir un groupe de jeunes ayant des comportements à risques (ceux s'adonnant à la prostitution, par exemple, ou ceux fréquentant des prostituées). On devra également distinguer les groupes selon qu'ils sont constitués de garçons ou de filles. Avec chacun de ces groupes cibles, les besoins de communication seront différents et l'approche sera différente.

On pourra aussi repérer les gens qui, même s'ils ne sont pas affectés directement, ont la capacité d'agir ou de contribuer à la résolution du problème ou à la réalisation des activités projetées. Dans l'exemple ci-haut, on pourra demander l'aide, selon la situation, des autorités traditionnelles ou religieuses, des personnalités ayant une influence sur les jeunes — comme des vedettes sportives ou des chanteurs — des éducateurs, des travailleurs sociaux, etc.

Porter une attention particulière au genre

Dans tous les cas, il est important de porter attention à la question du genre. Ce terme est à la mode, on l'entend beaucoup, mais beaucoup d'agents de terrain se demandent ce qu'il recouvre exactement. Dans notre contexte, ce concept dit tout simplement que dans chaque milieu, les rôles des hommes et des femmes sont différents.

Par conséquent, les intérêts sont différents, les besoins sont différents, les manières de voir sont différentes, les façons de communiquer sont différentes et les contributions de chacun au développement sont différentes. Auparavant, on s'intéressait de manière globale à la communauté sans vraiment tenir compte de cette différence. En conséquence, les femmes étaient souvent laissées à l'écart, alors que leur participation est une condition essentielle du développement. Pour mieux les intégrer, on s'est vite aperçu qu'il ne suffisait pas de porter une attention particulière aux femmes en tant que groupe spécifique, mais qu'il fallait dans tous les cas porter une attention aux rôles différents des hommes et des femmes dans la situation de développement concernée. C'est ce qui a introduit cette préoccupation sur le genre.

Porter attention à la question du genre, pour nous, veut dire deux choses. Premièrement, il faut tenir compte de manière distincte des besoins des hommes et des femmes. Pour cela il faut apprendre, dans chacun de nos milieux, comment établir une communication tant avec les femmes

qu'avec les hommes. Souvent, dans des rencontres de villages, les femmes ne sont pas admises ou, si elles le sont, elles n'ont pas le droit de prendre la parole. Même lorsque cette interdiction n'est pas formelle mais culturelle, il est important d'en tenir compte. Il faut aussi penser, à l'intérieur de chacune de nos catégories de groupes cibles, aux rôles et aux besoins spécifiques des hommes et des femmes.

Deuxièmement, il faut encourager la participation des femmes. Le défi consiste à amener les femmes à participer à la définition des problèmes et à la recherche de solutions, pas de les mobiliser. Encore là, dans chaque milieu, selon les mœurs et les coutumes, les manières d'établir la communication seront différentes.

Enfin, ces considérations sur les rôles et les approches spécifiques aux hommes et aux femmes sont également valables à l'intérieur de chaque genre à propos des rôles et approches spécifiques aux jeunes.

Jusqu'à quel point connaissons-nous nos groupes cibles ?

Chaque groupe spécifique a ses caractéristiques propres dont il faudra tenir compte dans l'action de communication et est touché de manière différente par un même problème de développement.

On ne peut pas s'adresser de la même manière à chaque groupe. Chacun a ses codes et ses manières de faire. De même, la façon du groupe de participer à la communication et de rétroagir est différente et demande des conditions qu'il faudra remplir si on veut établir une communication véritable. Il est donc important de prendre le temps de bien connaître nos différents groupes cibles et de découvrir à la fois les caractéristiques générales dont on devra tenir compte dans la communication et les conditions de leur participation à la communication.

Pour cela, il est utile de dresser un profil de chaque groupe, comme si on voulait les décrire à une tierce personne. Dans ce profil, on peut préciser :

- les caractéristiques physiques : l'âge, le sexe ;
- la langue et les usages ou manières de communiquer ;
- les caractéristiques socio-économiques (les habitudes de vie, le revenu, la scolarité, le niveau d'alphabétisation, etc.) ;
- les caractéristiques culturelles (les traditions, les valeurs, les croyances, etc.) ;

- les connaissances, les attitudes et les comportements face au problème de développement traité par la communication.

Enfin, il faut étudier le contexte particulier à chaque groupe cible : la période de l'année ou du jour pendant laquelle les gens sont disponibles, les occupations par rapport au calendrier saisonnier, le contexte matériel (lieux de rencontre, disponibilité d'électricité, moyens de communication, etc.). En effet, beaucoup d'interventions en communication rencontrent des difficultés importantes parce qu'elles n'ont pas tenu compte de cet aspect.

Il ne s'agit pas ici de procéder à une enquête sociologique en profondeur, mais de recueillir rapidement des informations de base qui permettront de mieux orienter la communication.

Question 3. Comment déterminer les besoins, les objectifs et les activités de communication ?

Le problème principal qu'on rencontre dans la mise en œuvre d'une action de communication pour le développement, c'est que le communicateur part souvent d'un problème très large de développement (par exemple, le sida ou l'analphabétisme) et enchaîne directement sur des idées d'activités de communication à réaliser (tenir des séances d'information, de sensibilisation, etc.).

Le résultat, c'est qu'on rate alors la cible : on a beau réaliser ces activités, le problème demeure entier. Pour éviter ce genre de situation, il est utile de suivre une démarche qui part de la détermination des besoins et de l'élaboration d'objectifs de communication **avant** de rechercher les activités à réaliser.

Les besoins de développement et les besoins de communication

Cette approche part des besoins des gens avec lesquels nous voulons établir une communication. Il faut donc cerner ces besoins et mettre l'accent spécifiquement sur les besoins de communication. Il n'est pas toujours évident de trancher entre besoins de développement et besoins de communication. On fait toujours face à de multiples confusions à ce chapitre.

Parmi les solutions réalistes au problème en question, surtout celles pouvant être mise en œuvre par les membres des groupes cibles eux-mêmes (avec ou sans aide de l'extérieur), il y en a qui touchent les ressources matérielles et d'autres qui concernent des besoins de

communication, d'information ou d'éducation. C'est sur la base de ces derniers besoins que nous allons définir les objectifs que nous tâcherons d'atteindre au moyen des activités de communication.

Les objectifs et le choix des activités

Il faut donc cerner, pour chacun des groupes cibles donnés, les besoins de communication auxquels on voudra répondre : échanger, prendre part aux décisions, être informés, s'exprimer, avoir des occasions d'apprendre, etc.

C'est à partir de ces données qu'il est possible de fixer nos objectifs. L'objectif de communication précise ce qu'on veut atteindre comme résultat au terme de l'action de communication. Il peut s'agir d'acquisition et de mise en pratique d'informations et de connaissances, ou encore du développement d'attitudes ou de comportements spécifiques.

On recommande de faire des efforts pour énoncer les objectifs en termes concrets et observables parce que cela en facilitera beaucoup l'évaluation. Il sera bien difficile de savoir si, au terme d'une stratégie de communication pour la prévention du sida, on aura « réduit le risque de transmission ». Il sera plus facile de savoir si, par exemple, le groupe cible comprend les modes de transmission, connaît les moyens de se protéger et met en pratique l'un ou l'autre de ces moyens.

La plupart du temps, on a un objectif général qui précise le résultat final qu'on espère atteindre (le but visé) et des objectifs plus précis qui servent de base aux activités à réaliser.

Certains communicateurs ont tendance, après avoir fixé les objectifs, à les laisser ensuite de côté lorsqu'il s'agit de définir les activités à réaliser. C'est comme faire un plan de construction d'une maison pour ensuite construire sans aucun plan. Ce que nous devons faire, c'est trouver, pour chacun des objectifs, les activités qu'on devra faire pour les atteindre et préciser l'ordre de priorité ou de déroulement de chacune de ces activités.

Question 4. Quels médias va-t-on utiliser et de quel matériel de communication aura-t-on besoin ?

Se demander quels médias utiliser, c'est d'abord se rappeler notre approche de la communication et du développement : il ne s'agit pas tant d'avoir recours aux médias qui permettront une diffusion d'informations au plus grand nombre possible de gens, mais d'avoir recours à ceux qui vont appuyer les efforts visant à faciliter les échanges entre les personnes qu'on veut atteindre.

Il faut donc choisir les médias qui pourront le mieux faciliter le dialogue, les échanges d'information, les échanges de savoir, l'expression des points de vue, etc., avec chaque groupe cible concerné.

Des médias pour faciliter le travail d'animation de groupe

Dans le cadre d'une communication avec de petits groupes, on a souvent besoin des médias qui faciliteront le travail d'animation : des flannellographes, des transparents, des boîtes à images, de grandes feuilles de papier fixées sur un chevalet ou collées au mur, des affiches, des albums de photos, des jeux de cartes, etc. Si on travaille à l'extérieur, on peut penser à utiliser des tissus suspendus à des cordes, ou des éléments du milieu physique (cailloux, bouts de bois, etc.), avec lesquels on tracera des diagrammes sur le sol pour mieux expliquer les propos.

Les réunions, les causeries, les entretiens de personne à personne et les jeux de groupes sont également des médias de communication. Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est non seulement le média qui va permettre de toucher chacun des groupes cibles de la manière la plus crédible et efficace, mais aussi le média qui va leur permettre en retour de s'exprimer et d'échanger entre eux.

Quelquefois, on voudra aussi utiliser la vidéo pour montrer des exemples ou pour enregistrer des témoignages ou des réactions. On pourra aussi faire appel à des médias traditionnels, tels le théâtre, les marionnettes, les tambours, les griots, les danseurs, etc., ou même à des médias populaires comme des groupes de musiciens.

La radio rurale située à proximité peut également s'avérer très utile pour appuyer les initiatives engagées.

Des médias pour atteindre de plus grands groupes

Parfois, il faudra faciliter les échanges de points de vue au niveau d'une région. Dans ces cas également, la radio rurale peut être un outil utile. Mais il faudra combiner le recours à la radio avec d'autres médias ou stratégies afin de faciliter l'échange des points de vue. Il est important que la communication se fasse dans les deux sens.

Il se peut aussi qu'on veuille sensibiliser des autorités ou les gens des villes à la réalité rurale ; dans ce cas, on fera appel à la télévision. Il faudra alors combiner ce média avec d'autres qui permettront l'expression des points de vue de ces publics cibles.

Des médias pour prolonger les rencontres d'animation

Aussi, afin de prolonger le travail d'animation de groupe, il peut être utile d'utiliser des médias qui permettront aux participants de réviser les informations échangées, comme des affiches, des dépliants, des bandes dessinées, des photos, qu'ils pourront emporter et consulter par la suite.

Comme on peut le voir, cette question des médias est d'abord une question sur les groupes avec lesquels nous voulons travailler : comment mieux les atteindre ? Comment mieux leur permettre de s'exprimer sur les questions abordées ?

Faciliter la participation à l'élaboration du matériel de communication

Comment choisir le matériel de communication dont on aura besoin, comme une affiche, un reportage, une émission ? Pour cela, il faut avoir en tête l'objectif qu'on poursuivra avec ce matériel, par exemple sensibiliser, exprimer des opinions, discuter une prise de position, diffuser une information, faire connaître une action de développement. Cet objectif, ce sont les membres des groupes cibles qui devraient pouvoir le déterminer.

On a vu que le rôle du communicateur pour le développement n'est pas de s'adresser à un public pour diffuser des messages, mais de faciliter la participation à une action de développement. Les membres des groupes cibles sont ainsi des participants à la communication et, à ce titre, il est important qu'ils participent au choix du matériel de communication.

De même, lorsque c'est possible, il est également utile qu'ils participent à sa réalisation. Dans bien des cas, on fera bien sûr appel à des personnes-ressources bénéficiant de talents ou de compétences particulières pour réaliser le matériel, mais ce processus pourra être supervisé et encadré par les participants.

Pré-tester le matériel

Cela dit, avant de finaliser un matériel de communication qu'on a réalisé, ou de finaliser le choix d'un matériel déjà existant qu'on veut utiliser, il est important de le pré-tester.

Le pré-test est un moyen d'améliorer les idées et les prototypes de matériel en les soumettant à des représentants des groupes cibles afin de recueillir leurs impressions avant la phase de production finale (ou un moyen de vérifier si un matériel déjà produit qu'on songe à utiliser convient vraiment au groupe cible). Cela permet de connaître la réaction des groupes, de réviser les concepts et le matériel de communication ou

encore, dans certains cas, de modifier la stratégie si elle ne semble pas mener aux résultats attendus.

Il faut être en mesure de dire si les concepts mis de l'avant dans le matériel de communication sont bien compris du public cible et s'ils sont efficaces. Il faut aussi savoir si le matériel est bien adapté et s'il suscite le genre de réactions attendues. Ainsi, après un pré-test, on voudra peut-être produire des illustrations plus réalistes, des textes plus simples, des images plus explicites, etc.

Pour s'assurer que les concepts et le matériel de communication sont bien adaptés au public cible avec lequel on travaille, il faudra interroger de petits groupes de représentants, notamment sur les aspects suivants :

- la compréhension des contenus (texte, image, son) ;
- la crédibilité des personnes s'exprimant à travers le matériel de communication ;
- la réaction aux supports utilisés ;
- le comportement face aux messages, la capacité de réaction et de participation ;
- l'environnement technique nécessaire ;
- le moment d'utilisation du matériel.

Pour réaliser le pré-test, il suffit d'avoir des esquisses, des brouillons ou des échantillons du matériel qu'on se propose de développer. Dans le cas de films ou de vidéo, on peut présenter simplement les concepts sous forme de textes, de dessins ou de photographies.

Les séances de pré-test peuvent se dérouler en tête à tête ou en groupe restreint (de 4 à 7 personnes). Dans ce cas, il est important de créer des groupes dans lesquels les participants se sentent égaux et peuvent s'exprimer librement. Enfin, il est utile également de prévoir des séances séparées avec différents groupes de personnes et prendre le temps de mettre les participants à l'aise.

Question 5. Quels partenariats faut-il faciliter dans le milieu ?

Faciliter les partenariats

On peut distinguer quatre catégories de partenariat qu'il y a généralement lieu d'établir avec le milieu, autour de nos activités de communication pour le développement.

Le premier est le partenariat avec les autorités locales du milieu. Ce partenariat se révélera bien souvent critique. Il permettra de faciliter, au sein du milieu, une compréhension de l'initiative de développement préconisée et d'obtenir des appuis nécessaires à sa bonne réalisation. Ces appuis pourront se manifester sous forme de support « moral » à l'initiative, mais aussi, dans bien des cas, de ressources matérielles ou financières pour la mise en œuvre des activités de communication ou celle de l'initiative de développement visée.

Le second type de partenariat s'établit avec les services techniques compétents. Nous sommes des communicateurs, pas des spécialistes en tout. Notre rôle n'est pas de nous substituer aux ressources compétentes, mais de faciliter les partenariats requis pour mettre en œuvre l'initiative de développement. C'est pourquoi il est important de développer des partenariats avec les services techniques ou les organismes communautaires spécialisés dans les questions dont nous voulons traiter (alphabétisation, santé, production agricole, etc.). Ce partenariat est essentiel tant pour cerner un problème de développement spécifique et ses causes que pour planifier et réaliser des activités de communication visant à appuyer des initiatives pour apporter des solutions à ce problème.

Un troisième type de partenariat est à envisager avec les médias locaux (presse rurale, radio rurale) et les médias traditionnels (griots, conteurs musiciens, marionnettistes, troupes de théâtre, etc.).

Enfin, un quatrième type de partenariat peut se développer avec des personnes-ressources du milieu pouvant faciliter l'action à mener. Il peut s'agir de talents ou de compétences locaux (photographes, dessinateurs, chanteurs, techniciens vidéo, etc.), ou de personnes pouvant apporter des témoignages ou des contributions spécifiques par rapport au thème de la communication.

Associer les partenaires à la planification de l'action de communication

Il est important d'associer dès le début ces différents partenaires à la recherche et à la discussion d'une stratégie de communication. Ceci est particulièrement important avec les représentants des services techniques et des médias, ainsi qu'avec les personnes-ressources que nous désirons inclure. Le cas échéant, ces derniers auront tendance à se comporter en prestataires de services moyennant une contrepartie.

C'est également l'occasion de revoir avec chacun d'eux les différents aspects de la stratégie, à savoir les objectifs, la démarche, les moyens techniques et financiers nécessaires. On peut aussi, à ce moment, solliciter des

contributions (par exemple, de l'essence pour le transport, des rafraîchissements pour les participants, des cassettes pour des enregistrements) et repérer d'autres partenaires possibles.

Faire jouer le partenariat dans les deux sens

Le partenariat avec le milieu, et plus spécifiquement avec les services techniques ou les organisations communautaires intervenant dans le domaine visé, devrait également pouvoir jouer dans les deux sens. L'action de communication que nous menons peut également aider les agents de ces services et organisations à réviser leurs stratégies d'action avec la communauté. Ils peuvent apprendre de la méthodologie que nous utilisons — notamment le travail avec des groupes cibles — et la mettre en pratique à leur niveau. Ils peuvent aussi mieux connaître leurs différents groupes cibles grâce à l'action de communication, chercher à évaluer leur stratégie, etc.

C'est pourquoi on parle de partenariat et non de simple collaboration ; par ces démarches, nous recherchons des appuis à notre action de communication et à l'initiative de développement que nous voulons appuyer, mais en retour, nous offrons une manière d'améliorer la performance des actions menées par nos partenaires.

Question 6. Comment va-t-on coordonner le déroulement de toutes les activités, sur quelle période de temps et avec quelles ressources ?

J'ai rencontré des situations où on entreprenait des activités qui n'avaient pas été prévues au départ et pour lesquelles on n'avait ni ressources financières, ni ressources techniques. J'ai vu des cas également où les activités prévues ne pouvaient être menées parce que des activités préliminaires n'avaient pas été réalisées à temps, ou parce qu'elles n'avaient pas conduit aux résultats attendus. Pour éviter ces situations, il est utile de prévoir un **plan de suivi** de nos activités, surtout lorsque celles-ci impliquent plusieurs intervenants et différents groupes cibles.

Ce plan de suivi permet de vérifier si les activités se réalisent dans le temps prévu et de la manière prévue. Il prend la forme d'un tableau, dans lequel on identifie l'ordre et la séquence des activités, leur calendrier, les personnes responsables de l'activité, les partenaires et les personnes-ressources associés, ainsi que les besoins en ressources matérielles (salle, chaises, exemplaires de documents, projecteur de film, etc.) ou financières (par exemple, le coût du déplacement d'une personne-ressource ou celui

du carburant pour se rendre sur le lieu de l'activité). On utilise ce tableau pour bien prévoir le déroulement des activités avant leur réalisation et pour suivre le déroulement de l'ensemble des activités.

En voici un exemple :

Activités	Date de réalisation	Responsable	Partenaires	Ressources matérielles et financières

La réalisation du plan de suivi nous amène à soulever deux autres questions. Sur quelle période de temps se dérouleront les activités (c'est-à-dire **l'échéancier**) et quelles sont les ressources humaines, matérielles et financières dont nous aurons besoin (c'est-à-dire **le budget**) ? Ceci nous amène d'ailleurs à revoir tous nos choix. De manière générale, on voit trop grand et on sous-estime le temps et les moyens nécessaires. Ces dernières questions nous amènent souvent à réviser notre planification et à se fixer des objectifs plus modestes, correspondant à une évaluation plus réaliste de nos possibilités d'action et des ressources dont on dispose.

Au niveau de l'échéancier, il faut estimer un délai réaliste pour la réalisation de nos différentes activités. Ce délai doit aussi correspondre au calendrier de disponibilité des groupes cibles avec lesquels nous voulons travailler et des partenaires engagés dans les activités, en n'oubliant pas non plus notre propre disponibilité. En effet, l'une de nos grandes difficultés est la surcharge de travail. Dans un contexte où les déplacements et les communications sont difficiles, et où les ressources matérielles manquent, la moindre activité prend souvent un temps plus considérable que ce qu'on avait prévu au départ. Lorsque, en plus, il faut coordonner un ensemble d'activités impliquant un ensemble de partenaires, la chose se complique.

En ce qui concerne les ressources dont on a besoin, il faut aussi prendre le temps de bien faire ses prévisions. D'abord les ressources humaines. Quelles sont les personnes qui devraient contribuer aux activités ? Puis les ressources matérielles. De quel matériel de travail, de quels accessoires, équipements, etc. avons-nous besoin pour réaliser ces activités ? Où pourrons-nous les trouver ? Enfin, quels sont nos besoins financiers (le carburant, l'achat de pellicule, de papier, de piles, etc.) ?

L'établissement du plan de suivi, de l'échéancier et du budget nous permettent de faire une première évaluation en cours de route de l'action de

communication et de voir s'il est utile de procéder à des réajustements dans la stratégie, ou dans les activités de communication. Ceci nous amène au point suivant.

Questions 7. Comment va-t-on savoir si on est en voie d'atteindre nos objectifs ou si on les a atteints ?

Évaluer pour qui ?

Le but de l'évaluation est de savoir si, en cours de route, nous atteignons nos objectifs et si, en fin de parcours, nous les avons effectivement atteints. Dans cette perspective, il est important que le communicateur, les membres du groupe cible, les partenaires et les personnes-ressources participent à l'évaluation. Il ne s'agit pas de confier cette activité à un expert externe et de s'en laver les mains. Un appui externe peut être très utile, mais il ne doit pas conduire à déresponsabiliser les participants ; au contraire, il doit plutôt encadrer un processus dans lequel chacun participera à cette étape de l'intervention.

Dans cette perspective, il est important de prévoir des modalités d'évaluation qui feront intervenir les participants, de manière à ce qu'ils comprennent en quoi consiste cette évaluation et à quoi serviront les résultats, et de façon à ce qu'ils puissent participer à l'élaboration du plan d'évaluation.

Évaluer en cours de route

L'évaluation est un jugement basé sur une mesure. On en distingue deux types : une évaluation formative ou continue, qui a pour but de mesurer la bonne marche des activités afin d'apporter les correctifs requis au fur et à mesure ; et l'évaluation sommative ou finale, qui intervient au terme d'une action de communication afin de déterminer dans quelle mesure les objectifs ont été atteints.

À mon avis, la plupart du temps, il vaut mieux mettre l'accent sur une évaluation en cours d'activités plutôt que d'attendre en fin de projet lorsqu'il est trop tard pour corriger la situation. De plus, dans bien des cas, on se trouve dans des situations où on ne dispose plus du temps ni du budget nécessaires pour procéder. Il vaut donc mieux prévoir comment on saura, en cours d'activités, si celles-ci produisent les résultats escomptés, si on est en voie d'atteindre les objectifs fixés au départ et si on doit modifier les objectifs poursuivis ou la stratégie utilisée.

Évaluer l'action une fois terminée

Si on prévoit une évaluation au terme de l'action de communication, de la même manière, il faudra prévoir comment on pourra savoir, au terme de l'action de communication, si on a atteint l'objectif, dans quelle proportion, et quelles sont les implications pour l'avenir.

En fait, une partie de cette évaluation portera sur l'action de communication elle-même. A-t-elle atteint les objectifs fixés au départ, à quel degré et, sinon, pourquoi ? Quels ont été les points forts et les points faibles du processus ? Que faudrait-il améliorer, modifier ou renforcer dans une future intervention ?

Une autre partie devra compléter ce questionnement en demandant dans quelle mesure l'atteinte des objectifs de l'action de communication a contribué à l'atteinte du but de développement fixé au départ. Peut-être aurait-il fallu poursuivre d'autres objectifs, peut-être que l'action de communication, même si elle a réussi, n'était pas une intervention appropriée au problème soulevé, etc.

Le plan d'évaluation

Dans les deux cas (évaluation en cours de route ou au terme de l'action), il est essentiel de faire un plan d'évaluation et d'associer les membres des groupes cibles à l'élaboration de ce plan. Il y a plusieurs manières de le réaliser, mais voici un cheminement qui peut être utile.

Premièrement, il faut définir clairement ce qu'on veut savoir. Ce sont les objectifs de l'évaluation. Pour cela, il faut revenir à nos objectifs de départ. Souvent cette opération nous amène d'ailleurs à reformuler nos objectifs de manière plus précise.

Deuxièmement, il faut formuler les questions à poser et déterminer les informations à recueillir pour voir si les objectifs ont été atteints. On appelle ces informations des « indicateurs ». Il peut s'agir de données quantitatives (des chiffres), ou de données non chiffrées, qu'on appelle qualitatives et qui consistent en des opinions, des descriptions, des relations, des observations, des témoignages, etc.

Troisièmement, il faut déterminer de quelle façon on va recueillir ces informations (entrevues, groupes de discussion, recherche documentaire, recueil d'observations des participants, photos ou vidéos) et quels instruments on utilisera (questionnaires, questions d'entrevue, journal de bord).

Il faudra s'assurer à cette étape de notre démarche que les renseignements obtenus sont fidèles à la réalité (éviter que des réponses soient données pour faire plaisir, par exemple). Il faudra aussi que nos questionnaires, ou nos questions d'entrevue, permettent bien d'aller chercher les informations recherchées. Une façon de « valider » ces instruments consiste à les soumettre à l'appréciation d'un expert et d'un groupe restreint de représentants des groupes cibles avant de les utiliser.

Enfin, il faudra déterminer de quelle manière on analysera toutes ces informations, comment on en diffusera les conclusions et comment on encouragera les échanges sur ces conclusions.

Nous aurons l'occasion de revenir en profondeur sur ce point dans un autre temps. J'espère que cette contribution servira de point de départ à des échanges fructueux entre nous et j'attends impatiemment vos réactions, que vous pourrez me faire parvenir à l'adresse indiquée dans cette publication.

Amicalement vôtre,
Aminou

De la théorie à la pratique

Sur ce, nous quittons les considérations conceptuelles et méthodologiques pour entrer dans la description des recherches-actions menées dans chacun des 23 Clac participants.

Les voici, regroupées par thème d'intervention : l'appui à l'alphabétisation, à la promotion de la santé, aux activités génératrices de revenus et aux initiatives sociales, culturelles et environnementales.

Les différents cas présentés ici ne sont pas des modèles. Ce sont des récits d'expériences, constitués d'essais, d'erreurs et de corrections, pour appuyer le développement communautaire local par la mise en œuvre d'activités de communication.

Ils font ressortir les difficultés posées par l'apprentissage du processus de communication pour le développement, tant au niveau du communicateur qu'à celui des groupes cibles et des partenaires du milieu, ainsi que les différentes contraintes dont on doit tenir compte dans la pratique de ces activités.

Chapitre 3

Les recherches-actions dans les milieux

Mabiala Ma-Umba et Awa Adjibade Traoré

Note de l'éditeur :
Cette partie présente, dans la limite des renseignements disponibles, chacun des projets ayant fait l'objet d'une recherche-action au Bénin, au Burkina Faso, en Côte-d'Ivoire, en Guinée, au Niger et au Sénégal. Cette présentation veut rendre compte de l'expérience vécue en dégageant les principaux constats qu'on a pu en tirer.

Comme il s'agit d'une recherche-action et non d'une implantation, il est important de souligner que les difficultés rencontrées, les échecs et les succès remportés représentent tous des contributions essentielles à la réflexion sur les conditions d'intégration de la communication pour le développement à la base. L'erreur ici n'est pas une faute, mais un maître. Nous discuterons d'ailleurs de ces différents aspects au chapitre suivant.

L'appui aux activités d'alphabétisation

Soutien par la communication à l'alphabétisation en français des jeunes hommes et jeunes femmes de Tafiré (Côte-d'Ivoire)

Le contexte social et les besoins

Tafiré est une petite localité située au nord-ouest de la Côte-d'Ivoire, à environ 500 km d'Abidjan, la capitale du pays. La population, estimée à 15 000 habitants est constituée en majorité des peuples Tagouana et Malinké ainsi que de quelques immigrés d'origine burkinabé, guinéenne ou malienne. Le dioula et le tagouana constituent les principales langues de la région. Le français sert de langue véhiculaire, bien que la plupart des locuteurs ne sachent ni lire ni écrire. La population de Tafiré est en majorité musulmane. Elle compte également des chrétiens et beaucoup d'animistes.

Étant donné sa situation géographique, Tafiré est au cœur d'une intense activité commerciale. Elle est située sur deux axes de communication entre

États. Les activités commerciales rivalisent avec l'agriculture et l'élevage, qui demeurent malgré tout relativement prospères. Le secteur dit « informel » y est également très florissant. Malheureusement, la plupart des jeunes de Tafiré n'ont jamais été à l'école ou ont abandonné l'école trop tôt.

C'est dans ce contexte que les animateurs du Clac ont, à l'annonce du projet de « communication pour le développement », émis l'idée de mettre en place des activités d'alphabétisation pour ces jeunes adultes analphabètes. Dès le départ, leur objectif principal était clair : installer et faire fonctionner à Tafiré un centre d'alphabétisation agréé par les services compétents de l'État.

Du côté des jeunes adultes, les besoins en matière d'alphabétisation étaient également bien réels. Ils éprouvaient d'énormes difficultés à effectuer certaines transactions commerciales, à tenir leurs registres, à écrire les noms des clients, à prendre les mesures des clients (pour les couturiers), à établir un devis, à remplir un formulaire (lors de nombreuses démarches administratives effectuées à Abidjan, la capitale), etc.

Des programmes d'alphabétisation existaient déjà dans certaines régions de la Côte-d'Ivoire, mais tout restait à faire à Tafiré pour répondre aux besoins des jeunes en matière d'alphabétisation.

Les objectifs poursuivis

Dans cette perspective, les animateurs du Clac de Tafiré se sont fixé les objectifs de communication suivants : convaincre les autorités locales et départementales d'adhérer au projet et d'apporter leur contribution, motiver les jeunes adultes à suivre les cours d'alphabétisation et soutenir cette motivation tout au long du processus d'alphabétisation, faciliter le dialogue entre les jeunes et les autorités locales pour permettre la réussite du processus d'alphabétisation, et amener tous ceux qui interviennent dans ce processus à reconnaître les contraintes éventuelles auxquelles ils doivent faire face ainsi que les moyens de les contourner.

Contrairement à d'autres Clac où les actions de communication devaient appuyer les activités locales de développement, à Tafiré c'est le volet communication qui devait plutôt générer et susciter une activité de développement, celle d'alphabétiser, en français, un groupe de femmes et d'hommes âgés de 15 à 45 ans pour qu'ils soient capables d'améliorer leurs conditions de vie, en utilisant leurs nouvelles habiletés en écriture, lecture et calcul.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

La mise en œuvre de ce projet a donné lieu à de nombreuses activités de communication. La planification initiale prévoyait la réalisation d'un ensemble d'actions d'information et de sensibilisation destinées, d'une part, aux adultes analphabètes et, d'autre part, à certaines personnalités clefs et aux diverses autorités susceptibles d'appuyer, directement ou indirectement, le processus d'alphabétisation. La démarche était globalement une démarche de persuasion : persuader les adultes de s'inscrire aux cours d'alphabétisation et persuader les autorités et les leaders communautaires d'apporter tout leur appui, matériel et moral, au fonctionnement d'un centre d'alphabétisation.

Dans cette perspective, les modalités de communication interpersonnelle avaient été privilégiées, notamment les contacts directs sous diverses formes : séances de travail, présentation du rapport du séminaire de formation auquel les animateurs avaient pris part, discussions avec les adultes concernés, lettres aux autorités compétentes présentées au cours des rencontres officielles.

Au total, les animateurs ont tenu une dizaine de réunions successives avec le « président des jeunes » de Tafiré, la « présidente des femmes » et les jeunes adultes non scolarisés. Deux séances de travail ont réuni les animateurs du Clac et le sous-préfet pour discuter du projet. À plusieurs reprises, les animateurs ont rencontré le maire et les autres membres du conseil communal. Une délégation de deux animateurs s'est même rendue à Abidjan, la capitale, pour y rencontrer le responsable de la commission nationale d'alphabétisation et discuter de la mise en place d'un centre d'alphabétisation à Tafiré. Les animateurs avaient été invités à remplir les formulaires ad hoc, étape nécessaire pour enclencher le processus administratif de fonctionnement des centres d'alphabétisation. Les rencontres étaient suivies ou précédées de lettres adressées aux autorités concernées, pour donner un caractère officiel aux démarches entreprises. Une lettre avait même été adressée, sous couvert du sous-préfet, au ministre chargé de la culture civique et de la promotion des jeunes pour demander qu'un éducateur permanent en alphabétisation soit affecté à Tafiré. De leur côté, la présidente des femmes et le président des jeunes ont tenu respectivement plusieurs réunions à l'intention des groupes de femmes et de jeunes pour les « sensibiliser » à l'importance d'être alphabétisés et les inviter à suivre les cours d'alphabétisation dispensés par le Clac.

Une autre modalité de communication mise en œuvre par les animateurs a été l'utilisation d'un « crieur public », comme il est d'usage en milieu rural. Un griot avait donc été recruté pour sillonner la ville et annoncer l'ouverture d'un centre d'alphabétisation destiné aux adultes. Un climat d'animation populaire avait été créé autour du lieu où devaient se dérouler les cours d'alphabétisation. Le président des jeunes ainsi que les membres de son Bureau se trouvaient régulièrement sur les lieux pour soutenir ceux qui venaient se faire inscrire.

Les efforts entrepris par les animateurs et leurs partenaires ont donné quelques résultats concrets. D'abord, les autorités locales ont mis une salle à la disposition du Clac pour des activités d'alphabétisation. Elles ont fourni également quelques tables et des chaises. Ensuite, une soixantaine de personnes se sont inscrites. Ce nombre dépassait largement les attentes des animateurs ainsi que leurs capacités d'accueil. Le soutien des autorités locales avait donc été obtenu et il apparaissait évident qu'il y avait des besoins d'alphabétisation à combler.

Organiser des cours d'alphabétisation selon les normes habituellement admises n'était toutefois pas encore à la portée des animateurs. Les démarches entreprises auprès des autorités nationales étaient loin d'aboutir ! Devant cette situation, les animateurs du Clac décidèrent de faire fonctionner eux-mêmes les centres d'alphabétisation et d'assumer les tâches dévolues aux techniciens d'alphabétisation.

Les premières difficultés sont apparues très vite. De 60, le nombre de participants est tombé rapidement à une vingtaine. Plusieurs raisons expliquent cette défection. Beaucoup d'apprenants, surtout les femmes, n'arrivaient pas à concilier les cours d'alphabétisation avec leurs activités régulières, bien que des dispositions aient été prises pour que les cours se déroulent le soir, entre 20 h et 22 h, apparemment avec l'accord des personnes concernées.

D'autre part, les apprenants ont déclaré, au cours de la mission de suivi, que certains de leurs collègues ne venaient pas « parce qu'ils ne comprenaient pas les leçons ». L'apprentissage était donc perçu comme difficile et très long. La formation prévue par les animateurs du Clac devait en effet durer trois ans. Pour les apprenants, les résultats concrets tardaient à venir.

Il convient de noter également que les conditions pédagogiques n'étaient pas encourageantes. Manifestement, il n'y avait pas de programme précis et cohérent que les formateurs pouvaient suivre. Ces derniers, de leur propre aveu, n'avaient pas reçu de formation appropriée pour alphabétiser des adultes.

Enfin, au nombre des difficultés, il faut relever l'impossibilité, pour certains apprenants, de s'acquitter de la contribution financière exigée par le Clac pour faire face à la rémunération des formateurs. Par rapport à leurs revenus, le montant exigé (500 F CFA par mois, soit à peu près l'équivalent d'un dollar américain) paraissait élevé.

Malgré ces difficultés, une dynamique intéressante de relations s'est développée entre différents acteurs, sous l'impulsion des animateurs. D'abord, les apprenants eux-mêmes ont mis en place un comité de gestion, avec un président et un vice-président. Ce comité était devenu le porte-parole du groupe. Il avait notamment pour attributions de recueillir les cotisations mensuelles et d'assurer la rémunération des formateurs. Ensuite, il y a lieu de relever le dialogue fructueux qui s'est établi entre les autorités locales et les animateurs du Clac.

L'initiative prise par les animateurs a suscité une mobilisation autour de la question d'alphabétisation. Elle a contribué à susciter des débats, à soulever des questions au sein de l'association locale des jeunes, de l'association des femmes et, de façon générale, au sein de la population. « Même en ville, les gens nous remercient d'avoir pris cette initiative », ont relevé, non sans fierté, les animateurs du Clac.

Au départ, le processus amorcé visait à faciliter la mise en place des activités d'alphabétisation et non pas à les réaliser directement. Mais face au manque de réponse des structures nationales d'alphabétisation, les animateurs ont ouvert eux-mêmes le centre, sans cependant réunir les conditions minimales du point de vue de l'apprentissage : programme, formation des formateurs, acquisition du matériel d'apprentissage, etc. Quant aux jeunes adultes, ils n'avaient pas nécessairement conscience des efforts que l'alphabétisation exigeait sur le plan des apprentissages, ni des sacrifices que cela impliquait, notamment sur le plan financier.

Appui par la communication à l'alphabétisation de jeunes filles non scolarisées à Coyah (Guinée)

Le contexte social et les besoins

La petite ville de Coyah, en Guinée, s'étend le long de la route nationale qui relie Conakry, la capitale, au reste du pays. Elle compte environ 22 000 habitants, dont la majorité appartient à l'ethnie soussou. La population est presque entièrement musulmane. Elle vit essentiellement d'agriculture ainsi que des échanges commerciaux avec Conakry, située à peine à

50 km. Les deux petits marchés ainsi que la gare routière constituent des sources de revenus inestimables pour la population.

À Coyah, on dénombre huit écoles primaires et deux écoles secondaires. Malgré tout, beaucoup d'enfants, surtout les filles, ne vont pas à l'école. D'autres filles ont interrompu l'école trop tôt, pour diverses raisons. Beaucoup de parents préfèrent les garder à la maison pour les travaux domestiques ou champêtres, ou pour les initier très tôt au petit commerce.

On trouve ainsi de nombreuses filles de 15 à 20 ans devant les étals du marché, vendant toutes sortes de produits vivriers. D'autres jeunes filles sont placées comme « apprenties » dans divers ateliers de couture, de broderie ou de coiffure. Les ateliers de couture emploient beaucoup de jeunes filles. Celles-ci éprouvent cependant d'énormes difficultés à effectuer certaines tâches et ressentent clairement le besoin de savoir lire et écrire. « Je ne pouvais même pas lire les centimètres », témoignera plus tard l'une des participantes.

Un centre d'alphabétisation fonctionnait à Coyah depuis quelques années, mais beaucoup de jeunes filles n'en connaissaient même pas l'existence. D'autres filles souhaitaient bien s'y inscrire, mais elles étaient effrayées à l'idée de recommencer l'école à leur âge. Elles ne savaient pas non plus ce qu'impliquait le processus d'alphabétisation et craignaient de faire face à des contraintes insurmontables. Résignées, beaucoup de jeunes filles n'osaient donc pas se présenter au centre d'alphabétisation.

Pour leur part, les animateurs du Clac étaient surpris et peinés de constater que le centre d'alphabétisation situé en face du Clac avait un taux de fréquentation très bas alors que la demande potentielle était énorme. C'est pour faire face à cette situation qu'ils ont résolu de lancer un projet de communication pour soutenir le programme d'alphabétisation à Coyah.

Les objectifs poursuivis

Les animateurs du Clac se sont fixé trois objectifs précis du point de vue de la communication. D'abord, ils voulaient contribuer à accroître le nombre de jeunes filles qui s'inscrivaient au centre d'alphabétisation. Les animateurs souhaitaient également faciliter l'échange d'informations sur différents aspects de l'alphabétisation entre les responsables du centre et les jeunes filles. Enfin, il leur paraissait essentiel de soutenir la motivation des apprenantes tout au long du processus d'alphabétisation.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Pour atteindre ces objectifs, des actions diversifiées ont été menées sur le plan de la communication. Ces actions ont d'abord été orientées vers les chefs religieux. Dans cette contrée où la quasi-totalité de la population est musulmane, les chefs religieux peuvent jouer un rôle majeur en matière de mobilisation de la population. Les animateurs ont donc organisé plusieurs rencontres de « sensibilisation » avec les principaux chefs religieux de la ville de Coyah. Ils ont expliqué leur projet en plaidant la cause des filles non alphabétisées. Les chefs religieux ont accepté d'aider les animateurs et commencé à parler des méfaits de l'analphabétisme à la mosquée, en demandant aux parents d'encourager leurs filles à s'inscrire aux centres d'alphabétisation.

Malheureusement, l'impact de cette stratégie se révéla par la suite assez aléatoire. D'après les témoignages recueillis, aucune fille n'avait appris l'existence du centre d'alphabétisation ou n'était venue se faire inscrire au centre à la suite des encouragements, des recommandations ou des indications de ses parents.

Parallèlement aux actions dirigées vers les chefs religieux, les animateurs prirent contact avec les « crieurs publics » qui avaient l'habitude de sillonner les deux marchés de la ville. Les crieurs annoncèrent partout le démarrage d'un nouveau cycle d'alphabétisation, en invitant les jeunes filles à s'y inscrire massivement.

Pendant ce temps, les animateurs envoyèrent des notes d'information aux chefs d'ateliers, notamment à la coopérative des tailleurs qui accueillent les jeunes filles comme apprenties. Ils demandèrent aux chefs d'ateliers d'autoriser leurs apprenties à suivre les cours d'alphabétisation. Aucun chef d'atelier ne répondit à la correspondance des animateurs. Au contraire, la plupart ne cachèrent pas leur hostilité à l'égard d'un tel projet. Celui-ci constituait en effet une menace pour les chefs d'ateliers qui, en laissant partir leurs apprenties, risquaient de perdre les revenus qu'ils en tiraient.

En dépit de cette déconvenue, les animateurs entreprirent une autre action d'envergure. Ils organisèrent un grand rassemblement au cours duquel fut projeté un film sur les bienfaits de l'alphabétisation, d'après l'expérience chinoise. Le film attira une foule nombreuse. Par la suite, l'information sur le démarrage des activités d'alphabétisation se répandit très rapidement dans la ville, de bouche à oreille.

Au bout du compte, les actions de communication menées par les animateurs du Clac permirent d'accroître le nombre de jeunes filles inscrites aux cours d'alphabétisation. Au début du projet, ce nombre atteignait à

peine 25 personnes. Quelques mois plus tard, il avait pratiquement triplé. Ce résultat était certes modeste, mais il traduisait indéniablement les efforts entrepris par les animateurs sur le plan de la communication.

Plusieurs facteurs ont permis d'atteindre ce résultat. D'une part, les cours d'alphabétisation se déroulaient dans l'enceinte d'une école professionnelle, le centre d'éducation technologique et artisanale. Les filles inscrites aux cours d'alphabétisation se voyaient offrir la possibilité d'apprendre un métier, en l'occurrence la couture, dès qu'elles maîtrisaient l'écriture et la lecture. D'autre part, l'animateur principal du Clac était conseiller municipal, ce qui facilitait les relations avec les autorités locales.

Le projet dut cependant faire très rapidement face à de nombreuses difficultés. D'abord, les participantes n'avaient pas de matériel d'apprentissage, et le projet n'avait pas prévu d'en fournir. En outre, les animateurs n'avaient pas entrepris d'actions pour expliquer aux jeunes filles les dimensions pédagogiques et organisationnelles de l'alphabétisation ou les sacrifices financiers que cela impliquait. Ensuite, devant le nombre croissant de candidates, l'espace se révéla insuffisant. Les jeunes filles étaient entassées dans un local manifestement trop étroit.

Enfin, les formateurs n'avaient pas suivi de formation appropriée en matière d'alphabétisation de jeunes adultes. Appliquant une méthodologie « de type scolaire », ils ne pouvaient créer les conditions nécessaires pour permettre aux apprenantes de jouer un rôle plus actif dans leur processus d'apprentissage. Celui-ci se déroula donc dans des conditions très difficiles.

En dépit de cela, le projet suscita un intérêt réel, tant auprès des apprenantes qu'auprès des autorités locales. Ces dernières apportèrent en effet tout leur concours moral à la réalisation du projet, bien qu'elles n'aient pas été en mesure, faute de moyens, d'apaiser les inquiétudes des jeunes filles qui se demandaient déjà ce qui arriverait après la formation.

Appui par la communication à l'alphabétisation des femmes du groupement « Wanrou Sourou » de Kouandé (Bénin) en langue nationale batonnou

Le contexte social et les besoins

La localité de Kouandé, au nord-ouest du Bénin, compte environ 12 000 habitants, pour la plupart d'ethnies batonnou, natimba et peul. À Kouandé, la religion dominante est l'islam mais on y trouve aussi des chrétiens et beaucoup d'animistes. La majorité de la population parle le

batonnou, mais une certaine proportion utilise le natimba et le peul comme langues de communication.

L'agriculture et la transformation des produits agricoles procurent l'essentiel des ressources aux habitants. Viennent ensuite le commerce et le transport. Malheureusement, l'état défectueux des routes ne facilite pas l'écoulement rapide des produits vers le marché.

On dénombre à Kouandé plusieurs associations, dont les principales s'occupent du développement socio-économique de la sous-préfecture. Les activités économiques majeures sont la transformation du manioc en gari et la transformation des noix de karité en beurre. Un groupement de femmes, dénommé « Wanrou Sourou », est particulièrement actif dans ce domaine. Malheureusement, les membres de ce groupement ne savent ni lire ni écrire. C'est à ces femmes que les animateurs du Clac ont spontanément pensé lors de l'annonce du projet de « communication pour le développement ».

Les objectifs poursuivis

Les animateurs voulaient tout d'abord susciter l'intérêt des femmes vis-à-vis de l'alphabétisation. Ensuite, ils voulaient faciliter le dialogue, l'échange d'informations et de connaissances entre les membres du groupement et les encourager à utiliser, dans leur vie quotidienne, les acquis de l'alphabétisation. Enfin, ils souhaitaient amener les structures officielles d'alphabétisation à prendre en compte les préoccupations et besoins spécifiques de ce groupement.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Pour atteindre ces objectifs, les animateurs ont mis en œuvre des actions diversifiées en matière de communication. Pour susciter l'intérêt des femmes, il a été jugé nécessaire de convaincre leurs maris du bien fondé de l'alphabétisation et d'en faire des « alliés » pour soutenir la cause de l'alphabétisation des femmes. C'est dans cette perspective que les animateurs du Clac organisèrent une rencontre avec les époux des membres du groupement « Wanrou Sourou ».

Une séance de sensibilisation à l'importance et à l'utilité de l'alphabétisation fut également organisée à l'intention des femmes du groupement. Appuyée par la projection d'un film, cette séance permit de balayer les doutes qui subsistaient encore chez certaines femmes. Beaucoup d'autres rencontres permirent aux animateurs du Clac de discuter avec ces femmes de divers thèmes d'intérêt commun et de répondre à leurs préoccupations.

Parallèlement, des séances de travail rassemblèrent les spécialistes des services officiels chargés de l'alphabétisation, les animateurs du Clac ainsi que certaines personnes-ressources de la localité, choisies notamment en fonction de leur contribution au déroulement du projet.

Ces rencontres permirent aux différents partenaires et aux personnes-ressources de confirmer leur engagement à travailler avec le Clac et à soutenir le programme d'alphabétisation des femmes. C'est ainsi que s'établit un partenariat efficace entre le Clac et des organismes du milieu (le centre d'action régionale pour le développement rural, le centre de promotion sociale et le projet pour la promotion de l'élevage dans l'Atakora). C'est grâce à ces rencontres également que le sous-préfet et certaines personnalités du milieu apportèrent leur soutien à la réalisation du projet.

Par rapport à leurs objectifs, les actions entreprises par les animateurs du Clac ont porté quelques fruits. D'abord, les réticences initiales des maris ont cédé la place à un réel climat de collaboration. La plupart, d'entre eux ont fini par procurer eux-mêmes le matériel d'alphabétisation à leurs épouses, étant donné que la responsabilité d'acquérir le matériel d'apprentissage incombait à chaque participante.

Ensuite, les femmes du groupement ont manifesté un enthousiasme débordant vis-à-vis des activités d'alphabétisation. À la suite de cette expérience, beaucoup d'autres femmes ont demandé d'adhérer au groupement et de s'inscrire aux cours d'alphabétisation, pour suivre l'exemple de leurs collègues. À Kouandé, les femmes du groupement « Wanrou Sourou » apparaissent désormais comme des modèles à suivre en matière d'alphabétisation.

Plusieurs difficultés ont toutefois émaillé la réalisation du projet. Malgré leur enthousiasme, les membres du groupement n'étaient pas toujours disponibles. L'alphabétisation entrait en conflit avec d'autres occupations, immédiatement plus rentables ou plus utiles. La période des récoltes a particulièrement perturbé le programme des cours. Le local dans lequel se déroulaient les cours d'alphabétisation n'était pas non plus très approprié. Ce local était déjà très encombré, car il servait aussi de magasin de stockage. D'autre part, l'animateur principal du Clac n'était pas très imprégné de la démarche méthodologique d'exécution du projet de communication. Pour des raisons indépendantes de sa volonté, il n'avait pas bénéficié de l'encadrement méthodologique fourni aux autres animateurs du projet.

Malgré ces difficultés, le projet a permis d'allumer une flamme qui ne pourra probablement plus s'éteindre. Des engagements ont en effet été pris

par différents partenaires qui souhaitent pérenniser cette initiative. Par exemple, le collège d'enseignement général envisage, en cas de besoin, de mettre ses élèves et ses professeurs à la disposition du Clac pour servir d'alphabétiseurs. La sous-préfecture promet au Clac un nouveau local tandis que le curé de la paroisse souhaite que le Clac devienne le point de vente des documents et livrets en langue bariba.

Toutes ces manifestations de bonne volonté traduisent l'intérêt que les animateurs du Clac ont réussi à susciter en faveur de l'alphabétisation des femmes. Il y a donc lieu de penser que cette initiative ne s'arrêtera pas avec la fin du projet de communication pour le développement.

Appui par la communication à l'alphabétisation des mères éducatrices dans le département de Réo (Burkina Faso)

Le contexte social et les besoins

La commune rurale de Réo, à l'est de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, compte environ 23 000 habitants dont 52 p. 100 de femmes. Les Lyéla constituent l'ethnie principale, avec pour langue le lyélé. Une partie de la population parle cependant le mooré et le dioula. Dans la région, l'islam et le christianisme cohabitent sans heurts.

L'activité économique de Réo embrasse l'élevage, l'agriculture, les cultures de rente, le maraîchage, la poterie et la forge, qui sont, avec le bois, les principales sources de revenus des habitants. Les difficultés d'écoulement des produits maraîchers et le déficit céréalier dû à une mauvaise répartition des pluies d'une saison à l'autre figurent au nombre des problèmes auxquels font face les habitants.

Dans le département de Réo, plusieurs associations travaillent à la promotion des femmes et des paysans. De nombreuses mères de famille participent également à des initiatives de développement local. Certaines d'entre elles sont regroupées au sein des comités des mères éducatrices des écoles satellites et des centres d'éducation de base non formelle.

Ces mères de famille se réunissent régulièrement pour débattre de différentes questions en rapport avec leurs conditions de vie et celles de leurs enfants. Malheureusement, elles ne savent ni lire ni écrire. Pour rédiger les rapports de leurs activités, elles doivent faire appel aux enseignants de la localité. Elles éprouvent également des difficultés à élaborer leur plan d'action et leur budget. De plus, étant analphabètes, elles ne peuvent suivre les travaux de leurs enfants qui fréquentent l'école.

Face à ces contraintes, les mères éducatrices ont souhaité apprendre à lire et à écrire, d'abord dans leur langue et, ensuite, en français. C'est pour combler ce besoin que les animateurs du Clac ont pris l'initiative de faciliter l'ouverture des centres d'alphabétisation à Réo.

Les objectifs poursuivis

Du point de vue de la communication, les animateurs du Clac de Réo se sont fixé trois objectifs principaux. Premièrement, ils voulaient simplement démontrer les bienfaits de l'alphabétisation. Ensuite, ils s'attendaient à ce que les femmes et les filles s'inscrivent massivement à ces centres et les fréquentent assidûment, de façon libre et responsable. Enfin, ils espéraient trouver de nouveaux partenaires pour l'acquisition de livres en lyélé et pour la poursuite du processus d'alphabétisation.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Pour atteindre ces objectifs, un comité de gestion a été mis sur pied et de nombreuses rencontres préparatoires ont été organisées avec les partenaires potentiels et les femmes concernées. Des discussions ont également été amorcées avec des maris qui ne comprenaient pas encore l'importance de l'alphabétisation. Par la suite, quand les centres d'alphabétisation ont commencé à fonctionner, les animateurs ont entrepris des tournées de différents sites. Des séances d'alphabétisation ont été filmées et des cassettes vidéo ont été réalisées.

Divers documents ont ensuite été réunis par les animateurs pour assurer le fonctionnement des centres. Des rencontres régulières rassemblaient les animateurs et les agents d'alphabétisation pour faire le point sur le fonctionnement des centres d'alphabétisation, discuter des difficultés éventuelles et trouver ensemble les solutions appropriées. De nombreuses rencontres permirent également de prodiguer des conseils aux apprenants pour les encourager à persévérer dans la voie de l'alphabétisation.

L'initiative des animateurs du Clac a abouti à des résultats concrets. Cinq centres, au lieu des deux initialement prévus, ont été ouverts. Au total, une centaine de femmes et quelques hommes ont assidûment fréquenté ces centres d'alphabétisation.

Ces résultats ont été rendus possibles grâce à la collaboration de plusieurs personnes et institutions partenaires. On peut relever, à juste titre, la contribution des responsables politiques, qui ont pris une part active à la campagne de sensibilisation et de mobilisation. Les responsables administratifs

ont, de leur côté, apporté une contribution appréciable du point de vue logistique en équipant les centres d'alphabétisation. L'association « L'enfant pour l'enfant » de Réo a facilité la réalisation des visites de suivi sur le terrain.

Le projet a cependant été confronté à de nombreuses difficultés. Tous les partenaires sollicités n'ont pas répondu à l'appel. Le coût élevé du matériel d'apprentissage a obligé tout un groupe d'apprenants à abandonner le cours. Une autre difficulté a été le départ précipité, pour des raisons administratives, du responsable de l'activité de communication. Enfin, les pleurs des bébés pendant les séances d'alphabétisation ainsi que la présence des enfants aux côtés de leurs mères n'ont pas facilité la tâche des alphabétiseurs. On peut relever également les retards aux réunions à cause des obligations et occupations familiales, de même qu'une faible participation lors des événements, heureux ou malheureux, qui survenaient dans le village.

Malgré ces difficultés, les apprenants ont montré une réelle volonté de poursuivre le processus. Des résolutions ont été prises dans cette perspective par les uns et les autres. Les apprenants ont décidé de fabriquer des « parpaings » pour la construction du centre d'alphabétisation. Certains notables ont promis de rechercher d'autres sources de financement, d'ouvrir le Clac à d'autres groupes cibles, de solliciter le concours de la Société internationale de linguistique (SIL) pour la réalisation, sur place, des livrets lyélé/français à coûts réduits. Ils ont suggéré également d'inclure les enfants dans la démarche d'apprentissage de leurs mères. Ces initiatives permettent d'espérer que l'expérience des « mères éducatrices » est appelée à se poursuivre et que le « projet de communication pour le développement » pourrait se poursuivre, sous une forme ou une autre.

Soutien par la communication à l'alphabétisation des filles de 15 ans en langue nationale dioula, à Dédougou (Burkina Faso)

Le contexte social et les besoins

Au nord-ouest du Burkina Faso, à 230 km de Ouagadougou, se trouve la commune de Dédougou. Elle compte à peu près 35 000 habitants, en majorité de l'ethnie bwaba, qui vivent essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. L'islam et le catholicisme sont les principales religions.

On dénombre 12 écoles primaires et sept établissements secondaires dans la commune. Mais dans la région, beaucoup de jeunes filles de 15 à 20 ans quittent l'école très tôt. Certaines d'entre elles essaient, tant bien que

mal, d'apprendre un métier. Tel est le cas des jeunes filles inscrites au Centre de formation en artisanat pour le développement. Elles y apprennent la couture, la broderie, la teinture et le tissage. Malheureusement, la plupart d'entre elles ne savent ni lire ni écrire.

À l'annonce du « projet de communication pour le développement », les animateurs du Clac prirent l'initiative de s'entretenir avec ces filles sur leurs besoins. C'est à l'issue de cette rencontre que les animateurs du Clac se sont proposés d'organiser des activités d'alphabétisation au bénéfice de ces jeunes filles.

Les objectifs poursuivis

Les animateurs souhaitaient faciliter le contact entre les agents d'alphabétisation et ces jeunes filles pour qu'elles acquièrent des notions élémentaires de gestion et qu'elles en tirent profit dans leur vie quotidienne.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

La mise en œuvre du projet a débuté par une « étude du milieu » sommaire. En fait, les animateurs se sont limités à recueillir certaines informations auprès de la population et se sont entretenus avec quelques notables. Ils ont évalué le succès de leur projet à la lumière de certaines indications. Les animateurs ont aussi recensé les personnes-ressources capables de les aider en matière de mobilisation. Par la suite, ils ont organisé plusieurs rencontres avec les responsables de la division provinciale de l'éducation de base. C'est ce service étatique qui a pris en charge l'alphabétisation des jeunes filles et qui a fourni tout le matériel d'apprentissage. À la demande des animateurs, les membres du comité de gestion se sont également mobilisés pour que le projet se déroule dans de bonnes conditions.

Plusieurs photos ont été prises sur les activités d'alphabétisation. Certaines de ces activités ont été filmées. Une cassette vidéo a été réalisée. Ces photos et la cassette vidéo témoignent des efforts qui ont été fournis par les apprenantes et les différents intervenants.

La principale difficulté rencontrée est le malentendu survenu entre les apprenantes et les animateurs. En effet, au démarrage du projet, celles-ci avaient compris qu'elles obtiendraient le matériel et l'équipement nécessaires à la réalisation de certaines activités génératrices de revenus. Comme cela n'était pas le cas, elles se sont découragées. Certaines d'entre elles cessèrent de fréquenter le centre d'alphabétisation.

Malgré cette déconvenue, le projet a permis à plusieurs institutions de travailler ensemble et de sceller des liens de partenariat. Le Centre de formation en artisanat pour le développement a permis au Clac de nouer le contact avec les jeunes filles désignées comme groupe cible. La direction régionale agricole du Mouhoun a initié ces jeunes filles à l'élevage. La direction de l'enseignement de base et de l'alphabétisation a assuré les cours d'alphabétisation.

Les services communaux n'ont ménagé aucun effort pour apporter leur contribution à la réalisation du projet. Le service provincial pour l'organisation et la formation professionnelle a initié les jeunes filles aux techniques élémentaires de gestion. Pour sa part, le centre diocésain de la communication a réalisé le documentaire vidéo sur les activités de communication.

Malgré le malentendu survenu entre le Clac et les jeunes filles, celles-ci semblent par la suite avoir compris la nécessité de se regrouper et de se prendre en charge. Elles ont pris la résolution de constituer une association et ont souhaité bénéficier de l'encadrement du Clac pour obtenir l'agrément des pouvoirs publics.

Soutien à l'alphabétisation en haoussa des jeunes de Guidan-Roumdji (Niger)

Le contexte social et les besoins

Guidan-Roumdji est une toute petite localité située à quelques dizaines de kilomètres de Maradi, la deuxième grande ville du Niger. Elle se trouve à environ 500 km à l'est de Niamey, la capitale.

Avec environ 5 000 habitants, Guidan-Roumdji a le statut administratif d'arrondissement. Celui-ci comprend la localité elle-même ainsi que les villages environnants. Sa partie méridionale borde le nord du Nigeria. Cette situation géographique, entre Maradi et le Nigeria, favorise une certaine activité commerciale. L'agriculture et l'élevage demeurent cependant les principales sources de revenus pour la population de Guidan-Roumdji.

Essentiellement musulmane, cette population se répartit entre les ethnies haoussa, peul et touareg. Tout le monde ou presque parle cependant le haoussa. On dénombre à Guidan-Roumdji cinq écoles primaires et un collège d'enseignement général. Mais la qualité de l'éducation laisse à désirer. Ceux qui vont à l'école apprennent dans des conditions très difficiles, et ceux qui n'ont pas la chance d'y aller sont encore plus nombreux. Par conséquent, la petite localité de Guidan-Roumdji compte de nombreux jeunes qui ne savent ni lire ni écrire.

Cette situation a toujours fait l'objet des préoccupations des autorités locales. Un service spécialisé de la sous-préfecture est chargé d'organiser des activités d'alphabétisation dans l'arrondissement. Depuis quelques années, des centres d'alphabétisation fonctionnent, de façon plutôt sporadique, dans les villages avoisinants de Guidan-Roumdji. Mais dans la localité elle-même, le programme d'alphabétisation n'avait pas encore démarré, en dépit du nombre croissant de jeunes analphabètes.

Dès l'annonce du projet de « communication pour le développement », les animateurs du Clac ont donc spontanément pensé à organiser des cours d'alphabétisation à l'intention des jeunes adultes analphabètes de leur localité. N'étant pas eux-mêmes spécialistes en alphabétisation, ils envisageaient d'associer leurs efforts à ceux des responsables des services officiels d'alphabétisation.

Les objectifs poursuivis

Les animateurs du Clac avaient assigné trois objectifs principaux à leur initiative. D'abord, ils souhaitaient accroître le taux de fréquentation des centres d'alphabétisation qui fonctionnaient déjà dans l'arrondissement. Ensuite, ils voulaient motiver les jeunes à s'inscrire aux cours d'alphabétisation et à suivre le processus d'apprentissage jusqu'au stade de la post-alphabétisation. Enfin, ils espéraient faciliter les échanges d'expériences en matière d'apprentissage entre les jeunes de différents centres d'alphabétisation et favoriser les relations entre différents partenaires pour permettre au processus d'alphabétisation de se dérouler dans de bonnes conditions.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

C'est dans cette perspective que les activités de communication avaient été planifiées. Cependant, dans la pratique, peu d'activités ont été menées.

Au nombre de celles qui ont été réalisées, les animateurs ont relevé avec fierté le grand rassemblement de la population à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation. Tous les notables de la région y avaient pris part et certains hauts responsables de Niamey, la capitale, étaient même venus appuyer cette initiative de mobilisation communautaire en faveur de l'alphabétisation. Des banderoles ont été confectionnées avec des messages en français et en haoussa sur l'importance de l'alphabétisation. Des chansons ont été également interprétées par la troupe d'animation du Clac.

Les messages étaient destinés, d'une part, aux nombreux notables qui assistaient à la manifestation et, d'autre part, aux hommes et aux femmes qui avaient répondu en grand nombre à l'appel lancé par les animateurs du Clac. Des uns, le Clac sollicitait le concours matériel et moral pour que les activités d'alphabétisation dans la zone prennent un nouvel élan. Aux autres, le Clac suggérait de saisir cette occasion d'alphabétisation pour se donner les outils nécessaires à leur propre épanouissement et à l'amélioration de leurs conditions de vie. La manifestation fut filmée et de nombreuses photos furent prises.

Des femmes et des hommes témoignèrent, à cette occasion, de leur intérêt pour l'alphabétisation. Ils exprimèrent publiquement leur désir d'apprendre à lire et à écrire. Ils émurent les notables par leurs témoignages poignants sur le préjudice qu'ils subissaient, les contraintes auxquelles ils étaient confrontés, leurs aspirations, leurs rêves, leurs espoirs…

Par la suite, de nombreuses réunions ont été tenues, notamment avec les membres de la troupe du Clac, pour les persuader de suivre les cours d'alphabétisation car eux aussi avaient besoin d'apprendre à lire et à écrire. Ils faisaient donc partie du groupe auquel les animateurs du Clac pouvaient destiner leurs interventions. La mission de suivi méthodologique avait permis de « jauger » la motivation de ces acteurs. C'est avec beaucoup d'enthousiasme qu'ils apportèrent leur contribution bénévole à la construction d'une paillote qui devait abriter un centre d'alphabétisation dans l'enceinte de la « Maison des jeunes ».

Beaucoup d'autres activités de communication avaient été planifiées mais elles n'ont malheureusement pas été réalisées. Le processus avait cependant été amorcé. Mentionnons notamment le bulletin de nouvelles en langue haoussa, que les services d'alphabétisation souhaitaient éditer pour servir d'outil de post-alphabétisation pour les néo-alphabètes, et le cas des « pagivoltes » qui devaient servir de matériel de support lors des discussions sur des thèmes liés à l'environnement. La principale raison de non-réalisation tient au fait que les techniciens de l'alphabétisation n'ont été associés au projet que très tardivement.

Au regard des objectifs fixés au départ, les résultats obtenus en matière de communication ont été minces. Tout d'abord, l'objectif visant à appuyer les services officiels d'alphabétisation est resté au stade d'intention. Au lieu de planifier des actions de communication pour soutenir les centres

d'alphabétisation qui fonctionnaient déjà, les animateurs ont cherché à faire fonctionner leur propre centre d'alphabétisation.

Ensuite, la philosophie du projet n'avait pas été partagée avec tous les partenaires potentiels. L'animateur ayant pris part à l'atelier de Lomé n'avait pas organisé de restitution pour expliquer à ses collègues la nature du projet ainsi que les implications qui en découlaient. Enfin, une grande partie des fonds avait été utilisée pour couvrir diverses dépenses lors du grand rassemblement de l'alphabétisation. Il ne restait presque plus d'argent pour réaliser les autres activités prévues.

Malgré les difficultés, il convient de noter l'intérêt manifesté par les autorités politiques locales. L'initiative du Clac avait été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme, comme le témoigne la mobilisation des notables lors de la Journée internationale de l'alphabétisation. La réponse des populations avait également été très enthousiaste. Il est regrettable cependant que les espoirs suscités lors de la Journée de l'alphabétisation n'aient pas été concrétisés.

Bien que n'ayant pas été associés dès le départ au projet, les techniciens de l'alphabétisation ont accepté par la suite d'intégrer l'exécution de ce projet dans leur plan d'action. Ils ont accepté d'en assurer la coordination technique et se sont montrés intéressés à poursuivre les activités même si, pour des raisons administratives, le projet devait prendre fin à une date précise.

L'initiative prise par les animateurs du Clac de Guidan-Roumdji n'a malheureusement pas mobilisé d'autres « partenaires du développement », hormis les autorités politiques et les techniciens d'alphabétisation. Il convient de noter cependant que la construction d'un hangar au sein de la « Maison des jeunes » a été une contribution concrète des jeunes analphabètes, membres de la troupe du Clac.

D'autre part, les autorités de la sous-préfecture avaient envisagé, à l'issue de la mission de suivi, d'allouer de petites subventions pour la réalisation des activités d'alphabétisation à Guidan-Roumdji. L'initiative lancée par les animateurs du Clac n'aura donc pas été vaine. Bien que les objectifs fixés n'aient pas été réalisés dans le temps imparti, cette initiative aura permis au moins d'attirer l'attention sur l'analphabétisme chez les jeunes et d'inciter les responsables locaux à trouver les réponses appropriées aux préoccupations de ces jeunes.

L'appui aux activités de promotion de la santé

Appui par la communication à la prévention et à la lutte contre les MTS et l'infection VIH/sida chez les jeunes à Dikodougou (Côte-d'Ivoire)

Le contexte social et les besoins

Dikodougou est une commune rurale située à 50 km de Korhogo, au nord de la Côte-d'Ivoire, à plus de 700 km d'Abidjan, la métropole. Ses 13 000 habitants sont en grande majorité des éleveurs et agriculteurs. Bien que d'accès relativement difficile (route non bitumée), Dikodougou est une localité où foisonnent les échanges commerciaux. La population, d'origine ethnique diverse, parle essentiellement le sénoufo. Elle est surtout animiste, mais on y dénombre beaucoup de musulmans (25 p. 100 de la population) et quelques chrétiens.

Dikodougou est l'une des localités du Nord de la Côte-d'Ivoire où le rite du *poro* est encore très vivace. Le poro est un cycle initiatique que subissent les jeunes gens dans les bois sacrés, au cours des cérémonies traditionnelles agrémentées de danses sacrées. À Dikodougou, les jeunes grandissent donc imprégnés de la culture poro, en même temps qu'ils affrontent les contraintes de la vie moderne ainsi que les conséquences qui en découlent.

La propagation du virus VIH/sida et des maladies transmissibles sexuellement (MTS) constituent l'une des préoccupations auxquelles les jeunes de Dikodougou doivent faire face. La propagation est aussi favorisée en partie par le lévirat, coutume très vivace dans la région qui impose au frère d'un défunt d'épouser la veuve de celui-ci, peu importe la cause du décès.

Malgré l'inexistence de statistiques fiables, les MTS sont devenues un sujet préoccupant à Dikodougou. Ces inquiétudes sont par ailleurs confirmées par le médecin chef du centre de santé de la localité. C'est dans ce contexte que les animateurs du Clac ont pris l'initiative de lutter contre la propagation des MTS et du virus VIH/sida.

Les objectifs poursuivis

Pour réaliser leur projet, les animateurs du Clac se sont fixé des objectifs très simples du point de vue de la communication. D'une part, il leur paraissait essentiel de faciliter l'échange d'information et l'acquisition des connaissances par les jeunes sur l'infection VIH/sida, sur les autres MTS, sur leurs modes de transmission et sur les moyens de s'en protéger. D'autre

part, il était nécessaire de partager avec des jeunes des indications utiles sur l'usage adéquat de préservatifs.

Un autre objectif, plus ambitieux, avait été abandonné. Il s'agissait de motiver les jeunes à faire le test de dépistage. Pour des raisons matérielles, ce test ne pouvait malheureusement pas se faire à Dikodougou. Il n'était pas non plus réaliste de convier les jeunes à se rendre à Korhogo, à environ 50 km de leur localité, dans des conditions de déplacement souvent difficiles !

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

La mise en œuvre de ce projet a donné lieu à des activités très diversifiées du point de vue de la communication. La plupart de ces activités reposaient sur une stratégie de communication de groupe ou de masse, avec une démarche de type « sensibilisation ».

Une grande conférence-débat a ainsi été animée par le médecin chef du centre de santé. Une centaine de jeunes de 17 à 22 ans ont assisté à cette conférence suivie de discussions sur divers aspects des MTS et du sida. Au dire des animateurs et du conférencier lui-même, la conférence-débat a permis de répondre à de nombreuses interrogations, d'apporter certains éclaircissements et d'apaiser certaines inquiétudes. Malheureusement, vu le nombre de participants, le niveau d'interaction entre le conférencier et l'auditoire était très faible.

Dans la même perspective de sensibilisation, des séances de projection continue de films sur le sida étaient programmées à l'intention des élèves, trois fois par semaine : le mercredi, le samedi et le dimanche. L'affluence était variable. Une nuit de conte a également été organisée devant le Clac, autour du feu. Quelque 200 personnes ont pris part à cette soirée agrémentée de chants et de danses. Au cours de la soirée, les animateurs invitèrent chaque jeune à raconter une histoire sur le sida. Des prix symboliques furent attribués aux meilleurs contes.

Des concours de poésie et de dessins sur le sida furent lancés respectivement pour les élèves du secondaire et du primaire. Une course cycliste organisée dans la ville fut couronnée par la remise de prix devant une nombreuse foule. Sur le dossard de chaque coureur, les organisateurs inscrivirent, hormis le numéro, un message typique pour attirer l'attention sur les MTS et le sida. Le Clac a abrité aussi, pendant une semaine, une exposition de livres sur le sida. De nombreux jeunes ont pu consulter, sur place, quelques documents sur différentes maladies transmissibles sexuellement ainsi que sur divers aspects de l'infection VIH/sida.

Comme modalité de communication interpersonnelle, une séance de causerie a été organisée avec un groupe de prostituées. Sept d'entre elles répondirent au rendez-vous. L'entretien se déroula à l'hôtel où les prostituées avaient l'habitude de recevoir leurs clients. Ces prostituées ne résidaient pas à Dikodougou; elles venaient seulement y « travailler ». Elles avaient bien accueilli l'initiative des animateurs du Clac et souhaitaient en savoir plus sur les MTS ainsi que sur l'infection VIH/sida. Malheureusement, cette première initiative n'a pas été suivie par d'autres actions concrètes.

Certaines activités réalisées par le projet ont été minutieusement documentées. La conférence-débat animée par le médecin chef du centre de santé a été enregistrée. Une cassette audio est disponible. Des photos ont été prises lors de la conférence ainsi que lors de la course cycliste.

Les animateurs du Clac de Dikodougou ont été très fiers des résultats de leur projet. Ils notèrent avec joie que les jeunes répondaient nombreux à leur appel. Beaucoup de jeunes venaient au Clac demander des préservatifs. Pour les animateurs, ce sont des résultats palpables et concrets. Ces résultats ont été confirmés, au cours de la mission de suivi, par le médecin chef du centre de santé.

En effet, avant le projet, d'après le médecin, beaucoup de filles souffraient de MTS sans s'en rendre compte. Elles venaient au centre de santé quand l'infection avait déjà atteint un stade très avancé. Le projet avait permis, malgré beaucoup de lacunes, de partager avec les jeunes certaines connaissances de base sur les MTS. « Maintenant, a conclu le médecin, les jeunes viennent nous consulter beaucoup plus tôt qu'auparavant. »

Les autorités municipales ont apporté au projet un appui logistique et matériel appréciable. À titre d'exemple, les chaises étaient fournies par la mairie, chaque fois que cela était nécessaire. Le président de la jeunesse communale est intervenu à plusieurs reprises pour « mobiliser » les jeunes.

Les personnes-ressources ont aussi répondu de bonne grâce à l'appel des animateurs du Clac. Outre le médecin chef du centre de santé, plusieurs personnes ont apporté leur concours à la réalisation des activités. Par exemple, les enseignants du collège municipal ont joué un rôle important en incitant leurs élèves à participer à différentes activités. Malgré quelques difficultés, les enseignants ont également encadré les élèves dans la réalisation des saynètes et des pièces de théâtre sur les MTS et le sida.

Quelques difficultés ont cependant été signalées. Il n'y a pas eu assez de documents pour répondre aux besoins des jeunes en matière de documentation relative aux MTS et au sida. Le Clac n'a pas été non plus en mesure

de satisfaire les demandes des jeunes en matière de préservatifs. Les institutions auxquelles les animateurs se sont adressés n'ont pas répondu positivement. À ce sujet, les animateurs se rappellent, non sans amertume, avoir effectué plusieurs voyages infructueux à la coordination régionale de lutte contre le sida, à Korhogo, à 50 km de leur localité.

En dépit de quelques erreurs et des résultats relativement modestes, le projet lancé par le Clac a certainement permis de tirer la sonnette d'alarme sur les MTS et le sida à Dikodougou. Le projet a constitué un déclic pour des actions concrètes. Déjà, des chefs religieux ont emboîté le pas. Ils abordent désormais la question avec leurs fidèles, en insistant sur l'abstinence et la fidélité au sein du couple. Pour sa part, la mairie a promis la possibilité d'allouer plus de ressources aux activités des jeunes, dans le cadre du budget communal. C'est un signe évident que l'initiative du Clac de Dikodougou a trouvé un écho et que la flamme de leur enthousiasme ne s'éteindra pas de sitôt.

Appui par la communication à la prévention contre l'infection VIH/sida chez les jeunes de Tibiri (Niger)

Le contexte social et les besoins

Tibiri est le nom d'une commune rurale située à environ 650 km à l'est de Niamey, la capitale du Niger. La population totale de la commune est estimée à 32 000 habitants. Tibiri se trouve à peine à une dizaine de km de Maradi, deuxième grande ville du pays.

La population de Tibiri est presque entièrement musulmane. Elle est constituée des ethnies béribéri, haoussa, zerma, peul et touareg. Le haoussa et le peul constituent les principales langues parlées à Tibiri. La commune compte huit écoles publiques et un collège d'enseignement général.

La population est essentiellement jeune mais les emplois sont rares. Les mères célibataires sont très nombreuses, victimes pour la plupart de grossesses indésirées ou de mariages brisés. Répudiées très jeunes par leur mari, sans ressources financières et sans formation professionnelle, elles n'ont d'autre choix que de se livrer à la prostitution. Elles sont encouragées par l'intense activité commerciale de Maradi ainsi que le brassage des populations qui en découle.

On estime que le taux de MTS est très élevé, même s'il n'existe pas de statistiques fiables. Dans cette petite commune rurale où « tout le monde connaît tout le monde », les prostituées et leurs clients ne connaissent pas nécessairement les informations qui circulent sur le sida. La plupart de ces

informations sont d'ailleurs erronées. Par conséquent, très peu de gens (surtout les jeunes) savent ce qu'est réellement le sida, comment il se transmet et, surtout, comment on peut l'éviter.

C'est pour contribuer à faire face à cette situation que les animateurs du Clac, de concert avec les responsables du centre de santé, ont choisi d'axer leur projet sur la prévention de l'infection VIH/sida chez les jeunes.

Les objectifs poursuivis

Les objectifs étaient modestes. Les animateurs du Clac ont voulu expliquer aux jeunes de 15 à 35 ans que le sida est une maladie bien réelle. Ils ont voulu également, avec l'assistance du personnel médical, faciliter l'échange d'informations et l'acquisition de connaissances par les jeunes sur les modes de transmission de l'infection VIH/sida ainsi que sur les moyens de prévention qui existent.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

La mise en œuvre de ce projet a donné lieu à des activités très diversifiées. Dès le départ, il a fallu obtenir l'adhésion des autorités communales, des chefs traditionnels et des notables locaux. Dans un pays musulman comme le Niger, il est en effet inadmissible de parler de la sexualité en public sauf, bien entendu, si on a l'aval des chefs religieux.

À Tibiri, le chef de province (l'autorité traditionnelle la plus élevée dans la région) ainsi que la *Iya* ou *Inna* (chef suprême des femmes) se sont intéressés au projet. Ils n'ont pas hésité à donner leur feu vert. La *Iya* a même accepté de convoquer elle-même les prostituées pour que les animateurs du Clac les réunissent dans sa cour. Tous les notables de Tibiri ont été également convoqués à la maison communale. Le maire a présidé la cérémonie officielle de lancement du projet. Au cours de cette rencontre, les animateurs ont expliqué aux notables le bien-fondé du projet, tout en sollicitant leur bienveillante collaboration. Ont suivi les réunions avec différentes couches de population.

On avait prévu également plusieurs séances de « sensibilisation » autour d'un film documentaire sur le sida. Après de nombreuses recherches, les animateurs ont pu trouver un documentaire sur le sida produit au Nigeria en langue haoussa, l'une des principales langues de Tibiri. Ce film a été diffusé une dizaine de fois. À chaque reprise, il y avait au moins 100 spectateurs. La projection du film était suivie d'explications fournies par le responsable du centre médical. Ensuite, les participants posaient

d'innombrables questions sur les différents aspects de l'infection VIH/sida. Malheureusement, les conditions n'étaient pas réunies pour avoir un dialogue fructueux : la foule était trop nombreuse; trop de personnes parlaient en même temps; il y avait trop de bruit et l'animateur n'arrivait pas à se faire entendre.

Plusieurs soirées récréatives ont également été animées par la troupe artistique du Clac. C'est au cours de ces soirées que des démonstrations ont été faites pour « initier » l'auditoire à utiliser correctement un préservatif. Des chants et saynètes ont été composés par la troupe artistique du Clac. Ces chants et saynètes ont été interprétés au cours des soirées récréatives. Ils ont véhiculé des messages sur les modes de transmission du VIH/sida ainsi que sur les moyens de prévention.

Des jeux et des concours ont été utilisés aussi comme moyens d'expression pour véhiculer des messages sur le sida auprès des jeunes, notamment à l'occasion de la Journée mondiale du sida, le 1er décembre. Une banderole a été confectionnée et placée à l'entrée de la Maison des jeunes et de la culture, à l'occasion de la Journée mondiale du sida. À cette occasion, un dépliant en langue haoussa, produit par le Programme national de lutte contre le sida, a été distribué.

Durant ces rencontres, le responsable du centre de santé a expliqué avec force détails les modes de transmission du VIH ainsi que les moyens de prévention. Ces rencontres ont permis de répondre aux questions des prostituées, d'écouter leurs doléances et de leur prodiguer des conseils.

Un comité dénommé antisida a été installé au sein du collège d'enseignement général de Tibiri. Composé d'une vingtaine d'élèves encadrés par quelques professeurs, ce comité a eu pour rôle de sensibiliser les collégiens aux moyens de prévention du sida. Malheureusement, les membres de ce comité n'ont pas bénéficié d'une formation leur permettant d'assumer adéquatement ce rôle.

Au moment du démarrage du projet, les animateurs n'ont pas recueilli les données précises sur la situation de départ. Cependant, au dire des animateurs, quelques indicateurs ont permis au cours du projet de vérifier la réalisation des objectifs fixés au départ. À titre d'exemple, les animateurs ont constaté que le taux de fréquentation du centre de santé avait légèrement augmenté. De 30 personnes en moyenne par jour, ce nombre est passé à 40 environ. Grâce au projet, la direction départementale de la santé a fourni au Clac un lot de préservatifs pour distribution gratuite. Beaucoup de jeunes, et même des personnes plus âgées (50 ans et plus), se sont rendus au Clac pour s'en procurer.

La tâche des animateurs du Clac a été facilitée notamment par l'appui du maire de la commune et de certains leaders communautaires. La mairie a apporté une aide financière au projet, sous différentes formes, ainsi qu'un appui logistique appréciable. L'enthousiasme des animateurs mérite également d'être souligné. D'autre part, les techniciens de la santé ont participé à toutes les phases du processus. Lors de la mission de suivi méthodologique, on a noté avec intérêt l'esprit de collaboration exemplaire qui a caractérisé les rapports entre les animateurs du Clac et les techniciens de la santé.

Sur le plan méthodologique cependant, les animateurs du Clac ont éprouvé des difficultés à engager réellement les groupes cibles. Il n'y a pas eu d'initiatives visant à faire participer, à toutes les étapes, la communauté de Tibiri, y compris les jeunes femmes prostituées qui constituaient un des groupes cibles principaux. Celles-ci, ainsi que les autres membres de la communauté, ont été associés aux activités non comme acteurs mais plutôt comme bénéficiaires.

En dépit de ces lacunes, la dynamique de mobilisation mise en œuvre à Tibiri a été très intéressante. Faute d'indications précises, il est difficile d'établir les résultats obtenus en termes d'acquisition des connaissances, de changement d'attitudes et de pratiques comportementales. Cependant, il est évident que le Clac a contribué à créer, entre différentes catégories de la population et entre les jeunes eux-mêmes, un climat propice aux discussions et aux échanges d'informations en matière de sida.

Appui par la communication à la promotion des méthodes contraceptives modernes, à la vaccination et à la lutte contre l'insalubrité, à Sinématiali (Côte-d'Ivoire)

Le contexte social et les besoins

Nakouroubelekaha (ou Nakourgo) est un village de la commune rurale de Sinématiali, dans le nord de la Côte-d'Ivoire, à plus de 700 km d'Abidjan, la métropole du pays. Situé à 7 km du chef-lieu de la commune du même nom, le village compte 541 habitants. Ceux-ci parlent le nafara, un dialecte de la langue sénoufo.

L'agriculture reste la principale occupation de la population, qui cultive le maïs, le mil, les tomates et le gombo pour sa subsistance. Le coton, les mangues, l'arachide et le tabac sont des cultures de vente.

Nakourgo est desservi par une piste rurale, qui le relie à Sinématiali et à d'autres villages. On compte une école primaire à quatre classes, mais il n'y a pas d'infrastructure sanitaire.

Dans ce village, les habitants attachent du prix aux rites initiatiques qui marquent le passage de l'adolescence à l'âge adulte. Mais les habitants du village ignorent, pour la plupart, l'existence des moyens modernes de contraception. Les jeunes filles se marient dès qu'elles ont leurs premières menstruations. En conséquence, les grossesses précoces et non désirées y sont très fréquentes. Les grossesses sont également très rapprochées. Cette situation se répercute très négativement sur la santé des mères et des enfants. Beaucoup de ces derniers souffrent et meurent de maladies qu'on peut facilement éviter par la vaccination. D'autre part, les eaux usées et les ordures sont jetées n'importe où dans le village, créant un climat malsain.

C'est pour contribuer à faire face à cette situation que les animateurs du Clac ont choisi le village de Nakourgo pour implanter le projet de communication pour le développement.

Les objectifs poursuivis

Les animateurs se sont fixé quatre objectifs majeurs. Premièrement, ils souhaitaient faciliter l'échange d'informations et l'acquisition des connaissances sur les méthodes contraceptives. Deuxièmement, ils espéraient favoriser l'application de ces connaissances, sur le plan personnel et dans le cadre de la vie familiale. Troisièmement, ils cherchaient à promouvoir la vaccination dans le village de Nakourgo. Enfin, les animateurs voulaient favoriser l'acquisition de connaissances en matière d'hygiène environnementale par les habitants du village ainsi que l'application de ces connaissances dans le cadre de leur vie quotidienne.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Pour réaliser ces objectifs, l'exécution du projet a donné lieu à de nombreuses réunions, causeries et séances de sensibilisation.

D'abord, les animateurs du Clac ont pris l'initiative de susciter la création, au sein du village, d'une cellule de coordination. Composée d'une dizaine de jeunes gens et de jeunes femmes, cette cellule a servi de relais entre les animateurs et les habitants du village. C'est grâce à ce comité que les contacts avec les villageois ont été assurés avec succès. C'est également cette cellule qui a joué un rôle de mobilisation lors des séances de causeries ou des réunions avec les habitants du village.

Les animateurs ont pensé également illustrer la situation de départ en prenant des photos sur la situation d'insalubrité du village. Ces photos ont permis ensuite d'amorcer les discussions avec les habitants du village. Les animateurs ont passé de porte à porte pour sensibiliser les villageois, photos à l'appui, sur la situation insalubre du village et les conséquences néfastes qui en découlent.

Les causeries éducatives ou séances de sensibilisation ont été organisées à intervalles réguliers sur différents thèmes concernant la santé de la mère et de l'enfant, notamment sur l'utilisation des méthodes contraceptives modernes. Des personnes-ressources ont été invitées à animer ces causeries éducatives. Parmi celles qui ont joué un rôle primordial figurent les responsables de l'Association ivoirienne pour le bien-être familial, organisation non gouvernementale spécialisée dans les questions relatives à la planification familiale.

À l'approche des journées de vaccination, les causeries ont porté sur certaines maladies contagieuses de l'enfance ainsi que les dispositions à prendre pour les éviter. Des explications détaillées ont été fournies par les techniciens du centre de santé de Sinématiali. Les habitants du village ont eu l'occasion de poser des questions, d'exprimer leurs inquiétudes et de se renseigner sur divers aspects concernant la vaccination.

Le thème de l'hygiène environnementale a également fait l'objet de nombreuses séances de causeries éducatives. Les photos ont servi, entre autres, à orienter et à éclairer les discussions. Les habitants du village ne se sont pas contentés d'écouter les techniciens d'assainissement. Ils se sont engagés à nettoyer régulièrement le village et à jeter les immondices dans des « fosses à ordures ».

Toutes ces activités ont fait l'objet de reportages radiodiffusés, grâce au travail effectué par le correspondant régional de la radio nationale.

Il n'est pas aisé d'apprécier les résultats atteints mais, au cours de la mission de suivi, les animateurs ont affirmé, photos à l'appui, que le village était devenu plus propre qu'avant le début du projet. D'autre part, les techniciens du centre de santé de Sinématiali ont affirmé avoir été agréablement surpris par la forte participation des habitants du village, lors des journées de vaccination. « C'est un village qui nous créait des problèmes. Le taux de couverture vaccinale était très bas. Le Clac nous a beaucoup aidés en ce qui concerne la sensibilisation », a déclaré l'un des techniciens.

La tâche des animateurs du Clac a été rendu facile grâce, entre autres, à la disponibilité des paysans, des personnes-ressources et des responsables politiques. À titre d'exemple, le sous-préfet, la plus haute autorité politique

de la zone, ne s'est pas fait prier pour encourager les animateurs du Clac. L'antenne régionale de l'association ivoirienne pour le bien-être familial a apporté au projet un appui technique inestimable en ce qui concerne les aspects liés à l'utilisation des méthodes contraceptives modernes. Le centre de santé de Sinématiali a assumé la responsabilité technique de tous les aspects liés à la vaccination. Pour sa part, la compagnie ivoirienne pour le développement du textile a contribué à la construction des fosses à ordures.

Le travail effectué par le correspondant régional de la radio nationale a constitué une source de motivation pour les habitants du village. « Grâce à vous, on a parlé de notre village à la radio », n'ont cessé de répéter, avec une grande fierté, les notables du village. D'autre part, la tâche des animateurs a été facilitée par la présence, dans le village, de jeunes qui savent lire et écrire et qui, en plus, parlent français.

Au nombre des difficultés rencontrées, les animateurs ont relevé l'absence d'un moyen de locomotion. Sans moyen de locomotion, il leur a été souvent difficile de se rendre au village de Nakourgo, situé à 7 km de Sinématiali où ils résident. L'insuffisance de matériel de vaccination a également constitué un obstacle majeur. Après de multiples causeries éducatives, deux séances de vaccination on été organisées dans le village. Malheureusement, la troisième séance n'a pu avoir lieu, faute de seringues. De même, en matière de planification familiale, le projet a suscité des besoins d'informations et de services auxquels les structures compétentes ne pouvaient pas répondre de façon durable.

Malgré ces difficultés, le projet a suscité un réel désir de changement dans le village. Les membres du comité de coordination n'ont pas caché leur intention de prendre la relève des animateurs. Cet engagement constitue, sans doute, la plus grande réussite de l'initiative amorcée par le Clac.

Appui par la communication à la protection maternelle et infantile dans la commune de Klouékanmey (Bénin)

Le contexte social et les besoins

Située dans le département du Mono, au sud du Bénin, la sous-préfecture de Klouékanmey compte 69 000 habitants. À dominante adja, cette population se compose également des ethnies fon, yorouba, haoussa, dendi et peul.

Le maïs, le manioc, le haricot, le pois d'angol, la tomate et le piment sont les principales cultures vivrières auxquelles viennent s'ajouter le coton, les

oranges, les mangues et les pommes. L'agriculture représente donc la principale activité de la population de Klouékanmey.

Le village d'Agbodonhougnin fait partie intégrante de la sous-préfecture de Klouékanmey. La population vit surtout de l'agriculture (le maïs, le manioc, l'haricot et l'arachide) et de l'élevage. Le commerce d'huile et de beignets d'arachide occupe beaucoup de femmes.

Le village dispose d'une école primaire et d'un dispensaire privé. Il n'est pas relié au réseau d'électricité et ne bénéficie pas d'eau potable. Aucun projet de développement n'y est programmé. Le manque d'eau potable fait peser de lourdes menaces sur la santé de la population, notamment chez les enfants. Les maladies diarrhéiques sont en effet fréquentes et les enfants sont régulièrement victimes d'autres maladies qu'on pourrait pourtant éviter.

C'est dans ce contexte que les animateurs du Clac de Klouékanmey ont envisagé de favoriser quelques changements, en matière de santé, dans les comportements des habitants du village d'Agbodonhougnin. Afin de mieux suivre leurs actions, ils ont limité leur intervention à 13 ménages, soit un total de 22 femmes et de 13 hommes.

Les objectifs poursuivis

Les animateurs se sont fixé trois objectifs majeurs. Premièrement, ils voulaient faciliter l'acquisition, par les paysans concernés, de connaissances et de pratiques favorables à la prévention de certaines maladies infantiles et les amener à faire vacciner leurs enfants. Deuxièmement, ils espéraient favoriser l'observation des règles d'hygiène corporelle et environnementale. Enfin, les animateurs souhaitaient que les hommes (et non seulement les femmes) participent à la recherche de solutions aux problèmes de santé auxquels sont confrontées leurs familles.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Pour atteindre ces objectifs, les modalités de communication mises en œuvre ont été essentiellement des réunions et des séances de causeries éducatives. Celles-ci se sont tenues avec les membres de 13 ménages concernés, à un rythme régulier, tous les cinq jours, le lendemain du jour du marché.

C'est au cours de ces causeries que les techniciens ont abordé divers thèmes concernant la santé des enfants, l'hygiène corporelle et environnementale et même la planification familiale. Pour illustrer ces causeries,

les animateurs ont utilisé des boîtes à images ainsi que des affiches sur la vaccination, l'environnement, l'hygiène alimentaire. Ces causeries ont donné lieu à d'intenses échanges entre les participants sur leurs pratiques quotidiennes en matière de santé. Ces échanges ont permis aux participants d'établir la relation entre leurs propres habitudes et certaines maladies et de reconnaître aussi leurs propres responsabilités chaque fois que leurs enfants tombaient malades.

Les résultats de ces activités ne se sont pas fait attendre et, selon les services techniques, 13 ménages ont fait vacciner leurs enfants. Par ailleurs, selon des témoignages recueillis sur place, ces femmes ont adopté de nouveaux comportements. Désormais, elles lavent régulièrement leurs enfants, nettoient les alentours de leur maison et assurent la propreté à l'intérieur de leur case. Elles enterrent les immondices, entretiennent les enclos des bêtes et protègent les aliments contre les mouches. Leurs enfants ne font plus leurs besoins n'importe où. Désormais, grâce aux conseils reçus et malgré l'absence de latrines, les femmes prennent les dispositions pour enterrer les matières fécales. Désormais, dans ces ménages, tout le monde se lave les mains avant de manger.

Les femmes elles-mêmes ont été fières d'apporter leurs témoignages sur les changements positifs intervenus dans leur vie quotidienne : « Nous ne savions pas, a déclaré l'une d'elles, que la vaccination pouvait nous aider à éviter certaines maladies. Avec ce projet, nous avons appris beaucoup de choses qui nous aident à préserver la santé de nos enfants. »

L'exemple de ce groupe a fait tâche d'huile dans le village. Beaucoup de mères de famille ont acquis l'habitude, grâce à ce projet, de faire vacciner leurs enfants. Les agents des santé ont même constaté avec plaisir qu'aucun enfant du village ne souffre encore de rougeole. Même les femmes qui, selon la tradition locale, accouchent à domicile amènent à présent leurs enfants au centre de santé pour être vaccinés.

Plusieurs facteurs ont facilité la réalisation de ces résultats. La collaboration des organisations humanitaires a été bénéfique. Les supports d'information et d'éducation en matière de vaccination, d'environnement et d'hygiène alimentaire ont été gracieusement fournis par ces organisations. L'animateur principal a travaillé pendant longtemps comme directeur de l'école du village et n'a donc pas éprouvé de difficultés à inspirer confiance aux habitants.

Les responsables des services de santé, celui du centre de promotion sociale de Klouékanmey, l'animateur de zone de l'Association béninoise pour le bien-être familial et le directeur de l'école primaire publique

d'Agbodonhougnin ont efficacement contribué à la réalisation des objectifs. Les autorités et les services techniques de la sous-préfecture ont apporté au projet un appui moral inestimable.

La principale difficulté a été le non respect des heures de réunion, bien que les normes de travail aient fait l'objet de consensus au début du projet. Les causeries éducatives organisées par les animateurs sont entrées en compétition avec les activités d'alphabétisation auxquelles certains membres du groupe avaient l'habitude de prendre part. Il n'a pas toujours été possible de concilier les deux activités. Deux des membres ont dû quitter le groupe. Les autres ont dû renoncer aux cours d'alphabétisation, ce qui a suscité le courroux de l'alphabétiseur.

Les résultats atteints sont certes modestes, mais ils constituent un grand bond pour les membres de ce groupe expérimental. Au regard de ces résultats, des voix se sont élevées pour suggérer que l'expérience soit étendue à l'ensemble du village ainsi qu'à d'autres communautés.

Quelques techniciens ont pris l'engagement de poursuivre l'expérience avec d'autres communautés. Ils ont promis de former des « relais communautaires », c'est-à-dire que des membres du village pourraient encadrer les autres paysans et assumer un rôle de liaison avec les équipes de techniciens, notamment en matière de mobilisation. L'enthousiasme des uns et des autres permet sans doute d'espérer que l'initiative du Clac pourra se poursuivre, au grand bénéfice des enfants et des habitants des communautés environnantes.

Appui par la communication à la lutte contre les maladies diarrhéiques et à la promotion de la santé maternelle et infantile, à Gouré (Niger)

Le contexte social et les besoins

La localité de Gouré se trouve à 1 069 km à l'est de Niamey, la capitale du Niger. Elle fait partie du département de Zinder, ville historique qui a connu une grande prospérité au XIX[e] siècle et qui est demeurée la capitale du pays jusqu'en 1927. Gouré a un statut d'arrondissement. Elle est située à 162 km de Zinder. De Gouré dépendent administrativement plusieurs petits villages dont Soubdou, situé à 40 km.

Avec environ 2 000 habitants, le village de Soubdou est confronté à d'énormes problèmes de santé. Il n'existe pas de statistiques fiables, mais on note dans le petit village un nombre croissant d'enfants qui meurent des suites de maladies diarrhéiques et autres maladies que la vaccination peut facilement prévenir.

À plusieurs reprises, les habitants de Soubdou ont lancé un appel pathétique aux autorités départementales et gouvernementales pour qu'on les aide à obtenir un dispensaire. Leur appel n'a jamais été entendu. Entretemps, la santé des enfants n'a cessé de se dégrader.

Dans ce village, beaucoup de mères de famille n'avaient jamais entendu parler des sels de réhydratation orale. En ce qui concerne les modes de transmission et de prévention de certaines maladies de l'enfance, leurs connaissances étaient très partielles. Sur certains aspects, les mères possédaient des informations erronées. Sur d'autres, elles possédaient des informations justes mais très partielles. C'est pour contribuer à faire face à cette situation que les animateurs du Clac de Gouré ont décidé d'implanter dans le village de Soubdou leur projet de communication pour le développement dans le village de Soubdou.

Les objectifs poursuivis

Face à la recrudescence des maladies diarrhéiques et des autres maladies de l'enfance, il s'avérait urgent, faute de pouvoir construire un dispensaire, de favoriser l'échange d'informations entre les membres du village pour une meilleure connaissance de l'origine des maladies infantiles, d'instaurer une concertation permanente entre le groupe concerné et les partenaires ainsi qu'avec les leaders de la localité, de responsabiliser la population quant aux mesures préventives à adopter et, enfin, de susciter la participation de tous en vue d'obtenir de meilleurs résultats.

Les animateurs du Clac voulaient également expliquer aux habitants de Soubdou, notamment les femmes, l'importance de la vaccination ainsi que les mesures à prendre pour assurer une alimentation saine, complète et équilibrée des enfants.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs activités de communication ont été mises en œuvre. Il a d'abord fallu organiser plusieurs rencontres préparatoires avec les femmes du village ainsi qu'avec les notables.

Ces rencontres préparatoires ont été nécessaires pour expliquer les objectifs poursuivis, obtenir l'adhésion des notables et s'assurer de la collaboration des femmes.

D'autres rencontres ont eu lieu avec les conjoints des femmes de Soubdou, les techniciens du service de santé et le service chargé de la coordination des actions de développement dans la localité.

Ces réunions ont permis aux habitants du village d'exprimer leurs préoccupations, de poser des questions et de se mettre d'accord avec les animateurs du Clac sur les modalités d'implantation du projet.

Des facteurs importants ont facilité l'accomplissement des résultats obtenus : une étroite collaboration entre animateurs et les partenaires, une bonne connaissance du milieu et du groupe cible, la disponibilité, la motivation et le dévouement des femmes ainsi que des intervenants, une bonne qualité professionnelle des services techniques utilisés et l'adéquation des supports pédagogiques utilisés.

Il faut signaler le rôle non négligeable joué par l'UNICEF. En effet, l'antenne sous-régionale de cet organisme a mis à la disposition des animateurs du Clac des outils pédagogiques très adaptés.

Deux contraintes avaient été relevées lors du lancement des activités : le manque d'implication des structures féminines dû à des rivalités internes, qui avait entraîné la réticence de certaines femmes, ainsi que l'incompatibilité de la périodicité des réunions avec la disponibilité du groupe cible, en raison des conditions climatiques (froid insupportable et vents violents).

Les visites de terrain effectuées par les experts ont également beaucoup aidé non seulement à peaufiner et à clarifier les démarches du projet, mais aussi à convaincre tous les partenaires de l'intérêt à attacher aux activités de communication.

Appui par la communication à la protection des enfants de 0 à 11 mois contre les maladies infantiles dans le village de Tanaff (Sénégal)

Le contexte social et les besoins

Chef-lieu d'arrondissement dans le département de Sédhiou, le village de Tanaff au Sénégal compte environ 2 000 habitants. La population est en majorité musulmane et compte quelques chrétiens et animistes. Les habitants parlent le mandingue et le peul. Ils pratiquent l'agriculture et le petit commerce, leurs principales sources de revenus.

Huit écoles primaires et un établissement secondaire fonctionnent à Tanaff. La remontée de l'eau salée de lagune et la non-électrification de la localité posent des problèmes aux populations. La radio nationale et une station privée sont les principales sources d'information, en dehors du tam-tam et du crieur public.

Dans le village, de nombreux enfants de 0 à 11 mois meurent des maladies ciblés par le programme élargi de vaccination (PEV). Inquiètes, les

femmes âgées de 15 à 35 ans, analphabètes en majorité et ne sachant à quel saint se vouer, ont sollicité le concours des animateurs du Clac.

Du point de vue de ceux-ci, la solution du problème passait par une vigoureuse action de sensibilisation à laquelle prendraient aussi part le comité de santé, le comité d'hygiène, les mamans-vaccination et l'infirmier chef de poste de Tanaff.

Les objectifs poursuivis

Les animateurs espéraient, par leur action, contribuer à l'amélioration du taux de couverture vaccinale des enfants de 0 à 11 mois. Cette amélioration devait passer par l'information des ménages sur les causes des maladies infantiles et l'importance de la vaccination des enfants en bas âge. Les animateurs ont aussi décidé de faire découvrir à ces mêmes ménages l'importance d'une saine hygiène de vie pour le maintien de la santé de la famille.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Pour atteindre ces objectifs, les animateurs ont mis en œuvre plusieurs actions en matière de communication. En effet, pour susciter l'intérêt des femmes qui étaient pour la plupart analphabètes, des causeries, des représentations théâtrales, des visites à domicile et des projections de films ont été organisées.

De nombreuses rencontres préparatoires ont été organisées quartier par quartier avec les mamans-vaccination, les membres des comités d'hygiène et de santé, l'infirmier chef de poste, les autorités administratives et coutumières. Ces actions combinées ont permis d'obtenir de meilleurs résultats quant au nombre d'enfants vaccinés durant la durée des activités de communication.

Au démarrage du projet, le taux de couverture vaccinale des enfants âgés de 0 à 11 mois était de 10,98 p. 100. Ce taux est passé à 55,66 p. 100 grâce aux animateurs du Clac de Tanaff.

L'intervention des animateurs a également permis de réduire le nombre de cas de rougeole.

L'intervention des animateurs du Clac a été beaucoup appréciée par le service de santé de Tanaff, qui n'avait jamais enregistré autant d'enfants en bas âge au cours d'une campagne de vaccination.

En dehors de ces résultats directs observés, l'activité de communication a servi de catalyseur pour la fréquentation du Clac. En contribuant à

réduire les problèmes et les dépenses de santé, elle a aussi contribué à apporter davantage de paix dans les foyers.

Dorénavant, on observe un engouement des femmes à répondre à l'appel des services de santé. De plus, la participation de différents groupes de femmes a favorisé le renforcement des liens de solidarité et d'échange entre femmes des quatre quartiers de Tanaff.

Les animateurs ont su instaurer un esprit de collaboration entre plusieurs partenaires : services de santé, comité d'hygiène, conseil rural, association des mamans-vaccination, association des parents d'élèves et représentant des enseignants de la localité.

Au départ, des difficultés liées aux croyances religieuses et mystiques et à l'ignorance avaient un peu ralenti les initiatives entreprises par les animateurs. Cependant, la volonté de réussir et la rage de vaincre ont eu gain de cause.

Appui par la communication à la réduction des maladies infantiles liées au manque d'hygiène dans le quartier Darou Salam (Santiane) de Khombole (Sénégal)

Le contexte et les besoins

À une centaine de kilomètres au nord-ouest de Dakar se trouve la ville de Thiès, chef-lieu du département de Thiès. Ce département comprend plusieurs communes, dont Khombole. Celle-ci représente la métropole de trois communautés rurales peuplées en grande majorité de wolofs. La langue dominante est également le wolof. La population, qui totalise 12 000 habitants, est presque entièrement musulmane. Le taux d'alphabétisation avoisine les 21 p. 100.

L'infrastructure scolaire compte quatre écoles publiques primaires et deux collèges d'enseignement moyen. On y trouve également l'École nationale de développement sanitaire et l'Institut de pédiatrie sociale. La majorité de la population tire son revenu des activités agricoles (arachide, mil, niébé) et quelques habitants, du commerce d'artisanat. Les petits métiers procurent aux autres le strict minimum vital.

Le quartier Darou Salam se singularise par un taux de mortalité infantile élevé, de 40 p. 1 000. Le taux de mortalité maternelle se chiffre à 6,5 décès pour 1 000 naissances vivantes. La population essentiellement rurale pratique une économie de subsistance. Les croyances et cultes traditionnels exaltent la solidarité, la fécondité et la fertilité. Les mariages précoces, la polygamie, l'exploitation des enfants et les attitudes pronatalistes y ont

cours. L'éloignement des épouses après l'accouchement, l'abstinence sexuelle jusqu'au sevrage, l'allaitement prolongé et la pratique répandue des méthodes traditionnelles de contraception complètent ce tableau propre à une société et une économie résolument rurales qui s'ouvrent timidement au modernisme.

C'est pour contribuer à faire face à cette situation que les animateurs ont mis en œuvre le projet de communication pour le développement. Le groupe cible était constitué de 20 ménages, soit 40 femmes et 16 hommes, en majorité analphabètes, dont l'âge variait entre 20 et 40 ans.

Les objectifs poursuivis

Les animateurs du Clac se sont fixé pour objectif de contribuer par la communication à réduire les maladies infantiles. Plus spécifiquement, il s'agissait de réduire la mortalité infantile provoquée par la diarrhée, elle-même liée au manque d'hygiène. Ils souhaitaient aussi faire adopter aux parents des réflexes visant à protéger leurs enfants contre les maladies ciblées par le programme élargi de vaccination (PEV).

À terme, les animateurs s'attendaient au changement de comportement des groupes cibles en matière d'hygiène, et à l'acquisition, par les parents, de connaissances sur les règles d'hygiène de leur environnement et sur les précautions à prendre pour protéger leurs enfants en bas âge.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Durant la phase de réalisation du projet, les animateurs du Clac se sont appuyés sur les résultats de l'enquête faite en 1993 par l'Institut de pédiatrie sociale de Khombole. Ils ont réalisé ensuite une enquête sur les connaissances, les comportements et les attitudes des groupes cibles en matière d'hygiène pour comparer les résultats et les compléter au besoin. Ces données ont été analysées lors d'une réunion qui a regroupé les animateurs, les agents de développement et les autres partenaires.

Auparavant, les groupes cibles et les personnes-ressources s'étaient déjà réunis deux fois pour reformuler le titre du projet. Une étude préliminaire de la situation a été nécessaire, de même que la mise au point de deux outils de collecte d'information. Les données ont été actualisées et les thèmes d'échange avec les groupes cibles ont été définis et exécutés sur le terrain.

Les autorités locales et les médias ont alors été sollicités pour poursuivre et étendre la sensibilisation à d'autres secteurs de la population. Plusieurs difficultés ont vite été relevées, notamment la non-disponibilité de certains

membres des groupes cibles, des agents de développement et quelques fois des personnes-ressources. Aussi, aucune activité n'a pu être faite pendant la période électorale et le mois du ramadan.

Au chapitre des relations et des partenariats établis, le projet a impliqué, à des degrés divers, animateurs, personnes-ressources et groupes cibles. Deux des troix animateurs du Clac y ont pris une part très active. Ils ont identifié les besoins et les objectifs de communication, mis en relation les groupes cibles et les personnes-ressources, préparé et testé le matériel de communication, et animé les activités d'échange lors de la diffusion et de l'utilisation du matériel.

En ce qui concerne les personnes-ressources, les directeurs de l'Institut de pédiatrie sociale et du Centre de promotion et de réinsertion sociale, ainsi qu'un cadre de l'École nationale du génie sanitaire ont participé à la conception du projet, à la diffusion des thèmes avec les groupes cibles et à la prise en charge des activités pédagogiques. Les autorités locales, notamment les responsables des partis politiques, les conseillers municipaux, le chef du quartier de Santiane, l'imam et des groupements féminins du milieu ont participé à la sensibilisation des groupes cibles.

L'expérience a été un succès. Les objectifs fixés au départ ont été globalement atteints. Chaque intervenant y a mis du sien. Les hésitations, les lenteurs et les réticences ont finalement cédé devant la détermination des animateurs, la compétence des personnes-ressources et les espoirs de la population. Toutes les personnes sollicitées se sont engagées à fond dans la résolution du problème ; un bon esprit d'équipe, la confiance mutuelle entre animateurs, personnes-ressources et groupes cibles, et la disponibilité et le soutien inconditionnel des autorités locales ont fait le reste.

Appui par la communication pour la protection et l'éduction de l'enfant en âge préscolaire, à Ndiaganiao (Sénégal)

Le contexte social et les besoins

La localité de Ndiaganiao, au Sénégal, compte 6 000 habitants à majorité sérère (78 p. 100). On y dénombre aussi des wolofs (20 p. 100) ainsi que d'autres ethnies. La religion dominante est l'islam (70 p. 100), les chrétiens représentant à peu près 5 p. 100 de la population. La langue la plus utilisée est le wolof.

En raison de la fertilité du sol et de la présence de bas-fonds, la population pratique l'agriculture et le maraîchage malgré le manque d'outils agricoles. Le petit commerce occupe l'autre segment de la population.

Desservie par 13 km de route bitumée et 71 km de pistes intercommunautaires, la localité de Ndiaganiao dispose d'eau potable, d'électricité, du téléphone et d'une station de radio rurale. On y dénombre 16 écoles primaires et un établissement secondaire. Le folklore sérère, riche et varié, s'apprécie surtout lors des réjouissances populaires dans des jeux de tam-tam.

De nombreuses associations contribuent au développement de la localité. Le Groupement de promotion féminine s'active dans le domaine du développement économique et social ; des associations sportives et culturelles sont présentes dans le milieu.

Malgré de nombreuses difficultés, les femmes s'adonnent à diverses activités génératrices de revenus pour améliorer leurs conditions. Du coup, elles ont de moins en moins le temps de s'occuper de l'éducation et de la santé de leurs enfants.

Ayant constaté le phénomène, les animateurs du Clac ont approché les femmes de la localité. Celles-ci ont vite reconnu le tort subi par les enfants et ont accepté de s'organiser pour y remédier. Elles ont constitué un groupe de 50 personnes, dont l'âge varie entre 20 et 45 ans. La plupart étaient analphabètes, les autres avaient un niveau scolaire moyen.

Ensemble, ils cherchèrent à découvrir les causes du problème : le temps pris par les activités génératrices de revenus et les nombreuses grossesses rapprochées.

Les objectifs poursuivis

Pour contribuer à résoudre le problème, les animateurs se sont fixé les objectifs suivants : amener les femmes à mieux prendre en charge la santé de leurs enfants d'âge préscolaire, les mettre en relation avec les structures existantes pour les imprégner de l'importance de l'éducation des enfants, et leur faire acquérir des connaissances sur les méthodes modernes de contraception, la puériculture et les MTS et le sida.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Durant la mise en œuvre du projet, les animateurs du Clac ont privilégié les stratégies de communication interpersonnelle : lors des séances d'animation et des causeries, les causes et les conséquences du problème ont été analysées et des solutions ont été proposées. Tout le monde a marqué son accord.

Malheureusement, la période choisie pour l'opération ne convenait pas. À cette période de l'année, en raison de la pénurie d'eau, les femmes devaient donner la priorité à la recherche d'eau, ce qui demandait beaucoup de temps. Pendant cette période, toutes les activités ont été perturbées.

Parmi les autres difficultés auxquelles le projet a été confronté, on peut relever l'impossibilité d'aborder certains thèmes en profondeur à cause des tabous et la non-disponibilité des personnes-ressources, et même du groupe cible, pendant la campagne électorale et la période de pénurie d'eau. En conséquence, les séances prévues durent être reportées à plusieurs reprises.

Au titre des relations et des partenariats établis, le groupe cible a tant bien que mal rempli son contrat en participant activement aux séances. Les animateurs du Clac ont fait de leur mieux. Les personnes-ressources, notamment le major du district sanitaire de Thiadiaye, l'infirmier d'État en poste à Ndiaganiao, le directeur du Centre de réadaptation fonctionnelle, le chargé des handicaps et la sage-femme du dispensaire de la mission catholique ont prêté main forte au projet, en animant les séances de protection des enfants d'âge préscolaire.

Les techniciens de l'éducation à Mbour et à Ndiaganiao et les agents du développement rural se sont parfois substitués aux animateurs du Clac dans la conduite des débats. Toutes les structures du milieu ont été partenaires de ce projet. Du point de vue des différents partenaires, l'expérience a été positive. Pour la suite, il faudrait étendre les activités de communication aux villages environnants, former des personnes relais pour vulgariser les informations, alphabétiser les femmes en wolof et renforcer la capacité de la garderie mise en place depuis plusieurs années par le Clac.

Les personnes-ressources et les partenaires ont souhaité entre autres développer une plus grande collaboration entre le Clac et l'école, élargir le groupe cible, aider à la réfection des locaux du Clac (adduction d'eau et électricité) et trouver une solution au problème du bénévolat.

Au nombre des difficultés rencontrées, citons le non-respect des horaires de programmation, le manque d'habiletés en ce qui a trait à la conduite des réunions, un retard dans la mise à disposition des budgets de soutien aux activités de communication, ainsi que le manque de matériel approprié et de vaccins.

Sur le plan des activités de communication, quatre des six objectifs prévus ont été atteints. Sur le plan des activités, un recensement a été fait dans quatre quartiers, des rencontres ont eu lieu entre partenaires et groupe cible, et des activités de sensibilisation ont eu lieu. Le groupe cible

a pu apprécier toute la mesure du projet de communication et l'importance de la vaccination. La diminution de cas de rougeole, l'organisation des femmes par quartier et le fait d'amener les enfants à l'hôpital sont autant de retombées de la campagne.

Les partenaires et personnes-ressources étaient très heureux des résultats : des changements de comportements sont intervenus dans le milieu et il y a eu une participation record aux journées nationales de vaccination. Ils ont cependant déploré l'absence de groupe électrogène et d'appareil de sonorisation, et les ruptures de stock de vaccins.

Le projet de communication a donc porté fruit et les animateurs du Clac ont su créer une véritable synergie entre tous les partenaires : le service de santé, le comité d'hygiène, le conseil rural, les « mamans-vaccination », les parents d'élèves, les enseignants du village et les responsables communaux.

L'appui aux activités génératrices de revenus

Appui par la communication à l'élevage de canards par un groupe de 10 paysans à Bopa (Bénin)

Le contexte social et les besoins

Au sud du département du Mono, au Bénin, la sous-préfecture de Bopa couvre une superficie de 600 km^2 et compte une population de 60 000 habitants.

L'infrastructure scolaire comporte 42 écoles primaires, un collège d'enseignement général et deux centres d'éveil et de stimulation de l'enfant. En matière de santé, Bopa-centre dispose d'un dispensaire et d'une maternité.

La population vit de la culture du maïs, du manioc, de la patate douce, de la tomate, du piment, du gombo et autres légumes, mais aussi de la pêche, de l'élevage et du petit commerce. Elle est fortement animiste, avec une minorité de chrétiens et de musulmans.

Les objectifs poursuivis

À l'annonce du projet de communication pour le développement, le Clac a lancé un projet d'élevage, en concertation avec un groupe de femmes et d'hommes réunis en « groupement ». L'objectif visé consistait, entre autres, à acquérir et à partager les connaissances et les techniques nécessaires pour mieux réussir l'élevage de canards.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Les membres du groupement ont tenu plusieurs réunions. Cinq d'entre eux et l'animateur se sont rendus dans la localité de Comé pour discuter avec un éleveur de son expérience et de ses procédés. Ils ont également effectué des rencontres de travail avec des personnes-ressources (dont le président des groupements de Comé) venues leur prodiguer des conseils.

Les membres du groupement se sont organisés pour entretenir à tour de rôle la basse-cour et se sont cotisés à raison de 100 F CFA (soit environ 20 cents américains) tous les cinq jours pour constituer une caisse permettant d'acheter les aliments pour les canards. Ils se sont d'abord mis à « l'école » pour acquérir des connaissances nécessaires à cette activité, puis ont entrepris les activités d'élevage.

Le technicien local estima cependant que le niveau de connaissances n'était pas suffisant. Réputé délicat, l'élevage des canards requiert une certaine « technicité » que les membres du groupement étaient loin de maîtriser. Un autre problème rencontré était que le seul vétérinaire actif dans la zone (celle-ci couvre deux sous-préfectures) n'était pas toujours disponible.

Enfin, le groupement a voulu aussi entreprendre des activités de maraîchage. Les membres ont pu recueillir des conseils et des informations pratiques auprès de quatre personnes-ressources, mais un problème d'accès à une parcelle de terre s'est vite posé, le groupe n'en disposant pas.

Les structures officielles d'encadrement des paysans, bien qu'associées de loin au projet, n'y ont pas réellement joué de rôle. Si le sous-préfet s'y est intéressé, les services techniques concernés, eux, n'étaient pas passés à l'action au moment de la mission.

Appui par la communication à l'organisation des jeunes déscolarisés pour l'élevage d'aulacode (agoutis), à Lalo (Bénin)

Le contexte social et les besoins

La sous-préfecture de Lalo est située dans le département du Mono, au Bénin. Elle a donné son nom à l'une de ses communes urbaines et à son chef-lieu. L'agriculture, l'élevage et le petit commerce occupent les populations. La commune compte à peine quelques écoles primaires et secondaires.

En raison de plusieurs facteurs, notamment les faibles revenus des parents, plusieurs jeunes abandonnent l'école assez tôt pour chercher à gagner leur vie. Les animateurs du Clac ont voulu intervenir dans cette

problématique et ont approché un groupement de 17 jeunes déscolarisés, nommé SONAGNON (qui signifie avenir radieux).

Les objectifs poursuivis

Les animateurs ont ainsi voulu faciliter la formation d'un groupe modèle de jeunes à Lalo et, par la suite, susciter d'autres expériences similaires dans le milieu.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Plusieurs personnes-ressources ont animé des conférences-débats sur des thèmes variés à l'intention des membres du groupement. La projection d'un documentaire sur les méfaits de l'exode rural, la visite d'un autre groupement de jeunes dans la localité de Dokomé et une tournée d'information dans la région pour visiter les installations d'élevage d'agoutis (aulacodes) figurent au nombre des activités réalisées.

Au contact des ces réalités, le groupement s'est consolidé et a commencé à fonctionner. Ses membres se sont réunis régulièrement. Ensemble, ils ont cultivé, récolté et commercialisé leurs produits maraîchers. Ils ont aussi ouvert un compte à la caisse de crédit pour recueillir leurs cotisations et les bénéfices de leurs ventes.

Les membres ont dû affronter les sarcasmes d'autres jeunes qui ont tenté de les démotiver. Ils se sont accommodés du peu de disponibilité des animateurs (tous enseignants). Il leur a fallu également pallier au manque de terre et d'outils agricoles.

Pour y arriver, ils ont bénéficié de « l'assistance » des ONG et structures officielles de la place. La Coordination des initiatives et projets d'emplois nouveaux, le Groupe d'action pour le développement des initiatives paysannes, le Projet d'appui au développement dans les sous-préfectures, ainsi que l'Association des volontaires français du progrès n'ont pas marchandé leurs conseils au groupement SONAGNON. Le commandant de la gendarmerie de Lalo leur a prodigué également quelques conseils.

De son côté, le sous-préfet a promis d'examiner la possibilité de mettre des outils et des engrais à la disposition du groupement, à des conditions qui restent à discuter.

Cependant, la seule bonne volonté et la détermination des membres du groupement ne suffisent pas pour en faire une structure autonome visant des objectifs précis. De ce point de vue, ils ont besoin de renforcer leurs connaissances et leurs compétences pour mener à bien le projet.

Appui par la communication à la vulgarisation du système agrosylvopastoral dans la sous-préfecture de Tanguiéta (Bénin)

Le contexte social et les besoins

Peuplée des ethnies waaba, barba, natimba, gourmance et peul, la sous-préfecture de Tanguiéta compte une population urbaine d'environ 4 000 habitants. La population est chrétienne, musulmane ou animiste. Elle parle le dendi et beaucoup d'autres langues locales. L'infrastructure scolaire se résume à 12 écoles primaires et à une école secondaire.

Les habitants de Tanguiéta pratiquent l'agriculture et l'élevage. Ils tirent leurs revenus du commerce, de l'exploitation du bois de chauffe, de la transformation des produits locaux et de l'artisanat.

Il n'y a pas de marché quotidien ou périodique pour écouler ces produits. En outre, la pratique de l'agriculture sur brûlis, le déboisement et la monoculture altèrent les sols, qui produisent de moins en moins.

Dans la sous préfecture de Tanguiéta, on trouve un projet de gestion des ressources naturelles, ainsi qu'un centre d'action régionale pour le développement rural. Ces deux institutions ont constaté que la production vivrière baissait d'une saison à l'autre et que les paysans étaient incapables de faire face au coût des engrais. À la suite de ce constat, les animateurs du Clac ont eu l'idée de faire la promotion du système agrosylvopastoral dans la sous-préfecture.

Les animateurs attribuent la baisse de la production vivrière à la dégradation des sols engendrée par des pratiques culturales néfastes — culture sur brûlis, monoculture et déboisement. Ils ont constaté que les populations de la sous-préfecture ignoraient les techniques de fertilisation du sol et de protection de l'environnement, et que des terres cultivables leur faisaient défaut.

À la suite de ces constats, ils ont approché deux groupes de jeunes agriculteurs modernes.

Les objectifs poursuivis

Le projet de communication visait, d'une part, à orienter ces jeunes agriculteurs vers des propriétaires terriens dans le but d'obtenir des parcelles à exploiter et, d'autre part, à les mettre en relation avec les techniciens du développement rural pour les former aux techniques agrosylvopastorales. Les animateurs voulaient aussi rejoindre des partenaires potentiels pouvant fournir l'équipement adéquat, et demander l'encadrement des services techniques compétents.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Le groupe cible et les agents de développement ont approuvé ce projet et l'ont accueilli favorablement. Plusieurs réunions ont été nécessaires pour la conception et la réalisation des activités.

Les animateurs du Clac, aidés par le responsable du développement rural et l'organisation Comité catholique contre la faim et pour le développement ont assuré le suivi, appuyés en cela par le coordonnateur du réseau. Les groupes cibles ont vite acquis les techniques de fabrication du compost et l'agroforesterie a commencé à se répandre peu à peu dans les villages de la sous-préfecture.

Mais tout ne s'est pas passé aisément. Le choix des groupes cibles a été difficile. L'acquisition des parcelles à exploiter et du matériel (houes, brouettes, pioches, pelles, etc.) a également été difficile. Il n'a pas été facile non plus d'encadrer l'un des groupes, éloigné de 12 km de Tanguiéta.

Les services impliqués dans le comité de gestion du Clac, à savoir le Centre d'action régionale pour le développement rural, la circonscription scolaire, le centre de santé, l'organisation Jura-Afrique et le Comité catholique contre la faim et pour le développement ont travaillé en parfaite entente avec les animateurs pour aplanir les difficultés et parvenir aux résultats escomptés. D'autres organismes ont facilité la recherche documentaire et participé à certaines autres activités. Les autorités politiques du milieu ont aussi soutenu le projet.

Au moment de la mission de suivi, les animateurs s'attendaient à ce que les groupes cibles adoptent le système agrosylvopastoral et le vulgarisent, et à ce que les agents techniques de développement rural s'engagent à améliorer leurs prestations en vue d'augmenter la production vivrière. La maîtrise de la fabrication du compost devait mener à l'accroissement de la production agricole et à l'amélioration des conditions de vie.

Les différents partenaires n'ont pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. Ils veulent maintenant aider les groupes cibles à expérimenter les nouvelles techniques culturales.

Appui par la communication à l'organisation des jeunes filles et femmes désœuvrées à la fabrication de sacs en nylon et au tissage de pagnes traditionnels dans le village d'Ayigninou, à Grand Popo (Bénin)

Le contexte social et les besoins

La sous-préfecture de Grand Popo, au Bénin, compte environ 50 000 habitants, à majorité d'ethnie mina. Ils parlent le xwla et le mina. Son chef-lieu,

la commune urbaine de Grand Popo, compte à peu près 12 000 âmes. Le taux de scolarisation des enfants et le taux d'alphabétisation des adultes s'élèvent respectivement à 70,52 p. 100 et à 15 p. 100. Quarante-deux pour cent de la population parle le français. L'infrastructure scolaire comprend trois écoles maternelles, huit écoles primaires et un établissement secondaire.

La pêche, l'agriculture et surtout la culture de la canne à sucre et du gombo constituent les principales sources de revenu de la population. Des groupements se forment, aidés en cela par les ONG travaillant dans le milieu, afin de générer des revenus additionnels.

Dans ce contexte, le Clac a voulu lancer des activités génératrices de revenus avec un groupe de femmes. Les animateurs ont abordé un groupe de femmes du village d'Ayiguinnou et leur ont proposé d'apprendre à réaliser des sacs en nylon et des pagnes traditionnels qu'elles vendraient ensuite à leur profit.

Les objectifs poursuivis

Les objectifs consistaient à favoriser le regroupement des femmes, à amener ces dernières à prendre conscience de la nécessité de compter sur leurs propres efforts pour améliorer leurs conditions de vie, à réaliser des activités connexes (apprentissage, exécution des travaux et ventes des produits, gestion du groupement, etc.), et à les aider à acquérir les connaissances nécessaires pour ce faire.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Dans cette perspective, les principales activités réalisées ont été les cours de tissage de pagne (sur une période de huit mois), les cours de fabrication de sacs (d'une durée de quatre mois), les réunions entre membres du groupement et les séances d'information animées par des techniciens.

Le projet a été favorablement accueilli dans le village. Vingt-huit femmes se sont jointes au groupement et ont appris à tisser des sacs en nylon. Par la suite, elles ont débuté l'apprentissage du tissage de pagnes.

Elles se sont aussi cotisées régulièrement (50 F CFA par semaine, soit environ 10 cents américains) pour alimenter une « caisse commune », sauf durant la période morte de la saison de pêche. Faute d'argent, elles étaient alors incapables de s'approvisionner en matériel de travail.

Plusieurs partenaires ont participé au projet. Le responsable du Centre de promotion sociale de Grand Popo et le coordonnateur local de la

Coordination des initiatives et projets d'emplois nouveaux (organisme relevant du ministère béninois du Plan) ont à plusieurs reprises animé des discussions.

Ces efforts ont malheureusement souffert de manque de coordination. Le sous-préfet s'est intéressé au projet, mais a regretté de n'y avoir pas été associé au départ. L'inspecteur de l'enseignement a manifesté une grande compréhension à l'égard des quatre animateurs du Clac, tous des enseignants, en leur accordant la disponibilité nécessaire à la réalisation des activités de communication.

La participation communautaire a été bonne. Avec les cotisations de ses membres, le groupement a acheté des paillassons et des troncs de cocotier pour se construire une paillote, se protégeant ainsi contre le soleil et les intempéries. On a pu également acheter du fil pour tisser des sacs et des manches en bois pour les poignées des sacs.

On s'est heurté à trois principaux problèmes. D'abord, l'engouement du départ s'est vite effrité et le nombre des membres est passé de 28 à 15. Ensuite, on a connu un problème d'achat des matières premières. On a même utilisé à ce chapitre des sommes prévues au titre du budget de communication.

Enfin, l'écoulement de la production posait problème : les débouchés restent à explorer et les clients potentiels doivent être informés de l'existence du groupement et de ses produits, ce qui n'est pas encore le cas. Les femmes du groupement doivent par ailleurs sauter sur l'occasion que leur offre le nouveau centre artisanal construit par le ministère du Tourisme pour vendre leurs produits. Dans cette optique, le groupement doit renforcer sa structure pour pouvoir traiter avec des structures plus formelles et officielles. Il lui faut également renforcer ses capacités de gestion.

Appui par la communication aux activités de transformation des produits locaux par le groupement féminin « Nong-Taaba » de Kougsabla, à Tenkodogo (Burkina Faso)

Le contexte social et les besoins

La région de Tenkodogo, au Burkina Faso, compte environ 30 000 habitants, en majorité des mossi chrétiens, musulmans ou animistes, parlant surtout le mooré et le bissa.

L'agriculture occupe 80 p. 100 de la population, soit comme activité principale, soit à titre secondaire. L'élevage du gros bétail prend de l'ampleur et se combine avec l'agriculture. L'artisanat y est également

développé ; on produit des nattes, des paniers, des canaris et des objets. Le Centre national d'équipement agricole produit charrues, houes, puits et forages.

Le long de la route N°16, qui traverse la commune du nord au sud, s'articule un réseau routier embryonnaire : voies en mauvais état en saison pluvieuse et poussiéreuses en saison sèche, pas de gares routières, des véhicules de transport branlants.

On dénombre dans la commune 11 écoles primaires et 5 établissements secondaires.

Dix-sept associations travaillent activement dans divers domaines, notamment la promotion des femmes, les activités socio-économiques, la lutte contre le sida et les mutilations génitales féminines, la sauvegarde de l'environnement. L'une de ces associations, le groupement féminin Nong-Taaba, frappe par son dynamisme. Mariées et âgées de 20 à 55 ans, ses 41 membres, toutes analphabètes, mènent des activités de transformation de produits locaux.

Les animateurs du Clac ont pris contact avec elles pour cerner leurs préoccupations et leurs besoins. Le manque de connaissances et d'informations sur la presse à karité entravait la rentabilisation optimale des activités artisanales. Les membres du groupement ne pouvaient s'acheter de presse à karité et les maris n'étaient pas en mesure de les aider. Le projet de communication s'est donc proposé de mettre ces femmes en relation avec le projet national « Presse à karité » pouvant en principe les doter d'un matériel moderne.

Les objectifs poursuivis

Le projet de communication visait d'abord à amener les femmes du groupement à cerner leurs problèmes et à envisager des solutions. Une fois que le problème de la transformation du karité a été reconnu, le projet a cherché à mettre le groupement en relation avec des partenaires susceptibles de l'aider et d'améliorer ses connaissances en gestion pour rentabiliser ses activités.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Une fois le projet élaboré et les objectifs définis, un comité de gestion a été formé. Les animateurs ont ensuite amorcé les démarches avec les partenaires. Les services techniques ainsi que les autorités locales furent informés et associés aux démarches effectuées.

Des visites de terrain ainsi que des rencontres avec les responsables nationaux du projet « Presse à karité » furent organisées, au cours desquelles les femmes se sont fortement mobilisées.

Malheureusement, le projet n'était pas en mesure d'aider le groupement. Les animateurs ont cependant continué les démarches avec les membres du groupement.

Les 41 femmes du groupement ont vivement apprécié les activités de communication, décidées qu'elles étaient à trouver des solutions à leurs problèmes. C'était pour elles comme une source d'énergie qui leur donnait des ailes pour se consacrer à d'autres occupations, en attendant l'arrivée de leur nouvelle presse à karité. Le Service provincial de l'agriculture et le Projet de développement rural ont appuyé le projet dès le début, en y apportant leur expertise. Le haut-commissaire, le secrétaire général et le directeur provincial de l'enseignement de base ainsi que les premiers responsables de la région ont, par des initiatives personnelles, apporté leur plein appui au projet. Une animatrice du Centre régional de production agricole a également consacré 10 heures par mois pendant huit mois pour former les membres à l'initiation d'activités rémunératrices. Finalement, le groupement a obtenu sa presse, grâce à l'intervention d'une ONG sensibilisée à leurs besoins.

Depuis, dans la communauté, d'autres groupes ont fait appel au Clac pour renouveler l'expérience avec eux.

L'appui aux activités sociales, culturelles et environnementales

Appui par la communication à la promotion de la culture batonnou à Péhunco (Bénin)

Le contexte social et les besoins

À Péhunco, au Bénin, la culture batonnou périclite. La langue est délaissée, surtout par les intellectuels, qui ne savent ni l'écrire ni la lire. Certaines danses ont disparu, les autres ne se pratiquent plus correctement. Les jeunes les délaissent pour les danses en vogue. Le mode vestimentaire change, de même que les coutumes. Bref la culture se meurt à petit feu. Les animateurs du Clac ont décidé de mener des actions pour y remédier.

Ils ont tenu des réunions dans le milieu pour tenter de cerner le problème et ses causes et pour définir les premiers objectifs du projet de

communication. L'exode rural était souvent pointé du doigt comme étant la cause du dépérissement des danses typiques de la culture « batonnou ». Les jeunes séjournent dans les villes et sont incapables d'exécuter les danses du terroir à leur retour dans les villages, expliquait-on. Les vieux assistent impuissants et amers au phénomène.

Dans une deuxième étape, les animateurs ont désigné deux groupes cibles : le premier, constitué en majorité d'hommes organisés autour de la danse worou ; le second, uniquement de femmes organisées autour des danses kabo et kobi.

Les objectifs poursuivis

Les animateurs du Clac se sont donné comme objectif d'éveiller l'attention des membres de deux groupes cibles à leurs richesses culturelles, et de les inciter à les valoriser et à les diffuser largement autour d'eux.

Ils espéraient ainsi ressusciter les danses batonnou. Ils envisageaient également de mettre en place des activités d'alphabétisation, de freiner l'exode rural et de faciliter l'insertion des jeunes dans le milieu. Finalement, ils souhaitaient donner une impulsion au développement économique de Péhunco par la promotion de son art et de sa culture.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

La phase de mise en œuvre des activités de communication a débuté par la prise de contact avec les groupes cibles, personnes-ressources, partenaires et autorités locales. Ont suivi les activités de mobilisation sur l'alphabétisation et la culture batonnou. Des enquêtes ont été réalisées dans toute la zone. Des conférences-débats se sont tenues un peu partout avec les jeunes. Des rencontres culturelles ont été organisées, avec des concours de danses traditionnelles. Des films ont été projetés à l'occasion de ces rencontres culturelles.

La communauté, quant à elle, a participé aux enquêtes et conférences et a emboîté le pas aux animateurs. Plus de huit groupes se sont inscrits pour participer aux activités de communication.

Les partenaires que sont le Centre de promotion sociale, le service d'alphabétisation, les chefs de troupes de danses traditionnelles et la responsable des activités féminines ont contribué à l'information et à la formation des groupes ainsi qu'à l'organisation pratique des activités. Les autorités locales (sous-préfet, maires et chefs de village) ont également prêté main forte à la réalisation du projet.

On a réalisé des activités d'alphabétisation et de post-alphabétisation en langue batonnou à l'intention des groupes cibles, une saynète sur l'exode rural, des enquêtes sur les différentes danses, des démonstrations des danses batonnou et un document vidéo sur la danse worou. Les jeunes se sont cotisés pour l'achat du matériel didactique et la prise en charge de l'alphabétiseur, et 16 jeunes du village de Doh ont été formés. Deux femmes ont aussi été alphabétisées en batonnou pour servir d'animatrices relais.

De tout cela, on peut retenir que l'expérience qui consistait à faire renaître le worou dans deux villages de Péhunco a créé l'enthousiasme au sein de la population. Tous les groupes de danse worou de la région ont demandé à être pris en compte par le projet de communication. Le groupe DEMA (authenticité) de femmes pratiquant le kabo a insisté pour être choisi comme deuxième groupe cible. Beaucoup de femmes ont aussi demandé à s'intégrer aux groupes. Bref, les activités de communication ont permis de ressusciter la culture batonnou.

Parmi les difficultés rencontrées, citons l'impossibilité pour les animateurs de répondre aux sollicitations des groupes des villages voisins, les changements au sein des membres des groupes cibles en raison de l'âge trop avancé de certains, et le manque de disponibilité des membres des groupes cibles en raison des travaux des champs. Par ailleurs, l'appareil vidéo n'était pas toujours disponible en temps voulu et il n'y avait pas de courant électrique.

Il y en a eu d'autres problèmes : le worou étant une danse de couvent qui ne s'exécutait qu'à l'occasion de grands événements et des funérailles de personnages importants, il a fallu obtenir l'autorisation des chefs de couvent avant de commencer à le vulgariser. Seule une famille détenait le monopole de la confection de l'accoutrement du worou. Enfin, il a été difficile de communiquer avec le groupe du village de Doh, situé à 15 km de Péhunco et d'accès difficile.

Les animateurs se proposent maintenant d'avoir recours aux maîtres alphabétiseurs pour inculquer aux jeunes le savoir-vivre, d'élaborer des fiches techniques en batonnou sur les maladies courantes et d'installer un jardin de plantes médicinales.

Sur le plan artistique, ils prévoient des concours de danses et la formation d'un groupe de sages chargés de raconter en batonnou des contes, des histoires anciennes, des devinettes et des proverbes.

En outre, les groupes cibles sont résolus à pérenniser les danses apprises. Les femmes ont décidé de se concerter, de s'entraîner et de continuer à s'informer auprès des aînés.

Pour leur part, les partenaires et personnes-ressources se préoccupent d'élargir les activités aux autres communautés de la sous-préfecture, de mettre un vélo ou une motocyclette à la disposition des animateurs pour leurs déplacements et de trouver une source de motivation pour les alphabétiseurs bénévoles.

Le secrétaire général de la sous-préfecture et les autorités locales se sont aussi engagés à aider le Clac à réaliser ses activités. L'objectif qui consistait à faire renaître des danses traditionnelles a donc été bel et bien atteint, mais le défi majeur est maintenant de pérenniser les résultats. Tout le monde, dans la région, semble d'accord pour qu'une telle initiative ne s'arrête pas en si bon chemin.

Appui par la communication à la lutte contre le mariage précoce et forcé de la jeune fille dans la sous-préfecture de Toucountouna (Bénin)

Le contexte social et les besoins

La sous-préfecture de Toucountouna, au Bénin, compte environ 20 000 habitants, principalement d'ethnie naténi, fortement animistes. Vingt-et-une écoles primaires et un établissement secondaire forment l'infrastructure scolaire. Le taux d'alphabétisation de la population se situe à 30 p. 100.

L'agriculture et l'élevage sont les principaux atouts économiques de la sous-préfecture. La majorité des hommes s'adonnent aux travaux champêtres, les femmes s'occupent principalement du ménage et de la préparation de la bière locale, le tchoukoutou.

Beaucoup de jeunes filles abandonnent l'école et sont mariées contre leur gré et de façon précoce. Dans la sous-préfecture, 15 p. 100 des filles mineures accouchent précocement.

Dans la commune de Tampègre, au village Tantougou (740 habitants), on a pu observer de nombreux enlèvements de mineures scolarisées. Cette situation préoccupe l'association de développement de la localité, les animateurs du Clac et les enseignants.

En analysant le phénomène, les animateurs ont découvert que les mariages précoces et forcés des filles scolarisées servaient à payer des dettes religieuses (« femmes de fétiche ») ou à sceller des « alliances » entre deux familles. Tôt ou tard, 80 p. 100 des filles se rebellent. Pour éviter les représailles ou de peur d'être ramenées de force auprès des premiers « maris », elles quittent généralement le village. Cette situation entraîne des conflits

ouverts entre les familles et la déperdition scolaire féminine (5 p. 100 à peine de filles vont à l'école) et ouvre la porte à la prostitution et à son cortège de maladies transmissibles sexuellement (MTS).

Les objectifs poursuivis

Les animateurs ont donc lancé un projet de communication pour faire prendre conscience à la population du fléau des mariages forcés et précoces. Ils visaient une large participation de la population à la campagne d'information, une réduction significative du taux de déperdition scolaire féminine et des échanges sur l'exode rural, la sexualité précoce et la prostitution des jeunes filles.

Pour y arriver, ils ont déterminé deux groupes cibles. Le premier était constitué de 6 femmes, ménagères et fonctionnaires âgées de 22 à 55 ans qui avaient été victimes de mariages précoces et forcés. En réaction contre cela, elles ont accepté de servir de « relais » afin de faciliter le changement de mentalité dans le milieu. Le second groupe comprenait des jeunes et des vieux de 18 à 65 ans, femmes et hommes, défenseurs de la tradition.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Pour la mise en œuvre du projet de communication, les animateurs ont rencontré les différents intervenants : groupes cibles, partenaires, personnes-ressources et autorités locales. Ils ont organisé des conférences-débats et monté un sketch suivi de discussions. Plusieurs rencontres ont été nécessaires.

Aidés par l'infirmier de la localité, le responsable du Centre de promotion sociale et le coordonnateur du réseau Clac, les animateurs ont assuré l'animation et le suivi de ces activités. Ils ont constaté une forte participation de toutes les couches sociales aux réunions, la reconnaissance du caractère rétrograde du mariage forcé par des tenants de la tradition et une diminution des enlèvements des filles scolarisées et des mariages forcés et précoces.

Tout ne s'est pas passé sans difficultés : le choix des groupes cibles, le non-respect des horaires de rendez-vous à cause des travaux champêtres, la non-disponibilité des membres des groupes cibles, la réticence de certains chefs traditionnels dépositaires de la tradition, le manque de moyens transport, ont été les principaux obstacles.

Des organismes de développement du milieu ont mis la main à la pâte, notamment l'Association de développement de la sous-préfecture, le

groupe féminin FETANI, la troupe théâtrale « L'Œil » et le Centre de promotion sociale et de développement rural. Les autorités locales, le sous-préfet, le maire et ses conseillers, les chefs traditionnels, chefs de village et chefs religieux ont également appuyé les activités de communication.

Chaque partenaire a compris son rôle et s'est appliqué à l'exécuter de façon à obtenir les résultats escomptés, tant et si bien que d'autres villages ont sollicité le Clac pour mettre sur pied les mêmes activités chez eux.

Malgré la délicatesse du sujet dans une localité fortement animiste et la réticence des dépositaires de la tradition, le projet a suscité un engouement inattendu et les langues se sont déliées. Les membres des groupes cibles servent désormais de relais auprès des anciens, des jeunes, des maris et des frères.

Appui par la communication à l'assainissement du marché central de la ville de Pita (Guinée)

Le contexte et les besoins

La petite ville de Pita est située en plein cœur du Fouta-Djalon, dans la Moyenne-Guinée, à environ 400 km de Conakry, la capitale. Estimée à 20 000 habitants, la population de Pita est majoritairement composée de peuls. Le pular est la principale langue de la zone. La population est en grande majorité musulmane, mais on y compte aussi une minorité chrétienne.

La région de Pita est essentiellement agricole. Les paysans y cultivent toutes sortes de produits vivriers et, surtout, les fruits qui constituent incontestablement la plus grande richesse de Pita. Beaucoup de paysans s'adonnent également à l'élevage.

À Pita, comme dans la plupart des petites villes africaines, le marché est généralement très animé. Mais c'est le jeudi qu'il connaît une effervescence particulière puisque des milliers de paysans viennent des villages éloignés de la région pour y écouler leurs produits.

Depuis quelques années, ce marché était cependant devenu un casse-tête pour la municipalité. L'insalubrité avait dépassé toutes les limites. Partout, les ordures s'entassaient. Les eaux usées et les déchets commençaient à rendre ce lieu invivable. Les commerçants eux-mêmes et les usagers s'en plaignaient, sans que personne ne songe à trouver une solution. Pour eux, l'assainissement du marché était une responsabilité exclusive de la mairie. C'est dans ce contexte qu'à l'annonce du projet de

communication pour le développement, les animateurs du Clac de Pita ont pris l'initiative de mobiliser la population locale pour assainir ce marché de façon durable.

Les objectifs poursuivis

Au départ, les objectifs de communication n'étaient pas aisés à déterminer. Pour les animateurs et le maire de la ville, il paraissait évident que la solution devait passer par le ramassage des ordures. L'objectif devait donc consister à acquérir à tout prix un véhicule. Tout autre objectif paraissait inutile.

Mais au fil des discussions et des échanges, des axes d'intervention commençaient à se préciser du point de vue de la communication. Finalement, de concert avec leurs partenaires, les animateurs ont convenu de faciliter l'adoption, par les commerçants et utilisateurs du marché, de certains comportements pratiques et simples d'hygiène.

Ils ont pensé qu'ils pouvaient également faciliter le dialogue et la concertation entre les autorités municipales et les usagers du marché pour qu'ils puissent trouver ensemble une solution durable à ce problème. De façon particulière, ils souhaitaient aussi que les commerçants puissent participer activement à cette recherche. Ils étaient curieux de savoir comment les autres villes de la région faisaient face au problème d'ordures et d'assainissement d'un marché public. Ils décidèrent donc de favoriser, en matière de gestion d'ordures, les échanges d'expériences avec d'autres localités ayant réussi à résoudre ce problème.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Étant donné l'attitude des uns et des autres au départ, la mise en œuvre de ce projet n'a pas été aisée. Cependant, les animateurs ont fait preuve de beaucoup de tact et d'imagination pour entreprendre une série d'activités de communication.

Parmi celles-ci, les rencontres de sensibilisation ont occupé une place importante. Ces rencontres avaient réuni, à plusieurs reprises, les autorités municipales et les animateurs du Clac ainsi que les représentants des commerçants. Ces derniers sont en effet regroupés par secteur d'activités. Chaque secteur est dirigé par un comité dont les membres sont désignés par leurs collègues.

C'est au cours de ces multiples rencontres que, petit à petit, les représentants des commerçants se sont engagés à assumer leur part de responsabilité.

Ils ont commencé à se sentir concernés par le problème d'insalubrité du marché, au même titre que les autorités municipales. Pour concrétiser leur engagement, ils ont tenu, eux aussi, des rencontres de sensibilisation avec les autres commerçants, secteur par secteur. Le cercle de discussion a ainsi commencé à s'élargir. Progressivement, tous les commerçants ont pris part aux discussions et aux débats.

Pendant ce temps, les animateurs ont entrepris un voyage d'information à Labé, ville voisine située à une trentaine de kilomètres de Pita. Ils se sont informés sur les dispositions pratiques qui avaient été prises pour faire face à l'insalubrité du marché. Ils ont noté avec beaucoup d'intérêt qu'à Labé les commerçants utilisaient des poubelles individuelles pour faciliter la collecte des déchets.

L'expérience de Labé fut longuement discutée avec les commerçants de Pita. L'idée des poubelles individuelles fut acceptée puis mise en pratique, progressivement, secteur par secteur. D'autres décisions furent adoptées et mises en application. Par exemple, les commerçants s'engagèrent à nettoyer complètement le marché, le premier et dernier vendredi de chaque mois.

C'est à ce moment que les animateurs du Clac ont confié à la station de radio rurale (qui dessert la zone) la réalisation de spots invitant les usagers du marché de Pita à observer un certain nombre de consignes de propreté. Ces annonces ont été diffusées pendant une dizaine de jours, à des heures de grande écoute. Les messages étaient présentés en pular avec beaucoup de lyrisme. Ils donnaient à la population de Pita des consignes simples pour maintenir le marché propre.

En quelques mois, le visage du marché de Pita subit une profonde mutation. Les commerçants et les usagers cessèrent de jeter un peu partout les immondices et les eaux usées. Une dynamique de concertation s'instaura entre les commerçants et les autorités municipales. Durant la mission de suivi, des commerçants se déclarèrent prêts à contribuer financièrement à la recherche d'une solution durable. Pour sa part, la mairie consentit un effort additionnel du point de vue budgétaire. Elle affecta au marché quatre employés, avec le matériel nécessaire (brouettes) pour le ramassage des ordures.

Ces modestes résultats ont été obtenus en partie grâce à la ténacité et au tact des animateurs, mais les commerçants et les usagers ont également été très réceptifs. En particulier, les commerçants ont compris que le projet les aiderait à rendre sain et agréable l'environnement dans lequel ils travaillaient. Le poids politique des autorités municipales a été déterminant dans le démarrage et la réalisation des activités. La commission communale de

salubrité publique, l'administration du marché ainsi que le service préfectoral de l'environnement n'ont pas marchandé leur collaboration. Eux aussi ont très tôt compris que le projet les aiderait à faire leur travail.

Les résultats obtenus restent cependant fragiles. Le projet a connu plusieurs difficultés, dont certaines persistent. La plus cruciale est sans doute le manque de moyens financiers pour faire face aux contraintes logistiques qu'entraîne l'évacuation des ordures loin de la ville. Techniquement, plusieurs solutions ont été suggérées par le service préfectoral de l'environnement. Leur mise en œuvre demande toutefois des fonds qu'il est apparemment difficile de réunir. D'autre part, certains ne sont pas encore convaincus eux-mêmes des résultats obtenus. Ils s'obstinent à ne voir d'autre solution que l'acquisition d'un gros véhicule. Quant à la population, les efforts doivent se poursuivre pour que la propreté du marché ne soit pas seulement l'affaire des commerçants mais aussi de tous les usagers.

La dynamique suscitée par les animateurs du Clac constitue cependant un gage de pérennité pour la poursuite du projet, à condition de faire fond sur les résultats déjà atteints et sur l'enthousiasme des uns et des autres.

Appui par la communication à la protection de la forêt dans la commune de Vélingara (Sénégal)

Le contexte social et les besoins

Peuplée des ethnies peul, mandingue, wolof, bassari et bidiaranké, la commune de Vélingara compte 20 000 habitants, dont 55 p. 100 de jeunes.

La langue la plus fréquemment parlée est le pular. Six écoles primaires et trois établissements secondaires assurent l'essentiel de la formation de base de cette jeunesse. Le taux d'alphabétisation se situe à 47 p. 100.

Les habitants de la commune s'occupent de l'agriculture, de l'exploitation forestière et du patrimoine culturel ainsi que du commerce. Les femmes de Vélingara jouent un rôle économique prépondérant qui leur permet de prendre en charge leurs foyers.

Un marché hebdomadaire international se tient à Diaobé. La commune dispose d'un bon réseau de routes et de télécommunications, et de services d'adduction d'eau et d'électricité.

C'est le phénomène de déboisement dans la commune qui a attiré l'attention les animateurs du Clac. Les exploitants forestiers engagent des ouvriers qui ne maîtrisent pas les techniques de coupe. Il y a également un fort déséquilibre entre le déboisement et le reboisement, le premier

l'emportant sur le second. À cela s'ajoutent les feux de brousse. Une fois le problème diagnostiqué, les animateurs du Clac ont décidé de participer à la lutte contre les feux de brousse et le déboisement dans la commune de Vélingara.

Les objectifs poursuivis

Les activités de communication visaient à faire prendre conscience du problème aux exploitants forestiers afin qu'ils le prennent en charge, avec pour objectif l'équilibre entre le reboisement, la coupe des arbres et le suivi des ressources naturelles.

La mise en œuvre du projet : réalisations, contraintes et perspectives

Pour mettre en œuvre le projet, le comité de gestion du Clac et les animateurs ont formé une équipe et misé sur les stratégies de sensibilisation, de mise en relation et d'implication. Les tâches étant réparties, les animateurs ont approché un groupe de jeunes exploitants, le groupement Neemo, la coopérative des exploitants forestiers et le service des eaux et forêts pour discuter du problème.

Plusieurs rencontres ont été organisées avec les partenaires. Un retard dans le virement des fonds destinés aux activités de communication, la non-disponibilité de certains membres de la coopérative des exploitants forestiers et surtout l'incompatibilité des objectifs du groupement (accroître les revenus) avec ceux du projet (protéger la forêt) ont empêché le bon déroulement des activités.

De plus, le groupement Neemo et la coopérative des exploitants forestiers s'attendaient à être financés par le projet pour se procurer par exemple une motopompe pour le maraîchage ou clôturer le périmètre reboisé, en vue de se protéger contre les bêtes errantes.

Les partenaires et les personnes-ressources se préoccupaient, quant à eux, de la préservation des ressources forestières, de faire de tout le village un groupe cible, d'introduire une procédure d'attribution de parcelles à reboiser, mais aussi et surtout de trouver des solutions au problème des moyens financiers.

Dans ce cas, si l'activité a permis de soulever le problème du déboisement dans le milieu, elle n'a toutefois pas permis d'aboutir à des changements dans les pratiques.

Le suivi des recherches-actions : une perspective du terrain

À première vue, la communication participative pour le développement semble assez simple à mettre à œuvre. Il n'en est cependant rien. Lors du suivi méthodologique sur le terrain, nous avons été en mesure de relever de multiples difficultés, propres, il est vrai, au contexte des Clac, mais pouvant se retrouver également dans d'autres contextes. Cette courte note a pour objet de mentionner les principales difficultés que les animateurs ont rencontrées dans la mise en œuvre de leurs recherches-actions. Nous croyons en effet que le fait de connaître ces difficultés pourrait aider d'autres organismes ou d'autres Clac à faire des progrès dans ce domaine d'activités.

L'introduction d'une activité nouvelle

Tout d'abord, il convient de mentionner que l'activité traditionnelle des Clac participants consistait en des activités de lecture et d'animation culturelle. L'introduction d'activités de communication posait donc un énorme défi à relever, puisqu'elle demandait non seulement un apprentissage nouveau sur le plan de la méthode, mais également des attitudes différentes de celles demandées dans le domaine de la gestion de livres et d'activités culturelles. En plus de cette différence qualitative, il faut mentionner les exigences de temps et de travail que ceci posait. Or, la plupart des animateurs et des coordonnateurs n'avaient pas mesuré l'ampleur des efforts et du temps qu'il leur faudrait consacrer à cette activité.

Les besoins d'apprentissage

Comme il s'agissait ici d'une recherche et que nous tentions de déterminer les conditions propres à l'exercice d'activités de communication pour le développement sur le terrain, incluant les besoins d'apprentissage et les offres appropriées de formation, les participants n'ont pas pu disposer, au départ, de tous les appuis de formation qui auraient été nécessaires. Les contenus et stratégies de formation correspondant aux besoins d'apprentissage ont été définis au fil de la progression des activités. Les missions d'appui méthodologique ont permis de constater les faiblesses sur le plan de la maîtrise des concepts et de la démarche, et de répondre aux besoins d'apprentissage les plus pressants, mais il faut dire que cette situation a causé bien des sueurs froides aux participants.

En outre, au départ du projet, une formation initiale a regroupé les animateurs et les coordonnateurs participants. Comme il exisait dans bien des cas une relation hiérarchique entre les deux catégories, des complexes se sont formés. Par exemple, personne ne voulait que l'autre sache qu'il n'avait pas compris tel ou tel point des échanges. En conséquence, bien des animateurs sont repartis dans leur milieu sans avoir tout saisi, et bien des coordonnateurs se sont trouvés dans l'impossibilité de procéder au suivi de la formation auprès des animateurs, ne maîtrisant pas eux-mêmes totalement la démarche.

De plus, tous les participants n'avaient pas les mêmes prérequis et le rythme d'apprentissage était assez variable. La stratégie de formation initiale en grands groupes n'avait donc pas été la meilleure. Encore une fois, ceci faisait partie des données de la recherche, mais causait également des problèmes sur le plan du déroulement des activités de communication dans les milieux.

Les constats de la première série de missions d'appui méthodologique

Lors du premier appui méthodologique, nous nous sommes donc rendus compte des faiblesses de la stratégie de formation initiale et du mécanisme prévu de suivi-appui par les coordonnateurs de réseaux auprès des animateurs. Dans bien des cas, les activités n'avaient pas réellement démarré. Dans d'autres, certains projets avaient été entièrement conçus par les animateurs, bien des groupes cibles n'avaient pas été associés à la détermination du problème de développement et de l'initiative à mettre en œuvre, et la recherche de partenariat n'avait pas donné tous les résultats escomptés. Heureusement, il y avait également des cas où les activités progressaient, mais on constatait, en règle générale, que l'appui sur le terrain et la discussion des activités avec l'ensemble des partenaires étaient une chose nécessaire. On rencontrait également dans certains cas des problèmes liés au manque d'encadrement des animateurs par des coordonnateurs de réseaux ainsi que des problèmes de gestion de fonds, et là encore il fallait trouver des solutions. Lors de la seconde série de missions d'appui méthodologique, on a pu constater une nette évolution dans presque la totalité des cas. Ces constatations soulignent cependant la nécessité d'une présence-appui sur le terrain.

La mise en œuvre de la démarche

La mise en œuvre d'une démarche de communication participative pour le développement peut susciter des chocs chez les participants. Il en a été ainsi dans cette expérience.

L'essentiel du travail devait se faire selon un processus participatif, impliquant les groupes cibles et les partenaires du milieu. Plusieurs animateurs ont eu de la difficulté à adopter une telle attitude de facilitateur. Dans l'ensemble, ils n'étaient pas habitués à une telle approche et plusieurs sentaient qu'ils perdaient de leur « pouvoir » en ne prenant pas une position de chef ou d'expert dirigeant l'ensemble des opérations. À l'intérieur même des périodes d'échanges, plusieurs avaient de la difficulté à se départir d'une attitude de professeur pour adopter une attitude d'animateur.

Le développement de partenariats dans le milieu posa également problème à plusieurs animateurs qui considéraient que les activités de communication représentaient « leur propre projet » et qui éprouvaient de la difficulté à laisser des gens de l'extérieur venir « y mettre leur nez ». Ceci demandait également un changement d'attitudes et un apprentissage.

Un autre choc vécu par plusieurs, dans l'application de la démarche, fut le caractère itératif de la recherche-action. Le fait de revenir sans cesse sur la démarche, de recenser les erreurs et de corriger le tir, laissaient plusieurs perplexes. Il est en effet plus répandu de vanter ses succès que d'évaluer chemin faisant les activités qu'on réalise et de remettre « son ouvrage sur le métier ».

Enfin, bien que ceci ne s'applique peut-être pas à la majorité des participants, il faut quand même souligner que, dans certains cas, la poursuite des activités de communication dans le milieu était perçue comme une source d'avantages matériels et de statut social dans la communauté. Lorsqu'il devint évident que les seuls moyens financiers octroyés étaient des fonds d'appui aux activités de communication, on observa chez ces personnes une baisse évidente d'intérêt et d'enthousiasme.

Tout ceci pour dire que l'introduction d'activités de communication pour le développement ne va pas sans difficultés et qu'elle ne s'improvise pas. Cependant, lorsqu'on regarde le chemin accompli après tous ces efforts, on ne peut s'empêcher de penser que cela en vaut la peine.

Chapitre 4

Discussion des recherches-actions

Guy Bessette

Note : Ce chapitre s'appuie sur les quatre rapports des missions d'appui méthodologique conduites par Mabiala Ma-Umba et Awa Adjibade Traoré, les rapports des réunions de coordination du projet, le rapport de la mission d'évaluation sommative réalisée par Daniel Thieba auprès d'un échantillon de sept Clac, la description des 23 recherches réalisées par Mabiala Ma-Umba et des discussions au niveau de la coordination du projet.

Les activités d'évaluation des recherches-actions

Types et objet de l'évaluation

L'évaluation du projet s'est voulu dès le départ un instrument de suivi et d'apprentissage des recherches-actions. Rappelons que cette recherche portant sur l'intégration de la communication pour le développement dans les Clac cherchait entre autres à savoir si les animateurs des Clac pouvaient animer une communication participative avec des groupes communautaires de leurs milieux, afin de promouvoir et d'appuyer des initiatives locales de développement.

Est-ce que cette idée, valable en soi, pouvait s'appliquer dans les Clac ? Quelles conditions devaient être remplies ? Quelles étaient les principales difficultés auxquelles on allait être confronté ? Quelles étaient les conséquences sur le plan de la mission des Clac ? Voilà les principales questions qui se posaient au départ.

Pour y répondre, deux types d'évaluation ont été conduites : formative et sommative. L'évaluation formative avait pour but d'aider les participants à mesurer l'état d'avancement de leurs activités, de cerner les principales difficultés auxquelles ils étaient confrontés, ainsi que les correctifs pertinents. L'évaluation sommative visait à établir le bilan des activités, à déterminer le degré d'atteinte des objectifs poursuivis et à tirer les leçons de l'expérience.

L'élaboration du plan d'évaluation

Une démarche participative fut mise en œuvre pour développer les plans d'évaluation avec les participants. Sous l'encadrement de la personne-ressource chargée de l'évaluation, un premier plan d'évaluation formative fut d'abord développé lors du séminaire des coordonnateurs des réseaux des Clac. On cerna ainsi les domaines d'intérêt qui seraient visés par l'évaluation, les questions à se poser, les indicateurs, ainsi que les sources et les modes de collecte des informations. Par la suite, ce plan fut l'objet de discussions entre les coordonnateurs et les animateurs participants et fut finalisé par la personne-ressource responsable de l'évaluation.

Plus tard, dans le cadre d'un atelier regroupant les coordonnateurs et un certain nombre d'animateurs des Clac participants, une grille d'évaluation sommative fut développée.

L'évaluation formative visait à prendre la mesure des points suivants : les objectifs, les activités, les contenus et les messages transmis, l'animation des activités, le choix du groupe cible par rapport au thème traité et, finalement, l'engagement des institutions et des personnes-ressources du milieu.

L'évaluation sommative, pour sa part, visait à faire le point sur les domaines d'intérêt suivants : l'impact des activités de communication pour le développement, la collaboration entre les Clac et les autres partenaires des milieux, l'efficience et la pertinence du dispositif d'encadrement et de coordination mis en place, la disponibilité et les capacités des animateurs et des coordonnateurs, et les leçons globales à tirer de l'expérience. Pour chacun de ces champs, on choisit les questions à poser, les indicateurs à consulter, ainsi que les sources et les modes de collecte de l'information.

La collecte des données d'évaluation

Les coordonnateurs et les animateurs devaient en principe participer à la collecte des données d'évaluation. Cet engagement avait d'ailleurs été discuté lors des ateliers touchant les questions d'évaluation. Des conseils et recommandations avaient été donnés à ce moment sur les techniques de collecte de données. Dans les faits cependant, malgré les attributions de rôles et de responsabilités concernant l'évaluation, le rôle des animateurs et des coordonnateurs à cet égard s'est pratiquement limité à participer aux discussions avec les consultants chargés de l'appui méthodologique et avec la personne-ressource responsable de l'évaluation.

L'évaluation formative s'est déroulée surtout grâce à deux séries de missions d'appui méthodologique dans les Clac. La première de ces missions a

eu lieu peu après le démarrage du projet, à la coordination des réseaux, afin d'appuyer les animateurs dans la conception des activités de communication ; la seconde s'est déroulée en phase d'implantation des activités dans chaque milieu participant. À la suite de ces missions, des réunions de suivi ont été organisées au niveau de la coordination du projet afin de discuter des résultats de l'évaluation formative et de prendre au besoin des décisions permettant de mettre en œuvre les correctifs choisis.

Quant à la collecte des données de l'évaluation sommative, elle a été presque entièrement réalisée dans le cadre d'une mission d'évaluation menée auprès d'un échantillon de sept Clac. Compte tenu des facteurs de coûts et de temps disponible pour faire une tournée des 23 Clac participants, il avait été convenu de constituer un échantillon en assurant la représentation des éléments suivants : chaque réseau participant; différents types d'activités ayant fait l'objet des activités de communication (santé, activités socioculturelles, activités productives, alphabétisation); Clac ayant réussi leurs activités de communication; Clac n'ayant pas réussi ou ayant mal compris leur rôle.

Sur la base de ces critères, les Clac suivants furent sélectionnés pour la mission d'évaluation : Péhunco et Grand Popo au Bénin (réseaux Atacora et Mono), Tibiri au Niger, Réo au Burkina Faso, Pita en Guinée et Ndiaganiao et Tanaff au Sénégal. Des séjours de trois jours furent effectués dans chacun de ces Clac, à l'exception de Tanaff (en raison des conflits sociaux en Casamance). Les données de l'évaluation sommative reposent donc en premier lieu sur l'expérience des six Clac ayant participé à l'exercice, mais intègrent les données recueillies dans le cadre de l'évaluation formative auprès des 23 Clac participants.

On trouvera dans le présent chapitre une discussion des principaux éléments qui se sont dégagés de l'ensemble des activités de suivi, d'évaluation formative et d'évaluation sommative.

L'évolution dans l'apprentissage des activités de communication pour le développement

La situation de départ

Au départ, les animateurs avaient tout à apprendre. D'une part, ils entraient en contact pour la première fois avec un nouveau rôle d'ouverture à leur milieu en vue d'appuyer des initiatives locales de développement. D'autre part, ils faisaient l'apprentissage d'une méthodologie nouvelle. Cet

apprentissage ne pouvait se faire lors d'une simple séance de formation initiale ; il fallait une confrontation à la pratique et un processus d'apprentissage à partir des réussites et des erreurs.

Lors du séminaire de lancement des activités, la majorité des idées de projet présentées par les participants ressemblaient davantage à des activités de développement qu'à des activités de communication. C'est cependant à partir de ces esquisses, au moyen de discussions et de réflexions organisées, que nous avons démarré les activités d'apprentissage « en grandeur réelle ». Par la suite, les animateurs ont entrepris une révision de la planification de leur projet, jusqu'à ce qu'ils entreprennent la phase de réalisation des activités. Même à ce moment, beaucoup ne maîtrisaient pas encore tous les concepts ou les habiletés qu'impliquait ce processus. C'est pourquoi eut lieu, six mois après le début du projet, une première tournée d'appui méthodologique sur le terrain.

La situation au moment du premier appui méthodologique

Au cours de la première tournée d'appui méthodologique, presque tous les projets ont été reformulés et restructurés. Le problème principal rencontré à ce moment était le faible niveau de compréhension de la démarche méthodologique par les animateurs. La stratégie du programme s'était appuyée sur une démarche de formation de formateurs auprès des coordonnateurs des réseaux des Clac, qui devaient par la suite former les animateurs. Cependant, il a fallu constater que la stratégie de transfert des savoirs des coordonnateurs vers leurs animateurs n'avait pas livré les fruits attendus. L'appui a donc permis de reprendre, avec tous, les différents éléments de la démarche méthodologique et de réviser chacun des projets.

Dans la plupart des cas, il y avait une confusion entre « projet de développement » et « activité de communication pour le développement », ainsi qu'entre « objectif de développement » et « objectif de communication ». Dans la plupart des Clac, ce constat conduisit à une reformulation et à un recadrage des objectifs et des activités.

On a pu remarquer aussi que les animateurs avaient des difficultés à définir le contenu des messages en fonction des objectifs recherchés. Cela demandait une recherche préalable ainsi que des discussions avec les spécialistes de contenu, ce qui n'avait pas toujours eu lieu.

La place et le rôle des membres des groupes cibles dans les projets ont fait également l'objet de nouvelles discussions, afin d'amener ces derniers à s'engager davantage dans la stratégie de communication, à s'approprier le

projet et à ne pas se limiter au rôle de « bénéficiaires ». Bien que tous les rapports de mission aient fait état de l'enthousiasme des groupes cibles pour les activités mises en œuvre, dans certains projets, le rôle joué à cette étape par plusieurs groupes cibles est demeuré marginal. Dans certains cas, les activités avaient été élaborées et pilotées par les seuls animateurs. On a relevé également des difficultés de compréhension, au niveau du concept de partenaires et de celui de groupes cibles. Dans d'autres cas, les discussions ont amené les animateurs à mieux cerner leurs groupes cibles.

On a aussi relevé un manque de compréhension du rôle attendu de l'animateur en tant que communicateur. En effet, certains animateurs avaient encore tendance à se substituer aux techniciens et aux spécialistes des questions de développement concernés, plutôt que de travailler en partenariat avec eux. Les missions révélèrent aussi la difficulté de s'assurer de la disponibilité de personnes-ressources apportant un appui bénévole. Le fait que ces activités soient reliées à un projet financé par des agences de développement suscitait dans bien des cas des attentes de dédommagement. Dans ce type de situation, les services techniques (en santé, en alphabétisation, etc.) approchés par les Clac se percevaient comme des prestataires de services et s'attendaient à être rémunérés comme tels.

Il faut dire cependant, qu'à la suite des discussions sur ce point, les animateurs ont pu instaurer un climat de collaboration avec plusieurs partenaires de leur milieu (services de santé, comités d'hygiène, associations de parents, etc.). On abandonna aussi le terme de « projet » pour désigner les activités de communication conduites par les Clac, ce terme ayant une connotation liée à l'injection de moyens financiers importants au sein des communautés.

Un autre problème concernait l'implication des animateurs des Clac associés au projet mais n'ayant pas participé au séminaire d'introduction, ainsi que les relations de collaboration entre animateurs d'un même Clac. Encore là, comme dans le cas du transfert d'informations souhaité entre coordonnateurs et animateurs, le transfert d'informations entre animateurs n'allait pas de soi et avait des conséquences directes au plan de la réalisation de la recherche-action au Clac.

Parmi les autres difficultés rencontrées, on souleva le manque de disponibilité du matériel audiovisuel, le trop court laps de temps prévu pour la durée de l'expérimentation et la modicité du budget local affecté à la réalisation des activités.

À la suite de ces constats, la durée de l'expérimentation fut prolongée afin de tenir compte des retards dans l'implantation des activités et des

critères de disponibilité de certains animateurs ou groupes cibles. En ce qui concerne le budget, on rappela aux animateurs qu'il ne s'agissait pas de sommes devant financer les activités de développement appuyées par les activités de communication, mais de provisions pour les dépenses liées à ces dernières.

La situation au moment du deuxième appui méthodologique

La deuxième série de missions d'appui méthodologique, qui intervint six mois après la première tournée, permit de suivre l'évolution des activités entreprises dans les milieux. Tout d'abord, la recherche se déroulait de manière enthousiaste. On pouvait observer sur le terrain une multitude d'activités générées et une grande richesse d'informations. De plus en plus, grâce à ces activités, les Clac s'ouvraient à leur milieu. Des 23 Clac participants, 17 étaient bien engagés sur la voie de la réalisation des activités (deux autres s'étaient mutés en projets de développement, un était demeuré artificiel et trois n'étaient pas très avancés).

Sur le plan des relations entre les partenaires et les groupes cibles, il restait beaucoup à faire mais les choses avaient commencé à bouger. La démarche méthodologique semblait mieux comprise par les animateurs, même si on était encore loin du niveau de maîtrise espéré.

On rencontrait encore des problèmes quant à la détermination des besoins et des objectifs à communication, à leur adéquation avec la stratégie utilisée, ainsi qu'au type de communication mis en œuvre dans les activités. Dans plusieurs cas, on remarquait un faible niveau d'engagement des partenaires et des membres des groupes cibles dans les projets.

D'autres problèmes venaient du manque de disponibilité des groupes cibles pour des raisons de calendrier et d'échéance, du manque de disponibilité de certains animateurs pour des raisons professionnelles — notamment les enseignants détachés — et dans certains cas de la mise en place tardive des fonds. Cependant, dans l'ensemble, on pouvait constater une réelle évolution depuis le lancement des activités et observer des effets concrets sur le plan de l'appui au développement communautaire.

Ces activités d'évaluation formative ont permis aux coordonnateurs, aux animateurs et au personnel d'encadrement du projet de prendre la mesure des actions menées, de cerner les principales difficultés se posant sur le terrain, de mettre en place des correctifs appropriés, « d'encadrer » la progression de la recherche-action et de permettre un meilleur pilotage du projet dans son ensemble.

L'impact des activités de communication pour le développement dans les milieux

L'appui aux initiatives locales de développement

Les Clac ont-ils été en mesure d'appuyer des initiatives locales de développement par des activités de communication ? Pour bien répondre à cette question, il faut souligner qu'on ne s'attendait pas, au départ, à des résultats immédiats sur le plan du développement local. D'une part, les animateurs étaient en phase d'apprentissage d'un nouveau rôle, de nouvelles attitudes et d'une nouvelle méthodologie, et les milieux n'étaient pas préparés à voir les Clac jouer ce rôle. Ensuite, les résultats de leurs actions dépendaient souvent de la dynamique propre à l'action de développement appuyée. Enfin, il était assez difficile de cerner l'impact et de qualifier les résultats des différentes activités menées par les Clac, à cause du caractère exploratoire de la recherche. Cependant, on a tenté de relever certains résultats observables.

Dans certains cas, le résultat visé par l'intervention ne s'est pas réalisé, mais une dynamique a été créée dans le milieu, il y a eu une sensibilisation à des problèmes de développement, des actions de changement ont été entreprises et des partenariats, établis. De plus, dans tous les cas, les expériences décrites ici ont donné lieu à un nouveau cycle d'interventions dans les milieux. Enfin, grâce à cette expérience, les animateurs et les coordonnateurs de réseaux se sont formés à la démarche méthodologique et à un nouveau rôle des Clac dans leur milieu. Ce sont là des résultats concrets de ces activités.

Voyons un peu ce qu'il en a été pour les différentes recherches-actions.

L'appui à l'alphabétisation

Six Clac ont voulu appuyer des initiatives locales d'alphabétisation : à Tafiré, en Côte-d'Ivoire, à Coyah, en Guinée, à Kouandé, au Bénin, à Réo et à Dédougou, au Burkina Faso, et à Guidan-Roumdji, au Niger.

À Tafiré, les animateurs prévoyaient au départ limiter leurs activités à des actions de communication et de sensibilisation pour permettre l'ouverture d'un centre d'alphabétisation. Mais après avoir mené tous ces efforts, obtenu l'inscription d'une soixantaine de jeunes adultes, développé une collaboration avec des organismes du milieu, obtenu des appuis des autorités locales, l'appui principal attendu des autorités nationales — soit la mise à disponibilité d'un alphabétiseur à Tafiré — n'a pas été obtenu. Les

animateurs n'ont eu d'autre choix que de prendre eux-mêmes en charge les activités d'alphabétisation avec des résultats incertains, faute d'une formation appropriée et du matériel nécessaire. Même si on ne peut pas parler de réussite par rapport au problème d'analphabétisme chez les jeunes adultes du milieu et à l'objectif de mise sur pied d'un centre d'alphabétisation, les activités de communication et de sensibilisation ont, elles, porté fruit.

À Coyah, les actions de communication ont permis d'accroître le nombre de jeunes filles inscrites au centre d'alphabétisation. De 25 inscrites au départ, le nombre tripla au terme de quelques mois. Le projet a dû faire face cependant à de nombreuses difficultés : d'une part, le centre ne disposait pas de matériel d'apprentissage suffisant et l'espace était trop réduit pour accueillir convenablement toutes les participantes. Le formateur n'avait pas non plus de formation appropriée. D'autre part, les animateurs avaient omis d'expliquer aux jeunes participantes les dimensions pédagogiques et organisationnelles de l'alphabétisation ainsi que les sacrifices financiers que cela impliquait. Les actions de sensibilisation n'ont donc pas été suffisantes en soi pour résoudre le problème visé. En dépit de cela, le projet suscita un vif intérêt auprès des apprenantes et des autorités locales.

À Kouandé, malgré des problèmes de disponibilité du groupe cible et de ressources matérielles (notamment le fait que le local servait aussi d'entreposage), les animateurs ont réussi à susciter un intérêt réel en faveur de l'alphabétisation des femmes. À la suite de cette expérience, d'autres femmes du milieu ont demandé d'adhérer au groupement et de s'inscrire aux cours d'alphabétisation. Des engagements ont aussi été pris par différents partenaires du milieu souhaitant pérenniser l'initiative. Le collège d'enseignement général a proposé de mettre ses élèves et professeurs à la disposition du Clac pour servir d'alphabétiseurs. La sous-préfecture a promis au Clac un nouveau local. Le curé de la paroisse a souhaité que le Clac devienne le point de vente des documents et livrets en langue bariba.

À Réo, les activités de sensibilisation et de motivation ont mené à l'ouverture de cinq centres d'alphabétisation au lieu des deux prévus initialement. Par contre, à la suite du retrait des deux organismes sollicités pour financer les activités, le projet a été mis en péril. Ici aussi, les activités de sensibilisation se heurtèrent aux difficultés propres aux activités d'alphabétisation : le manque de moyens financiers de plusieurs participantes pour acquérir les fascicules d'alphabétisation, les problèmes d'assiduité dus aux obligations familiales ou aux événements villageois, les pleurs des enfants et des bébés que les mères amenaient avec elles et qui perturbaient la classe, et l'inadéquation du matériel didactique sont autant de facteurs qui

entravèrent le succès de l'alphabétisation que venaient appuyer les animateurs.

À Dédougou, grâce aux efforts de mise en partenariat du Clac, les élèves du Centre de formation artisanale ont pu bénéficier de séances d'alphabétisation et acquérir des connaissances en gestion et en élevage. À la suite de ces activités, elles ont voulu se constituer en groupement associatif afin de mieux organiser et gérer leurs futures activités de production. De leur côté, les partenaires et personnes-ressources concernées se sont proposés d'élargir l'action à d'autres groupes cibles de la commune. Dans ce cas, l'action de communication s'est pratiquement limitée à une action de mise en rapport avec des formations données par d'autres organismes du milieu.

À Guidan-Roumdji, l'objectif d'appui aux services d'alphabétisation est resté au stade d'intention. Après avoir organisé un grand rassemblement de sensibilisation à l'alphabétisation, les animateurs n'ont pu établir un partenariat avec les services d'alphabétisation. Ils ont alors ouvert leur propre centre, destiné aux membres de la troupe d'animation du Clac. À la suite de cette expérience, les autorités de la sous-préfecture ont envisagé d'allouer de petites subventions pour la réalisation des activités d'alphabétisation à Guidan-Roumdji. Bien que l'initiative n'ait pas atteint les objectifs fixés, elle aura quand même permis de canaliser l'attention sur l'analphabétisme chez les jeunes et d'inciter les responsables locaux à chercher des réponses à ce gros problème.

À l'exception du cas de Dédougou, les activités de communication ont donc consisté en des actions de sensibilisation visant à appuyer l'alphabétisation. Ces actions ont toutes obtenu des résultats en ce qui concerne la sensibilisation, mais ont été insuffisantes, à elles-seules, pour renforcer les actions d'alphabétisation, soit à cause d'un manque de partenariat avec les structures d'alphabétisation, soit à cause des déficiences de l'alphabétisation (manque de formation de l'alphabétiseur, méthode déficiente, local ou calendrier inapproprié), soit à cause des coûts entraînés pour les participants (acquisition du matériel). Ces expériences soulignent l'importance de conjuguer les efforts de communication avec les partenaires responsables de l'alphabétisation (ceci était le cas à Réo jusqu'au moment du retrait des partenaires qui s'étaient engagés à appuyer l'alphabétisation, mais pas dans les autres Clac). Elles démontrent également que les actions auraient avantage à ne pas se limiter à la seule sensibilisation et à inclure d'autres objectifs portant sur l'information, l'alphabétisation, la motivation des participants, la compréhension du public cible par les alphabétiseurs, etc.

L'appui aux initiatives dans le domaine de la santé

Huit Clac ont appuyé des initiatives en santé. Dikodougou, en Côte-d'Ivoire et Tibiri, au Niger, ont appuyé des initiatives de lutte contre le sida. Sinématiali, en Côte-d'Ivoire, Klouékanmey, au Bénin, Gouré, au Niger, Tanaff, Khombole et Ndiaganiao, au Sénégal ont appuyé des initiatives portant sur la vaccination, la contraception, l'assainissement du village, les soins à donner aux jeunes enfants, la lutte contre la mortalité infantile, etc.

À Dikodougou et à Tibiri, on ne sait pas dans quelle mesure le Clac a atteint ses objectifs initiaux, parce qu'il a plutôt eu tendance à s'adresser à toute la communauté plutôt qu'au groupe cible sélectionné au départ (le groupe des jeunes de 15 à 35 ans). On n'a pas non plus vérifié les connaissances de ce groupe au départ et au terme de l'intervention. Cependant, la sensibilisation du milieu sur les MTS et le sida a pu servir de déclic pour des actions concrètes à suivre. En fait, il y avait dans ces cas une trop grande distance entre l'action de communication et l'initiative de développement. L'action était trop générale et n'était pas jumelée à une initiative concrète menée par un service du milieu ou par un groupe cible.

À Sinématiali, la promotion d'actions concrètes d'assainissement, de l'adoption de méthodes de contraception et de la vaccination des enfants a été rendue possible grâce aux partenariats développés dans le milieu. Deux résultats observables à court terme sont la propreté accrue du village et le plus grand nombre de villageois qui ont fait vacciner leurs enfants. Ceci fut limité cependant par l'insuffisance des moyens de vaccination. Pour la contraception, on ne connaît pas les résultats parce qu'on n'a pas évalué l'impact de l'action menée. On sait qu'au terme des activités, d'autres besoins d'information et de services sont apparus en matière de vaccination et de contraception, mais les services compétents du milieu ne parviennent toujours pas à y répondre.

À Klouékanmey, les 13 ménages avec lesquels le Clac travaillait ont fait vacciner leurs enfants. Les femmes ont aussi adopté de nouveaux comportements (laver régulièrement les enfants, nettoyer les alentours de leur maison, assurer la propreté à l'intérieur, enterrer les immondices, entretenir les enclos des bêtes, protéger les aliments contre les mouches, etc.).

À Gouré, le Clac a cherché à sensibiliser les membres du village à la prévention des maladies diarrhéiques et infantiles, ainsi qu'à l'importance de la vaccination et de comportements hygiéniques. À l'issue des activités, les femmes ont commencé à utiliser le sel de réhydratation orale et à

observer quelques règles d'hygiène de base pour éviter les maladies diarrhéiques chez les enfants.

À Tanaff, où les femmes avaient sollicité le Clac pour lutter contre la mortalité des enfants de 0 à 11 mois, le Clac a lancé une action de sensibilisation auprès des mères, avec la participation du comité de santé, du comité d'hygiène, des mamans-vaccination et de l'infirmier-chef de poste. Cette sensibilisation a porté fruit. Avant les activités, les gens ne comprenaient pas le lien entre la vaccination et le taux de mortalité élevé chez les enfants. À la campagne suivante de vaccination, tous les enfants en âge d'être vaccinés ont été amenés chez le médecin-chef. Chaque quartier a maintenant son comité d'hygiène et ses mamans-vaccination qui font du porte à porte.

À Khombole, les objectifs de sensibilisation de 20 ménages du milieu, face au problème de la mortalité infantile, semblent avoir été atteints. Cependant, comme ces objectifs n'étaient liés à aucune initiative concrète bénéficiant d'un suivi, il est difficile de qualifier leur impact.

À Ndiaganiao, la période choisie pour les activités ne convenait pas, les femmes devant consacrer une part importante de leur temps à la recherche d'eau. Il y avait également une campagne électorale durant la même période. D'autres difficultés sont venues s'ajouter, telle la difficulté d'aborder certains thèmes à cause de tabous et d'interdits alimentaires. Malgré cela, les animateurs ont réalisé, à la demande des groupes cibles, plusieurs activités non prévues au départ, telles les causeries sur la planification familiale ou les MTS et le sida. Des mères ont aussi fait vacciner leurs enfants et ont souhaité poursuivre les activités.

On peut retenir de ces expériences que, d'une part, les activités de communication visant des changements de comportements ne devraient pas se limiter à des actions de sensibilisation auprès d'un grand groupe, mais devraient inclure également des actions auprès de groupes cibles spécifiques et restreints en nombre (approches de communication interpersonnelle). Elles devraient également permettre de connaître les comportements de ces groupes et d'évaluer par la suite les changements intervenus. D'autre part, les actions de communication devraient également être menées de pair avec une initiative de développement spécifique et ne pas uniquement porter sur l'information à diffuser dans le milieu.

L'appui aux activités génératrices de revenus

Les Clac de Bopa, Lalo, Tanguiéta et Grand Popo, au Bénin, et le Clac de Tenkodogo, au Burkina Faso, ont cherché à appuyer des activités génératrices de revenus.

À Bopa, les animateurs ont lancé un projet d'élevage de canards et de maraîchage avec un groupement. Celui-ci a commencé l'élevage sans avoir toutes les connaissances requises. Désireux également de faire du maraîchage, il n'a pas trouvé de parcelles de terre à exploiter, même si ses membres ont reçu des conseils et des informations pratiques pour débuter leur exploitation. À Lalo, où il s'agissait d'appuyer un groupe de jeunes à mener des activités agricoles et d'élevage, le groupe vend maintenant des produits agricoles et en tire des bénéfices. Les connaissances et les compétences de ses membres sont cependant encore faibles.

À Tanguiéta, où il s'agissait de promouvoir le système agrosylvopastoral afin d'améliorer la quantité et la qualité des productions agricoles de deux groupements de jeunes, l'acquisition des parcelles de démonstration et du matériel ont posé des problèmes. Les animateurs ont aussi eu de la difficulté à encadrer un groupe situé à 12 km du Clac. Les participants ont toutefois acquis des connaissances sur la fabrication du compost et la pratique de l'agroforesterie.

À Grand Popo, les animateurs ont lancé des activités génératrices de revenus avec un groupe de femmes. Celles-ci ont appris des techniques de fabrication de sacs en nylon et de tissage de pagnes traditionnels et les vendent, leur procurant ainsi un revenu supplémentaire. Mais les débouchés restent à explorer et il faut maintenant organiser la vente des produits. Le groupe doit aussi renforcer sa structure et ses capacités de gestion afin de pouvoir emprunter et traiter avec des structures formelles.

À Tenkodogo, les activités de communication ont stimulé les femmes du groupement Nong-Taaba qui transformaient le karité en beurre. Par rapport à cette activité, elles ont exprimé le besoin d'avoir une presse à karité pour augmenter la quantité et la qualité de leur production. Le gouvernement avait prévu de donner à un certain nombre de groupements féminins, dont celui-ci, une presse à karité. Cependant, cela n'a pu être réalisé. Les animateurs ont souhaité alors utiliser les activités de communication pour amener le gouvernement à remplir cet engagement. À cause de problèmes liés aux presses elles-mêmes, ces activités n'ont toutefois pas abouti. Un résultat des activités de communication fut cependant l'affiliation du groupement à la fédération des femmes productrices de beurre de

karité. Par la suite, grâce à l'intervention d'une ONG, le groupement a obtenu sa presse.

On peut donc retenir que dans ces interventions, les actions de communication se sont heurtées aux limites des initiatives qu'elles venaient appuyer : la possibilité d'acquérir des parcelles de terre, du matériel de culture, de l'équipement, etc. De plus, toutes ces initiatives ont été menées par les animateurs seuls, sans partenariat de départ avec un organisme du milieu compétent dans ce genre d'activités. Cela a considérablement limité l'impact des interventions. Il faut dire que plusieurs animateurs considéraient que leur rôle se limitait à aider le groupe cible dans le choix d'une initiative de développement et à faciliter les mises en relation avec des personnes-ressources.

On remarque aussi que toutes ces activités demandent l'acquisition de connaissances et de savoir-faire : les actions de communication pourraient également faciliter ces acquisitions, en développant du matériel d'apprentissage ou en utilisant des supports déjà existants avec les groupes et les partenaires spécialistes de contenus.

L'appui aux initiatives sociales, culturelles et environnementales

À Péhunco, l'intervention visait à faire revivre la culture batonnou et à lutter contre l'exode rural des jeunes. L'intervention a permis de faire renaître la danse worou et kabo dans deux villages de Péhunco et a créé un enthousiasme dans la région. Deux groupes ont participé à des activités d'alphabétisation fonctionnelle, à la fois comme apprenants et comme relais : un groupe d'hommes organisé autour de la danse worou et un groupe de femmes, autour de la danse kabo. Différents groupes ont demandé par la suite d'être intégrés aux activités de communication. Les animateurs envisagent maintenant d'utiliser les maîtres alphabétiseurs pour inculquer aux jeunes le savoir-faire, élaborer des fiches techniques en batonnou sur les maladies courantes et installer un jardin de plantes médicinales. Les groupes cibles veulent également pérenniser les danses apprises. Les partenaires et personnes-ressources veulent élargir les activités aux autres communautés.

À Toucountouna, il s'agissait de lutter contre les mariages précoces et forcés des filles scolarisées. Le projet a suscité un engouement, malgré la délicatesse du sujet dans une zone très animiste. Les langues se sont déliées et d'autres villages ont sollicité le Clac pour organiser les mêmes activités avec eux. Les membres des groupes cibles servent maintenant de relais auprès de la population.

À Pita, il s'agissait de s'attaquer à un problème reconnu et déploré publiquement, l'insalubrité du marché. Au terme de l'intervention, le marché a été nettoyé. Les commerçants et usagers ont cessé de jeter un peu partout les immondices et les eaux usées, et une dynamique de concertation s'est instaurée entre les commerçants et les autorités municipales. La mairie a affecté des employés munis de brouettes pour le ramassage des ordures. Mais les résultats sont fragiles : il n'y a pas encore de véhicule pour évacuer les ordures en dehors de la ville.

À Vélingara, les animateurs ont cherché à aborder le problème des feux de brousse et du déboisement avec les femmes du groupement Neemo qui voulaient faire une pépinière, vendre des plants et gagner un revenu supplémentaire. Cependant, le choix de ce groupe cible ne cadrait pas avec les objectifs poursuivis. Les animateurs se sont alors tournés vers le groupe des exploitants forestiers, en particulier le groupe des bûcherons sourgha. L'incompatibilité des objectifs des exploitants forestiers avec ceux du projet (accroître les revenus dans un cas, protéger la forêt dans le second) ont cependant empêché le bon déroulement du projet.

Dans les trois premières collectivités, l'impact recherché a été en partie atteint grâce à la concertation que les animateurs ont réussi à créer dans leur milieu. C'est aussi ce manque de concertation qui a causé l'échec du dernier projet.

Pour conclure

D'une manière générale, on a retrouvé quatre types de situations : les actions de communication sont venues lancer ou appuyer des initiatives locales de développement en partenariat avec des services techniques (santé, alphabétisation, agriculture, etc.) ; les actions de communication ont visé la recherche de collaborations dans le milieu, une fois le projet lancé ; les actions de communication se sont substituées aux services techniques spécialisés dans le domaine ; les actions de communication sont à l'origine d'une initiative qui n'a pu être menée à terme faute de moyens nécessaires.

Dans le premier cas, les activités de communication ont permis au service technique responsable de mieux faire son travail. C'est le cas de Tibiri, au Niger, où le Clac cherchait à informer les jeunes des risques posés par les MTS et le VIH et à les mobiliser pour qu'ils utilisent des moyens de protection.

Dans le second cas, les activités ont plus ou moins réussi selon la collaboration établie par la suite avec le milieu. On retrouve ce cas parmi les interventions visant les activités génératrices de revenus.

Dans le troisième cas, le Clac s'est substitué aux services techniques compétents, soit en raison de l'absence de ceux-ci, soit par manque de concertation. Ce fut surtout le cas de projets venant appuyer les actions d'alphabétisation, comme à Tafiré.

Enfin, dans le quatrième cas, par exemple à Pita en Guinée, la solution est demeurée partielle étant donné l'inexistence d'un camion pour transporter les ordures à un site d'enfouissement ; le projet de Tenkodogo, au Burkina Faso, nous fournit un autre exemple puisque, dans un premier temps, les efforts d'obtention d'une presse à karité n'avaient pas abouti.

De manière globale, on peut dire que les activités de communication pour le développement menées dans les Clac ont eu des effets différenciés selon qu'elles correspondaient à l'un ou l'autre de ces cas et selon le degré de précision avec lequel on avait cerné le problème et déterminé l'initiative locale de développement et l'action de communication devant l'appuyer.

Dans tous les cas cependant, on a pu constater l'éveil d'une dynamique dans le milieu autour de problèmes locaux de développement, ainsi que la réalisation d'actions communautaires concrètes. Si les résultats recherchés n'ont pas toujours été atteints, c'est en raison de l'un des facteurs suivants : le manque de compréhension par les animateurs de la nature de l'action à mener par rapport au problème visé, le manque de partenariat avec les ressources compétentes du milieu, ou encore la présence de besoins ne pouvant être comblés au moyen des seules activités de communication.

Le défi du partenariat dans les communautés

Dans leurs activités de communication pour le développement, les Clac étaient amenés à établir différents partenariats dans leur communauté avec, d'une part, les groupes cibles et, d'autre part, avec les services techniques compétents — ou organismes communautaires — dans leurs domaines d'intervention (santé, agriculture, alphabétisation, etc.), les médias locaux (modernes, comme la radio, ou traditionnels, comme le théâtre et la danse), les autorités locales et le milieu dans son ensemble. En outre, le partenariat avec les groupes cibles, les services techniques, les organismes communautaires spécialisés et les médias devait se traduire par une participation au niveau de la définition du plan de communication et ne pas intervenir seulement au moment de sa réalisation.

Qu'en est-il ressorti ?

Le partenariat avec les groupes cibles

On a trouvé différents types de situations. Dans certains cas, les animateurs ont pris contact avec des groupes de la communauté et entrepris une démarche allant de la détermination des problèmes et des besoins à la réalisation des activités, en passant par l'établissement des objectifs et l'élaboration de la stratégie de communication. Cette approche idéale n'a cependant pas été mise en pratique par tous les Clac.

Dans d'autres cas, la participation du groupe cible est demeurée passive. Les animateurs ne communiquaient avec eux qu'à la suite de la conception de l'activité. On a également des cas, comme par exemple à Sinématiali, où il n'y a pas eu de groupe cible spécifique et où l'intervention s'adressait à l'ensemble de la population. Enfin, il y a des cas où les animateurs ont choisi quelques personnes pour participer à une activité dont ils avaient eux-mêmes décidé la réalisation.

Ceci tient en partie au processus d'appropriation de la démarche par les animateurs : il faut en effet un certain temps avant de bien comprendre et de maîtriser l'approche qui consiste à engager activement les groupes cibles dans la conception et la réalisation des activités. Mais cela tient aussi à un contexte culturel dans lequel la communication a généralement été marquée par les pratiques des médias : la diffusion de messages de la part d'un émetteur en direction de récepteurs. Il faut, ici encore, un certain temps pour se familiariser avec une démarche axée sur la facilitation des échanges et pour développer les attitudes correspondantes.

Le partenariat avec les services techniques et les organismes communautaires spécialisés

Le partenariat avec les services techniques du milieu ou, plus largement, avec les organismes ressources compétents dans les domaines abordés par les Clac n'est pas allé de soi.

Ce partenariat faisait partie intégrante de la méthodologie que les animateurs devaient utiliser pour la conception et l'implantation de leurs activités. Il ne s'agissait pas seulement d'aller chercher la collaboration d'un service ou d'un organisme communautaire pour la réalisation d'une activité spécifique, mais d'établir un partenariat véritable en vue d'atteindre des objectifs fixés à partir des besoins des groupes cibles. Ce partenariat devait également permettre des retombées dans les deux sens : la contribution des ressources compétentes à l'action de communication venant appuyer une initiative locale dans un domaine particulier, mais également

la possibilité pour ces services ou organismes de revoir leur approche auprès de leurs groupes cibles.

Dans la plupart des cas, une collaboration a été établie entre les Clac et les organismes compétents, mais un partenariat véritable n'a pu être construit partout. Il faut dire que certains Clac n'ont pas perçu l'importance de tisser un partenariat solide et que plusieurs collaborations sont demeurées assez ponctuelles, voire superficielles. Très souvent aussi, même lorsqu'une collaboration fructueuse a pu être établie, plusieurs services techniques se sont comportés en prestataires de services et plusieurs Clac, en demandeurs. Souvent, cette collaboration était perçue par les services techniques comme un service rendu au Clac, ou un surcroît de travail, ou encore une occasion de faire des affaires. On peut dire aussi que, dans certains cas, des animateurs ont pu être jaloux de leurs nouvelles responsabilités et n'ont pas voulu les partager avec d'autres.

Dans l'ensemble cependant, les Clac ont réussi à engager des services et des associations partenaires dans leurs activités. Plusieurs ont découvert, grâce à cette nouvelle fonction des Clac, le parti qu'ils pouvaient tirer de la collaboration. Cependant, l'établissement d'un partenariat aurait peut-être été plus facile si les Clac avaient fait appel à leurs partenaires au moment de la planification des activités.

Les partenariats avec le milieu

L'appui à l'alphabétisation

À Tafiré, les animateurs ont d'abord réussi à établir un partenariat avec l'association des jeunes et l'association des femmes de Tafiré, ce qui a permis d'atteindre la clientèle souhaitée. Le partenariat avec les autorités locales a aussi porté fruit : ces dernières ont mis une salle à la disposition du Clac pour les activités d'alphabétisation et fourni du mobilier. Cependant, le principal partenariat recherché était celui avec les responsables nationaux de l'alphabétisation afin d'obtenir l'affectation d'un alphabétiseur permanent à Tafiré. Ceci n'a malheureusement pas porté fruit, mais il faut dire qu'en général il est plutôt difficile d'établir un partenariat avec les autorités nationales pour un projet *ad hoc*. Dans ce cas, un partenariat aurait dû être établi avec les responsables de l'alphabétisation au niveau régional ou avec des ONG actives dans ce secteur d'activités afin de discuter de la faisabilité du projet et des moyens d'aller chercher la collaboration attendue avant de mettre en branle les activités de communication.

À Coyah, il existait au départ un partenariat entre les animateurs et le Centre d'alphabétisation. Cependant il n'y a pas eu de « négociations » entre les deux. C'est ainsi qu'on apprit, en fin de projet, que le formateur n'avait pas la formation nécessaire, que la méthodologie était déficiente et que le local lui-même était trop étroit pour accueillir les participants (le triple des inscriptions de l'étape de départ).

Le partenariat avec les chefs religieux était également une démarche très pertinente pour que les parents acceptent que leurs filles suivent les cours. Il aurait cependant fallu faire un suivi auprès des parents et des filles elles-mêmes, puisqu'il semble que la stratégie n'ait pas eu énormément de succès. Enfin, la tentative de prendre contact avec les chefs d'atelier était louable. Cependant la stratégie utilisée (une lettre) semble avoir eu plus d'effet négatif que positif. Dans l'ensemble, les animateurs ont compris l'importance du partenariat, mais on a vu ici que ce n'était pas si facile à établir.

À Kouandé, un premier partenariat a été établi avec les maris des femmes du groupement afin d'en faire des alliés : les réticences initiales des hommes ont cédé la place à un réel climat de collaboration. Ils ont même, pour la plupart, procuré le matériel d'alphabétisation à leurs épouses. Un partenariat a aussi été établi avec le service d'alphabétisation et des organismes-ressources du milieu, qui ont appuyé les activités du projet.

À Réo, les animateurs ont travaillé en relation avec les agents de développement chargés de l'alphabétisation, ainsi qu'avec l'association « L'enfant pour l'enfant », regroupant des membres de diverses associations et services communautaires de Réo. Les responsables politiques de la province de Sanguié ont pris une part active à la campagne de sensibilisation et de mobilisation. Les responsables administratifs ont, quant à eux, aidé à matérialiser les centres. Les activités de communication ont mobilisé les animateurs, le directeur provincial de l'enseignement de base et son adjoint pendant 15 mois. De plus, les autorités locales ont mis sept animateurs à temps partiel à la disposition du projet, ainsi que des agents des services d'alphabétisation.

Cependant les deux organismes sollicités pour l'appui à l'alphabétisation n'ont pas donné suite à leur intention annoncée au départ. Ce partenariat, élément central pour la réussite du projet, n'avait en fait pas été assuré.

À Dédougou, les animateurs ont d'abord établi une entente avec le Centre de formation en artisanat pour le développement, fréquenté par les jeunes filles ciblées. Ils ont aussi établi un partenariat avec la Division

provinciale de l'éducation de base, afin de prendre en charge les coûts liés à l'alphabétisation des 17 filles du groupe cible, ainsi qu'avec la Direction régionale agricole du Mouhoun pour les cours d'élevage, la Direction de l'enseignement de base et de l'alphabétisation, pour l'alphabétisation, et le Service provincial pour l'organisation et la formation professionnelle, pour les cours en gestion.

En fait, l'activité majeure des animateurs semble ici avoir été la constitution des différents partenariats avec les services compétents. Il faut dire aussi que le comité de gestion du Clac, qui est composé des représentants des principaux services techniques œuvrant dans la commune de Dédougou est l'outil principal qui a permis ces différents partenariats.

À Guidan-Roumdji, les animateurs ont cherché à sensibiliser les notables pour obtenir leur appui à la cause de l'alphabétisation. Faute de suivi, cette sensibilisation n'entraîna pas de résultats concrets. Les techniciens d'alphabétisation n'avaient pas non plus été associés au départ à l'activité, mais ont accepté d'intégrer le projet dans leur plan d'activités.

L'appui aux initiatives en santé

À Dikodougou, un partenariat a été établi au départ avec le médecin-chef du service de santé pour les activités de sensibilisation, ainsi qu'avec les enseignants pour l'encadrement des activités avec les élèves. Il y a eu également collaboration de plusieurs personnes-ressources du milieu, mais malheureusement pas avec la coordination régionale de lutte contre le sida. Comme de cette collaboration escomptée dépendait la possibilité d'obtenir des préservatifs à distribuer aux jeunes, l'action de communication fut limitée à l'information et à l'incitation.

À Tibiri, le Clac a cherché à engager les agents des services de santé dans les activités de communication. Dans ce cas, le service de santé a travaillé avec les animateurs du Clac pour l'élaboration de pièces de théâtre et la composition de sketches et de chansons. Ils ont également fourni des conseils pour l'utilisation de termes appropriés et ont fourni divers matériels utiles à l'animation des rencontres : des déguisements, des artefacts pour la démonstration des préservatifs, du matériel imprimé et une cassette vidéo. Les animateurs avaient également établi un partenariat utile avec les autorités. C'est la chef des femmes qui convoqua elle-même les prostituées à une rencontre d'information. La mairie a également apporté une modeste contribution financière à l'exécution du projet.

À Sinématiali, les animateurs établirent des partenariats avec la cellule de coordination du village, avec l'antenne locale de l'Association du

bien-être familial pour les aspects liés à la contraception, avec le Centre de santé pour les aspects liés à la vaccination, avec la Compagnie pour le développement du textile pour creuser les fosses à ordures. En outre, des paysans sachant lire et écrire ont facilité le travail des animateurs. Le correspondant local de la radio a également appuyé les activités.

À Klouékanmey, des collaborations ont été réalisées avec le Service technique de santé, le Centre de promotion sociale, l'animateur de zone de l'Association pour le bien-être familial, le directeur de l'école primaire et les autorités du village. Le partenariat avec le Service de santé a permis de bénéficier de supports d'information et d'éducation en matière de vaccination, d'environnement et d'hygiène alimentaire.

À Gouré, les animateurs ont fait appel au Service de santé, notamment à l'équipe de techniciens chargés de l'information, de l'éducation et de la communication. L'équipe du service du Plan a également apporté sa contribution au chapitre de la mobilisation communautaire. L'UNICEF, enfin, a fourni le matériel pédagogique utilisé lors des causeries.

À Tanaff, le comité de santé, le comité d'hygiène, les mamans-vaccination et l'infirmier-chef de poste ont tous participé au projet. Les autorités préfectorales ont même octroyé une avance de fonds aux animateurs pour ne pas retarder le démarrage des activités.

À Khombole, le directeur de l'Institut de pédiatrie sociale et du Centre de promotion et de réinsertion sociale, ainsi qu'un cadre de l'École nationale du génie sanitaire ont participé à la conception du projet, à la diffusion des thèmes avec les groupes cibles et à la prise en charge des activités pédagogiques. Les autorités locales, notamment les responsables des partis politiques, les conseillers municipaux, le chef du quartier, l'imam et les groupements féminins ont aussi participé à la sensibilisation des groupes cibles.

À Ndiaganiao, les animateurs ont organisé des rencontres avec différents services techniques concernés et amené ces derniers à entrer en contact avec le groupe cible, ce qu'ils ne faisaient pas en raison de difficultés pratiques et de manque de temps. Ils ont également recherché du matériel audiovisuel permettant d'enrichir les rencontres et ont animé les échanges. Cependant, les conditions de collaboration se sont révélées difficiles, les agents exigeant des sommes de « motivation » et de prise en charge, même si les activités pour lesquelles on les sollicitait s'inscrivaient dans leur prérogative. Dans ce cas, les animateurs ont fait des efforts importants dans la construction des partenariats, mais seulement après l'étape de la conception et de la planification des activités. Cela a sûrement renforcé l'attitude de « prestataire de services » adoptée par des collaborateurs du milieu.

L'appui aux activités génératrices de revenus

À Bopa, les connaissances techniques sont venues d'un éleveur d'un village voisin. Le sous-préfet a manifesté un intérêt évident pour ce projet, mais les structures locales chargées d'encadrer officiellement les paysans n'ont pas été associées de façon concrète et n'ont pu jouer leur rôle d'encadreur.

À Lalo, plusieurs personnes-ressources ont animé des conférences-débats. Des ONG et autres organismes du milieu, comme la Coordination des initiatives et emplois nouveaux, le Groupe d'action pour le développement des initiatives paysannes, le Projet d'appui au développement dans les sous-préfectures, l'Association des volontaires français du progrès et le commandant de la gendarmerie de Lalo ont appuyé le groupement.

À Tanguiéta, le responsable du développement rural et le Comité catholique contre la faim et pour le développement ont assuré le suivi des activités avec les animateurs du Clac. Les services prenant part au comité de gestion du Clac, le Centre d'action régionale pour le développement rural, la circonscription scolaire, le Centre de santé et l'organisation Jura-Afrique ont également appuyé les animateurs et participé aux activités. Les autorités politiques ont soutenu le projet.

À Grand Popo, plusieurs partenaires ont participé au projet, notamment deux cadres indépendants, le responsable du Centre de promotion sociale et le coordonnateur d'un organisme de coordination des initiatives et projets d'emplois nouveaux, relevant du ministère du Plan.

À Tenkodogo, le projet bénéficie du soutien des autorités locales, ainsi que de l'appui du Service provincial de l'agriculture et du Projet de développement rural.

L'appui aux initiatives sociales, culturelles et environnementales

À Péhunco, les groupes cibles ont aussi agi comme partenaires. Le groupe des hommes s'occupait de l'alphabétisation fonctionnelle autour de la danse worou ; celui des femmes faisait les recherches nécessaires pour ressusciter les danses kabo et kobi et les enseigner aux jeunes. Le Centre de la promotion sociale, le Service d'alphabétisation, les chefs de troupes de danses traditionnelles et la responsable des activités féminines ont contribué à l'information, à la formation des groupes et à l'organisation pratique des activités. Le sous-préfet, les maires et les chefs de village ont aussi prêté main-forte à la réalisation du projet.

À Toucountouna, l'Association de développement de la sous-préfecture, un groupe féminin de la localité, une troupe de théâtre et le Centre de

promotion sociale et de développement rural ont participé aux activités. Les autorités locales, ainsi que les chefs traditionnels et religieux ont également donné leur appui.

À Pita, les animateurs ont travaillé avec les autorités municipales, les commerçants et la radio rurale.

À Vélingara, le service des eaux et forêts, les exploitants forestiers et le comité de gestion du Clac ont pris part aux activités.

Les effets au niveau des partenaires

On constate donc que, malgré les difficultés rencontrées, les Clac ont cherché à nouer des collaborations et des partenariats multiples dans les milieux, autour des initiatives locales de développement qu'ils cherchaient à appuyer. Dans quelques cas, le partenariat a également joué dans l'autre sens, en aidant des agents des services techniques à mieux travailler avec leur groupe cible. Ce fut notamment le cas à Tibiri au Niger (communication MTS/sida), où l'agent de santé a pu développer une meilleure approche du groupe cible des prostituées ; à Réo au Burkina Faso (communication/alphabétisation), où le superviseur de l'alphabétisation a découvert les avantages d'une approche basée sur le concept de groupes cibles ; et à Pita en Guinée (communication/assainissement d'un marché), où l'agent en charge de l'assainissement a introduit des changements dans sa stratégie d'intervention. Ce genre de situations gagnerait à être généralisé à l'intérieur d'un partenariat comportant des contributions et des retombées pour chacun des partenaires.

Dans la même optique, on peut supposer que la pratique — même imparfaite — d'une approche de communication participative par les animateurs des Clac a pu avoir des effets multiplicateurs auprès de plusieurs partenaires, au plan d'une réflexion sur les approches de communication avec les différents groupes sociaux du milieu. Cette approche était nouvelle pour les animateurs comme pour les partenaires. On peut penser que certains voudront s'en inspirer dans l'avenir.

Les causes des difficultés

Différents facteurs peuvent expliquer la difficulté des Clac à dépasser le stade des collaborations et à construire un partenariat solide avec les services techniques ou les organismes communautaires œuvrant dans les champs de spécialisation.

D'abord, il n'y avait généralement pas eu de précédent à ces collaborations. À quelques exceptions près, les Clac œuvrant en lecture publique et animation culturelle n'avaient généralement pas développé de relations professionnelles avec ces partenaires du milieu pour des fins d'appui au développement local. On peut également ajouter que, de manière plus générale, il n'y a pas de « culture » de collaboration professionnelle entre différents organismes associatifs et services techniques décentralisés des ministères dans les milieux.

Un deuxième élément tient à l'image du Clac dans le milieu. Ce dernier est perçu comme un outil communautaire pertinent et important, mais en même temps comme une extension d'un organisme international, l'Agence de la Francophonie, avec tout ce que ce rattachement implique sur le plan des capacités budgétaires. À cette perception s'ajoute également, tel qu'on l'a souligné préalablement, la connotation d'avantages financiers rattachée à l'utilisation du terme de « projet » pour désigner les activités de communication dans les milieux.

Une autre raison tient aussi au manque de compréhension par les services techniques et les organismes communautaires des avantages qu'ils peuvent tirer d'un partenariat avec les Clac dans leurs activités de communication pour le développement, en particulier sur le plan d'une meilleure connaissance de leurs groupes cibles, d'une révision de leur approche, etc. Dans tous les cas, l'initiative est venue du Clac. Dans le contexte de la recherche, on ne pouvait évidemment pas s'attendre à un autre type de situation. Il fallait d'abord expérimenter cette approche. Il fallait également que les milieux connaissent cette nouvelle fonction et ces nouvelles capacités du Clac. On pourrait imaginer dans l'avenir des situations où un service technique viendrait demander la collaboration du Clac pour lancer des activités de communication avec un groupe cible spécifique afin de mieux comprendre son profil, ses besoins, les meilleures stratégies pour l'atteindre, etc. Ceci rejoint cependant le besoin de faire connaître cette nouvelle fonction des Clac.

Enfin, les animateurs n'avaient pas été réellement préparés à nouer ces partenariats.

Pour faire face à ces problèmes d'établissement du partenariat, l'expérience nous enseigne tout d'abord l'importance de faire connaître au milieu la nouvelle fonction des Clac. Elle montre également la nécessité de discuter, avec les représentants des services techniques et des organismes communautaires, des conditions de partenariats éventuels. On peut également souligner l'importance pour les animateurs d'établir ces partenariats

en début du projet et de faire participer leurs partenaires à la conception des activités et non pas seulement à leur réalisation.

La question de la prise en charge des frais de déplacements, ainsi que des frais de gratification, est revenue souvent dans les différents cas. On peut déplorer que le Clac ait parfois été perçu comme un pourvoyeur de fonds plutôt qu'un associé, mais il faut également tenir compte des habitudes et du contexte. Les agents des services techniques en milieu rural disposent de peu de moyens, et beaucoup n'ont pas de budget pour payer leurs déplacements. Dans ce contexte, il est d'usage de participer aux coûts. Par contre, les sommes utilisées pour fins de gratification ou de motivation se justifient difficilement même si, dans plusieurs milieux, une certaine habitude s'est développée en ce sens.

Le partenariat avec les médias locaux

Les considérations que nous venons d'exposer s'appliquent également dans le cas du partenariat avec les médias locaux. Là encore, une meilleure connaissance de la fonction de communication à la base jouée dorénavant par les Clac et la participation des médias à l'étape de la planification des activités faciliteraient l'établissement de ce partenariat.

Ce qui est spécifique ici, c'est qu'un grand nombre de Clac n'ont pas établi de collaboration avec les médias locaux, qu'il s'agisse de médias modernes (radio ou presse locale) ou traditionnels (théâtre, musique), pour leurs activités de communication à la base. Cela fait ressortir l'importance pour les Clac de nouer à l'avenir des relations avec les différents médias de leur milieu et de dégager à l'avance avec leurs représentants des conditions de collaboration.

Là où les Clac ont approché les médias locaux, on a rencontré deux types de situations : les cas où une collaboration a pu être établie et les cas où elle ne s'est pas réalisée. Ainsi, par exemple, à Lalo, au Bénin, la radio rurale locale a été sollicitée à plusieurs reprises par le Clac et par le groupe cible mais sans résultat. Les négociations pour la réalisation des reportages n'ont pas abouti.

Par contre, à Pita, en Guinée (projet communication assainissement du marché), la collaboration avec la radio rurale de Labé a permis de réaliser des spots qui furent diffusés en langue locale à heure de forte écoute, durant 10 jours, et qui a renforcé les activités de la campagne d'assainissement lancée par le Clac.

À Khombole, au Sénégal (projet communication/éducation et santé pour les enfants en bas âge), le Clac a collaboré avec une radio privée. Plusieurs émissions en langue nationale ont été conçues et diffusées à des heures d'écoute élevée. Une collaboration s'est également avérée très fructueuse avec un service partenaire qui avait développé un jeu de cartes pour illustrer des questions liées à l'éducation sanitaire. Ce petit média a été fort utile dans les activités éducatives.

La collaboration avec la radio implique une question de coûts. Dans le cas de Pita, les animateurs ont réussi à faire aboutir une demande auprès du représentant du ministère et à obtenir la gratuité des prestations, étant donné que les Clac et la radio relevaient du même ministère. Cet exemple nous montre qu'il y aurait lieu pour tous les Clac de rechercher les conditions de collaboration avec les médias et de voir les arrangements possibles au chapitre des coûts.

Le partenariat avec les autorités

De manière générale, les autorités des milieux ont été informées dès le départ de la réalisation des activités de communication à la base. Ceci s'avère important dans le contexte du milieu rural africain. Dans nombre de cas, les autorités locales ont facilité ou cherché à faciliter la réalisation des activités, que ce soit en fournissant des moyens matériels, en faisant parvenir des demandes aux autorités nationales, en facilitant la circulation de l'information ou en approuvant publiquement le projet comme à Tafiré, en Côte-d'Ivoire, dans le cas du projet d'appui à l'alphabétisation.

Cependant, dans certains cas, des services techniques ne sont pas intervenus malgré des demandes faites en ce sens, soit par absence d'intérêt, soit par absence de moyens. Toujours à Tafiré, en Côte-d'Ivoire, le Service national d'alphabétisation n'a pu affecter un alphabétiseur au Centre d'alphabétisation tandis qu'à Pita, en Guinée, le Service d'assainissement n'a pu affecter un camion au transport des ordures du marché vers un site d'enfouissement.

Il convient de noter que les Clac s'inscrivent dans la structure de leur ministère de tutelle et que les coordonnateurs et animateurs sont nommés par les autorités nationales ou locales. Il faut dire aussi qu'ils sont gérés par un comité de gestion au sein duquel participent activement les autorités locales. Cette situation particulière est un avantage pour les Clac, puisqu'il est ainsi plus facile de faire circuler l'information pertinente et de demander des appuis que dans le cas d'autres organismes communautaires.

Le partenariat avec le milieu en général

On a pu constater également la possibilité d'établir d'autres types de partenariat avec le milieu. Par exemple, à Réo, au Burkina Faso, le Clac participe à une table de concertation d'organismes communautaires et de représentants de ministères, dans le cadre de l'association « L'enfant pour l'enfant ». Cette position a été utilisée avec succès pour faire circuler l'information et demander des appuis au milieu.

En dehors des collaborations avec les services techniques et les organismes communautaires, les médias locaux et les autorités locales, des partenariats ont aussi été établis avec d'autres personnes-ressources du milieu qu'on a voulu associer à la réalisation des activités. Par exemple, à Coyah, en Guinée, dans le cadre d'un projet d'appui à l'alphabétisation des jeunes filles, les animateurs ont associé les chefs religieux musulmans afin qu'ils traitent de l'analphabétisme à la mosquée et incitent les parents à faire alphabétiser leurs enfants. On a également songé à établir un partenariat avec des chefs d'atelier afin qu'ils encouragent leurs jeunes apprenties à suivre les cours d'alphabétisation, mais cette tentative s'est révélée infructueuse.

Dans un autre ordre d'idée, les différents projets auraient pu exploiter davantage le potentiel représenté par les ressources artistiques du milieu : la collaboration avec des troupes de théâtre locales, des groupes de musique, des personnes-ressources pouvant contribuer aux activités (dessin, réalisation d'affiches, photos, etc.). Cela n'a généralement pas été le cas, l'idée de partenariat ne s'étant pas étendue au-delà de la collaboration avec les services techniques du milieu et les médias.

De même, il peut y avoir, dans certaines localités, des personnes-ressources qui pourraient contribuer à l'amélioration de la capacité des animateurs, que ce soit sur le plan de la méthodologie de la communication à la base, de l'animation de groupe, de l'utilisation ou de la production audiovisuelle. Sur la base d'un recensement par les Clac de ces ressources humaines locales, la coordination du projet pourrait faire appel à ces spécialistes, plutôt que de compter sur la seule participation de personnes-ressources extérieures. Ceci pourrait permettre de réduire les coûts et, dans le cas de la formation (en audiovisuel notamment), d'assurer un meilleur suivi dans le milieu. Par exemple, à Grand Popo, au Bénin, les animateurs et le coordonnateur ont eu recours à la collaboration d'un atelier technique afin de produire des cassettes vidéo pour les séances de discussion entre les services partenaires et les groupes cibles. Ailleurs, on a eu recours à la collaboration de photographes du milieu.

La capacité et la disponibilité des animateurs des Clac à mener des activités de communication pour le développement

Les attentes

Un des soucis du projet, sur le plan de la capacité des animateurs, était de connaître leur niveau de compréhension des activités de communication pour le développement et leur aptitude à les conduire et de déterminer, sur cette base, leurs besoins de formation en ce qui concerne tant le contenu que la stratégie.

Il faut admettre qu'on leur demandait beaucoup. Au départ, en effet, les animateurs n'avaient ni expérience ni connaissances particulières en matière de communication pour le développement. Cela représentait quelque chose de complètement nouveau pour eux. Aucun n'avait vraiment eu de contact avec une méthodologie systématique de communication à la base allant de la reconnaissance du problème, de l'analyse des besoins et de l'établissement des objectifs, activités et stratégies de communication, jusqu'à l'évaluation. Ils n'avaient pas eu non plus à planifier ou à élaborer des projets. Cette logique de projet était donc elle aussi un élément nouveau. Ils n'avaient pas non plus à leur actif d'expériences en matière d'animation avec des groupes de base de leur milieu. Enfin, on leur demandait d'acquérir très vite les connaissances minimales et de les mettre immédiatement en pratique.

Par contre, la plupart étant enseignants ou animateurs culturels, ils avaient une base solide au niveau de l'acquisition de concepts abstraits, ce qui représentait un prérequis nécessaire pour l'acquisition d'une démarche méthodologique d'élaboration d'une intervention en communication pour le développement. Enfin, au chapitre des attitudes, ils faisaient tous également preuve d'enthousiasme et d'engagement pour appuyer le développement de leur milieu.

Les capacités en matière d'attitudes

En ce qui a trait aux attitudes, on s'attendait à ce que les animateurs s'ouvrent à leur milieu et deviennent des facilitateurs venant appuyer, par la communication, des initiatives locales de développement. Cette capacité fut largement démontrée par les animateurs des Clac. Bien que certains aient su mieux que d'autres établir des contacts avec des groupes cibles ou

des partenaires de leur milieu, on a constaté partout l'émergence d'une dynamique d'appui au développement local induite par l'action des animateurs des Clac.

On s'attendait également à ce que les animateurs pratiquent une communication participative avec les groupes du milieu. Par rapport à une communication uniquement centrée sur la transmission de messages, les animateurs étaient appelés à faciliter les échanges et le dialogue entre les membres des groupes cibles sur les problèmes de développement et les initiatives de solution. Bien que cette facilitation des échanges ait bel et bien eu lieu, on a constaté qu'au niveau des attitudes, plusieurs animateurs se comportaient comme des maîtres en classe et avaient tendance à privilégier des exposés dans lesquels eux-mêmes ou une personne-ressource prenaient la parole, alors que les participants écoutaient. Cette constatation a montré qu'il y a quand même une bonne distance à parcourir entre la compréhension intellectuelle d'une démarche participative et la pratique sur le terrain. L'attitude et le rôle du communicateur face aux groupes cibles devraient donc dans l'avenir faire l'objet d'une attention particulière au chapitre de la formation initiale et de l'appui méthodologique.

Les capacités au plan de la planification et de la conduite des activités

On s'attendait également à ce que les animateurs soient en mesure de planifier leur démarche en partant de la reconnaissance d'un problème de développement local, en désignant un ou des groupes cibles spécifiques, en fixant les objectifs et en déterminant les activités à mener, ainsi que les stratégies les mieux adaptées pour ce faire.

La reconnaissance des problèmes et le choix des interventions

De manière générale, on peut dire que les problèmes de développement sont demeurés au stade d'un constat général : analphabétisme, problèmes de santé, manque d'activités génératrices de revenus, etc. Au lieu de documenter et d'analyser en profondeur ces problèmes, d'en rechercher les principales causes et de déterminer une action de communication permettant d'appuyer une initiative avec un groupe spécifique de personnes concernées par ces causes, les animateurs ont choisi, bien souvent, de mener une action générale de sensibilisation ou de mobilisation face au problème de départ.

Dans certains cas également, l'activité de support par la communication à une activité de développement s'est confondue avec la mise sur pied de l'activité de développement. Enfin, plusieurs animateurs ont agi seuls, sans un partenariat solidement établi avec une organisation compétente dans les domaines d'intervention. Il s'ensuit, comme on l'a vu précédemment, que les interventions n'ont généralement pas eu l'effet escompté. Cette situation pourrait changer cependant grâce au développement d'une plus grande maîtrise par les animateurs de la démarche méthodologique et au renforcement d'une culture de partenariat dans les milieux.

De même, la notion de groupe cible n'a pas été comprise de la même manière par tous les animateurs. Si certains ont compris cette notion et l'ont mise en pratique dans leur action, de manière générale on peut affirmer qu'on n'a pratiquement pas tenu compte de la spécificité des divers groupes cibles dans la planification de l'action de communication. Ainsi, le niveau de connaissances de ces groupes, ou leurs attitudes et comportements face au problème traité n'ont souvent pas été pris en compte dans les activités de sensibilisation : il est donc difficile dans ce contexte de mesurer l'efficacité d'une activité.

Dans plusieurs cas, le calendrier de disponibilité des groupes cibles a aussi été ignoré, ce qui a entraîné plusieurs problèmes de mise en œuvre des activités.

L'appui à l'alphabétisation

À Tafiré, ce sont les animateurs qui ont décidé de mettre sur pied et de faire fonctionner un centre d'alphabétisation. Au départ, il n'y avait pas de concertation entre les animateurs et un groupe cible, spécifique. On pourrait même dire ici qu'il n'y avait pas de groupe cible sinon que les animateurs visaient de manière générale un public indéterminé d'adultes analphabètes.

À Coyah, ce sont les animateurs qui, à la suite d'un constat personnel sur l'analphabétisme dans le milieu et le manque de fréquentation du centre d'alphabétisation, ont décidé de lancer un projet de communication. Il n'y avait pas non plus de groupe cible déterminé au départ, sinon que les animateurs voulaient atteindre les jeunes filles déscolarisées. Dans ce cas-ci cependant, le centre d'alphabétisation existait.

À Kouandé, le point de départ de l'activité était lié au besoin d'un groupe cible clairement défini au départ et constitué de 24 femmes du groupement Wanrou-Sourou, actif dans la transformation d'aliments. Ces femmes avaient un besoin bien précis : ne sachant ni lire ni écrire, elles

n'arrivaient pas à bien gérer leurs activités commerciales. Le problème et l'action d'alphabétisation à appuyer étaient tous les deux bien définis.

À Réo, le projet de communication a lui aussi été lancé sur la base des besoins d'un groupe cible spécifique bien délimité au départ : les comités des mères éducatrices des écoles satellites. Celles-ci devaient soutenir leurs enfants scolarisés au primaire et aider d'autres mères à faire de même. Elles devaient également tenir des rapports de réunion. Analphabètes, elles ne pouvaient donc pas prendre de notes, rédiger les procès-verbaux de leurs réunions, élaborer des budgets et des programmes d'activités, ou suivre convenablement leurs enfants à l'école.

À Dédougou, le projet est venu de l'initiative des animateurs du Clac qui se sentaient préoccupés par l'analphabétisme des jeunes filles de 15 à 20 ans et qui décidèrent d'organiser des séances d'alphabétisation, de les initier à l'élevage, de les aider à acquérir des connaissances de base en gestion et à s'organiser en groupement pour mieux gérer leurs activités productives.

Enfin, à Guidan-Roumdji, le projet est venu également de l'initiative des animateurs face à un constat touchant l'analphabétisme des jeunes adultes de la région. L'action de sensibilisation à l'origine de ce constat est demeurée sans suivi faute de groupes cibles et de partenariats spécifiques, et ce malgré toute la bonne volonté des animateurs.

L'appui aux initiatives de santé

À Dikodougou, le projet est parti d'un constat général lié au danger posé par les MTS et le sida pour les jeunes du milieu. Ces inquiétudes ont été confirmées par le médecin-chef du centre de santé de la localité.

À Tibiri, l'action est née d'un partenariat avec les responsables du centre de santé, préoccupés par l'infection du VIH/sida chez les jeunes. On a décidé de s'attaquer au problème du manque de connaissances et d'informations en incitant les jeunes à se protéger contre l'infection.

À Sinématiali, les animateurs se sont intéressés aux rites initiatiques de l'adolescence, aux mariages et aux grossesses précoces, ainsi qu'à l'insalubrité globale dans le milieu et aux maladies infantiles. Le Clac a alors décidé de sensibiliser le milieu à la contraception, à la vaccination et à l'hygiène environnementale. On ne visait pas ici un groupe précis ; l'activité s'adressait à l'ensemble de la population du village.

À Klouékanmey, ce sont aussi les animateurs qui ont lancé une action de communication auprès d'un groupe cible de 13 ménages afin de promouvoir de nouvelles pratiques d'hygiène et de prévention de maladies infantiles.

À Gouré, les animateurs ont choisi d'intervenir sur ce thème en raison des nombreux appels lancés par la population aux autorités pour avoir un dispensaire au village et des nombreux problèmes de santé et de mortalité des enfants liés aux maladies diarrhéiques, ainsi que du constat d'ignorance en matière de prévention et de réhydratation.

À Tanaff, ce sont des femmes de 15 à 35 ans qui ont sollicité le concours des animateurs du Clac pour agir face à la mortalité des enfants de 0 à 11 mois dans le village.

À Khombole, face au problème de la mortalité infantile dans le quartier de Darou Salam, les animateurs ont décidé d'intervenir auprès de 20 ménages (40 femmes et 16 hommes entre 20 et 40 ans).

Enfin, à Ndiaganiao, les animateurs étaient préoccupés par le fait que les femmes, en raison de diverses activités génératrices de revenus ou de grossesses rapprochées, avaient moins de temps pour s'occuper de l'éducation et de la santé de leurs enfants. Ils ont pris contact avec un groupe de 50 personnes de leur village afin de tenter de remédier à la situation.

L' appui aux activités génératrices de revenus

À Bopa, les animateurs ont décidé de lancer un projet d'élevage de canards et de maraichage en concertation avec un groupement du village.

À Lalo, ils ont appuyé un groupe de jeunes déscolarisés qui voulaient s'organiser pour mener des activités agricoles et de petit élevage.

À Tanguiéta, les organismes du milieu ayant constaté que la production vivrière chutait en raison de l'incapacité des paysans de faire face au coût des engrais, les animateurs ont eu l'idée de promouvoir le système agro-sylvopastoral pour améliorer la quantité et la qualité des productions agricoles de deux groupements de jeunes agriculteurs modernes agés de 19 à 35 ans.

À Grand Popo, les animateurs ont lancé des activités génératrices de revenus avec un groupe de femmes.

À Tenkodogo, ils ont pris contact avec un groupement féminin menant déjà des activités de transformation de produits locaux, et dont le besoin était d'obtenir une presse à karité.

L'appui aux initiatives sociales, culturelles et environnementales

À Péhunco, les animateurs ont voulu agir afin de remédier au déclin de la culture batonnou. Ils ont formé deux groupes : un groupe d'hommes autour de la danse worou et un groupe de femmes autour de la danse kabo.

À Toucountouna, les animateurs étaient préoccupés par les mariages précoces et forcés des filles scolarisées et par les conséquences sur la déperdition scolaire, l'exode rural, la sexualité précoce et la prostitution. Ils ont choisi deux groupes cibles, le premier, un groupement de 16 femmes acquis à la cause et voulant servir de relais pour faciliter le changement de mœurs, l'autre composé de femmes et d'hommes conservateurs de la tradition du milieu.

À Pita, il y avait un grave problème d'insalubrité au marché : l'entassement des ordures et des déchets de tout ordre et le déversement des eaux usées rendaient le lieu invivable. Le problème était public, et plusieurs commerçants et usagers se plaignaient. Les animateurs ont décidé de mobiliser la population pour assainir le marché.

À Vélingara, les animateurs étaient préoccupés par le phénomène de déboisement dans la commune. Ils décidèrent ainsi d'aborder le problème des feux de brousse et du déboisement, d'abord avec les femmes du groupement Neemo, ensuite avec les exploitants forestiers.

L'établissement des objectifs

En ce qui a trait à la capacité des animateurs de fixer des objectifs pertinents pour leurs activités de communication, on peut tirer de ces expériences trois observations principales.

Tout d'abord, on a pu remarquer dans plusieurs cas une confusion entre objectifs de développement et objectifs de communication. Souvent, la frontière entre les deux était mince, notamment dans plusieurs cas d'appui à l'alphabétisation et d'appui aux activités génératrices de revenus.

Aussi la plupart des objectifs sont-ils demeuré très généraux. Ils se sont même confondus dans certains cas avec les buts poursuivis.

Enfin on remarque que la place des objectifs de sensibilisation-persuasion-explication a été prépondérante dans les actions menées par les Clac. Des objectifs d'échange et d'animation ont aussi été fixés dans un grand nombre d'interventions.

Voici quelques exemples d'objectifs poursuivis dans les différentes interventions.

L'appui à l'alphabétisation

Objectifs d'organisation :

- Convaincre les autorités à adhérer à un projet d'implantation d'un centre d'alphabétisation et à apporter leur contribution.

- Faciliter le dialogue entre les jeunes adultes et les autorités locales pour permettre la réussite du projet.
- Favoriser les relations entre différents partenaires pour le bon déroulement du processus.
- Trouver des partenaires pour l'acquisition de livres et de matériels.
- Mettre les participants en relation avec des agents de développement pour acquérir des connaissances de base dans des domaines pouvant leur être utiles (gestion, élevage, santé, etc.).
- Aider les participants à s'organiser en groupement pour mieux gérer leurs futures activités productives.

Objectifs de sensibilisation et d'information :

- Faciliter l'échange d'informations sur différents aspects de l'alphabétisation entre les responsables du centre d'alphabétisation et les participants.
- Sensibiliser les structures officielles à prendre en compte les préoccupations et les besoins spécifiques de leur public cible.
- Susciter l'intérêt face à l'alphabétisation.
- Motiver les jeunes adultes à s'inscrire aux cours d'alphabétisation.
- Accroitre le taux de fréquentation dans les centres d'alphabétisation.
- Soutenir la motivation des apprenants tout au long du processus d'alphabétisation.
- Faciliter le dialogue, l'échange d'informations et de connaissances entre les participants.
- Faciliter les échanges d'expériences en matière d'apprentissage entre les jeunes de différents centres d'alphabétisation.
- Encourager les participants à utiliser les acquis de l'alphabétisation.

L'appui aux initiatives en santé

Objectifs de sensibilisation et d'information liés à la prévention des MTS et du sida :

- Faciliter l'échange d'information et l'acquisition de connaissances par les jeunes sur le VIH, le sida et les MTS (modes de transmission et moyens de protection).

- Encourager les jeunes à faire le test de dépistage du VIH.
- Expliquer aux jeunes de 15 à 35 ans que le sida est une maladie réelle.
- Faciliter l'échange d'informations et l'acquisition de connaissances par les jeunes sur les modes de transmission et les moyens de prévention.
- Partager les informations utiles sur l'usage adéquat du préservatif.

Objectifs de sensibilisation et d'information liés aux interventions portant sur la vaccination, la contraception, l'hygiène et la lutte contre les maladies infantiles :

- Vulgariser l'utilisation des méthodes contraceptives modernes.
- Promouvoir la vaccination.
- Expliquer aux habitants du village, et notamment aux femmes, l'importance de la vaccination ainsi que les mesures d'hygiène à prendre pour éviter certaines maladies.
- Sensibiliser les habitants du village, notamment les femmes, à la prévention des maladies infantiles et à l'importance de la vaccination.
- Amener la population à assainir son cadre de vie.
- Faciliter l'acquisition des connaissances et des pratiques favorables à la prévention de maladies infantiles.
- Favoriser l'observation de règles d'hygiène corporelle et environnementale.
- Faire participer les hommes aux questions de santé familiale.
- Faciliter entre les membres du village l'échange d'informations et de connaissances sur les maladies diarrhéiques et sur les moyens de les prévenir.
- Réduire la mortalité infantile provoquée par la diarrhée, elle-même liée au manque d'hygiène.
- Faire adopter aux parents des réflexes visant à protéger leurs enfants, dont la vaccination.
- Amener le groupe à modifier ses comportements en matière d'hygiène.
- Amener les parents à acquérir des connaissances de base sur les règles d'hygiène et les précautions à prendre pour protéger les enfants en bas âge.

- Amener les femmes à mieux prendre en charge la santé de leurs enfants d'âge préscolaire.
- Les mettre en relation avec les structures existantes pouvant les aider.
- Leur faire acquérir des connaissances sur les méthodes modernes de contraception, la prévention des MTS et du sida et la puériculture.

L'appui aux activités génératrices de revenus

Objectifs de formation :

- Faire acquérir aux membres du groupement les connaissances et techniques nécessaires à la fabrication de sacs et au tissage.
- Faciliter l'apprentissage de pratiques culturales, d'élevage et de méthodes de gestion.

Objectifs d'organisation :

- Faciliter la formation d'un groupe modèle de jeunes.
- Faciliter l'obtention de parcelles à exploiter.
- Organiser les femmes en groupement.
- Faciliter l'obtention d'une presse à karité.

L'appui aux initiatives sociales, culturelles et environnementales

Objectifs de sensibilisation-information :

- Inciter les groupes cibles à prendre conscience de leur richesse culturelle, à la valoriser et la diffuser.
- Faire prendre conscience à la population du problème des mariages forcés et précoces.
- Faciliter l'adoption, par les commerçants et utilisateurs du marché, de comportements favorisant l'hygiène.
- Faciliter le dialogue et la concertation entre les autorités municipales et les usagers du marché pour chercher une solution au problème.
- Favoriser les échanges d'expérience avec d'autres localités ayant réussi à résoudre le problème.
- Sensibiliser les exploitants forestiers au problème du déboisement.

Objectifs de type « but poursuivi » :

- Ressusciter les danses batonnou.
- Faciliter l'insertion des jeunes et freiner l'exode rural.
- Donner une impulsion économique au village par la promotion de son art et de sa culture.

La détermination des activités

Dans la majorité des cas, les stratégies de communication utilisées ont eu recours aux réunions de petits groupes ou à de grands rassemblements avec projection de films et exposés de personnes-ressources. Certains animateurs ont eu également recours à des médias traditionnels tels les crieurs publics, au théâtre et à la radio rurale pour diffuser leurs messages, mais cela est demeuré assez périphérique.

On a rarement on a utilisé un média spécifique en considérant le type d'objectif poursuivi ou les caractéristiques du public cible.

Les animateurs ont également éprouvé des difficultés à définir les contenus des messages à transmettre et même les activités en fonction des objectifs recherchés. On est allé en général directement du but poursuivi aux activités à réaliser. On a ainsi parfois perdu de vue les objectifs à atteindre et les spécificités liées au contenu à traiter ou au groupe cible (par exemple, on ne peut espérer susciter des changements de comportement sexuel face aux MTS et au sida chez des jeunes au moyen d'une seule séance publique de sensibilisation). Il est en effet difficile d'aller plus loin que la simple diffusion d'une information générale dans des rencontres de grands groupes. On peut aussi s'interroger sur l'intérêt des groupes cibles vis-à-vis des activités proposées.

En ce qui concerne le déroulement des activités, on a également oublié de tenir compte de manière générale des calendriers des publics cibles (leurs moments de disponibilité dans l'année par rapport notamment au calendrier agricole, à la tenue d'élections, à la période de sécheresse, etc.). Souvent l'action s'est trouvée entravée par le manque de disponibilité des participants.

On peut donc soulever bon nombre de questions d'adaptation au contexte des stratégies utilisées par plusieurs animateurs. Ceci met encore une fois en évidence le besoin d'une formation appropriée à cette nouvelle fonction. Cela dit, comme on peut le constater dans les exemples qui suivent, les animateurs ont réalisé plusieurs activités qui ont instauré une véritable dynamique de changement dans leur milieu.

L'appui à l'alphabétisation

À Tafiré, les activités ont consisté en des séances de travail avec des adultes analphabètes, une dizaine de réunions avec des représentants d'associations de jeunes et de femmes du milieu, l'envoi de lettres aux autorités, suivies de rencontres officielles (deux séances avec le sous-préfet, une rencontre avec le maire et les membres du conseil communal, l'envoi d'une délégation dans la capitale auprès du responsable de la commission nationale d'alphabétisation). Des réunions ont aussi été organisées par des partenaires associés au projet, soit le président des jeunes et la présidente des femmes de Tafiré avec leurs membres. Enfin, une autre modalité de communication a été l'utilisation d'un crieur public pour sillonner la ville et annoncer l'ouverture du centre d'alphabétisation.

À Coyah, des activités de sensibilisation ont été menées avec les chefs religieux musulmans afin de leur expliquer la situation des filles non alphabétisées et de demander leur aide. Ceux-ci ont commencé à parler des méfaits de l'analphabétisme à la mosquée en demandant aux parents d'encourager leurs filles à s'inscrire aux centres d'alphabétisation. Cependant, il semble que cette stratégie ait eu peu d'effet. On a eu recours également aux crieurs publics qui sillonnaient les deux marchés de la ville, afin d'annoncer le démarrage d'un nouveau cycle d'alphabétisation et d'inviter les filles à s'inscrire au centre d'alphabétisation. Les animateurs utilisèrent aussi la correspondance pour entrer en contact avec des chefs d'atelier afin de leur demander d'autoriser leurs apprenties à suivre des cours d'alphabétisation. Cette stratégie a cependant eu un effet plutôt négatif, plusieurs chefs d'atelier ne cachant pas leur hostilité à ce projet qui risquait, d'après eux, de leur faire perdre des revenus. On organisa aussi un grand rassemblement avec la projection d'un film sur les bienfaits de l'alphabétisation.

À Kouandé, les animateurs organisèrent une rencontre avec les époux afin de les convaincre du bien-fondé de l'alphabétisation et d'en faire des alliés pour l'alphabétisation des femmes. Ils organisèrent également une séance de sensibilisation et de discussion, appuyée par la projection d'un film, ainsi que des séances de travail rassemblant des spécialistes des services d'alphabétisation et des personnes-ressources de la localité. À Réo, on procéda à des visites de sensibilisation sur le terrain. Des cassettes vidéo sur les séances d'alphabétisation furent aussi réalisées. À Dédougou, les activités consistèrent surtout en l'organisation de séances d'alphabétisation, de cours de gestion et de cours d'élevage.

À Guidan-Roumdji, on procéda à l'organisation d'un grand rassemblement à l'occasion de la journée internationale de l'alphabétisation : des banderoles avec des messages en français et en haoussa sur les mérites de l'alphabétisation furent confectionnées, des chansons furent interprétées par la troupe d'animation du Clac, des hommes et des femmes exprimèrent aux notables leur désir d'apprendre à lire et à écrire et expliquèrent les préjudices qu'ils vivaient en étant analphabètes. Il n'y a cependant pas eu de suivi à cette grande activité. Les animateurs organisèrent également des réunions avec un groupe cible pour les convaincre de s'alphabétiser.

L'appui aux initiatives en santé

À Dikodougou, les activités incluaient une conférence-débat animée par le médecin-chef du centre de santé avec une centaine de jeunes de 17 à 22 ans, des séances de projection de films sur le sida trois fois par semaine, l'organisation d'une nuit du conte avec chants, danses, histoires sur ce fléau (200 jeunes), un concours de poésie et de dessins pour les élèves du secondaire et primaire, une course cycliste avec messages de prévention sur les dossards des coureurs, une exposition de livres sur le sida, ainsi que la réalisation de causeries avec un groupe de prostituées.

À Tibiri, les animateurs cherchèrent d'abord à obtenir l'adhésion et la collaboration des autorités communales, des chefs traditionnels et des notables locaux pour traiter de ce sujet : réunion avec le chef de province et la chef des femmes, convocation des notables à la maison communale, lancement du projet présidé par le maire, etc. Ils organisèrent par la suite des réunions multiples avec différentes couches de la population, des séances de projection d'un film sur le sida en langue haoussa, suivies d'explications fournies par le responsable du centre médical et de questions des participants, des soirées récréatives avec la troupe artistique du Clac (chants et saynètes sur les modes de transmission et les moyens de protection face au sida), des jeux et des concours auprès des jeunes dans le cadre de la Journée internationale du sida, la distribution d'un dépliant en langue haoussa, des exposés par le responsable du centre de santé et des rencontres avec les prostituées du milieu. Des démonstrations de l'utilisation d'un préservatif étaient également réalisées lors des soirées.

À Sinématiali, on organisa des causeries sur les méthodes modernes de contraception avec les villageois, une réunion de sensibilisation sur la vaccination durant les journées de vaccination, ainsi que des séances de travail avec la cellule de coordination du village et les villageois sur l'insalubrité

dans le village. Ces causeries étaient appuyées par des photos prises dans le village et un compte rendu de ces activités était diffusé à la radio.

À Klouékanmey, on organisa également des réunions de travail avec des personnes-ressources et le groupe cible, ainsi qu'une série de dix causeries éducatives avec des spécialistes en vaccination et en planification familiale.

À Gouré, on organisa essentiellement des réunions de travail avec les notables et des séances de causerie éducative avec les groupes cibles sur la vaccination.

À Tanaff, en se basant sur les statistiques fournies par le médecin-chef, le Clac a lancé une action de sensibilisation auprès des mères, avec la participation du comité de santé, du comité d'hygiène, des mamans-vaccination et de l'infirmier-chef de poste. Avec les activités de sensibilisation, ils ont aussi facilité l'organisation dans chaque quartier d'un comité d'hygiène et de mamans-vaccination qui font du porte à porte.

À Khombole, les animateurs se sont inspirés d'une enquête réalisée par l'Institut de pédiatrie sociale et ont mené sur cette base une enquête sur les connaissances, les comportements et les attitudes des groupes cibles en matière d'hygiène. Les données furent discutées lors d'une réunion regroupant les animateurs, les agents de développement et les autres partenaires de l'activité. Le projet de sensibilisation a ensuite été formulé en partenariat avec les groupes cibles et les personnes-ressources.

À Ndiaganiao, on mena des séances d'animation et de causeries avec le groupe cible pour aborder les causes et les conséquences du problème.

L'appui aux activités génératrices de revenus

En dehors des causeries avec les membres des groupes cibles et des séances d'information animées par des spécialistes techniques, on retrouve parmi les activités de cette catégorie de projets, l'organisation de visites d'étude pour discuter avec une personne-ressource (Bopa), ou connaître l'expérience d'autres groupes (Lalo), des conférences-débats avec projection de documentaire (Lalo), des activités d'organisation en groupement (Lalo, Grand Popo), l'organisation de séances de formation ou de cours (Tanguiéta, Bopa, Grand Popo, Lalo), l'accompagnement et le suivi des groupes cibles, ainsi que des démarches afin de rechercher du matériel ou des parcelles de terre pour le groupe cible.

L'appui aux initiatives sociales, culturelles et environnementales

À Péhunco, les animateurs ont multiplié les prises de contact avec les groupes cibles, les personnes-ressources et les autorités locales. Ils ont aussi eu recours à une enquête, à des conférences-débats, à des rencontres culturelles avec concours de danses traditionnelles et projections de film, à la réalisation d'une saynète sur l'exode rural, à des démonstrations de danses et à la réalisation d'une cassette vidéo sur la danse worou.

À Toucountouna, on a organisé des rencontres avec les groupes cibles, les autorités et les partenaires. On a aussi organisé des conférences-débats, ainsi que la présentation d'un sketch suivi d'une discussion.

À Pita et à Vélingara, les animateurs ont organisé des rencontres de sensibilisation avec les autorités et les représentants du groupe cible. Il est intéressant de constater que ces représentants ont par la suite relayé l'organisation de ces causeries à leur niveau. À Pita, on a utilisé des photos prises dans un autre village afin de susciter des comparaisons et d'alimenter la discussion.

Les capacités en matière d'utilisation de l'audiovisuel

Les animateurs ont également reçu une formation en audiovisuel et ont appris à utiliser des appareils légers : photo, magnétophone, caméra. L'utilisation qui en a été faite est cependant restée superficielle. Dans la plupart des cas, on a utilisé les appareils pour enregistrer des activités, sans en concevoir une utilisation pédagogique. Il y a eu des exceptions, comme à Pita, en Guinée, où les animateurs ont utilisé des photos d'un marché d'un village voisin pour accroître la sensibilisation ou à Sinématiali, en Côte-d'Ivoire, où les photos de cas d'insalubrité dans le village ont contribué à la prise de décision touchant des activités de nettoyage et d'assainissement. Cependant, dans l'ensemble, on a peu utilisé l'audiovisuel léger comme outil de communication.

Il faut peut-être apporter ici une réserve sur le plan de la disponibilité des appareils. En effet, la stratégie retenue avait été de confier les appareils à la coordination des réseaux. Les Clac devaient planifier d'avance l'utilisation du matériel et réserver les appareils de façon à les avoir en leur possession au moment choisi. Cette stratégie n'a pas bien fonctionné, pour diverses raisons. Dans deux cas, il y a eu des retards occasionnés dans la livraison des appareils en raison de circonstances particulières. Dans les autres cas, la planification n'a pas toujours livré les résultats attendus. Dans un deuxième temps, des appareils photo ont été remis à chacun des Clac, mais ceci n'a pas changé la nature de leur utilisation.

Par contre, beaucoup d'animateurs ont utilisé la projection de films comme stratégie de communication. D'autres ont eu recours à des spots à la radio pour appuyer leurs actions de sensibilisation. Il est évident que l'utilisation de l'audiovisuel devrait être renforcée au niveau de la formation des animateurs afin de la rendre plus efficace.

La capacité à développer les partenariats avec le milieu

On a vu précédemment que les animateurs ont su développer des partenariats avec le milieu même si, dans bien des cas, ce partenariat s'est révélé ponctuel et intéressé. On a fait ressortir également les principales observations et conclusions permettant d'améliorer et de renforcer ce processus. Cet aspect doit s'inscrire avec plus d'attention dans le plan de formation des animateurs car il est fondamental.

À un autre niveau, l'évaluation a fait ressortir que les animateurs ne disposaient pas des compétences de base pour comprendre les logiques et les perceptions en jeu dans l'élaboration des stratégies d'intervention des services de développement et qu'il faudrait également renforcer cet aspect. En effet, le rôle attendu de la communication ne se limite pas à la transmission des messages, mais s'étend à une meilleure définition et à une réalisation plus efficace des activités de développement projetées avec les groupes cibles. Ceci suppose également qu'on est en mesure de s'interroger sur les modes d'intervention des services partenaires, leur permettant ainsi d'améliorer leurs stratégies. En effet, ces derniers pourraient mettre à profit les données sur les groupes cibles qu'acquièrent les animateurs des Clac dans la conduite de leurs activités. Or, les recherches-actions menées dans les milieux n'ont pas traité de cet aspect. On retiendra ici une recommandation importante en matière de formation des animateurs.

Par contre, il faut aussi préciser que cet aspect se rattache à la dimension d'apprentissage d'un nouveau rôle et qu'il ne faut pas s'attendre à le voir émerger spontanément.

Les capacités en matière de conception et de conduite de l'évaluation

Les animateurs ont été invités à participer à l'élaboration des cadres d'évaluation formative et sommative. Ceci s'est fait selon les modalités décrites au chapitre 1, et sous l'encadrement d'une personne-ressource assumant la responsabilité d'ensemble. Cette expérience a montré qu'il est possible de

transférer aux animateurs de base les connaissances nécessaires leur permettant de prendre part à la discussion sur l'élaboration d'un plan d'évaluation. Bien sûr, tous n'ont pas eu le même niveau de compréhension des différents concepts, mais ils ont tous participé et se sont ainsi sentis concernés par cette évaluation. Trop souvent, l'évaluation est perçue comme l'affaire d'un expert externe qui vient poser un jugement sur une expérience à laquelle il n'a pas été associé. Dans ce cas, on a voulu considérer l'évaluation comme un outil d'apprentissage et associer les principaux acteurs à sa réalisation.

Sur le plan de la conduite des activités prévues à ce chapitre cependant, le résultat a été plutôt faible, en raison des problèmes de disponibilité déjà discutés plus haut, des courts délais intervenus entre les temps prévus pour les activités d'évaluation et le temps effectif de réalisation des activités sur le terrain (certains n'ayant vraiment réalisé leurs activités que vers la fin), et enfin des faibles capacités de certains animateurs en matière de collecte des données. Comme on le verra plus loin, les coordonnateurs devaient prendre en charge le suivi de ces opérations et épauler les animateurs en ce sens, mais eux aussi découvraient pour la première fois cette nouvelle dimension du travail des Clac.

La disponibilité

Au chapitre de la disponibilité, le rôle des animateurs dans des activités de recherche-action dans leur milieu commandait d'avoir le temps nécessaire pour planifier les actions, établir les contacts avec les groupes cibles et les partenaires du milieu, préparer et réaliser les activités, et en faire le suivi et l'évaluation.

Cette disponibilité ne s'est pas révélée la même partout. On trouve deux types de situations : un animateur permanent est affecté par les services officiels et secondé en général par deux animateurs bénévoles ; les animateurs sont tous bénévoles. Dans le premier cas, plusieurs animateurs permanents ont dit avoir été surchargés par rapport à la conduite de leurs autres activités. De fait, la plupart n'ont pas montré autant de disponibilité qu'il était prévu, même s'ils ont assuré l'essentiel du travail.

Pour leur part, plusieurs animateurs bénévoles travaillant avec un animateur permanent ne se sentaient pas responsables et il était par conséquent difficile de leur demander des comptes. Ils ont déclaré que leur situation ne leur permettait pas de s'engager pleinement dans le projet. Cette remarque s'applique aussi dans le cas où les animateurs sont tous

bénévoles (Sénégal, Guinée, Bénin), avec la variante que nombre d'entre eux sont également enseignants et qu'ils étaient occupés pendant de longues périodes sans pouvoir vraiment consacrer du temps aux activités de communication.

Il faut souligner également des problèmes de mutation d'effectif qui sont venus anéantir dans certains cas les efforts investis dans la formation et l'apprentissage des activités de communication pour le développement. Les animateurs permanents, en tant que membres de la fonction publique, sont sujets à mobilité. Ainsi à Tafiré, l'animateur permanent, après réussite d'un concours, a quitté le Clac. Ceci a représenté une perte importante étant donné que c'est lui qui avait reçu la formation de base et qui avait été l'instigateur du projet. À Réo, l'instigateur du projet (dans ce cas il ne s'agissait pas d'un animateur mais d'un membre du comité de gestion très engagé dans le projet de communication pour le développement) a également été affecté dans une autre zone et le projet est resté au point mort pendant plusieurs mois.

Sur un autre plan, même s'il ne s'agit pas à proprement parler de disponibilité, il faut souligner l'absence de femmes comme animatrices dans les projets. Cette situation est liée à l'absence de femmes comme animatrices parmi les Clac participants (sauf la présence d'une animatrice bénévole à Dédougou, au Burkina Faso). Cette absence de femmes a constitué un facteur important de limitation des actions menées sur le terrain. En effet, en milieu rural africain, c'est la femme qui joue un rôle majeur en matière d'éducation, de santé, d'agriculture et ce sont surtout d'autres femmes qui peuvent le mieux s'adresser à elles et les entraîner dans des actions de changement.

Capacité, disponibilité et formation

Grâce à la conduite des différentes recherches-actions, les animateurs ont progressé dans l'acquisition de la méthodologie proposée et leur appropriation dans leur contexte spécifique. Ils ont aussi fait des progrès au niveau de la rigueur dans la démarche suivie, tant sur le plan de la planification que de la conduite des activités. Ils ont appris à mieux cerner un problème, à rechercher les causes avant de décider d'une action et à déterminer les objectifs, les activités et les stratégies. Ils ont appris à mieux organiser les séances de discussions et aussi à être plus à l'aise dans leur rôle de facilitateurs.

On a constaté cependant que beaucoup reste à faire et que s'il y a une leçon à tirer de l'expérience, c'est bien la nécessité de mettre en œuvre une formation solide à l'intention des animateurs. Il faut réaliser aussi que l'apprentissage de la démarche ne se fait pas au seul niveau d'une formation initiale. Cela exige aussi une pratique approfondie sur le terrain et il faut donc du temps avant de pouvoir vraiment maîtriser la démarche. Dans ce contexte, l'appui méthodologique sur le terrain est vraiment apparu comme un mode efficace de support à l'apprentissage des animateurs et devrait s'inscrire à l'intérieur du plan de formation comme une stratégie maîtresse.

Enfin, sur le plan de la disponibilité, il faut retenir l'importance de mieux expliquer au départ aux animateurs ce qu'on attend d'eux et de les responsabiliser par rapport à ces tâches. D'autre part, il serait important de sélectionner les animateurs responsables en fonction de leurs aptitudes, y compris celle de gérer les activités de communication à la base, en fonction de leur temps disponible. On peut retenir également l'importance de chercher à obtenir un engagement, de la part des animateurs et de leurs autorités, sur leur affectation aux activités de communication pour le développement pour une durée précise de deux à trois ans. Enfin, il faudrait trouver des mécanismes pour assurer la participation de femmes comme animatrices des activités de communication pour le développement menées par les Clac.

Le rôle, la capacité et la disponibilité des coordonnateurs des réseaux dans la planification, la conduite et l'évaluation des activités de communication pour le développement

Au départ, on s'attendait à ce que les coordonnateurs puissent jouer un rôle d'appui aux animateurs dans la conduite de leurs activités et assurer un suivi des activités et de l'évolution des recherches-actions. À l'occasion d'un atelier portant sur la définition de leur rôle, au moment de l'élaboration du projet d'ensemble, ils détaillèrent les différentes fonctions liées à cette tâche. Ils se donnèrent également des responsabilités par rapport à la conduite de l'évaluation formative et sommative.

Il faut dire que plusieurs d'entre eux ont joué un rôle essentiel dans le suivi des activités et dans le support aux animateurs. Ils ont à cet égard démontré que cette fonction de support, de coordination et de suivi

s'inscrivait parfaitement dans leur mandat régulier portant sur les activités de lecture et d'animation culturelle des Clac.

Les coordonnateurs des réseaux découvraient en même temps que les animateurs la nouvelle fonction des Clac en communication pour le développement. Ils faisaient également pour la première fois l'apprentissage des concepts et de la démarche méthodologique qui y étaient associés. À cet égard, la plupart des considérations que nous avons déjà émises par rapport aux capacités des animateurs et à leurs besoins de formation s'appliquent également ici. Tout comme les animateurs, les coordonnateurs furent en situation d'apprentissage, tout le temps que durèrent les recherches-actions des Clac de leurs réseaux respectifs.

Ayant vécu cette première expérience et compris véritablement en quoi consistait cette nouvelle fonction des Clac, ils devraient pouvoir assumer avec plus d'efficacité leur fonction de conseil et d'encadrement des activités de communication pour le développement.

Certains ont pu aider les animateurs de leurs réseaux mieux que d'autres, en fonction de leur niveau de compréhension, de leur degré d'engagement dans le projet et de leur disponibilité. Plusieurs, comme le coordonnateur du réseau du Mono au Bénin, ou celui du réseau de Thies, au Sénégal, ont également développé des stratégies originales en organisant des visites des animateurs dans chacun des Clac participants de leur réseau afin qu'ils puissent discuter entre eux et approfondir leur compréhension. D'autres, comme dans le cas du réseau de Côte-d'Ivoire ou du Burkina Faso, ont organisé des rencontres d'échange avec les animateurs de leur réseau.

À un autre niveau, plusieurs coordonnateurs n'ont pas joué le rôle qu'ils auraient pu assumer en facilitant le développement de partenariats entre les Clac et les personnes et organismes ressources de leur milieu. Encore là, les motifs principaux tenaient à la disponibilité et au degré d'engagement des coordonnateurs, ainsi qu'à la prise de conscience de la nécessité de développer ces partenariats. Certains ont joué un rôle utile à ce niveau. C'est le cas à Grand Popo au Bénin, où le coordonnateur a mis le Clac en relation avec un service technique de production vidéo, à Pita en Guinée, où le coordonnateur a entamé des négociations fructueuses au sein du ministère de tutelle pour obtenir une décharge des frais d'enregistrement des émissions à la radio rurale, etc.

En ce qui concerne l'évaluation, les coordonnateurs n'ont pas pu remplir complètement les mandats attendus d'eux. Parmi les principales raisons ayant entravé l'exercice de ce rôle, il faut mentionner le cumul de

leurs responsabilités, le court laps de temps intervenu entre la fin des activités sur le terrain et l'évaluation, le fait que cette activité ne se déroulait pas dans le cadre de leur calendrier habituel de mission et également le manque d'appui méthodologique pour les aider à mener ces activités.

Certains, éloignés géographiquement des Clac participants, ont aussi déploré la faiblesse du budget destiné à ces activités. Cette remarque n'a pu être analysée en profondeur, mais elle semblait liée au fait que certains percevaient ce rôle comme supplémentaire à leurs activités régulières, alors qu'elles devaient justement s'inscrire dans ce cadre. Les difficultés éprouvées par les coordonnateurs dans le cadre du suivi ont plus souvent qu'autrement été liées soit à un manque de compréhension de leur rôle sur le plan du suivi, à un manque de maîtrise sur le plan de l'opérationnalisation de ce rôle, ou à des difficultés de déplacement liées à l'étendue géographique du réseau.

En conclusion, il faut souligner l'importance du rôle du coordonnateur dans le suivi des activités et le support aux animateurs. Pour être rempli efficacement, ce rôle demande d'abord, comme tout apprentissage, du temps. Deuxièmement, un appui devrait être aussi apporté aux coordonnateurs, afin de faire régulièrement le point avec eux sur le suivi des activités et de discuter des principales difficultés qu'ils rencontrent. Enfin, cette fonction de suivi, de coordination et de support devrait s'inscrire à l'intérieur de leur mandat régulier.

Le dispositif d'encadrement

En ce qui a trait au dispositif d'encadrement, il est utile d'ajouter certaines précisions à propos de quatre éléments importants : le dispositif de formation, de suivi et de coordination, le budget local de support aux activités de communication, la mise à disposition du matériel audiovisuel et le bulletin de liaison.

Le dispositif de formation, de suivi et de coordination

Ce dispositif comprenait les différentes activités suivantes :

- Un premier atelier d'introduction, regroupant les coordonnateurs ainsi que deux animateurs par Clac participant, était tenu en début de projet. Cet atelier visait à présenter les concepts et la méthodologie de la communication pour le développement, à discuter les idées de projets

recueillies par les participants et à élaborer sur cette base les grandes lignes du projet de recherche-action portant sur l'intégration de la communication pour le développement dans les Clac.

- Des rencontres sur le terrain ont eu lieu entre les coordonnateurs de réseau et les animateurs pour réviser les projets selon les points discutés lors de l'atelier.
- Un atelier regroupant les coordonnateurs a été tenu en vue de réaliser une formation à la démarche méthodologique et de réviser la planification de chacun des projets des Clac.
- Des rencontres sur le terrain entre les coordonnateurs et les animateurs ont eu lieu pour revoir la planification des projets, transférer les éléments de connaissance acquis durant l'atelier et préparer le démarrage des projets dans les Clac.
- Une première série de missions a fourni un appui méthodologique aux animateurs sur le terrain afin d'aider au démarrage des activités et de répondre aux questions des animateurs.
- Une formation en audiovisuel a prolongé cette mission dans chaque réseau.
- Une rencontre de coordination a eu pour but de faire le point sur le projet à partir des données des missions et d'orienter en conséquence la suite des activités.
- Un atelier a regroupé les coordonnateurs ainsi qu'un animateur par réseau afin de faire le point sur l'avancement des projets, de répondre aux questions des animateurs et de finaliser les cadres d'évaluation.
- Une deuxième série de missions d'appui méthodologique a eu lieu dans les Clacs afin de faire l'évaluation formative des projets et d'appuyer les animateurs dans leurs efforts.
- Une deuxième rencontre de coordination a permis de faire le point sur ces missions.
- Une mission d'évaluation sommative a été réalisée dans huit des Clac participants.
- Une troisième réunion de coordination avait pour objectif de discuter des données d'évaluation.

Les stratégies de formation

Les stratégies de formation développées pour renforcer les capacités des animateurs dans ce domaine ont aussi évolué. Trois stratégies ont été utilisées avant d'arriver à la formule la plus adaptée au contexte : les séminaires de formation, la formation de formateurs et l'appui-formation sur le terrain.

Au départ, on a voulu intégrer la formation initiale au séminaire d'introduction au projet. Ce séminaire regroupait deux animateurs sur trois de chaque Clac participant, ainsi que les coordonnateurs. Cette participation d'un grand nombre d'animateurs dans un laps de temps limité et déjà passablement rempli par l'agenda du séminaire a limité les possibilités d'acquisition par les animateurs de concepts nouveaux.

Il était aussi prévu qu'à la suite du séminaire, les animateurs présents puissent retransmettre les acquis à leur troisième collègue. En général, cette activité n'a pas été concluante, les animateurs présents au séminaire n'ayant pu développer qu'une compréhension limitée de cette nouvelle dimension qu'ils découvraient pour la première fois. De même, les coordonnateurs des réseaux devaient faire le suivi sur le terrain avec les Clac participants et travailler à la révision des projets selon les éléments présentés lors du séminaire. Là encore, le manque de maîtrise des concepts et, dans certains cas, l'impossibilité de visiter les Clac durant cette période limitèrent l'effet attendu de cette stratégie de formation dans l'action.

Dans un deuxième temps, on adopta une stratégie de formation de formateurs dans laquelle les coordonnateurs approfondissaient leur maîtrise des notions en question afin de pouvoir appliquer ces notions sur le terrain avec les animateurs. Cette stratégie de transfert ne livra que des résultats partiels, soit en raison d'une présence insuffisante sur le terrain de la part de certains coordonnateurs, soit en raison d'un manque de capacité sur le plan de la restitution de concepts qu'ils découvraient eux aussi pour la première fois.

Il s'avérait donc essentiel de travailler en petits groupes et directement sur le terrain avec les animateurs et les coordonnateurs. La stratégie utilisée fut celle de l'appui méthodologique sur le terrain et c'est cette formule qui se révéla la plus efficace.

Les contenus de formation

Il y a aussi eu évolution au chapitre des contenus de formation. Au départ, ces derniers étaient presque exclusivement centrés sur les concepts de communication pour le développement, ainsi que sur la démarche méthodologique préconisée dans le cadre du projet. À l'intérieur de la partie conceptuelle, on a laissé de côté la partie présentant les différents courants et idéologies étant apparus dans l'évolution de la discipline, pour se concentrer sur la distinction entre une communication axée sur la diffusion de l'information et une communication participative axée sur la facilitation des échanges à l'intérieur d'un groupe spécifique. On a également mis une importance particulière sur les concepts de groupe cible et sur le rôle du communicateur pour le développement, avant de procéder à la partie portant sur la démarche méthodologique. Tout au long de la recherche-action, d'autres besoins de formation sont apparus : l'approche de développement des partenariats dans les milieux, la gestion d'un budget local d'appui aux activités de communication, l'utilisation pédagogique de l'audiovisuel, etc.

Le mécanisme de coordination

Au départ, on a décidé de baser le projet au bureau régional de l'Agence de la Francophonie en Afrique de l'Ouest, situé à Lomé, afin de lui donner une assise sur le terrain et de voir également les besoins posés par l'intégration d'un nouveau projet à l'intérieur d'une structure régionale. Par contre, un problème s'est posé au niveau de la coordination. La sélection d'un coordinateur ou d'une coordinatrice ne s'est pas avérée aussi aisée qu'on aurait pu l'imaginer. Coordonner de telles activités demande en effet un profil à la fois théorique et pratique. Le coordonnateur doit pouvoir maîtriser les concepts et la méthodologie en cause, posséder des habiletés d'animation, de formation, d'évaluation, de rédaction et de gestion. De plus, il doit également pouvoir reconnaître les erreurs des animateurs afin de les aider à progresser dans l'apprentissage du processus. Dans le cas du projet, le processus de sélection ayant d'abord échoué et le projet étant déjà avancé dans le temps, on a décidé de répartir les différentes fonctions de coordination entre le programme Clac, le BRAO (Bureau régional d'Afrique de l'Ouest) et le CRDI et de partager les différentes fonctions de suivi entre les personnes-ressources impliquées. Cette situation est bien sûr loin d'être idéale et nous ne saurions la recommander à quiconque désire s'engager

dans de telles activités. Elle a cependant marqué le projet et fait ressortir l'importance d'établir une véritable coordination sur le terrain. Cette coordination ne doit pas seulement prendre en charge les aspects administratifs et financiers, mais également les aspects de contenus. Elle doit enfin permettre un véritable leadership du projet, ainsi que l'encadrement des différentes activités de recherche-action dans chacun des milieux participants.

Le budget local

Un budget local a également été affecté à la conduite des activités de communication pour le développement. Chaque Clac a reçu une somme de 300 000 F CFA soit environ 750 $CAN pour la durée du projet. Chaque coordonnateur a de plus reçu un budget d'appui pouvant être utilisé pour financer l'une ou l'autre activité reliée à la conduite des activités de communication dans les Clac. Des procédures de gestion ont été établies dans chaque milieu afin de pouvoir justifier l'utilisation des sommes et de pouvoir rendre compte, au terme des activités, de leur utilisation.

L'utilisation de ces sommes a cependant soulevé certaines questions. En effet, l'évaluation du projet a souligné que des ressources importantes avaient été affectées à des postes budgétaires dont le volume aurait pu être considérablement réduit.

Ainsi, des fonds prévus pour la prise en charge des personnes-ressources sont allés bien souvent à des membres des services partenaires, à titre d'indemnités et de frais de déplacement, alors que ce travail entre dans le cadre de leurs attributions habituelles et est déjà rétribué. Rares sont les Clac où cela n'a pas été le cas.

Sur ce plan, il convient de rappeler ce que nous avons dit plus haut, à savoir qu'il faut tenir compte des habitudes et du contexte de la situation. Les agents des services techniques en milieu rural disposent de peu de moyens et beaucoup n'ont pas de budget pour payer leurs déplacements. Dans ce contexte, il est d'usage de participer aux coûts. Par contre, les fonds utilisés comme gratification ou motivation se justifient difficilement, même si, ici encore, dans plusieurs milieux, une certaine habitude s'est développée en ce sens.

Le poste des frais de réunion a également pris une proportion importante du budget, principalement l'achat de boissons gazeuses à l'occasion des réunions. S'il est vrai que dans certaines occasions, cela peut se justifier, il est par contre exagéré de considérer cela comme une dépense normale et

régulière. Cela contribue en plus à renforcer l'image du Clac payeur et des partenaires bénéficiaires. De plus, cette représentation empêche les membres du milieu de contribuer eux-mêmes aux activités et de « s'approprier » celles-ci.

D'autres coûts auraient pu être pris en charge par des services d'État ou des autorités locales si une planification et des démarches en ce sens avaient été faites à temps. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit à Pita, en Guinée, où on a réussi à obtenir une décharge pour le paiement des frais d'enregistrement à la radio et à Tafiré, en Côte-d'Ivoire, où la mairie a fourni un local et du mobilier pour les activités d'alphabétisation.

En outre, à l'encontre même des prévisions de postes budgétaires affectés à ce budget, dans plusieurs Clac, des sommes ont été consacrées à des activités de formation technique ou à de l'achat de matériel de base pour démarrer l'activité. Par exemple, sans cet apport de base, le projet de Grand Popo au Bénin aurait été bloqué.

Dans ce contexte, il est difficile de savoir si le montant alloué était suffisant pour appuyer convenablement les activités sur le terrain. Dans certains cas, des animateurs ont avancé de leur propres deniers afin de poursuivre les activités ; dans d'autres, tout l'argent n'a pas été dépensé. On peut donc penser qu'il serait plus utile d'allouer les budgets après étude du projet de chaque Clac, au lieu d'accorder la même somme à tous, indépendamment de la nature de leur projet.

Mentionnons aussi que les budgets dévolus aux coordonnateurs pour le suivi des activités de communication auraient pu servir également à appuyer les Clac manquant de ressources. Il semble que cela n'ait pas été le cas.

La gestion du budget local devrait constituer aussi l'un des objectifs de formation initiale des animateurs et des coordonnateurs.

Le matériel audiovisuel

Chaque réseau a été équipé d'une sono, de matériel vidéo, audio et d'appareils photo. Ces appareils devaient être distribués dans chaque Clac selon les besoins. On a vu plus haut que cette stratégie n'a pas réussi. Dans un deuxième temps, des appareils photo ont été achetés pour chaque Clac. On a vu que cela n'a pas conduit pour autant à une utilisation efficace du médium dans le cadre des activités de communication, mais plutôt à une documentation des activités menées.

Il s'ensuit qu'une meilleure planification doit être faite de l'utilisation des appareils, en prenant en considération le calendrier des déplacements du coordonnateur dans les Clac. D'autre part, la formation en audiovisuel ne devrait pas simplement porter sur la manipulation, mais aussi sur l'utilisation pédagogique de ces outils dans le cadre des activités de communication pour le développement.

Le bulletin de liaison

Un bulletin de liaison devait aussi faire partie du dispositif d'encadrement. Il devait permettre de faire connaître aux animateurs et aux coordonnateurs de réseaux des six pays participants les démarches des uns et des autres et, sur cette base, faciliter les échanges. Par ce moyen, nous espérions également que les animateurs puissent apprendre des erreurs et des succès des uns et des autres, en discutant des difficultés éprouvées sur le terrain et en pointant des voies de solution. Enfin, le bulletin pouvait permettre aux animateurs appuyant le même type de projet (alphabétisation, santé, etc.), d'amorcer une prise de contact entre eux afin de renforcer leurs actions.

Ce dispositif a cependant connu des ratés. Un seul numéro a vu le jour durant la période du projet, portant sur la présentation des différents projets. Deux autres numéros prévus par la suite devaient décrire le processus à l'œuvre et faire ressortir les aspects majeurs des démarches des animateurs. Ces numéros parurent toutefois bien après la fin des activités sur le terrain. Cependant, il faut dire que les attentes face au journaliste chargé de ce mandat étaient trop élevées. En effet, n'ayant pas vécu lui-même ces démarches, il lui était très difficile de les vulgariser et de les discuter, d'autant plus qu'il s'agit ici de processus mis en œuvre et non de productions concrètes.

Dans l'option du maintien de cette formule de production d'un bulletin de liaison, le journaliste devrait être intégré aux activités sur le terrain afin de pouvoir en rendre compte et faciliter la discussion sur les expériences. Il y a lieu cependant de s'interroger sur cette formule. En plus de la question d'appréhension des expériences, il y a également la question des coûts impliqués, ainsi que celle de la participation des animateurs. Il y aurait moyen de donner une forme plus modeste à un tel bulletin et de baser sa production sur la participation des animateurs et des personnes-ressources. D'autres moyens de production pourraient également être envisagés, tel un bulletin électronique qui pourrait être édité progressivement et faire l'objet d'un tirage sur papier à intervalles réguliers.

Au terme des recherches-actions dans les milieux

Au terme des recherches-actions dans les milieux des 23 Clac qui ont participé à ce projet, il faut reconnaître que l'expérience a développé une dynamique nouvelle dans les Clac et dans les milieux. Elle a aussi insufflé une énergie nouvelle à des initiatives locales de développement social.

Les activités de communication menées par les Clac ont cependant suscité beaucoup d'attentes dans les milieux. Les membres des groupes cibles avec lesquels les Clac ont travaillé attendent la poursuite des activités et sont prêts à y prendre une part active. Presque partout, ils ont insisté sur le besoin de soutien de leurs actions de développement.

Par exemple, à Pita, en Guinée, si on ne trouve pas de solution au transport et à l'enfouissement des ordures, à quoi aura servi toute l'action de propreté du marché, sinon à déplacer le problème ? À Ndiaganiao et à Khombole, au Sénégal, à Lalo et à Grand Popo, au Bénin, de nouveaux groupements ont été constitués à la suite des actions de communication. Ces groupements sont en quête d'appui. Et que dire de tous les milieux où les Clac ont mené des actions de sensibilisation à l'alphabétisation et où on attend encore l'alphabétiseur, ou des milieux où on a commencé à travailler avec certains groupes spécifiques en matière de santé, de promotion de la culture ou de l'environnement ?

La question qui se pose ici est celle de la frontière entre les activités de communication et les activités de développement qu'elles viennent appuyer. Cette question se pose encore avec plus d'acuité au niveau des Clac qui ont eux-mêmes lancé des activités en toute bonne foi mais sans avoir préalablement un partenariat solide avec un service ou un organisme pouvant appuyer matériellement et financièrement l'action de développement concernée.

Elle place un accent particulier, d'une part, sur l'importance de n'entreprendre des actions de communication pour le développement qu'en présence d'un partenariat véritable dans le milieu et, d'autre part, sur l'intérêt de bien faire connaître au milieu la portée et les limites de ce qui pourrait devenir un nouveau rôle des Clac, venant compléter leur mission de lecture publique et d'animation culturelle.

Au terme de cette expérience, il a été convenu de poursuivre les efforts de recherche afin de mieux délimiter, à partir des données de la pratique, les conditions à mettre en place pour appuyer de manière effective le développement communautaire par des activités de communication. À

cette occasion, sept nouveaux Clac se sont joints aux 23 Clac de la première phase.

Cette seconde phase de recherche-action intègre également les nouvelles technologies de l'information et des communications dans la boîte à outils du projet et cherche à expérimenter leur contribution au renforcement des activités de communication à la base.

Chapitre 5

Leçons et recommandations

Lucie Alexandre et Guy Bessette

Quelques leçons tirées de l'expérience

Sans reprendre les différents éléments qui ont émergé au cours de la discussion précédente, nous aimerions rappeler quelques leçons importantes qui se sont dégagées de la recherche et qui pourront aider les organisations qui voudraient intégrer des activités de communication pour le développement dans leur mandat d'appui au développement communautaire, principalement en Afrique de l'Ouest.

Le potentiel des structures communautaires rurales à mener des activités de communication pour le développement

La première leçon qu'on peut tirer, c'est qu'il est possible pour une structure communautaire rurale de lancer et de réaliser des activités de communication à la base venant appuyer les initiatives de développement local menées par des groupes du milieu. Il n'est pas nécessaire pour ce faire d'avoir une expérience préalable ou de compter parmi son personnel des personnes ayant bénéficié d'une formation de base en communication. Il n'y a pas lieu non plus de compter sur des experts externes pour mener ces activités. Il s'agit d'une pratique qui s'apprend et se développe relativement aisément, à condition cependant de bénéficier d'un encadrement et d'un mécanisme d'appui adéquats.

Mener de telles activités permet également aux organisations locales de s'ouvrir à leur milieu et de devenir des agents actifs de développement. La poursuite d'activités de communication suppose en effet que les animateurs des structures communautaires se rapprochent des groupes du

milieu, des partenaires des services techniques, des autorités administratives, etc., et agissent comme catalyseurs du développement à l'échelle locale.

L'impact sur la participation communautaire au développement local

Parce qu'elles viennent appuyer des initiatives locales de développement, ces activités de communication à la base ont un effet direct sur la participation communautaire au développement local. Dans le cadre de la recherche, même dans les cas où les activités de communication se sont révélées relativement faibles — voire inefficaces — on a pu observer le dynamisme qu'elles suscitaient au sein des groupes cibles et dans le milieu en général.

Indépendamment de leur mode de conduite et de leurs résultats, ces activités de communication pour le développement nourrissent le sentiment, dans les milieux, que les problèmes de développement ne sont pas insurmontables, que les populations ne doivent pas rester passives et que quelque chose peut être fait à leur niveau. Ne serait-ce que pour cela, elles constituent un apport précieux au développement.

Mais en plus, on a pu constater que lorsque les activités de communication sont menées de la bonne manière — avec une approche participative, des objectifs réalistes basés sur une connaissance des causes des problèmes de développement et des besoins des groupes cibles, un partenariat réel avec les services techniques compétents, etc. — elles ont la capacité d'appuyer et de mener à la réussite une initiative de développement local.

Le partenariat avec le milieu

Si nous avons parlé abondamment du partenariat au cours des discussions sur les recherches-actions, c'est qu'il apparaît clairement comme un élément fondamental du succès des activités de communication à la base. Les activités qui ont atteint leurs objectifs sont celles qui ont été menées en partenariat avec des services techniques compétents et des personnes-ressources du milieu.

Ce partenariat, on l'a vu, ne va pas de soi. Il suppose l'apprentissage d'une collaboration active avec les groupes du milieu, tant pour la planification que pour la réalisation d'activités conjointes : une dynamique qui n'a pas beaucoup de précédents dans la plupart des milieux. Il faut donc adopter à ce niveau une approche progressive et veiller à faire connaître

dans le milieu le nouveau rôle que veulent jouer les structures communautaires désireuses de lancer des activités de communication à la base.

En conséquence, il y a lieu de souligner ici l'importance d'établir un partenariat, ou du moins une bonne communication, avec les autorités du milieu. Cela permet de dégager l'espace nécessaire à la conduite des activités dans la communauté, d'obtenir une caution ou un support à l'initiative entreprise et, souvent, de bénéficier d'une aide matérielle ou financière pour le projet.

Les animateurs et animatrices responsables des activités de communication

Si, de prime abord, toute structure communautaire peut s'engager dans de telles activités, il faut quand même que les animateurs qui en prennent la responsabilité aient les capacités nécessaires, notamment sur le plan de la conceptualisation et de la planification d'une intervention, de la communication interpersonnelle et de l'animation de petits groupes, ainsi que les attitudes conformes à la démarche : enthousiasme, esprit de collaboration, dynamisme, etc.

Il s'ensuit que la structure communautaire doit confier cette tâche aux membres qui semblent le mieux correspondre à ce profil. La capacité de faire l'apprentissage d'une démarche reposant sur des concepts abstraits, le dynamisme personnel et une attitude d'ouverture aux autres apparaissent comme des qualités fondamentales de ce profil.

Il est important également que, parmi les animateurs, on puisse compter des animatrices. C'est une question d'équité, tout d'abord, mais il y a davantage. Bien souvent, seules des femmes peuvent réussir à communiquer avec d'autres femmes sur la base des besoins qu'elles éprouvent dans certains domaines tels la santé, la planification familiale, la reproduction, l'éducation des enfants, la gestion des ressources locales, à les appuyer dans leur cheminement et à les encadrer dans leur démarche de changement.

Enfin, la responsabilisation des animateurs et des animatrices est un élément essentiel du processus. La conception et la mise en œuvre d'une activité de communication pour le développement est une tâche ardue et demande un engagement personnel. La responsabilisation des animateurs et animatrices est importante. Si d'une part, certaines tâches peuvent être partagées à l'intérieur d'une organisation, il est d'autre part nécessaire que quelqu'un en ait particulièrement la responsabilité. Il est important également que les personnes qui s'engagent dans un processus de

communication, à savoir maîtriser une démarche méthodologique, planifier et réaliser des activités de communication avec des groupes du milieu et, finalement, suivre et évaluer ce processus, ne quittent pas en cours de route. Un engagement est là aussi nécessaire pour la durée prévue de l'activité ; en conséquence, des conditions doivent être mises en place à l'intérieur des organisations pour assurer le respect de cet engagement.

La formation et l'appui technique

Le succès de l'intégration des activités de communication pour le développement aux activités d'une structure communautaire dépend également de la formation appropriée des personnes responsables de ces activités, associée à un mécanisme de suivi et de support.

Une formation initiale ne peut à elle seule donner les résultats attendus. Cet apprentissage demande, en effet, une confrontation avec la pratique. Il faut donc jumeler la formation initiale avec un mécanisme de suivi et d'appui technique sur le terrain, qui aide les animateurs et animatrices responsables à maîtriser la démarche méthodologique et les autres aspects liés à la conduite des activités (animation de groupes, développement du partenariat, utilisation du matériel audiovisuel, etc.).

Il est en effet apparu plus efficace de travailler directement sur le terrain, en prenant comme base d'apprentissage les cas concrets traités dans les milieux et en associant dans certains cas des partenaires du milieu, plutôt que de procéder en grands groupes et de manière théorique, dans le cadre de séminaires de formation.

Nous verrons également, en deuxième partie, certaines recommandations concrètes touchant les objectifs et les contenus de formation.

Les limites des activités de communication pour le développement

Une autre leçon à tirer de la recherche est de nous rappeler que le potentiel des activités de communication pour le développement communautaire demeure malgré tout limité. Tout d'abord, la communication peut ne pas être le type d'intervention appropriée pour appuyer une initiative de développement. Cela dépend du type de problème auquel on fait face et du contexte dans le milieu.

Il y a également une question d'éthique liée à la décision d'élaborer et de mettre en œuvre une activité de communication : il y a lieu en effet de s'assurer que cette intervention ne suscitera pas de faux espoirs au sein de

la population, mais qu'elle sera l'outil par lequel le milieu travaillera activement à la recherche de solutions à des problèmes auxquels il est confronté. Encore là, l'attitude du communicateur ou de la communicatrice est décisive : il ou elle ne doit pas se transformer en organisme de développement venant résoudre des problèmes du milieu, mais en facilitateur travaillant à mettre sur pied les synergies nécessaires dans le milieu pour entreprendre des actions visant à améliorer les conditions de vie.

Deuxièmement, le succès des activités de communication est également lié aux moyens que le milieu peut trouver et mettre en place pour mener l'initiative de développement que la communication vient appuyer. L'activité de communication en elle-même est insuffisante si elle n'est pas accompagnée de moyens matériels, humains et financiers visant à permettre la réalisation de l'initiative de développement qu'elle vient appuyer.

La prise de conscience de ces limites est importante pour ne pas susciter d'attentes vaines dans les milieux et doit faire l'objet d'une réflexion préalable au développement des activités de communication.

Les conditions d'intégration d'activités de communication pour le développement dans des structures communautaires

Cela étant dit, la recherche a soulevé la question des conditions d'intégration de ces activités dans le mandat régulier des structures locales. Dans le cas des Clac, certains ont avancé que la conduite des activités leur demandait trop de temps et qu'ils ne pouvaient en consacrer suffisamment à leurs activités régulières. D'autres ont dit au contraire qu'ils étaient dynamisés par la conduite de ces activités et que cela venait compléter harmonieusement leurs autres tâches. Faute de mesure, il est difficile de porter un jugement clair sur cet aspect. Cependant, il est certain que l'introduction d'une nouvelle gamme d'activités dans une structure donnée demande un certain « dosage » afin de ne pas céder à la tentation de la nouveauté au point de modifier radicalement le mandat initial.

Deuxièmement, il est clair que les considérations émises ici sont liées à la présence de moyens financiers et techniques injectés dans le cadre d'une recherche, qui ont permis notamment de former les animateurs et les coordonnateurs, et de supporter le mécanisme d'appui méthodologique nécessaire à la bonne conduite de ces activités. Au moment de discuter de l'application de ces leçons et recommandations dans le cadre d'activités régulières, on doit se poser la question des sources de financement de ces mécanismes.

Recommandations touchant l'intégration de la communication pour le développement dans le réseau des Clac

Au terme de cette recherche, afin de viser une bonne intégration des activités de communication pour le développement dans le réseau des Clac, il est possible de faire les recommandations suivantes.

1. Intégrer la conduite des activités de communication dans le mandat régulier des Clac répondant à certains critères de performance

La conduite des activités de communication pour le développement semble avoir été bien intégrée au contexte global des Clac. Ces derniers ont démontré qu'ils pouvaient appuyer activement des initiatives de développement dans leur milieu. Dans tous les cas, et indépendamment de leur niveau de succès, on a vu se dessiner une dynamique de développement au sein des groupes et des partenaires participant aux activités.

Au sein des Clac, l'exercice de cette fonction a aussi suscité un engouement et un enthousiasme communicatifs. Des effets ont aussi été observés dans les autres Clac des réseaux participants ; plusieurs ont voulu en effet intégrer le groupe des participants. Après une dizaine d'années d'existence des Clac, un nouveau défi venait apporter un souffle nouveau. Les animateurs participants ont trouvé dans cette activité un regain d'énergie. Celle-ci les a amenés à s'ouvrir davantage à leur milieu, à mieux le connaître et à s'engager pour faciliter et appuyer le changement.

Au terme de cette expérience-pilote, nous croyons donc que cette fonction pourrait être introduite comme une activité régulière des Clac et prolonger ainsi leur mandat initial de support au développement de la lecture publique et d'animation culturelle. Il est important d'ajouter cependant que cette introduction devrait être basée sur des critères de performance des Clac concernant leurs activités régulières.

2. Favoriser une introduction progressive

Au niveau de la recherche, tous les projets ont avancé ensemble, à l'intérieur d'un cadre commun. Cependant, en ce qui a trait à l'intégration aux activités régulières des Clac, il serait préférable d'envisager une introduction sur mesure. Cette intégration devrait se faire graduellement, à une

vitesse progressive, sur la base d'une procédure préalablement définie et validée qui pourrait s'inspirer des éléments suivants.

a) Information initiale

Il y aurait tout d'abord une diffusion auprès de l'ensemble des Clac de la possibilité d'intégrer les activités de communication pour le développement à leurs activités régulières. Cette information traiterait des recherches-actions déjà réalisées et présenterait les conditions d'intégration de ces activités dans le cadre du mandat des Clac. Des critères de performance au niveau des activités régulières (lecture et animation culturelle) devraient être la condition préalable à l'intégration au Clac d'activités de communication pour le développement.

b)Envoi des candidatures

Les Clac intéressés devraient présenter un dossier de candidature. Ce dossier comporterait trois éléments principaux :

- une présentation du milieu (sur la base d'une grille d'étude du milieu qui leur serait proposée) ;
- la description d'une problématique sur laquelle le Clac aimerait travailler ;
- la recherche de partenaires du milieu avec lesquels le Clac voudrait collaborer.

Une date limite serait fixée pour la réception de ces dossiers, afin de procéder à une sélection annuelle.

c) Sélection annuelle

Cette sélection se ferait sur la base des dossiers de candidature et des budgets disponibles pour l'année.

d) Visite sur le terrain

Après la sélection, une visite serait organisée auprès des Clac retenus. Cette visite aurait les objectifs suivants :

- valider la sélection ;
- choisir un animateur et une animatrice responsables de la conduite des activités ;
- discuter de la planification initiale du projet d'activités.

e) Planification initiale d'un projet d'appui par la communication

f) Formation initiale
Cette formation se déroulerait chaque année, à l'intention des animateurs et animatrices des Clac retenus durant le processus de sélection.

g) Conception d'un projet d'intervention
Après la formation initiale, les animateurs réviseraient la planification de l'activité de communication prévue et en discuteraient avec le coordonnateur de leur réseau. Ils la soumettraient ensuite à la coordination du programme.

h) Budget local
Après l'approbation de l'activité de communication par la coordination du programme, le budget nécessaire à la réalisation du projet serait transmis au Clac.

i) Réalisation et appui méthodologique annuel
Lors de la réalisation de l'activité de communication, un appui méthodologique sur le terrain serait prévu à l'intérieur d'une période de trois à six mois à compter du début des activités.

j) Évaluation
Chaque activité de communication ferait l'objet d'une évaluation participative avec l'ensemble des intervenants (animateurs, coordonnateur, groupes cibles, personnes-ressources du milieu).

3. Sélectionner et responsabiliser les animateurs chargés de ces activités

Les animateurs chargés des activités de communication devraient être sélectionnés et responsabilisés. La recherche a fait ressortir que la planification et la conduite de ces activités n'est pas du ressort de tous les animateurs. Elle demande un certain niveau d'habileté à conceptualiser une démarche et à animer des groupes. Elle exige également une certaine disponibilité.

Dans certains cas, il pourrait s'agir d'animateurs permanents, mais dans d'autres, des animateurs bénévoles pourraient être sélectionnés et responsabilisés pour la conduite de ces activités, sous la coordination de l'animateur permanent du Clac. Dans tous les cas, une animatrice devrait être sélectionnée et responsabilisée, conjointement avec un animateur. Enfin, le

processus de sélection pourrait s'effectuer lors de la visite sur le terrain suivant l'approbation de l'activité (voir la procédure exposée plus haut).

Une lettre d'engagement devrait lier ces animateurs, leurs structures d'appartenance et le Clac afin de bien établir la responsabilité conjointe des animateurs par rapport à la conduite des activités de communication et de s'assurer de leur disponibilité pour la durée des activités.

4. Développer une formation appropriée

La formation et l'appui méthodologique sont des éléments déterminants de réussite des activités de communication à la base.

Sur le plan des stratégies de formation et d'apprentissage, la formation initiale devrait être suivie d'un appui méthodologique sur le terrain visant à ajuster l'intervention à la réalité, suite au démarrage effectif des activités dans le milieu (trois à six mois après le début des activités).

Le partage des succès et des erreurs des uns et des autres représente également un élément important de l'apprentissage et du renforcement des capacités des animateurs en matière de communication à la base. Le fonctionnement en réseau des Clac participant à ces activités doit par conséquent être encouragé et structuré à l'intérieur du programme Clac dans son ensemble.

Au chapitre du curriculum, nous recommandons les objectifs et contenus suivants :

Objectif général :

Habiliter l'animateur et l'animatrice du Clac à élaborer, à implanter et à évaluer des activités de communication participative dans leur milieu.

Objectifs intermédiaires :

- se familiariser avec les recherches-actions déjà entreprises dans les Clac ;
- maîtriser l'approche méthodologique et les principales notions associées à la communication participative ;
- assurer la conduite et le suivi des activités de recherche-action ;
- participer à la circulation des échanges ;
- gérer les budgets d'appui aux activités de communication ;
- utiliser des outils audiovisuels pour appuyer les activités de communication ;

- utiliser les nouvelles technologies de l'information et des communications pour appuyer les activités de communication et faciliter la circulation des échanges.

Contenus :

Objectif 1 : Se familiariser avec les recherches-actions déjà entreprises dans les Clac

1.1 L'historique de l'intégration de la communication pour le développement dans les Clac
1.2 Le concept de la recherche-action
1.3 Les premiers projets
1.4 Les résultats obtenus
1.5 Le rôle des coordonnateurs
1.6 Les commentaires sur les projets et les principales leçons à en tirer
1.7 Les activités actuelles en chantier

Objectif 2 : Maîtriser l'approche méthodologique et les principales notions associées à la communication participative

2.1 Les notions de base
  2.1.1 La différence entre communication et information
  2.1.2 L'importance de la participation dans la communication
  2.1.3 Les résultats recherchés sur les plans du changement de comportements, de l'acquisition de connaissances et du développement d'attitudes
  2.1.4 Le lien entre l'activité de communication et l'activité de développement
  2.1.5 Le rôle du communicateur ou de la communicatrice à la base
  2.1.6 L'importance de la participation des femmes aux activités de communication
  2.1.7 Les différents canaux que le communicateur peut utiliser
  2.1.8 Le concept de groupe cible
  2.1.9 Le concept de partenariat
2.2 L'approche méthodologique
  2.2.1 L'utilité d'adopter une approche méthodologique
  2.2.2 La planification de l'activité de communication
    - cerner un problème et ses causes
    - choisir des groupes cibles
    - déterminer les besoins et les objectifs de communication
    - trouver les outils et les stratégies appropriées pour les groupes cibles

- élaborer des activités pour chaque objectif
- développer des partenariats dans le milieu
- préparer un budget et un échéancier
- préparer le plan de suivi
- préparer un plan d'évaluation

2.2.3 La préparation et la mise à l'essai du matériel de communication

2.2.4 La mise en œuvre du plan

- réaliser les activités selon le plan
- sensibiliser les personnes-ressources à une attitude de communicateur participatif
- animer un grand groupe
- préparer un guide d'entretien avec une personne ou un petit groupe et conduire une entrevue
- exploiter un document audiovisuel
- utiliser l'audiovisuel pour documenter les activités
- faire le suivi

2.2.5 L'évaluation et les prises en compte des leçons

- conduire l'évaluation participative
- utiliser les résultats

Objectif 3 : Assurer la conduite et le suivi des activités de recherche-action

3.1 L'expérience acquise et les problèmes fréquemment rencontrés

3.2 Les activités de suivi

Objectif 4 : Participer à la circulation des échanges

4.1 La facilitation des échanges entre les Clac participants

4.1.1 L'utilité pour les animateurs

4.1.2 Les rencontres avec le coordonnateur

4.1.3 Les visites d'échange entre Clac

4.1.4 La reproduction des messages électroniques

4.1.5 La copie du bulletin électronique

4.1.6 Les articles des animateurs et des coordonnateurs pour le bulletin

4.1.7 Les rencontres des animateurs avec des représentants des services techniques

4.1.8 Les rencontres à l'intérieur d'un même réseau

4.2 L'organisation des échanges entre les Clac et le coordonnateur

4.2.1 La révision des documents produits par les Clac avant diffusion

4.2.2 Le rapport mensuel d'activités des Clac, incluant les réactions des groupes cibles et des partenaires

4.2.3 L'aide au choix des partenaires pouvant intervenir dans les activités d'échange entre Clac

Objectif 5 : Gérer les budgets d'appui aux activités de communication

5.1 L'utilisation des fonds
- 5.1.1 Le type de dépenses admissibles dans un budget d'appui
- 5.2.2 La participation aux frais des partenaires, des autorités ou des groupes cibles, et la mobilisation des fonds
- 5.2.3 L'explication au milieu de l'utilisation des fonds

5.2 La révision des budgets

5.3 La gestion des fonds
- 5.3.1 Le décaissement
- 5.3.2 La gestion des fonds dans les comptes locaux ; les carnets de banque ; les signatures
- 5.3.3 La justification et le rapport des dépenses

Objectif 6 : Utiliser des outils audiovisuels pour appuyer les activités de communication (selon l'activité et le contexte)

6.1 Les techniques d'utilisation des médias légers (photo, son, vidéo)

6.2 L'entretien des appareils

6.3 L'exploitation pédagogique de l'audiovisuel

Objectif 7 : Utiliser les nouvelles technologies de l'information et des communications pour appuyer les activités de communication et faciliter la circulation des échanges (selon l'activité et le contexte)

7.1 L'utilisation de l'ordinateur

7.2 L'utilisation de Windows, du traitement de texte, du courrier électronique et la navigation sur le Web

7.3 L'entretien des appareils en milieu rural

7.4 La gestion de l'utilisation et des coûts de communication

7.5 L'application à la conduite des activités de communication

Note : Ce plan de formation doit bien sûr être complété et ajusté selon les différents besoins liés au milieu ou au contexte de réalisation des activités.

5. Recourir à l'appui méthodologique sur le terrain comme mode de suivi et d'encadrement

L'appui méthodologique est apparu comme l'instrument privilégié de suivi et d'encadrement des activités sur le terrain. Cet appui, réalisé au sein de chaque milieu, se fait avec les animateurs, les groupes cibles et les partenaires ainsi qu'avec les personnes-ressources concernées par les activités.

Dans ce cadre, il est important de prévoir la formation des responsables de cet appui. Idéalement, dans un réseau où l'on a atteint les objectifs déjà fixés en matière de lecture et d'animation culturelle, le coordonnateur pourrait être formé et amené à jouer ce rôle, dans la mesure où il possède également les compétences nécessaires pour renforcer les capacités des animateurs, comprendre les difficultés rencontrées et bien expliquer les manières d'y faire face.

Le cas échéant, la fonction pourrait être assurée soit par la coordination du programme, ou par une personne-ressource qualifiée. Dans ces cas, il faudrait être prêt à prendre en considération les coûts qu'implique cette décision.

6. Renforcer les partenariats avec les ressources du milieu

Les activités de communication qui ont atteint leur but sont celles qui ont bénéficié de partenariats bien établis. Le développement de ces partenariats semble être lié à certaines conditions. Tout d'abord, le partenaire doit bien comprendre le rôle du Clac et les limites des activités de communication. Ensuite, les contacts avec les partenaires doivent être établis au moment même de la planification des activités afin d'intégrer leurs points de vue et d'en tenir compte dans l'élaboration et la conduite des stratégies. Le partage des coûts de la collaboration doit aussi faire l'objet de négociations préalables entre le Clac et ses partenaires.

7. Moduler l'octroi des budgets locaux en fonction des projets

Durant la phase de recherche, chaque Clac participant a reçu une même somme à titre de budget local de soutien aux activités. Il est apparu cependant que les besoins pouvaient varier considérablement d'un projet à l'autre. Par conséquent, ces besoins devraient être estimés au moment de la planification des projets et faire l'objet d'une analyse au moment de l'examen de ces derniers par la coordination du programme.

En dehors de ce budget local d'appui aux activités de communication, les Clac devraient disposer d'un équipement de base comprenant un appareil photo et un magnétophone. Une caméra vidéo, entreposée à la coordination du réseau, devrait également être disponible selon les besoins des activités.

Une deuxième phase de recherche, actuellement en cours, permettra de faire des recommandations supplémentaires concernant l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications.

8. Faire connaître le rôle des Clac en communication à la base auprès des organismes du milieu

Les Clac doivent faire connaître leur nouveau rôle dans le milieu, comme préalable au développement de partenariats réussis autour des activités de communication à la base. Les limites de leur rôle et la distinction entre activité de communication et activité de développement doivent être bien comprises par les partenaires et les groupes cibles du milieu. Il est important à ce niveau d'éviter de susciter des attentes vaines ou des mobilisations inutiles. On pourrait prévoir à cette fin des ateliers d'information et d'orientation regroupant les animateurs des Clac et leurs partenaires sur le terrain.

Il faut également prendre soin de se tenir loin des perceptions liées aux concepts de « projet » et de « pourvoyeur », et cela tant au niveau du vocabulaire utilisé que des attitudes adoptées. Il est préférable de parler d'activités de communication que de projet et de mettre en avant une conception d'appui au développement local basée sur la collaboration et le partenariat.

9. Stimuler et organiser les échanges entre les différentes activités de communication pour le développement menées par les Clac

Les échanges d'expériences entre les Clac intégrant la fonction de communication à la base dans leur mandat doivent aussi être encouragés, particulièrement ceux entre Clac qui apportent un appui au même type d'initiative (alphabétisation, santé, etc.). Ces échanges contribuent largement à l'amélioration des actions menées par les Clac dans ce domaine.

Pour ce faire, considérant les difficultés de communication propres à la plupart des milieux, l'utilisation du courrier électronique devrait être encouragée et organisée. Les équipements informatiques nécessaires ainsi que les coûts d'abonnement et d'utilisation d'un lien Internet devraient faire partie de la dotation en équipement des Clac.

10. Établir une coordination des activités sur le terrain

Il faut prévoir une coordination des activités sur le terrain afin de sélectionner les Clac et les projets d'intervention dans les milieux, de coordonner la planification et le suivi des activités, d'organiser et de dispenser la formation et l'appui méthodologique à l'intention des animateurs, de voir

à la gestion des budgets et à l'évaluation des activités, et d'organiser la circulation des échanges entre les Clac.

Cette coordination exige non seulement des compétences en gestion de projet mais également une maîtrise des contenus et de la démarche méthodologique utilisée dans les activités de communication à la base.

11. Choisir le mécanisme d'appui le plus adéquat

Finalement, il ne faudrait pas oublier que, dans les cas discutés ici, la formation initiale, l'appui méthodologique, le suivi et la documentation des activités sur le terrain ainsi que l'encadrement de l'évaluation ont été assurés par les moyens de la recherche. Au moment de l'intégration des activités de communication pour le développement au niveau des activités régulières de certains Clac, il convient ainsi de choisir, au sein de l'Agence de la Francophonie, le mécanisme d'appui le plus adéquat pour ces fonctions vitales à la bonne conduite des activités. Nous espérons que ces recommandations faciliteront la tâche.

Annexe 1

Liste des projets par pays

Benin : réseau de l'Atacora

1. Appui par la communication à la lutte contre le mariage précoce et forcé de la jeune fille dans la sous-préfecture de Toucountouna
   Clac de Toucountouna
2. Appui par la communication à la promotion de la culture batonnou
   Clac de Péhunco
3. Appui par la communication à la vulgarisation du système agro-sylvopastoral dans la sous-préfecture de Tanguiéta
   Clac de Tanguiéta
4. Appui par la communication à l'alphabétisation des femmes du groupement « Wanrou Sourou » de Kouandé en langue nationale batonnou
   Clac de Kouandé

Bénin : réseau du Mono

5. Appui par la communication à l'organisation des jeunes déscolarisés pour l'élevage d'aulacode (agoutis)
   Clac de Lalo
6. Appui par la communication à l'organisation des jeunes filles et femmes désœuvrées à la fabrication de sacs en nylon et au tissage de pagnes traditionnels dans le village d'Ayiguinnou
   Clac de Grand Popo
7. Appui par la communication à l'élevage de canards par un groupe de 10 paysans
   Clac de Bopa

8. Appui par la communication à la protection maternelle et infantile dans la commune de Klouékanmey
   Clac de Klouékanmey

Burkina Faso

9. Appui par la communication aux activités de transformation des produits locaux par le groupement féminin « Nong-Taaba » de Kougsabla
   Clac de Tenkodogo

10. Appui par la communication à l'alphabétisation des mères éducatrices dans le département de Réo
    Clac de Réo

11. Soutien par la communication à l'alphabétisation des filles de 15 ans en langue nationale dioula
    Clac de Dédougou

Côte-d'Ivoire

12. Soutien par la communication à l'alphabétisation en français des jeunes hommes et femmes de Tafiré
    Clac de Tafiré

13. Appui par la communication à la prévention et à la lutte contre les MTS et l'infection VIH/sida chez les jeunes
    Clac de Dikodougou

14. Appui par la communication à la promotion des méthodes contraceptives modernes, à la vaccination et à la lutte contre l'insalubrité.
    Clac de Sinématiali

Guinée

15. Appui par la communication à l'alphabétisation de jeunes filles non scolarisées à Coyah
    Clac de Coyah

16. Appui par la communication à l'assainissement du marché central de la ville de Pita
Clac de Pita

Niger

17. Soutien à l'alphabétisation en haoussa des jeunes de Guidan-Roumdji
Clac de Guidan-Roumdji

18. Appui par la communication à la prévention contre l'infection VIH/sida chez les jeunes
Clac de Tibiri

19. Appui par la communication à la lutte contre les maladies diarrhéiques et à la promotion de la santé maternelle et infantile
Clac de Gouré

Sénégal : réseau de Kolda

20. Appui par la communication à la protection des enfants de 0 à 11 mois contre les maladies infantiles dans le village de Tanaff
Clac de Tanaff

21. Appui par la communication à la protection de la forêt dans la commune de Vélingara
Clac de Vélingara

Sénégal : réseau de Thies

22. Appui par la communication à la réduction des maladies infantiles liées au manque d'hygiène dans le quartier Darou Salam (Santiane) de Khombole
Clac de Khombole

23. Appui par la communication pour la protection et l'éducation de l'enfant en âge préscolaire
Clac de Ndiaganiao

Annexe 2

Liste des participants et des personnes-ressources

Bénin : réseau de l'Atacora

Coordonnateur : Pierre Dassabouté

Animateurs :

Clac de Kouandé : Boukari Kadri, Pierre Seke, Mohamed Kora Lafia, Émilienne Garba (M^me^), Zinatou Tossouno (M^me^)

Clac de Péhunco : Ganiou Karimou, Antoine Wargui, Djibril Boukary, André Cossi Andeni, Aissatou Lafia (M^me^), Bekegui Lafia (M^me^)

Clac de Tanguiéta : Mouhanmadou Worou, Jean Tchando, Kapona Oussa, Bernard Ouin-Ourou, Balkissou Allasane (M^me^), Thérèse Moutangou (M^me^), Victoire Djouari (M^me^)

Clac de Toucountouna : Benoît Yaha, Marcelin Gbosso, Séraphine Pema (M^me^), Sabropa Tcharo, Nicolas Houdohoué

Bénin : réseau du Mono

Coordonnateur : Virgile Akpla

Animateurs :

Clac de Bopa : Théophile Cocou Amoussou (seul animateur dans la phase I)

Clac de Grand Popo : Edo Agonglovi, Joseph Achille Dossa, Joseh Monloussi

Clac de Klouékanmey : Roger H. Biokou, Emile Lobotoe, Kouhodé Bêtcho

Clac de Lalo : Théodore Koko Djido, Pamphile Bediyé, Jeanne A Dossou (M^me^)

Burkina Faso

Coordonnateur : François de Paul Pacéré

Animateurs :

Clac de Dédougou : Lock Man Dao, Djakalia Sankara, Korotimi Domboue-Dembele

Clac de Réo : Emmanuel Bazémon, Tiassay Ziba, Achille Lingani, Sangoulé Koné, Yves Somda, Denis Vimboue, Tesser Kinda, Angèle Ouedraogo (M^me^)

Clac de Tenkodogo : Gabriel Gildas Ouangré, Maxime Sorgho

Côte-d'Ivoire

Coordonnateur : Raphaël Bligui Lebry

Animateurs :

Clac de Dikodougou : Issa Koné, Issiaka Berthe, Ibrahima Kamara, Moussa Doumbia, Madongui Ouattara (M^me^)

Clac de Sinématiali : Lucien Senin Yara, Yao Loukou, N'Guessan N'Guessan, Nan Yeo-Sountehe (M^me^)

Clac de Tafiré : Yao Kassoumou Gaoussou, David Dohogbeu, Massa Ouattara, Bamory Coulibaly, Pingué Koné (M^me^)

Guinée

Coordonnateur : Abdou Soumah

Animateurs :

Clac de Coyah : Mamady Kaba, Mohamed Lansary Sylla

Clac de Pita : Abdourahmane Bah, Jérôme Loua

Niger

Coordonnateur : Sani Abdou Mahaman

Animateurs :

Clac de Gouré : Amadou Arnaud Fall, Mamadou Garba, Oumarou Garba

Clac de Guidan-Roumdji : Abdoulaye Diakite, Kassou Hankouraou, Abdoul Karim Haladou, Habibou Harouna

Clac de Tibiri : Abdou Yohanna, Maidabo Hassen, Yari Nouhou, Hachimou Issaka

Sénégal : réseau de Kolda

Coordonnateur : Feu Kory Dione
Coordonnateur : Emmanuel Bapisseine

Animateurs :

Clac de Tanaff : Malando Koutoudio, Fodé Kambaye, Moussa Sagna

Clac de Vélingara : Idrissa Sow

Sénégal : réseau de Thies

Coordonnateur : Aldjouma Ndiaye

Animateurs :

Clac de Khombole : Moussa Ousseynou Ndiaye Thiam, Racine Ba

Clac de Ndiaganiao : Mamadou Ndiaye, Mangoné Ndiaye, Djibril Dione

Personnes-ressources

Lucie Alexandre
Responsable, Projets de coopération
Agence intergouvernementale de la Francophonie

Eric Weber
Responsable, Projets de coopération
Agence intergouvernementale de la Francophonie

Guy Bessette
Administrateur principal de programmes
Centre de recherches pour le développement international

Pasteur Nzinahora
Directeur, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest
Agence intergouvernementale de la Francophonie

Yao Danklou
Gestionnaire-comptable, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest
Agence intergouvernementale de la Francophonie

Ma-Umba, Mabiala
Chargé des missions de suivi et d'appui méthodologique ;
rédacteur des études de cas

Awa Adjibade Traoré
Sociologue, IPD/AOS, chargée des missions de suivi et d'appui méthodologique ; coordonnatrice de la dernière phase du projet

Félix Zinsou
Technicien, chargé de la formation audiovisuelle

Souleymane Ouattara
JADE, chargé de la production du Bulletin

Daniel Thieba
GREFCO, chargé d'évaluation

Nelly Mensah
Consultante au programme Clac

Françoise Piquet
Secrétaire du programme Clac

Bibliographie

Berrigan, F.J., *Community Media and Development*, Paris (France), UNESCO, 1981.

Casmir, F.L., *Communication in Development*, Norwood (NJ, É.-U.) Ablex Publishing Corporation, 1991.

Diaz-Bordenave, J., « Communication and Adoption of Agriculture Innovation in Latin America », dans Crawford, R. et Ward, W. (dir.), *Communication Strategies for Rural Development*, Ithaca (NY, É.-U.), Cornell University, 1974.

Dudley, E., *The Critical Villager: Beyond Community Participation*, Londres (R.-U.), New York (NY, É.-U.), Routledge, 1993.

Fraser, C. et Villet, J., *Communication: A Key to Human Development*, Rome (Italie), FAO, 1994.

Freire, P., *The Pedagogy of the Oppressed*, New York (NY, É.-U.), Continuum, 1993 (1970).

MacBride, S., *Many Voices, One World: Report of the International Study Commission on Communication Problems*, Paris (France), UNESCO, 1980.

Melkote, S., *Communication for Development in the Third World, Theory and Practice*, New Delhi (Inde), Londres (R.-U.), Sage Publications, 1991.

Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain*, New York (NY, É.-U.), PNUD, 1998.

Rogers, E., *Communication and Development, Critical Perspectives*, Beverly Hills (CA, É.-U.), Londres (R.-U.), Delhi (Inde), Sage Publications, 1976.

Saik Yoon, C., « La communication participative pour le développement », dans Bessette, G. et Rajasunderam, C.V. (dir.), *La communication participative pour le développement : un agenda ouest-africain*, Ottawa (ON, Canada), Centre de recherches pour le développement international, 1996.

Servaes, J., « Toward a New Perspective for Communication and Development », dans Casmir, F.L., *Communication in Development*, Norwood (NJ, É.-U.) Ablex Publishing Corporation, 1991.

Servaes, J., Jacobson, T. et White, S. (dir.), *Participatory Communication for Social Change.*, New Delhi (Inde), Londres (R.-U.), Thousand Oaks, 1996.

White, A., Sadanandan, N.K. et Ascroft, J. (dir.), *Participatory Communication: Working for Change and Development*, New Delhi (Inde), Sage Publications, 1995.

Les auteurs

Guy Bessette
Spécialiste principal de programmes
Centre de recherches pour le développement international
BP 8500
Ottawa, ON
Canada K1G 3H9
courriel : gbessette@idrc.ca

Lucie Alexandre
Responsable du programme Clac
Agence de la Francophonie
13, quai André-Citroën
75015 Paris
France
courriel : lucie.alexandre@francophonie.org

Mabiala Ma-Umba
Chargé de programmes
Centre d'études de la famille africaine
BP 80529
Lomé
Togo
courriel : mmabiala@cefa.cafe.tg

Awa Adjibade Traoré
Coordonnatrice, programme ETICAO
Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest
Agence de la Francophonie
117, avenue de Sarakawa
BP 7223
Lomé
Togo
courriel : brao.eticao@togotel.net.tg

Les éditeurs

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) croit en un monde durable et équitable. Le CRDI finance les chercheurs des pays en développement qui aident les peuples du Sud à trouver des solutions adaptées à leurs problèmes. Il maintient des réseaux d'information et d'échange qui permettent aux Canadiens et à leurs partenaires du monde entier de partager leurs connaissances et d'améliorer ainsi leur destin.

Les Éditions du CRDI publient les résultats de travaux de recherche et d'études sur des questions mondiales et régionales touchant le développement durable et équitable. Les Éditions du CRDI enrichissent les connaissances sur l'environnement et favorisent ainsi une plus grande compréhension et une plus grande équité dans le monde. Les publications du CRDI sont vendues au siège de l'organisation à Ottawa (Canada) et par des agents et des distributeurs en divers points du globe. Vous pouvez consulter le catalogue des Éditions du CRDI sur le Web a l'adresse http://www.idrc.ca/booktique/index_f.cfm.

L'Agence intergouvernementale de la Francophonie, opérateur principal de l'Organisation internationale de la Francophonie, a été créée par la convention de Niamey (Niger) le 20 mars 1970 sous l'impulsion de trois chefs d'État africains : Léopold Sédar Senghor du Sénégal, Habib Bourguiba de Tunisie et Hamani Diori du Niger.

Elle regroupe aujourd'hui 49 États et gouvernements qui, unis par les liens que crée le partage de la langue française, souhaitent, par des actions de coopération multilatérale, utiliser ces liens au service de la paix, du dialogue des cultures et du développement. L'Agence de la Francophonie est l'unique opérateur intergouvernemental de l'Organisation internationale de la Francophonie.

L'APPUI AU DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

UNE EXPÉRIENCE DE COMMUNICATION EN AFRIQUE RURALE DE L'OUEST

sous la direction de Lucie Alexandre et Guy Bessette

L'information ne suffit pas pour faire du développement une réalité durable. Encore faut-il engager la participation active des individus et des communautés. La communication pour le développement devrait permettre d'animer cette participation. Mais qui peut initier ces activités et comment doit-on procéder ? Quelles sont les conditions qui favorisent son déploiement ? Quelles sont ses limites et surtout quel apport ces activités de communication ont-elles sur le développement des communautés ?

Ce livre rend compte d'une recherche-action, réalisée en Afrique de l'Ouest, avec la participation de 23 centres de lecture et d'animation culturelle (Clac). La recherche avait pour objectif de voir s'il était possible d'intégrer des activités de communications aux Clac dans le but d'élargir le mandat de ces centres communautaires pour en faire de véritables outils de développement dans leur milieu.

L'appui au développement communautaire s'adresse à tous les artisans des Clac et à tous les organismes communautaires d'Afrique et d'ailleurs dans le monde en développement qui voudraient mener des activités de communication au profit du développement de leur communauté. Elle présente aussi un intérêt certain pour les bailleurs de fonds désireux de mieux comprendre l'impact de telles activités de communication en appui du développement local.

Lucie Alexandre a initié le programme des Centres de lecture et d'animation culturelle à l'Agence de la Francophonie et en a été la coordonnatrice pendant 15 ans. Deux cent centres ont été implantés dans 19 pays d'Afrique et de l'Océan indien, desservant des communautés rurales de 5 000 à 20 000 habitants.

Guy Bessette est spécialiste principal de programme au CRDI et intervient dans des projets de communication pour le développement en Afrique sub-saharienne. Titulaire d'un doctorat en technologie éducationnelle, il est spécialisé en communication pour le développement. Il a dirigé la recherche présentée dans la présente publication et est l'auteur d'une autre publication sur le sujet, *La communication pour le développement: un agenda ouest-africain* (CRDI 1996).

ISBN 0-88936-919-4

IDRC CRDI

agence intergouvernementale de la francophonie

Canada